

1^{ÈRE} ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE

Élue le 20 Octobre 1945

TABLES GÉNÉRALES

des **DOCUMENTS** et **DÉBATS** parlementaires

rédigées par les Services des Procès-Verbaux et des Archives

(6 Novembre 1945 — 10 Juin 1946)

TOME II

TABLE NOMINATIVE

PARIS

IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE

1947



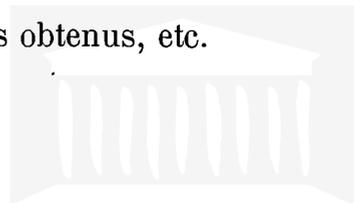
TOME II

NOMS

PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

Ce tome comprend, pour chaque membre de l'Assemblée Nationale Constituante, les indications ayant trait :

- à sa circonscription,
- à la validation de son élection,
- aux Commissions dont il a fait partie,
- aux propositions de loi qu'il a déposées comme député et, le cas échéant, comme membre du Gouvernement,
- aux rapports ou avis qu'il a présentés,
- à ses interventions en séance publique,
- aux excuses d'absence, congés obtenus, etc.



ASSEMBLÉE
NATIONALE

1^{ÈRE} ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE

Élue le 20 Octobre 1945

ASSEMBLÉE
NATIONALE

TABLE NOMINATIVE

A

ABELIN (M. Pierre), Député du département de la Vienne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46),
= Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138); de la Commission des affaires économiques, douanes et conventions commerciales (A. de 1946, p. 256).

Dépôts :

Le 7 février 1946, une proposition de loi, tendant à modifier l'article 2 de la loi du 2 décembre 1945 relative à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit, n° 369. — Le 14 février 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire, sur la proposition de loi de M. Bernard Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à reviser l'ordonnance du 19 octobre 1945 et à permettre le remboursement des amendes de Vichy injus-

tement perçues, n° 418. — Le 13 mars 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur la proposition de loi de M. Pierre Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à la révision des salaires moyens mensuels départementaux servant de base au calcul des allocations familiales, n° 664. — Le 30 mars 1946, une proposition de loi tendant à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances, n° 828. — Le 16 avril 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur la proposition de loi de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation de l'article 23, relatif aux allocations familiales agricoles, de l'acte dit loi du 28 juin 1941, portant fixation du budget de l'exercice 1941, n° 1049. — Le 16 avril 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi relatif à l'attribution de prêts d'installation du Crédit agricole mutuel aux jeunes agriculteurs, n° 1050. — Le 19 avril 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet

de loi relatif à la révision des salaires moyens départementaux, n° 1117. — Le 25 avril 1946, un avis au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur le projet de loi sur les programmes de production, n° 1201.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils). — LOI DE FINANCES : Art. 3 : *Son amendement* (A. de 1945, p. 305); *le retire* (ibid.); Art. 4 : *Son amendement* (p. 306); Art. 50 : *Son amendement* (p. 324); AGRICULTURE : en qualité de *Rapporteur* (p. 461 et suiv.); *Ses observations sur les directions générales de l'agriculture* (p. 475). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 329); — du projet de loi relatif à la rémunération des heures supplémentaires de travail : *Discussion générale* (p. 402); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 9 : *Son amendement* (p. 1148); Art. 13 : *Son amendement* (p. 1162); Art. 22 : *Son amendement* (p. 1188); Art. 24 : *Son amendement* (p. 1195); *le retire* (ibid.); Art. 25 : *Son amendement au second alinéa* (ibid.); *le retire* (p. 1196); Art. 39 : *Son amendement* (p. 1206); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif au statut du fermage, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des finances* : *Donne lecture de son rapport* (p. 1247); Art. 20 : *Ses observations* (p. 1315); — du projet et des propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : *Discussion générale* (p. 2139); *Son contre-projet* (p. 2150); Art. 1^{er} : *Son amendement* (p. 2170); *le retire* (ibid.); Art. 3 : *Son amendement* (p. 2172); Art. 14 : *Son amendement* (p. 2188); *le retire* (ibid.); Art. 15 : *Son amendement* (p. 2190); *le retire* (ibid.); Art. 23 : *Son amendement* (p. 2199); *le retire* (ibid.); Art. 26 : *Son amendement* (p. 2200); Art. 27 : *Son amendement* (p. 2201); *le retire* (ibid.); Art. 29 : *Son amendement* (ibid.); *le retire* (ibid.); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2206); — du projet de loi sur les programmes de production, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques* : *Donne lecture de son rapport* (p. 2359).

ACHOUR (M. Mohand), Député du département d'Alger et territoires de Ghardaïa (*Collège des électeurs français musulmans non citoyens*).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138). Est nommé juré de la Haute-Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 11 décembre 1945, une proposition de loi, tendant à accorder l'amnistie aux musulmans algériens condamnés pour faits politiques, n° 83. — Le 9 avril 1946, une proposition de loi, tendant à retirer la nationalité française à une certaine catégorie de Français indigènes, n° 951. — Le 15 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur : 1° le projet de loi portant nationalisation de la Banque de l'Algérie; 2° la proposition de loi de M. Mohamed Bendjelloul et plusieurs de ses collègues tendant à nationaliser la Banque d'Algérie, la Compagnie algérienne, le Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie et autres banques ou succursales en Algérie, d'établissements de crédit déjà nationalisés en France; 3° la proposition de résolution de M. Camille Larrivière et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la nationalisation de la Banque d'Algérie, avant le 31 mars 1946, n° 1044.

Interventions :

Prend part à la discussion en qualité de *Rapporteur* : du projet de loi autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'exercice 1946 (A. de 1945, p. 718). — Est entendu au cours : du débat sur le projet de loi portant amnistie applicable à l'Algérie : Art. 1^{er} : *Ses observations* (A. de 1945, p. 536); — de la discussion d'interpellations sur la situation économique de l'Algérie (p. 574); — demande la discussion immédiate du projet de loi tendant à nationaliser la Banque de l'Algérie (p. 2310).

AIROLDI (M. Julien), Député du département du Rhône (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 5 avril 1946, un rapport supplémentaire, au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1^o de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2^o de M. Joseph Delachenal tendant à établir la Constitution de la République française ; 3^o de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la nouvelle Constitution de la République française ; 4^o de M. Mohamed Bendjelloul et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de l'Algérie afin que celle-ci soit inscrite dans la Constitution de la République française ; 5^o de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de justice » ; 6^o de M. Jean-Pierre Giraudoux tendant à établir la Constitution de l'Union française ; 7^o de M. Guy Mollet, président de la Commission de la Constitution, au nom de la Commission, tendant à établir la Constitution de la République française (Président de la République — Conseil supérieur de la magistrature), n^o 885 (4^e annexe).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 40 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 1207) ; *le retire* (p. 1211) ; — de propositions de loi relatives à la Constitution de la République (*Présidence de la République*), en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* (p. 1871).

ALLAUZEN (M. Joseph), Député du département de l'Ardèche.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 51),
= Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1946, p. 460).

ALLONNEAU (M. Auguste), Député du département de Maine-et-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de contrôle et de circulation monétaire (A. de 1946, p. 256).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : Est entendu pour un rappel au Règlement (A. de 1945, p. 362) ; MONNAIES ET MÉDAILLES : en qualité de *Rapporteur* (p. 432) ; LOI DE FINANCES : *Disjonction de l'article 116* (p. 667) ; *Disjonction de l'article 155* (p. 675) ; Art. 116 : *Son amendement concernant la formation pré-militaire* (p. 686) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale : *Son amendement au premier alinéa de l'article 1^{er} sur les bénéficiaires agricoles* (A. de 1946, p. 296) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement aux trois derniers alinéas, forfaits* (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires ; Art. 2 : *Son amendement au second alinéa* (p. 342) ; *le retire* (ibid.).

ANTIER (M. Paul), Député du département de la Haute-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138). Est nommé juré de la Haute-Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 26 avril 1946, une proposition de loi relative à l'organisation professionnelle agricole dans le cadre de la nation, n^o 1228.

Interventions :

Son rapport, au nom du 3^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Vendée (A. de 1945, p. 15). — Est entendu au cours de la discussion du rapport tendant à la

suspension de la validation de M. Camille Laurens (p. 263, 267). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Ses explications de vote* (p. 687).

APITHY (M. Sourou-Migan), Député du territoire de Dahomey—Togo (*Collège des non-citoyens*).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 460).
= Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1946, p. 256).

Interventions :

Prend part à la discussion d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer (A. de 1946, p. 942).

ARAGON (M. Charles d'), Député du département des Hautes-Pyrénées.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères (A. de 1945, p. 145).

Dépôts :

Le 18 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation en matière de ravitaillement, n° 130. — Le 14 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à favoriser l'exportation des chevaux de sang, n° 419.

Interventions :

Intervient au cours de la discussion d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 63 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 8 : *Son amendement au neuvième alinéa* (p. 1132). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 235).

ARBOUSIER (M. Gabriel d'), Député du Gabon Moyen-Congo (*Collège des citoyens*).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 639).
= Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139).

Dépôts :

Le 17 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Lamine-Guéye, président de la Commission, portant organisation du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, n° 1080. — Le 17 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Lamine-Guéye, président de la Commission, tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer, n° 1081.

Interventions :

Prend part à la discussion du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : Art. 14, paragraphe 5 (A. de 1945, p. 97); — du projet de loi portant création d'un fonds monétaire international : en qualité de *Rapporteur* pour avis de la Commission des territoires d'outre-mer (p. 381). — Demande à interpellier sur la situation des territoires dépendant du Ministère de la France d'outre-mer et la politique générale du Gouvernement à leur égard (A. de 1946, p. 244); développe son interpellation (p. 899); intervient dans la discussion (p. 1029, 1042). — Est entendu au cours du débat sur le règlement de l'ordre du jour (p. 648); — sur les propositions de loi tendant au classement comme départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française : *Ses observations sur le renvoi de la discussion* (p. 666). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 684). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (p. 763); d'une proposition de loi de M. Lamine-Guéye tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer; en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son*

rapport (p. 2240); Art 1^{er} : *Amendement de M. Bloch* (p. 2243); Art. 6 : *Amendement de M. Kaouza* (p. 2246); Art. 19 : *Amendement de M. Bloch* (p. 2251); Art. 1^{er} réservé : *Ses observations* (p. 2264); Art. 19 : *Ses observations* (ibid.); d'une proposition de loi de M. Lamine-Guéye portant organisation du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances; en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* (p. 2256); Art. 7 : *Ses observations* (p. 2267).

ARCHIDICE (M. Georges), Député du département du Lot.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires, des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 138); de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (ibid.); de la Commission de la Constitution (A. de 1946, p. 365). Est nommé juré de la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Son rapport, au nom du 8^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine-Inférieure, 2^e circonscription (A. de 1945, p. 36).

ARGENLIEU (M. Philippe d'), Député du département de la Sarthe.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138). Est nommé juré de la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 5 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence à l'établissement et à la mise en œuvre d'un programme de voirie rurale, n° 360.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au statut du fermage; Art. 15 : *Soutient un amendement de M. Moreau* (A. de 1946, p. 1296). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 460).

ARNAL (M. Franck), Député du département du Var.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946 : *Son amendement tendant à réduire de 10 0/0 le total des crédits du budget de l'armement* (A. de 1945, p. 736); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'exercice 1946 : *ARMEMENT discussion générale* (A. de 1946, p. 1460).

ARRÈS-LAPOQUE (M. Jacques), Député du département de Lot-et-Garonne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 12 février 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n° 396. — Le 5 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1^o de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française; 2^o de M. Joseph Delachenal tendant à établir la Constitution de la République française; 3^o de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la nouvelle Constitution de la République fran-

çaise; 4° de M. Mohamed Bendjelloul et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de l'Algérie afin que celle-ci soit inscrite dans la Constitution de la République française; 5° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de justice »; 6° de M. Jean-Pierre Giraudoux tendant à établir la Constitution de l'Union française; 7° de M. Guy Mollet, président de la Commission de la Constitution, au nom de la Commission, tendant à établir la Constitution de la République française (collectivités locales), n° 885 (5^e annexe).

Interventions :

Prend part à la discussion de propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des droits : Art. 32 : *Ses observations contre l'amendement de M. Denais* (A. de 1946, p. 961); *DES COLLECTIVITÉS LOCALES*, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Donne lecture de son rapport* (p. 1914).

ARTHAUD (M. René), Député du département de Vaucluse.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138); de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Dépôts :

Le 5 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'étude d'une réforme de l'enseignement pharmaceutique, n° 568. — Le 14 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la classification des consommateurs en matière de ravitaillement, n° 674. — Le 27 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Marcel Ribère et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 5 mai 1945 instituant un Ordre national des pharmaciens, n° 773. — Le 10 avril 1946, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la

proposition de résolution de M. René Arthaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'étude d'une réforme de l'enseignement pharmaceutique, n° 967.

— Le 10 avril 1946, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation de l'article 23, relatif aux allocations familiales agricoles, de l'acte dit loi du 28 juin 1941 portant fixation du Budget de l'Exercice 1941, n° 968. — Le 12 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi fixant le statut des préparateurs en pharmacie, n° 1015. — Le 23 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi fixant le statut des préparateurs en pharmacie, n° 1172.

Interventions :

Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur les opérations électorales du département des Alpes-Maritimes (A. de 1945, p. 9). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : *POPULATION* : *Santé publique et subventions aux œuvres familiales* (p. 602).

ASTIER DE LA VIGERIE (M. Emmanuel d'), Député du département d'Ille-et-Vilaine.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 18 décembre 1945, une proposition de loi tendant à modifier l'article 18 (b) de l'ordonnance du 21 avril 1944, modifiée par l'ordonnance du 6 avril 1945, en vue de préciser les cas d'inéligibilité aux Assemblées communales, départementales et nationale, n° 125. — Le 18 décembre 1945, une proposition de résolution tendant

à inviter le Gouvernement à rompre les relations diplomatiques avec le gouvernement du général Franco, n° 134. — Le 13 avril 1946, une proposition de loi tendant à rendre applicables, pour 1946, aux Assemblées prévues par la Constitution, les inéligibilités relatives aux élections de 1945, n° 1024. — Le 13 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de loi de M. Emmanuel d'Astier de La Vigerie tendant à rendre applicables, pour 1946, aux Assemblées prévues par la Constitution, les inéligibilités relatives aux élections de 1945, n° 1025. — Le 16 avril 1946, une proposition de loi relative à l'élection des membres du Conseil de l'Union française, n° 1069. — Le 26 avril 1946, une proposition de loi tendant à maintenir, pour 1946, les dispositions de l'ordonnance n° 45-2398 du 18 octobre 1945 permettant l'inscription sur les listes électorales des fonctionnaires mutés après clôture de celles-ci, n° 1224. — Le 26 avril 1946, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 46-681 du 13 avril 1946 relative à la participation des Français de Tunisie et de la zone française du Maroc à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, n° 1225.

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport relatif au Règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Article 23* (A. de 1945, p. 111); — du rapport tendant à la suspension de la validation de M. Camille Laurens (p. 264); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : PRÉSIDENCE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE : D. G. E. R. : *Son amendement tendant à la réduction des crédits* (p. 559). — Son avis, en qualité de *Président de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale*, sur le renvoi de la discussion d'une proposition de loi tendant à la suppression de la tutelle administrative de la ville de Marseille (A. de 1946, p. 192). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. André Marie tendant à la modification de l'article 33 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale : *Article unique* (p. 244); — de la proposition de loi de M. Cristofol tendant à la suppression de la tutelle administrative de la ville

de Marseille : en qualité de *Président de la Commission : Contre-projet de M. Leenhardt* (p. 261). — Pose au Ministre des Travaux publics une question concernant les marins français de la marine marchande internés en Amérique du Sud à la suite de la saisie de leurs bateaux (p. 377). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie applicable à l'Algérie, en qualité de *Président de la Commission de l'intérieur : Ses observations sur l'amendement de M. Larribère à l'article premier* (p. 537); — d'interpellations sur la liberté de la presse (p. 725). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1078). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés, en qualité de *Président de la Commission de l'intérieur : Art. 1^{er} : Ses observations* (p. 1352); *Contre-projet de M. Herriot* (p. 1357); *Art. 4 : Ses observations* (p. 1367); *Art. 8 : Amendements de MM. Varenne, Morice et Pleven* (p. 1372); *Art. 9 : Répartition des Députés* (p. 1377); *Art. 13 : Ses observations* (p. 1497); *Art. 17 : Ses observations* (p. 1504); *Dispositions spéciales à l'Algérie : Art. 19 : Ses observations* (p. 1522); *Art. 26 : Amendement de M. Larribère* (p. 1528); *Art. 33 : Amendements de M. Coty* (p. 1530); Tunisie et Maroc : *Art. 1^{er} : Amendement de M. Leonetti* (p. 1546); — d'un projet de loi relatif au vote par correspondance, en qualité de *Président de la Commission : Ses observations* (p. 1553); — de propositions de loi relatives à la Constitution de la République française : *Art. 124 : Ses observations* (p. 2054). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1379); au cours de la discussion d'une interpellation de M. Pleven sur les conditions dans lesquelles seront réparties entre partisans et adversaires de la Constitution les facilités d'affichage, d'imprimerie et de radiodiffusion (p. 2266). — S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 460, 2115); Obtient un congé (A. de 1946, p. 2115).

AUBRY (M. Albert), Député du département de l'Ille-et-Vilaine.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138); de la Commission de comptabilité (p. 139); de la Commission du ravitaillement

(A. de 1946, p. 460). Est nommé juré de la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 31 décembre 1945, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur le projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale Constituante pour l'exercice 1946, n° 257. — Le 26 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 (Budgets des anciens combattants et victimes de la guerre), n° 1220.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1945 (Dépenses administratives de l'Assemblée Nationale Constituante) : En qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de comptabilité* : *Dépose et lit son rapport* (A. de 1945, p. 414); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : ANCIENS COMBATTANTS : En qualité de *Rapporteur* (p. 427 et suiv. — Demande à interpellier sur : 1° l'insuffisance notoire de l'épuration dans la magistrature en particulier et les administrations en général; 2° les décisions incompréhensibles de faiblesse et d'indulgence prises à la suite de propositions de la Commission des grâces; 3° l'insuffisante organisation de la justice patriotique (A. de 1946, p. 781). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : ANCIENS COMBATTANTS : Chap. 101 : *Ses observations* (p. 2307); Chap. 105 : *Son amendement* (p. 2309).

AUDEGUIL (M. Fernand), Député du département de la Gironde.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139); de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1946, p. 460).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : *Discussion générale* : *Decentralisation artistique* (A. de 1945, p. 567).

AUDIBERT (M. Louis), Député du département de la Loire-Inférieure.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la défense nationale (*ibid.*). Est nommé membre de la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 1327).

Dépôts :

Le 11 décembre 1945, une proposition de loi tendant à attribuer aux déportés politiques une indemnité forfaitaire de 20.000 francs pour les pertes subies par eux dans les camps de concentration, n° 78. — Le 23 janvier 1946, une proposition de loi tendant à établir le statut des combattants de la Résistance, n° 314. — Le 8 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les délais d'attribution des distinctions honorifiques au titre de la Résistance, n° 625.

Interventions :

Est entendu lors de la lecture de la déclaration ministérielle faite par M. le général de Gaulle (A. de 1945, p. 129). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'Exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 1400). — S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 191).

AUJOLAT (M. Paul-Louis), Député du territoire du Cameroun (Collège des citoyens).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 208). — Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 334).

Dépôts :

Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de MM. Fily-Dabo Sissoko et Félix Houphouët-Boigny tendant à inviter le Gouvernement à assurer le plus rapidement possible la mise en place dans les territoires d'outre-mer d'un corps d'inspecteurs du travail dépendant directement du Ministère de la France d'outre-mer, n° 940.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : COLONIES : *Travailleurs coloniaux et service médical aux colonies* (A. de 1945, p. 548). — Demande à interpellier sur la situation actuelle du Cameroun et les conséquences économiques, sociales et politiques des accords de tutelle (A. de 1946, p. 422); *Développe cette interpellation* (p. 902).

AUPIAIS (M. le R. P. François), Député du Dahomey-Togo (Collège des citoyens).

= Est nommé membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139). — Son décès est annoncé à l'Assemblée (A. de 1945, p. 233).

AURIOL (M. Vincent), Député du département de la Haute-Garonne, Président de l'Assemblée Nationale Constituante.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). = Est nommé Ministre d'Etat (J. O. du 22 novembre, p. 80). Est élu Président de l'Assemblée Nationale Constituante (A. de 1946, p. 193).

Dépôts :**En qualité de député :**

Le 19 novembre 1945, une proposition de résolution tendant à la nomination, sans délai,

d'une Commission chargée d'élaborer le projet de Constitution de la nouvelle République, n° 6.

En qualité de Président de l'Assemblée Nationale Constituante :

— Le 31 janvier 1946, une allocution, n° 330.
— Le 19 avril 1946, une allocution, n° 1142.

Interventions :

En qualité de *Député* : *Ses rapports, au nom du 3^e Bureau, sur les opérations électorales des départements* : de la Creuse (A. de 1945, p. 15); de la Drôme (p. 16); de l'Eure (*ibid.*); d'Eure-et-Loir (*ibid.*). — Est entendu : au sujet de l'élection du Président du Gouvernement provisoire de la République (p. 64); au cours de la discussion de sa proposition de résolution tendant à nommer une Commission de 44 membres chargée d'élaborer le projet de Constitution (p. 80). — En qualité de *Ministre d'Etat* : Est entendu : sur la fixation de la date de la discussion de l'interpellation de M. Peeters sur la revalorisation des traitements, salaires et retraites (p. 225 et suiv.); sur le règlement de l'ordre du jour (p. 227). — Soulève un incident à propos de l'interprétation de l'article 56 du Règlement (p. 335). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : *Discussion préliminaire* (p. 420); PRÉSIDENTICE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE : *Amendement de M. d'Astier de la Vigerie* (p. 560); PRISONNIERS, DEPORTÉS ET RÉFUGIÉS : *Discussion générale* (p. 620); *Ses observations sur les explications de vote de M. Mutter* (p. 687 et 690). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946 : *Sa déclaration au nom du Gouvernement* (p. 725). — En qualité de *Président de l'Assemblée Nationale Constituante* : *Son allocution en prenant place au fauteuil* (p. 193); *Préside* : la séance du 5 février 1945 (p. 207); la séance du 7 février (p. 235); la séance du 12 février (p. 255); la séance du 14 février (p. 296); la séance du 15 février (p. 328); la première partie de la séance du 19 février (p. 364); la séance du 21 février (p. 399); la séance du 23 février (p. 431); la séance du 28 février (p. 487); la séance du 1^{er} mars (p. 520); la séance du 5 mars (p. 555); la 2^e séance du 7 mars (p. 605); la séance du 8 mars (p. 631); la 2^e séance du

12 mars (p. 667); la 2^e séance du 14 mars (p. 764); la 2^e séance du 15 mars (p. 807); la 2^e séance du 19 mars (p. 863); la 2^e séance du 21 mars (p. 950); la 2^e séance du 22 mars (p. 1004); la 2^e séance du 26 mars (p. 1059); la seconde partie de la 2^e séance du 28 mars (p. 1184); la quatrième partie de la séance du 28 mars (p. 1205); la séance du 29 mars (p. 1235); les deux séances du 30 mars (p. 1260); la séance du 1^{er} avril (p. 1327); les deux séances du 2 avril (p. 1351); la 2^e séance du 3 avril (p. 1406); les deux séances du 4 avril (p. 1432 et 1452); la première partie de la 2^e séance du 5 avril (p. 1513); la troisième partie de la 2^e séance du 5 avril (p. 1533); la 2^e séance du 9 avril (p. 1619); la 3^e séance du 9 avril (p. 1636); la 2^e séance du 10 avril (p. 1664); les 2^e et 3^e séances du 11 avril (p. 1711); la 2^e séance du 12 avril (p. 1765); la 2^e séance du 13 avril (p. 1800), les 2^e et 3^e séances du 15 avril (p. 1842); la 2^e séance du 16 avril (p. 1912); les deux séances du 17 avril (p. 1947 et 1964); la première partie de la 2^e séance du 19 avril (p. 2045); la troisième partie de la 2^e séance du 19 avril (p. 2070); la séance du 23 avril (p. 2115); les 2^e et 3^e séances du 24 avril (p. 2184 et 2215); la 2^e séance du 25 avril (p. 2260); les première et troisième parties de la 2^e séance du 26 avril (p. 2354). — *Son discours à l'issue du vote de la Constitution* (p. 2070); *Son allocution avant la clôture de la session de l'Assemblée Nationale Constituante* (p. 2411).

AUSSEL (M. Joseph), Député du département de l'Hérault.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138); de la Commission des territoires d'outre-mer (p. 139).

Dépôts :

Le 23 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Marcel Champeix et plusieurs de ses collègues portant organisation de la recherche agronomique et création d'un Institut national de la recherche agronomique, n° 745.

— Le 10 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Marcel Champeix et plusieurs de ses collègues portant organisation de la recherche agronomique et création d'un Institut national de la recherche agronomique, n° 973.

AVININ (M. Antoine), Député du département de la Seine (5^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 138); de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (*ibid.*).

Interventions :

— Est entendu au cours de l'élection du Président du Gouvernement provisoire de la République (A. de 1945, p. 68). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques; *Ses explications de vote* (p. 189). — Est entendu au cours de la discussion du rapport sur la suspension de la validation de M. Camille Laurens : *Motion de M. Parent tendant à interdire la qualité de parlementaire aux porteurs de francisque* (p. 265). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 5* (p. 305); *Son amendement à l'article 45* (p. 320); *Son amendement à l'article 48* (p. 323); MINISTÈRES D'ÉTAT : En qualité de *Rapporteur* : *Ses observations* (p. 557 et suiv.); *Ses explications de vote sur l'ensemble du budget* (p. 689). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'un fonds monétaire international : *Discussion générale* (p. 394); — du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946 : *Sous-amendement de M. Rose à l'amendement de M. Capdeville* (p. 735); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1945 au titre du Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes : en qualité de *Rapporteur* : *Donne*

lecture de son rapport (A. de 1946, p. 1236); Chap. 15; *Ses observations* (p. 1242); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'Exercice 1946: *Ses explications de vote* (p. 1485); — de la proposition de loi relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés: Art. 14: *Amendement de M. Bardoux* (p. 1498); Art. 17: *Ses observations* (p. 1502); *Dispositions spéciales à l'Algérie*; Art. 34 bis nouveau: *Ses observations* (p. 1532); *Métropole*; Art. 17 bis: *Ses observations* (p. 1547); Art. 33 bis: *Ses explications de vote* (p. 1550). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1927).

AZEMIA (M. Auguste), Député du département de l'Eure.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Morice sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (A. de 1946, p. 855).



B

BACHIR (M. Abd-el-Louahab), Député du département d'Alger et territoire de Ghardaïa (*Collège des électeurs français musulmans non-citoyens*).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
 = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (*ibid.*).
 = Se démet de son mandat de député (A. de 1946, p. 365).

BACON (M. Paul), Député du département de la Seine (*4^e circonscription*), **Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138). — Est élu Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante (A. de 1945, p. 52).

Dépôts :

Le 11 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence à la revalorisation des traitements et salaires des agents des services publics et à la péréquation de leurs retraites, n° 62. — Le 27 mars 1946, une proposition de loi tendant à attribuer de droit aux médaillés du travail l'allocation aux vieux travailleurs, n° 776. — Le 8 avril 1946, une proposition de

loi tendant à la création d'une nouvelle forme de société dite « Société de travail et d'épargne », n° 944.

Interventions :

En qualité de *Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante* : *Préside* : la 3^e séance du 29 décembre 1945 (p. 531); la 2^e séance du 30 décembre 1945 (p. 576); la 1^{re} séance du 12 mars 1946 (A. de 1946, p. 655); la 1^{re} séance du 15 mars (p. 791); la 1^{re} séance du 21 mars (p. 931); la 1^{re} séance du 27 mars (p. 1099); la séance du 8 avril (p. 1568); la 1^{re} séance du 11 avril (p. 1691); la 1^{re} séance du 15 avril (p. 1820); la 1^{re} séance du 19 avril (p. 2035), la séance du 20 avril (p. 2084); la 1^{re} séance du 25 avril (p. 2236).

BADIE (M. Vincent), Député du département de l'Hérault.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138). — Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale Constituante (A. de 1945, p. 52). Est nommé juré de la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion du rapport relatif au Règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Son amendement tendant à rectifier l'article 15* (p. 91); *le retire* (*ibid.*). — *Ses explications de vote lors de la discussion d'inter-*

pellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 174). — *Son rapport*, au nom du 7^e Bureau, sur les opérations électorales du territoire de la Réunion (1^{re} et 2^e circ.) (p. 177). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires : Art. 8 : *Amendement de M. Pleven* (p. 345) ; Art. 9 : *Son amendement* (p. 346). — Pose au Ministre de la Justice une question sur la promotion de magistrats, ayant prêté serment au maréchal Pétain, dans l'ordre de la Légion d'honneur (p. 369). — Est entendu au cours : du débat sur les propositions de loi de MM. A. Mercier (Oise) et Pierre Bloch tendant à proroger les délais pour l'ouverture des informations devant les cours de justice et les chambres civiques et fixer au 1^{er} janvier 1947 la date d'expiration des informations et poursuites pour faits de collaboration : Art. 2 : *Amendement de M. Denais* (p. 471) ; — d'interpellations sur la liberté de la presse (p. 709) : — de la discussion du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 13 : *Ses explications de vote* (p. 1160) ; Art. 23 : *Soutient l'amendement de M. Herriot* (p. 1194) ; Art. 32 : *Soutient l'amendement de M. Herriot* (p. 1201) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 1218). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2107). — Prend part à la discussion : du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : *Discussion générale*, (p. 2134) ; Art. 1^{er} : *Ses amendements* (p. 2164, 2166) ; Art. 3 : *Son amendement* (p. 2172) ; Art. 6 : *Son amendement* (p. 2175) ; *le retire* (ibid.) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2204) ; — du projet de loi modifiant le taux des amendes pénales : *Discussion générale* (p. 2326) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : DISPOSITIONS SPECIALES : Art. 19 : *Amendement de M. Delcos* (p. 2344).

BALLANGER (M. Robert), Député du département de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139).

Dépôts :

Le 22 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer rapidement un projet de loi modifiant le régime actuel des zones de salaires, d'allocations familiales, d'allocations aux vieux travailleurs et d'indemnités de résidence dans le département de Seine-et-Oise, n° 720. — Le 22 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement des mesures en faveur des « mal lotis », n° 723.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 77* (A. de 1945, p. 341) ; *Son amendement à l'article 158 : Archives des services départementaux d'apurement des dommages de guerre* (p. 673) ; *Son amendement à l'article 167 : Indemnités forfaitaires des sinistrés* (p. 679) ; *le retire* (p. 680). — Pose au Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme une question sur les mesures qu'il envisage pour hâter la reconstruction (A. de 1946, p. 380).

BARANGÉ (M. Charles), Député du département de Maine-et-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 138).

Dépôts :

Le 9 avril 1946, une proposition de loi tendant à permettre aux veuves de guerre de bénéficier des prêts accordés aux anciens prisonniers de guerre, déporté et réfugiés en vertu de l'ordonnance du 5 octobre 1945 n° 956 — Le 19 avril 1946, une proposition de loi tendant à fixer le statut des banques d'affaires, n° 1120.

Interventions :

Son rapport au nom du 3^e Bureau sur les opérations électorales du département du Finistère (A. de 1945, p. 16). — Prend part à la discussion du projet de loi portant nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et l'organisation du crédit : *Son amendement à l'article premier* (p. 161); *le retire* (ibid.); *Son amendement : au 2^e alinéa de l'article 8* (p. 172); *aux 2^e, 3^e et 4^e alinéas de l'article 12* (p. 177); *le retire* (p. 178); *Son amendement au 4^e alinéa de l'article 13* (p. 179); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 258). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Discussion générale*, (p. 287); *Son amendement à l'article 42* (p. 319); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Rigal à l'article premier sexiès* (p. 349); JUSTICE : *Ses observations en qualité de Rapporteur* (p. 424); — du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale : *Son amendement à l'article 8* (A. de 1946, p. 299); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 13 : *Amendement de M. Dupraz* (p. 1156); *Amendement de M. Bouvier-U'ottiercau* (p. 1159); Art. 27 : *Son amendement au 3^e alinéa* (p. 1197); *Son second amendement* (p. 1198); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du Budget général de l'Exercice 1946 : Art. 6 : *Ses observations* (p. 2096). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2137). — Prend part à la discussion du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : Art. 1^{er} : *Son amendement* (p. 2165); Art. 7 : *Ses explications de vote* (p. 2178). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance (p. 2184). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 2295); Dispositions spéciales : Art. 19 : *Amendement de M. Delcos*, (p. 2346).

BARATGIN (M. Paul), Député du département des Hautes-Pyrénées.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission des

pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (*ibid.*).

BARBARY (M. Joseph), Député du département de Maine-et-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138). Est nommé juré de la Haute Cour de justice (p. 638). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 235).

BARBIER (M. André), Député du département des Vosges.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 18 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la reprise des travaux communaux d'adduction d'eau potable dans les localités rurales et des aménagements ayant trait à l'amélioration de l'habitat rural, n° 121.

BARBU (M. Marcel), Député du département de la Drôme.

Son élection est validée (A. de 1946, p. 667).

Dépôts :

Le 12 mars 1946, une proposition de loi tendant à instituer un nouveau type de société dénommé « Communauté de travail », n° 648. — Le 12 mars 1946, une proposition de loi portant création d'un Conseil national communautaire et d'une Ecole nationale de cadres communautaires, n° 649. — Le 12 mars 1946, une proposition de loi tendant à permettre la transformation des entreprises anciennes en communautés de travail, n° 650.

— Le 3 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser la socialisation de la gestion des entreprises nationalisées, n° 844.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (A. de 1946, p. 763, 794); — de propositions de loi relatives à la Constitution et à la Déclaration des droits : Art. 14 : *Amendement de M. Demais* (p. 817); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 46 : *Son amendement* (p. 1215); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1218).

BARDOUX (M. Jacques), Député du département du Puy-de-Dôme.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission du Règlement (A. de 1945, p. 53); de la Commission de la Constitution (p. 138). Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 17 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à compléter les articles premier et 2 de la résolution du 29 novembre 1945 instituant une procédure exceptionnelle pour l'examen et le vote des projets de loi urgents, n° 296. — Le 18 janvier 1946, une proposition de loi ayant pour objet de tenir compte aux instituteurs secrétaires de mairie, pour le calcul de leur pension de retraite, du traitement reçu par eux comme secrétaire de mairie, n° 303. — Le 7 février 1946, une proposition de loi relative à la création d'une « Cour suprême de justice », n° 381. — Le 12 février 1946, une proposition de loi relative au recrutement, à l'organisation et à la composition des conseils de préfecture, n° 402. — Le 12 février 1946, une proposition de loi relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés, n° 403. — Le 19 février 1946, une proposition de loi portant définition de la nationalité française et fixant les règles de l'immigration des étrangers et de leur naturalisation, n° 458. — Le 21 fé-

vrier 1946, une proposition de loi tendant à créer dans les départements des Chambres de paysannerie, n° 484. — Le 28 février 1946, une proposition de loi relative aux régions administratives, n° 537. — Le 5 mars 1946, une proposition de loi relative aux conseils cantonaux, n° 575. — Le 7 mars 1946, une proposition de loi relative aux conseils municipaux, n° 585. — Le 7 mars 1946, une proposition de loi relative au recrutement des magistrats et à l'organisation des tribunaux, n° 596. — Le 19 mars 1946, une proposition de loi, relative aux principes généraux de l'électorat et de l'éligibilité, n° 694.

Interventions :

Prend part à la discussion du rapport relatif au Règlement de l'Assemblée Nationale Constituante; En qualité de *Président de la Commission : Amendement de M. Mollet à l'article 15* (A. de 1945, p. 92 et suiv.); *Article 14, paragraphe 8* (p. 98); *paragraphe 12* (p. 100); *paragraphe 6* (p. 101). — Pose au Ministre de l'information une question sur la présentation officielle des articles de fond de la presse étrangère (A. de 1946, p. 383). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance du 2 novembre 1945 rétablissant les élections aux chambres de métiers : *Discussion générale* (p. 570). — Prend part à la discussion : de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des droits : Préambule, premier alinéa : *Son amendement* (p. 680); Art. 14 : *Son amendement* (p. 772); Art. 24 : *Son amendement* (p. 775); Art. 18 : *Son amendement* (p. 866); *le retire* (ibid); Art. 20 : *Son amendement* (p. 868); Art. 31 bis : *Son amendement* (p. 893); Art. 32 : *Son amendement* (p. 954); Art. 34 : *Son amendement* (p. 971); Art. 36 : *Son amendement* (p. 972); Constitution de la République : *Discussion générale* (p. 1632 et suiv.); Institutions de la République : Art. 41 : *Son amendement* (p. 1728); Art. 60 : *Son amendement* (p. 1851); Art. 127 : *Ses observations* (p. 2055); — d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer : *Règlement de l'ordre du jour* (A. de 1946, p. 1057); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : *Soutient son contre-projet* (p. 1112 et suiv.); — de sa proposition de loi relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 8 : *Son amendement aux*

deuxième et troisième alinéas (p. 1372); *Son amendement sur le vote obligatoire* (p. 1376); Art. 11 : *Son amendement* (p. 1459); Art. 14 : *Son amendement* (p. 1498). = S'excuse de son absence (A. de 1945, p. 202, 277, 334, 373). Obtient des congés (A. de 1945, p. 277, 373).

BAREL (M. Virgile), Député du département des Alpes-Maritimes.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138); de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (*ibid.*); de la Commission de la défense nationale (A. de 1946, p. 208).

Dépôts :

Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer les réquisitions d'hôtels ou pensions de famille représentant un intérêt touristique, n° 182. — Le 26 février 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de résolution de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réglementer les réquisitions d'hôtels ou pensions de famille présentant un intérêt touristique, n° 518. — Le 8 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à envisager la création de nouvelles écoles maternelles, n° 617. — Le 8 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser les cantines scolaires dans les écoles publiques, n° 621.

Interventions :

Son rapport au nom du 5^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Haute-Loire (A. de 1945, p. 21). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'Exercice 1945 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Exposé des motifs* (p. 284); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Tourisme et travail*; *Utilisation des immeubles Skolnikov* (p. 508).

BARRE (M. Henri), Député du département de la Seine (3^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945 p. 138); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance du 2 novembre 1945 rétablissant les élections aux chambres de métiers : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 570). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 235).

BARROT (M. Noël), député du département de la Haute-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). = Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139); de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Dépôts :

Le 15 janvier 1946, une proposition de loi portant statut des laboratoires d'analyses médicales, n° 264.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : POPULATION : *Discussion générale, laboratoires et recherches* (A. de 1945, p. 607).

BARTHÉLEMY (M. André), Député du département du Jura.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). = Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138). Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 24 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes et téléphones sur le projet de loi modifiant l'article 18 de la loi du 15 juillet 1911 relatif à l'envoi par la poste, contre remboursement, d'objets de correspondance, n° 1179.

Interventions :

Son rapport, au nom du 9^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine, 4^e circonscription (A. de 1945, p. 35). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES : *Ses observations* (p. 654); — de la proposition de loi de M. André Marie tendant à la modification de l'article 33 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 242). — Pose au Ministre de l'Education nationale une question sur la latitude laissée aux inspecteurs d'académie sur les programmes et mesures en faveur des maîtres et maîtresses débutants (p. 376).

BARTOLINI (M. Jean), Député du département du Var.

Son election est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la défense nationale (*ibid.*).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : INTÉRIEUR (A. de 1945, p. 451); du projet de loi portant fixation du Budget général (dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946 : ARMEMENTS, RÉPARTITION DES CRÉDITS : *Discussion générale* (p. 712). — Pose au Ministre de l'Economie nationale une question : sur les lenteurs apportées à la liquidation des pensions de l'Etat

et à leur révision (A. de 1946 p. 373); sur les arrérages échus dus aux personnes bloquées hors de la métropole (*ibid.*); sur les mesures prises pour indemniser les fonctionnaires et ouvriers de l'Etat ou privés frappés pour leur action patriotique depuis 1938 (*ibid.*). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'exercice 1946 : Chap. F : *Son amendement tendant à supprimer ce chapitre* (p. 1440); *le retire* (*ibid.*); ARMEMENT : *Discussion générale* (p. 1459).

BAS (M. André), Député du département du Haut-Rhin.

Son election est validée (A. de 1945, p. 63). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 29 novembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer le versement rétroactif des allocations militaires et des allocations familiales supprimées par les autorités nazies dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 35. — Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche (Situation agricole en zone d'occupation française d'Allemagne), n° 917. — Le 26 avril 1946, une proposition de loi tendant à faire bénéficier des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945 relatives aux candidats empêchés d'accéder aux services publics les personnes domiciliées en Alsace, Lorraine et Algérie pendant tout ou partie de l'occupation ennemie, n° 1234.

S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 207, 2354). Obtient des congés (A. de 1946, p. 207, 2354).

BASTIDE (Mme Denise), Député du département de la Loire.

Son election est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 7 février 1946, une proposition de loi tendant à améliorer le contrôle médical scolaire, n° 365. — Le 21 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de Mme Denise Bastide et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer le contrôle médical scolaire, n° 706.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement tendant à compléter l'article 50* (A. de 1945, p. 324); *le retire* (ibid.); *Son amendement à l'article 54* (p. 326); *le retire* (p. 327); *Son amendement à l'article 84* (p. 345); *Son article additionnel* (p. 360); *le retire* (p. 363); POPULATION : *Discussion générale*; *Logement des familles nombreuses* (p. 609). — Pose au Ministre de la Justice une question sur les dispositions qu'il compte prendre pour l'inculpation des traîtres et leur incarcération (A. de 1946, p. 369).

BASTIDE (M. Joseph), Député du département de l'Aveyron.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 30 décembre 1945, une proposition de loi tendant à la modification de l'article 7 de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 (retraite des vieux travailleurs) et à la suppression de toute interprétation rétroactive de cette ordonnance à l'encontre des droits acquis des travailleurs, n° 247. — Le 26 mars 1946, une proposition de loi portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, n° 756. — Le 8 avril 1946, une proposition de loi tendant à promouvoir au grade supérieur à compter du jour

de leur arrestation ou à une date qui ne pourra qu'être antérieure, les officiers d'active déportés pour actes de résistance, n° 934.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse : *Son contre-projet* (A. de 1946, p. 1810). — S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 1, 275, 1862). Obtient des congés (A. de 1946, p. 1, 1862).

BAUDRY D'ASSON (M. Armand de), Député du département de la Vendée.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 23 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'indemnité de doctorat au personnel scientifique des Archives de France au taux fixé par le décret du 18 août 1945, n° 319.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 10 : *Son amendement* (A., de 1946, p. 1150); Art. 27 : *Son amendement au deuxième alinéa* (p. 1197); Art. 28 : *Son amendement aux deux derniers alinéas* (p. 1198); — du projet de loi relatif au statut du fermage : *Discussion générale* (p. 1262); Art. 1^{er} : *Son amendement* (p. 1267); *le retire* (ibid.); Art. 2 : *Amendement de M. Castera* (p. 1268); Art. 4 : *Son amendement* (p. 1269); Art. 12 : *Soutient l'amendement de M. Kalis*, (p. 1282); *le retire* (ibid.); *Son amendement* (p. 1283); *le retire* (ibid.); Art. 13 : *Son amendement* (p. 1290); Art. 14 : *Soutient l'amendement de M. Ramarony* (p. 1295); *le retire* (ibid.); Art. 16 : *Soutient l'amendement de M. Frédéric-Dupont* (p. 1302); *le retire* (ibid.); Art. 20 : *Son amendement* (p. 1312); — du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles liquides : Art. 3

Son amendement (p. 2392); Art. 30 : *Ses amendements* (p. 2406). = S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 191).

BAUMEL (M. Jacques), Député du département de la Moselle.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères (A. de 1945, p. 145).

Dépôts :

Le 15 janvier 1946, une proposition de loi tendant à maintenir, pour 1946, les inéligibilités prévues pour 1945 et à suspendre les élections municipales complémentaires jusqu'aux élections municipales générales, n° 287.

Interventions :

Est entendu au cours de la discussion d'une communication du Gouvernement : *Sa motion tendant à la formation d'un Gouvernement tripartite* (A. de 1945, p. 72). — Demande à interpellier sur la politique extérieure du pays devant les problèmes de la sécurité collective et sur l'organisation internationale de la paix (A. de 1946, p. 3); développe cette interpellation (p. 14 et suiv.). — Prend part à la discussion : de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des droits : Art. 13. : *Ses observations* (p. 769); — de l'interpellation de M. Morice sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (p. 851); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'exercice 1946 : Chap. RD : *Ses observations sur la région militaire de Metz* (p. 1439).

BAURENS (M. Alexandre), Député du département du Gers.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 18 décembre 1945, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture et du ravitail-

lement sur la proposition de loi de M. Bernard Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à reviser l'ordonnance du 19 octobre 1945 et à permettre le remboursement des amendes de Vichy injustement perçues, n° 106. — Le 22 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Gérard Vée et plusieurs de ses collègues relative à la constitution d'un office national interprofessionnel du machinisme agricole n° 722. — Le 18 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. le projet de loi tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole; II. la proposition de résolution de M. Bernard Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à autoriser, par dérogation à la loi du 4 juillet 1931, de nouvelles plantations de vignes dans les départements dans lesquels la superficie des vignes a diminué depuis 1938, n° 1089.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : RAVITAILLEMENT (A. de 1945, p. 480); ECONOMIE NATIONALE : *Exportation et marché intérieur* (p. 487). = S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 364).

BAYLET (M. Jean), Député du département de Tarn-et-Garonne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139).

Interventions :

Prend part à la discussion d'interpellations sur la liberté de la presse (A. de 1946, p. 724).

BEAUQUIER (M. Pierre), Député du territoire de Belfort.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de

1945, p. 138; de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones (*ibid.*).

Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Ses observations* (A. de 1946, p. 1535).

BECHARD (M. Paul), Député du Département du Gard.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones (A. de 1945, p. 138); de la Commission de l'équipement national et de la production (*ibid.*).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi et de propositions de loi relatifs à la nationalisation de l'électricité et du gaz : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 1074 et suiv.); Art. 33 : *Son amendement*, p. 1203; Art. 45 : *Son amendement* (p. 1213); *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 1220).

BÈCHE (M. Emile), Député du département des Deux-Sèvres.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (*ibid.*). Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638).

BEN ALI CHÉRIF (M. Allaoua), Député du département de Constantine et territoire de Touggourt (Collège des électeurs français musulmans non-citoyens).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission des

territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139); de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1946, p. 555).

BENCHENOUF (M. Hachemi), Député du département de Constantine et territoire de Touggourt (Collège des électeurs français musulmans non-citoyens).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 138); de la Commission de l'agriculture (A. de 1946, p. 555).

Interventions :

Est entendu au cours de l'élection du Président du Gouvernement provisoire de la République (A. de 1945, p. 69). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : INTÉRIEUR (p. 461); INFORMATION : *Journaux algériens* (p. 521); — du projet de loi autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'exercice 1946 (p. 719); — de la proposition de loi de M. Cristofol tendant à la suppression de la tutelle administrative de la ville de Marseille : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 259). — Est entendu au cours : du débat sur les conclusions de M. Lacroix sur les opérations électorales du département d'Oran (p. 469); — de la discussion du projet de loi portant amnistie applicable en Algérie : *Discussion générale*, (p. 492 et suiv.). — Prend part à la discussion : de son interpellation sur les mesures que le Ministre de l'Intérieur compte prendre pour remédier à la misère entraînant une mortalité effrayante, sévissant actuellement en Algérie, et cela dans le plus bref délai (p. 557); — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 2 : *Amendement de M. Bendjelloul* (p. 1366); *le retire* (*ibid.*); Dispositions spéciales à l'Algérie : Art. 19 : *Amendement de M. Bendjelloul* (p. 1522).

BENDJELLOUL (M. Mohamed Salah),
Député du département de Constantine
et territoire de Touggourt (Collège des
électeurs français musulmans non-citoyens).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission de
l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration
générale, départementale et communale (A. de
1945, p. 138); de la Commission du ravitail-
lement (A. de 1946, p. 460).

Dépôts :

Le 30 novembre 1945, une proposition de loi
tendant à accorder amnistie pleine et entière à
tous ceux qui en Algérie, antérieurement ou
postérieurement au 8 mai 1945, ont été con-
damnés pour certains faits politiques, n° 48. —
Le 7 février 1946, une proposition de loi ten-
dant à établir la Constitution de l'Algérie afin
que celle-ci soit inscrite dans la Constitution de
la République française, n° 376. — Le 30 mars
1946, une proposition de loi tendant à nation-
naliser la Banque d'Algérie, la Compagnie algé-
rienne, le Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie
et autres banques ou succursales en Algérie,
d'établissements de crédit déjà nationalisés en
France, n° 819. — Le 30 mars 1946, une pro-
position de résolution tendant à inviter le Gou-
vernement à exproprier d'urgence avec prise de
possession immédiate les grandes propriétés
sises en Algérie et appartenant à des sociétés,
des compagnies ou des particuliers et supé-
rieures à cinq cents hectares, n° 820.

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport relatif
au Règlement de l'Assemblée Nationale Consti-
tuante (A. de 1945, p. 90); *Ses observations sur
l'article 12* (p. 91); *Sur le paragraphe 5 de l'ar-
ticle 14* (p. 97); *Son amendement au deuxième
alinéa de l'article 15* (p. 109); — du projet de loi
portant fixation du Budget général de l'Exer-
cice 1946 (Services civils) : INTÉRIEUR
(p. 460); — du projet de loi autorisant la per-
ception des droits, produits et revenus applica-
bles au budget de l'Algérie pour l'exercice 1946
(p. 721). — Ses explications de vote lors de la
discussion d'interpellations sur la politique générale
du Gouvernement (A. de 1946, p. 175). —

Prend part à la discussion : du projet de loi
portant amnistie applicable en Algérie : *Dis-
cussion générale*, (p. 506); *Son amendement à
l'article 2* (p. 537); *Son amendement à l'ar-
ticle 3* (p. 539); *Ses amendements à l'article 4*
(p. 540); *Son amendement à l'article 5* (p. 541);
le retire (ibid.); — d'interpellations sur la
situation économique de l'Algérie (p. 576);
— des propositions de loi relatives à la Consti-
tution et à la Déclaration des droits : *Discussion
générale* (p. 646); Art. 13 : *Ses observations*
(p. 769); Art. 14 : *Amendements de M. Schu-
mann, ses explications de vote* (p. 828); Art. 24 :
Son amendement (p. 865); *le retire* (ibid.);
Art. 18 : *Son amendement* (ibid.); *le retire*
(p. 866); — d'interpellations sur la situation
de la France d'outre-mer (p. 1056); — d'une
proposition de loi de M. Bardoux relative à
l'élection des membres de la Chambre des Dépu-
tés : Art. 1^{er} : *Ses deux amendements* (p. 1359);
retire le premier (ibid.); Art. 2 : *Son amen-
dement sur les circonscriptions* (p. 1365); Art. 4 :
Son amendement relatif à l'Algérie (p. 1367);
le retire (ibid.); Art. 6 : *Son amendement*
(p. 1370); Art. 4 : *Son amendement* (p. 1455);
le retire (ibid.); Dispositions spéciales à l'Al-
gérie : *Discussion générale* (p. 1506); Art. 19 :
Son amendement (p. 1522); *Son amendement au
premier alinéa* (p. 1525); *Son amendement au
deuxième alinéa* (p. 1526); *Son amendement
tendant à insérer un nouvel article* (ibid.);
Art. 22 : *Son amendement* (p. 1527); Tunisie
et Maroc : Art. 1^{er} : *Son amendement* (p. 1545);
Union française : *Ses observations* (p. 1718); —
des conclusions du rapport sur l'adhésion des
territoires d'outre-mer à la Constitution : *Dis-
cussion générale* (p. 2255); — d'une proposition
de loi présentée par M. d'Astier de la Vigerie
relative à l'élection des membres du conseil de
l'Union française : Art. 1^{er} : *Son amendement*
(p. 2271). = S'excuse de son absence et obtient
un congé (A. de 1945, p. 233).

BEN KRITLY (M. Madani), Député d'Oran
(Collège des électeurs français musulmans non-
citoyens).

Son élection est annulée (A. de 1945, p. 473).
= Est nommé membre de la Commission des
affaires économiques, des douanes et des con-
ventions commerciales (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Est entendu sur la déclaration ministérielle présentée par M. le général de Gaulle (A. de 1945, p. 130). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1945, p. 233).

BEN MILOUD (M. Khelladi), Député d'Oran (*Collège des électeurs français musulmans non-citoyens*).

Son élection est annulée (A. de 1945, p. 473). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1945, p. 233).

BENOIST (M. Charles), Député du département de Seine-et-Oise (*2^e circonscription*).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 7 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes et téléphones sur le projet de loi autorisant l'octroi d'avances aux entreprises exploitant des réseaux de voies ferrées d'intérêt local partiellement ou totalement détruits par suite d'actes de guerre, n° 602.

Interventions :

Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur les opérations électorales du département des Ardennes (A. de 1945, p. 9). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : FINANCES : *Discussion générale ; Situation des fonctionnaires* (p. 651) ; LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 99 : Priorité des travaux* (p. 665) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement à l'article 151 : Rémunérations accessoires des fonctionnaires* (p. 674). — Pose au **Ministre** des Travaux publics une question

sur les cartes de circulation délivrées aux généraux par la S. N. C. F. et leurs bénéficiaires (A. de 1946, p. 377).

BENOIT (M. Alcide), Député du département de la Marne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 51). — Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement tendant à insérer un article additionnel* (A. de 1945, p. 364) ; *le retire* (ibid.) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Situation des cheminots* (p. 505). — Pose au Ministre de l'Economie nationale une question : sur la vente du matériel récupéré par le service des domaines (A. de 1946 p. 37?) ; sur les achats des surplus américains au bénéfice exclusif du Trésor (p. 374).

BÉRANGER (M. André), Député du département de la Nièvre.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale ; Apprentissage et enseignement technique* (A. de 1945, p. 634).

BERLIOZ (M. Joanny), Député du département de l'Isère.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre de la Commission des

finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Haute-Vienne (A. de 1945, p. 40). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement au premier alinéa de l'article 5* (p. 169); *se retire* (ibid.); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 77* (p. 341); — du projet de loi portant fixation du Budget général (dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946 : En qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport sur les crédits d'armement* (p. 709); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'Exercice 1946 : ARMEMENT : En qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* (p. 1447 et suiv.).

BERNARD (M. Louis), Député du département de la Nièvre).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche (Questions économiques dans la zone d'occupation française d'Allemagne), n° 918. — Le 5 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer le statut de « la Marine nationale » (anciennement Forges de la Chaussade de Guérigay (Nièvre), n° 900.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : PRODUCTION

INDUSTRIELLE : *Titres et bons de rationnement* (A. de 1945, p. 526); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 46 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 1214); *se retire* (ibid.). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

BERNARD-COTHIER (M. René-Edmond), Député du territoire de la Côte française des Somalis.

Son élection est validée (A. de 1946, p. 461).
= Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138).

BERTHO (M. le R.-P. Jacques), Député du Dahomey—Togo (Collège des citoyens).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 899).
= Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1946, p. 667).

Interventions :

Prend part à la discussion : de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des droits : Art. 14 : *Ses observations* (A. de 1946, p. 829); — d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer : *Ses observations sur l'ordre du jour* (p. 1057).

BESSAC (M. Abel), Député du département du Lot.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 1^{er} mars 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative à la transformation du métayage en fermage, n° 563.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **PRODUCTION INDUSTRIELLE** : *Discussion générale*; *Artisanat forestier* (A. de 1945, p. 528). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, (p. 207, 2164).

BESSET (M. Pierre), Député du département du Puy-de-Dôme.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones (A., de 1945, p. 138); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139). Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS** : *Discussion générale*; *Emploi rationnel des prisonniers de guerre* (A. de 1945, p. 504); — du projet de loi relatif à la rémunération des heures supplémentaires de travail : *Discussion générale* (A. de 1946, 401); — d'un projet de loi relatif au statut des délégués du personnel dans les entreprises : Art. 1^{er} : *Son amendement* (p. 1604); *le retire*; (ibid.); Art. 2 : *Son amendement* (ibid.); *le retire* (p. 1605).

BEUGNIEZ (M. Louis), Député du département du Pas-de-Calais (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139); de la Commission supérieure des comités d'entreprises (A. de 1946, p. 2); de la Commission de l'équipement national et de la production (p. 667).

Dépôts :

Le 31 janvier 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale

sur le projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de l'ordonnance du 27 juillet 1944 relative au rétablissement de la liberté syndicale, n° 340. — Le 23 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le projet de loi portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur; II. les propositions de loi : 1° de M. Lucien Draveny et plusieurs de ses collègues tendant à instituer une réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeurs pour hommes et dames; 2° de M. Edouard Ramonet et plusieurs de ses collègues tendant à organiser la profession de coiffeur; 3° de M. Charles Desjardins tendant à réglementer la profession de coiffeur; III. la proposition de résolution de M. Fernand Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir, dès avant l'institution du statut de l'artisanat, les dispositions nécessaires à l'organisation de la profession de coiffeur, n° 1164.

Interventions :

Son rapport, au nom du 8^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Haute-Saône (A. de 1945, p. 32). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **TRAVAIL** : *Discussion générale* (p. 497); *Caisse d'assurances sociales privées* (p. 501); — du projet de loi relatif au personnel des exploitations minières et assimilées : En qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission du travail* (A. de 1946, p. 238); d'un projet de loi relatif au statut des délégués du personnel dans les entreprises : Art. 20 : *Ses observations* (p. 1611). — En qualité de *Vice-Président de la Commission du travail* : Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2213). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives aux comités d'entreprises : En qualité de *Rapporteur* : *Ses observations* (p. 2221); Art. 3 : *Amendement de M. Bougrain* (p. 2222); *autres amendements de M. Bougrain* (ibid.); Art. 4 : *Son amendement* (p. 2223); Art. 5 : *Amendement de M. Bougrain* (ibid.); Art. 6 : *Amendement de M. Bougrain* (ibid.); — du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux : Art. 3 : *Son amendement* (p. 2392); Art. 38 : *Son amendement* (p. 2408).

BICHET (M. Robert), Député du département de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de l'équipement national et de la production (*ibid.*) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1946, p. 256).

Dépôts :

Le 11 décembre 1945, une proposition de loi tendant à la nationalisation de la production, du transport et de la distribution de l'électricité, n° 72. — Le 22 février 1946, une proposition de loi tendant à modifier le décret-loi du 30 octobre 1935 sur les brevets d'invention intéressant la défense nationale, n° 499.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1940 (Services civils) : EDUCATION NATIONALE : *Enseignement technique* (A. de 1945, p. 571). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour, en qualité de *Président de la Commission de la presse* (A. de 1946, p. 1799). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant la dévolution de biens d'entreprises de presse ; en qualité de *Président de la Commission* : Art. 2 : *Ses observations* (p. 1813).

BIDAULT (M. Georges), Député du département de la Loire, Ministre des Affaires Etrangères.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé Ministre des Affaires Etrangères (Ministère de Gaulle, du 21 novembre 1945 au 25 janvier 1946) (*J. O.* du 22 novembre 1945, p. 7750) (Ministère Gouin, du 26 janvier au 23 juin 1946) (*J. O.* du 27 janvier 1946, p. 754).

Dépôts :

En qualité de **Ministre des Affaires Etrangères :**

Le 1^{er} avril 1946, un projet de loi autorisant le Président du Gouvernement provisoire à rati-

fier la Convention du 16 novembre 1945 créant l'organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, n° 832. — Le 13 avril 1946, un projet de loi autorisant le Gouvernement provisoire de la République à ratifier les amendements à la constitution de l'organisation internationale du travail adoptés par la 27^e session de la Conférence internationale du travail, n° 1016. — Le 13 avril 1946, un projet de loi autorisant le Gouvernement provisoire de la République à ratifier les amendements à la constitution de l'organisation internationale du travail adoptés par la 27^e session de la Conférence internationale du travail, n° 1016 (Annexe). — Le 13 avril 1946, un projet de loi rétablissant les élections aux Conseils de Prud'hommes en Tunisie, n° 1031. — Le 13 avril 1946, un projet de loi tendant à l'aliénation de terrains sis à Beyrouth et à Tripoli, n° 1032. — Le 17 avril 1946, un projet de loi portant approbation du traité franco-chinois de renonciation à l'exterritorialité et aux droits y relatifs conclu à Tchongking le 28 février 1946 entre la France et la Chine, n° 1072. — Le 17 avril 1946, un projet de loi portant approbation de l'accord franco-chinois sur les relations indo-chinoises conclu à Tchongking le 28 février 1946, entre la France et la Chine, n° 1073. — Le 19 avril 1946, un projet de loi autorisant l'octroi d'avances, dans certaines conditions, aux représentations diplomatiques accréditées auprès du Gouvernement français, n° 1138.

Interventions :

En qualité de *Ministre des Affaires étrangères*, intervient : au cours de la discussion de la proposition de résolution de M. Pierre Bourdan tendant à la nomination d'une commission spéciale chargée d'enquêter dans les zones d'occupation française d'Allemagne et d'Autriche (p. 292 et 293) ; au cours de la discussion d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 5, 13, 78, 94, 98, 103). — Est entendu au cours du débat sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Parent (A., 1946, p. 462). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 13 : *Ses observations sur l'article* (p. 1162). — Est entendu pour la commémoration du décès du Président Roosevelt (p. 1765).

BILLOUX (M. François), Député du département des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription). Ministre de l'Economie nationale ; Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
 = Est nommé Ministre de l'Economie nationale (Ministère de Gaulle, du 21 novembre 1945 au 25 janvier 1946, *J. O.* du 22 novembre 1945, p. 7750); Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (Ministère Gouin, du 26 janvier 1946 au 23 juin 1946, *J. O.* du 27 janvier 1946, p. 754).

Dépôts :

En qualité de Ministre de l'Economie nationale :

Le 20 décembre 1946, un projet de loi autorisant l'octroi d'avances du Trésor à la Compagnie générale de traction sur voies navigables, n° 163.

En qualité de Ministre de la Reconstruction :

Le 3 avril 1946, un projet de loi relatif à la conservation des ruines et à la reconstruction d'Oradour-sur-Glane, n° 855. — Le 20 avril 1946, un projet de loi tendant à modifier les articles 23 à 26 de la loi validée des 11 octobre 1940, 12 juillet 1941 relatifs aux associations syndicales de remembrement et de reconstruction, n° 1148. — Le 26 avril 1946, un projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, n° 1237.

Interventions :

En qualité de *Ministre de l'Economie nationale* : Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'un fonds monétaire international : *Discussion générale* (A. de 1945, p. 387 et suiv.); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : *Economie nationale : Organisation du Ministère* (p. 489). — En qualité de *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* : répond aux questions posées par : M. Figuières sur le règlement du prix des chevaux réquisitionnés aux cultivateurs par les Allemands ; M. Rigal sur la

lenteur de l'instruction des dossiers de sinistrés ; M. Ballanger sur les mesures qu'il envisage pour hâter la reconstruction (A. de 1946, p. 380), M. Cance sur les modifications de structure à effectuer dans les organisations syndicales ; M. Michaut sur la démolition de maisons et usines facilement réparables et certains refus d'autorisation de réparation sur des immeubles frappés d'alignement ; M. Brichot sur la législation actuelle des dommages de guerre ; M. Rose sur les fournitures de bois de menuiserie pour les réparations (p. 381). — Prend part à la discussion d'interpellations sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (p. 595, 763, 800 et suiv., 852)

BINOT (M. Jean), Député du département de la Seine-Inférieure (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 139); de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : *EDUCATION NATIONALE : Discussion générale : Reclassement de la fonction enseignante* (A. de 1945, p. 568); — des propositions de loi relatives à la Constitution et à la Déclaration des Droits de l'Homme; Art. 24 : *Amendement de M. Bardoux sur la liberté de l'enseignement* (A. de 1946, p. 780).

BIONDI (M. Jean), Député du département de l'Oise.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138); de la Commission de comptabilité (p. 139). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la reprise des travaux communaux d'adduction d'eau potable dans les localités rurales, et des aménagements ayant trait à l'amélioration de l'habitat rural, n° 186. — Le 31 décembre 1945, une proposition de loi tendant à la création d'un office de radiodiffusion, n° 250. — Le 28 février 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de loi de M. Jean Minjoz tendant à accorder aux maires le droit de réquisition pour le maintien ou la création de jardins ouvriers, n° 532. — Le 26 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de loi de M. Jacques Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés, n° 764. 1^{re} partie : Métropole, Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane, Algérie ; 2^e partie : Territoires d'outre-mer ; 3^e partie : Tunisie, Maroc. — Le 29 mars 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de loi de M. Jacques Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés, n° 801. 1^{re} partie : Métropole, Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane, Algérie. — Le 11 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur le projet de loi portant organisation du referendum prévu par l'article 3 de la loi constitutionnelle du 21 octobre 1945, n° 1002. — Le 17 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de loi de M. Emmanuel d'Astier de la Vigerie, président de la Commission, relative à l'élection des membres du Conseil de l'Union Française, n° 1079.

Interventions :

Son rapport, au nom du 6^e Bureau, sur les opérations électorales du département du Morbihan (A. de 1945, p. 25). — Prend part à la

discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils : INTÉRIEUR (p. 454) ; TRAVAIL : *Discussion générale : Mutilés du travail* (p. 499) ; RADIODIFFUSION NATIONALE : *Réorganisation et crédits* (p. 661). — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés ; En qualité de *Rapporteur : Demande le rejet de la question préalable* (A. de 1946, p. 1328) ; *Discussion générale, donne lecture de son rapport* (p. 1329 et suiv.) ; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Herriot* (p. 1356) ; *Amendement de M. Capitant* (p. 1359) ; *Amendement de M. Bendjelloul* (ibid.) ; *Amendement de M. Varenne* (p. 1360) ; *Amendement de M. Capitant* (ibid.) ; Art. 2 : *Amendement de M. Courant* (p. 1365) ; *Amendement de M. Bendjelloul* (p. 1366) ; Art. 4 : *Amendement de M. Bendjelloul* (p. 1367) ; *Observations de M. Varenne* (ibid.) ; Art. 5 : *Amendement de M. Coty* (p. 1369) ; Art. 8 : *Amendements de MM. Varenne, Morice et Pleven* (p. 1371) ; *Amendement de M. Rupied* (p. 1373) ; *Amendement de Mme de Suzannet* (p. 1375) ; *Amendement de M. Delcos* (p. 1375) ; *Amendement de M. Rousseau* (p. 1376) ; *Amendements de MM. Bardoux et Rupied* (p. 1377) ; Art. 4 réservé : *Ses observations* (p. 1454) ; *Amendement de M. Delachenal* (p. 1455) ; Art. 9 réservé : *Nombre des Députés* (p. 1457) ; Art. 11 : *Amendement de M. Bardoux* (p. 1459) ; Art. 13 : *Ses observations* (p. 1496) ; Art. 14 : *Amendement de M. Bardoux* (p. 1499) ; Art. 16 : *Amendement de M. Lacroix* (p. 1501) ; Art. 17 : *Sa réponse aux observations de MM. Varenne et Avinin* (p. 1503) ; Dispositions spéciales à l'Algérie : *Discussion générale* (p. 1521) ; Art. 19 : *Amendement de M. Bendjelloul, au 2^e alinéa* (p. 1526) ; Art. 33 : *Amendements de M. Coty* (p. 1529) ; Art. 34 : *Amendement de M. Bouvier O' Cottereau* (p. 1532) ; Art. 34 bis nouveau : *Ses observations* (ibid.) ; Territoires d'outre-mer : *Ses observations* (p. 1533) ; Art. 7 : *Amendement de M. Zivarattinam* (p. 1543) ; Tunisie et Maroc : *Ses observations* (p. 1545) ; Métropole : Art. 17 bis : *Ses observations* (p. 1547) ; *Amendement de M. Coty* (p. 1548) ; — d'un projet de loi portant organisation du referendum ; en qualité de *Rapporteur de la Commission de l'intérieur* ; Art 1^{er} : *Ses observations* (p. 1836) ; — d'une proposition de loi de M. Ribère relative à l'élection des Députés en ce qui concerne la limite d'âge élec-

toral de certains Français (p. 2268) ; — d'une proposition de loi présentée par M. d'Astier de la Vigerie relative à l'élection des membres du Conseil de l'Union française, en qualité de *Rapporteur de la Commission de l'intérieur* : *Donne lecture de son rapport* (p. 2268) ; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Valentino* (p. 2270) ; *Amendement de M. Bendjelloul* (p. 2271) ; Art. 3 : *Amendement de M. Valentino* (p. 2272) ; Art. 5 : *Amendement de M. Landry* (p. 2274) ; *Amendement de M. Vourc'h* (p. 2275) ; Art. 10 : *Amendement de M. Lamine-Guèye* (p. 2276).

BISCARLET (M. Alfred), Député du département de la Haute-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission des affaires étrangères (p. 145).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 au titre du commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes : *Discussion générale* (A., 1946, p. 1238 et suiv.). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A., 1946, p. 207).

BISSOL (M. Léopold), Député de la Martinique (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 576).
= Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139).

Dépôts :

Le 17 janvier 1946, une proposition de loi tendant au classement comme départements français de la Guadeloupe et de la Martinique, n^o 295. — Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi tendant à rendre applicable aux Antilles et à la Réunion l'ordonnance du 18 octobre 1945 permettant l'inscription sur les listes

électorales des fonctionnaires mutés après la clôture de celle-ci, n^o 936.

Interventions :

Prend part à la discussion : de sa proposition de loi et de celles de MM. Monnerville et Vergès tendant au classement comme départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française : *Ses observations* (A., 1946, p. 664) ; — d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer (p. 1055) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des députés : TERRITOIRES D'OUTRE-MER : Art. 8 : *Son amendement* (p. 1544) ; *le retire* (p. 1545).

BLOCH (M.), voy. PIERRE-BLOCH (M.).

BLONCOURT (M. Elie), Député du département de l'Aisne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des territoires d'outre-mer (p. 139). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) SECRETARIAT GÉNÉRAL DES ANCIENS COMBATTANTS (A. de 1945, p. 430 et suiv.) ; — de l'interpellation de M. Morice sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (A. de 1946, p. 859) ; — des interpellations concernant la situation de la France d'outre-mer (p. 999) ; *Ordre du jour* (p. 1056).

BOCCAGNY (M. Albert), Député du département de la Haute-Savoie.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des con-

ventions commerciales (A. de 1945, p. 138. — Est nommé juré de la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : AGRICULTURE (A. de 1945, p. 466).

BOCQUET (M. Emile), Député du département du Nord (3^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138); de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Dépôts :

Le 11 décembre 1945, une proposition de loi tendant à rétablir la liberté syndicale en agriculture, n° 74. — Le 22 décembre 1945, une proposition de loi tendant à organiser le ravitaillement en lait et en produits laitiers, n° 189. — Le 14 février 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement sur la proposition de loi de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à la fixation d'un juste prix des fermages, n° 427.

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Son amendement à l'article 14* (A. de 1945, p. 95); *Le retire* (p. 96); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : AGRICULTURE (p. 469). — Est entendu au cours de la discussion d'interpellations sur la politique du ravitaillement (A. de 1946, p. 433). — Demande à interpellier sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin aux incidents qui se produisent dans certaines régions concernant la politique laitière (p. 576). — Est entendu au cours : du débat sur la fixation de la date de discussion d'interpellations (p. 668); — de la discussion du projet de loi relatif au

statut du fermage : *Discussion générale* (p. 1264); Art. 15 : *Son amendement* (p. 1296); *Le retire* (ibid.) : Art. 16 : *Son amendement* (p. 1302) : *Le retire* (ibid.); — des conclusions du rapport sur la composition et la compétence du Conseil économique : Art. 15 : *Ses observations* (p. 2216).

BOISDON (M. Daniel), Député du département du Cher.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 22 mars 1946, une proposition de loi portant codification et modification de la législation sur les jardins ouvriers, n° 733. — Le 13 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la Constitution sur l'organisation et le fonctionnement de la Haute Cour de justice, n° 1019.

Interventions :

Prend part à la discussion des propositions de loi de MM Duclos, Delachenal, Philip, Bendjelloul et Bardoux relatives à la Constitution : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 607); *Amendement de M. Capitant aux quatre premiers articles de la déclaration des droits* (p. 682); Art. 20 : *Amendement de M. Mutter* (p. 869); Art. 31 bis : *Ses explications de vote* (p. 954); Art. 67 : *Ses explications de vote* (p. 1856); du Président de la République : Art. 90 : *Sa demande de renvoi de l'article* (p. 1872); Art. 96 : *Ses observations* (p. 1873); Articles réservés : Art. 90 : *Son amendement* (p. 1954); Haute Cour de justice : en qualité de *Rapporteur spécial* : *Donne lecture de son rapport* (p. 2026); Art. 4 : *Ses observations* (p. 2027); Art. 7 : *Ses observations* (ibid.); Art. 29, 37 : *Ses observations* (p. 2029). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2024). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de MM. Rose et Lacroix relative à l'organisation et au fonctionnement de la Haute Cour de justice, en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* (p. 2220); — de la proposition

de loi de M. Dominjon relative à l'organisation et au fonctionnement de la Haute Cour de justice, en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* (p. 2221).

BOISSOUDY (M. Guy de), Député du territoire de l'Oubangui-Chari-Tchad (*Collège de non-citoyens*).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 138).
= Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138).

S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 255).

BONTE (M. Florimond), Député du département de la Seine (*5^e circonscription*).

Son élection est validée (A. de 1945 p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères (A. de 1945, p. 145).

Interventions :

Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur les opérations électorales du département d'Alger et du territoire de Ghardaia (A. de 1945, p. 8).
— Demande à interpeller sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 2); développe cette interpellation (p. 8 et suiv.).

BORRA (M. Raoul), Député du département de Constantine et territoire de Touggourt (*Collège des électeurs français citoyens musulmans et non musulmans*).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 21 février 1946, un avis au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'admini-

nistration générale, départementale et communale sur : I. le projet de loi portant amnistie de certaines infractions commises en Algérie; II. les propositions de loi : 1^o de M. Amar Ouzegane et plusieurs de ses collègues tendant à prendre une mesure d'amnistie en faveur de tous les emprisonnés politiques musulmans en Algérie; 2^o de M. Mohamed Bendjelloul et plusieurs de ses collègues tendant à accorder amnistie pleine et entière à tous ceux qui, en Algérie, antérieurement ou postérieurement au 8 mai 1945, ont été condamnés pour certains faits politiques; 3^o de M. Mohand Achour et plusieurs de ses collègues tendant à accorder l'amnistie aux musulmans algériens condamnés pour faits politiques, n^o 476. — Le 28 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de résolution de M. Mohamed Chouadria et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire établir que les élus musulmans d'Algérie, aux conseils des prud'hommes, auront les mêmes droits que les Français en application de l'ordonnance du 7 mars 1944, n^o 791. — Le 2 avril 1946, une proposition de loi tendant à rendre applicables à l'Algérie les dispositions de l'ordonnance n^o 45-2394 du 11 octobre 1945 relative au logement, n^o 838.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie applicable en Algérie, en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale : *Donne lecture de son rapport* (A. de 1946, p. 491); — du projet de loi portant dévolution des biens d'entreprises de presse : *Discussion générale* (p. 1789); Art. 39 : *Ses observations* (p. 1905); — du projet de loi portant organisation du referendum : Art. 18 : *Son amendement* (p. 1837).

BOUGRAIN (M. Patrice-Maurice), Député du département de Saône-et-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138); — *Secrétaire d'âge* (A. de 1945, p. 1).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS ; *Discussion générale : Nécessité de rétablir ce Ministère* (p. 624) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'année 1946 : *Réquisitions d'immeubles, catastrophes aériennes* (p. 712) ; — du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du Budget général de l'Exercice 1946 ; Chap. 203 : *Ses observations* (p. 2103) ; — de propositions de loi relatives aux comités d'entreprise ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 2221) ; *Son second amendement* (p. 2222) ; *Son troisième amendement* (ibid.) ; *Le retire* (ibid.) ; *Son quatrième amendement* (ibid.) ; *Le retire* (ibid.) ; *Son cinquième amendement* (ibid.) ; *Le retire* (p. 2223) ; Art. 4 : *Son amendement* (ibid.) ; Art. 5 : *Son amendement* (ibid.) ; Art. 6 : *Son amendement* (ibid.) ; *Le retire* (p. 2224) ; Art. 10 : *Son amendement* (ibid.) ; *Le retire* (ibid.) ; Art. 3 : *Son amendement* (ibid.) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : AGRICULTURE : *Ses observations* (p. 2298) ; RAVITAILLEMENT : Chap. LA : *Amendement de M. Reille-Soult* (p. 2302) ; ANCIENS COMBATTANTS : Chap. 101 : *Ses observations* (p. 2307) ; DISPOSITIONS SPÉCIALES : Art. 20 : *Son amendement* (p. 2365) ; Art. 23 : *Ses observations* (ibid.).

BOUHEY (M. Jean), Député du département de la Côte-d'Or.

Son élection est validée (A. de 1946, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 179) ; de la Commission des affaires étrangères (p. 145).

S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

BOUKLI-HACÈNE (M. Omar), Député d'Oran (Collège des non-citoyens).

Son élection est annulée (A. de 1946, p. 473).
= Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, de la jeu-

nesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138).

S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1945, p. 233).

BOULOUX (M. Alphonse), Député du département de la Vienne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, de la jeunesse des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 139).

Dépôt :

Le 21 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de loi de M. André Morice et plusieurs de ses collègues tendant à l'ouverture de cours d'agriculture dans toutes les écoles primaires publiques de toutes les communes rurales de France pour les élèves dans leur dernière année de scolarité, n° 711.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : Art. 43 (A. de 1945, p. 356) ; EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale : Stabilité des instituteurs et retraites des secrétaires de matrices* (p. 631) ; — Est entendu au cours de la discussion : d'interpellations sur la liberté de la presse (A. de 1946, p. 705) ; — d'une interpellation sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (p. 806) ; — du projet de loi portant dévolution des biens d'entreprises de presse : Art. 28 : *Son amendement* (p. 1901) ; Art. 29 : *Ses observations* (p. 1902).

BOUMALI (M. Mohammed), Député du département de Constantine et territoire de Touggourt (Collège des électeurs français musulmans non-citoyens).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission de la

justice et de la législation générale (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au Budget de l'Algérie pour l'Exercice 1946 (A. de 1945, p. 719). — S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 151).

BOURBON (M. Henri), Député du département de l'Ain.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : **AGRICULTURE** : (A. de 1945, p. 467).

BOURDAN (M. Pierre), Député du département de la Creuse

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission des affaires étrangères (p. 145).

Dépôts :

Le 20 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission spéciale chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche, n° 135.

Interventions :

Prend part à la discussion : de sa proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission spéciale chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche : *Dépose et lit son rapport* (A.

de 1945, p. 291) ; *Ses observations sur l'article 3* (p. 293) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'année 1946 (p. 732). — Ses explications de vote lors de la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (A. de 1946, p. 175). — Prend part à la discussion des propositions de loi relatives à la Constitution et la déclaration des droits : Art. 23 : *Amendement de M. Coty* (p. 873). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 1051).

BOURET (M. Henri), Député du département des Côtes-du-Nord.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : **TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS** : *Discussion générale : Ports des Côtes-du-Nord* (A. de 1945, p. 511) ; — des propositions de loi relatives à la Constitution, articles réservés : Art. 81 bis : *Son amendement* (A., 1946, p. 1971).

BOUSSENOT (M. Georges), Député de Madagascar (2^e circonscription) (Collège des citoyens).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 455). — Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1946, p. 2).

Dépôts :

Le 22 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le régime des municipalités à Madagascar, n° 312.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer : *Dis-*

discussion générale (A., 1946, p. 906); *Ses observations* (p. 941); — de propositions de loi relatives à la Constitution de la République, pouvoirs de l'Assemblée : Art. 58 : *Son amendement* (p. 1851); — d'une proposition de loi de M. Lamine-Guèye tendant à fixer le régime électoral et la compétence des assemblées locales d'outre-mer : Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bloch* (p. 2243); — d'un projet de loi relatif aux assemblées locales de Madagascar : Art. 5 : *Ses observations* (p. 2382).

BOUTÉ (M. Louis), Député du département de la Seine (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46) = Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 138); de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (*ibid.*). Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 31 janvier 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur les propositions de résolution : 1^o de M. Henri Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à régler le plus tôt possible la question des emplois réservés; 2^o de M. Charles Desjardins et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir dans le plus bref délai les emplois réservés par priorité aux anciens combattants et blessés de guerre et à en étendre le bénéfice aux déportés politiques, n^o 346. — Le 11 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de Mme Marie-Madeleine Dienesch et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à favoriser l'emploi de veuves de guerre dans les administrations publiques, n^o 992. — Le 24 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes, téléphones sur le projet de loi tendant à attribuer au Ministre des Travaux publics et

des Transports un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur destiné à récompenser les services rendus par le personnel de la S. N. C. F., n^o 1178.

Interventions :

Son rapport, au nom du premier Bureau, sur les opérations électorales du département de l'Aude (A., 1945, p. 10). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A., 1946, p. 667).

BOUTIBA (M. Abderrahmana), Député du département d'Alger et territoire de Ghardaïa (Collège des électeurs français musulmans non-citoyens).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138); de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (*ibid.*).

Dépôts :

Le 11 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à protéger l'agriculture algérienne par la révision du régime des répartitions de produits, n^o 75. — Le 11 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer dans les trois départements algériens une politique de l'eau, n^o 76.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : AGRICULTURE : *Régime forestier en Algérie* (A. de 1945, p. 472); PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Répartitions textiles en Algérie* (p. 530); — du projet de loi portant amnistie applicable en Algérie : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 501). — Prend part à la discussion des interpellations sur la situation économique de l'Algérie (p. 655 et suiv.). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1945, p. 233; A. de 1946, p. 191).

BOUVIER O'COTTEREAU (M. Henri),
Député du département de la Mayenne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
— Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 20 décembre 1945, une proposition de loi tendant à : 1° la suppression des comités d'organisation et des organismes similaires; 2° l'organisation de l'économie, n° 142. — Le 27 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir dans la réorganisation de l'armée, une organisation spéciale regroupant les anciens agents et parachutistes de missions, n° 765.

Interventions :

Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur les opérations électorales du département du Rhône (1^{re} circonscription) (A., de 1945, p. 31). — Est entendu pour un fait personnel (*Réunions et manifestations d'agriculteurs*) (p. 354). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS : *Discussion générale : Valorisation des marks* (p. 624). — *Ses rapports*, au nom du 7^e Bureau, sur les opérations électorales du territoire de l'Oubangui-Chari-Tchad [Collège des citoyens et des non-citoyens] (A., de 1946, p. 131). — Prend part à la discussion : du projet de loi et des propositions de loi relatifs à la nationalisation de l'électricité et du gaz : *Discussion générale* (p. 1065 et suiv.); Art. 1^{er} : *Son amendement* (p. 1118); Art. 2 : *Son amendement* (p. 1123); *le retire* (ibid.); Art. 4 : *Son amendement* (p. 1124); Art. 6 : *Son amendement* (p. 1125); *le retire* (ibid.); *Son second amendement* (ibid.); *Son troisième amendement* (p. 1126); Art. 7 : *Son amendement* (ibid.); Art. 8 : *Son amendement* (p. 1130); *Son amendement au 7^e alinéa* (p. 1131); *Son amendement au 8^e alinéa* (p. 1132); *Son amendement au 9^e alinéa* (p. 1132); Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter l'article* (p. 1148); Art. 10 : *Son amendement* (p. 1149); *Ses amendements au 5^e alinéa* (ibid.); *Ses amendements tendant à compléter l'article* (p. 1150, 1151); Art. 11 : *Son amendement au*

1^{er} alinéa (p. 1152); Art. 12 : *Son amendement* (p. 1154); Art. 13 : *Son amendement au 3^e alinéa* (p. 1157); Art. 14 : *Son amendement* (p. 1177); Art. 15 : *Son amendement* (p. 1178); *Son second amendement* (p. 1179); Art. 19 : *Son amendement au 1^{er} alinéa* (p. 1180); Art. 20 : *Son amendement au 5^e alinéa* (p. 1181); *Sur l'ensemble de l'article* (p. 1184); Art. 25 : *Son amendement au dernier alinéa* (p. 1196); Art. 27 : *Soutient l'amendement de M. Baudry d'Asson* (p. 1197); *Son amendement au 5^e alinéa* (ibid.); Art. 28 : *Reprend l'amendement de M. Baudry d'Asson* (p. 1198); Art. 29 : *Son amendement au 5^e alinéa* (p. 1199); Art. 30 : *Son amendement* (p. 1200); Art. 39 : *Son amendement* (p. 1208); Art. 43 : *Son amendement au 6^e alinéa* (p. 1211); Art. 44 : *Son amendement au 1^{er} alinéa* (p. 1212); *le retire* (ibid.); *Son amendement au 5^e alinéa* (p. 1213); *le retire* (ibid.); du projet de loi relatif au fermage : *Son amendement* (p. 1231). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1451). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des députés : *Dispositions spéciales à l'Algérie* : Art. 34 : *Son amendement* (p. 1531); du projet et des propositions de loi portant dissolution d'organismes professionnels et organisation de la répartition des produits industriels : *Discussion générale* (p. 2129). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2137). — Prend part à la discussion : du projet et des propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : Art. 1^{er} : *Son amendement* (p. 2164); *Son second amendement* (ibid.); *le soutient* (p. 2165, 2167); *Son troisième amendement* (p. 2168); Art. 2 : *Son amendement* (p. 2170); Art. 5 : *Son amendement* (p. 2175); Art. 6 : *Son amendement* (ibid.); *le retire* (ibid.); Art. 7 : *Son amendement* (p. 2176); Art. 10 : *Son amendement* (p. 2187); Art. 12 : *Ses amendements* (ibid.); *les retire* (ibid.); Art. 13 : *Son amendement* (p. 2188); Art. 14 : *Son amendement* (ibid.); Art. 15 : *Ses amendements* (p. 2191, 2193); *retire le second* (p. 2193). — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : AGRICULTURE : *Ses observations* (p. 2300); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : Chap. 101 : *Retraite du combattant : Ses observations* (p. 2306); PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale* (p. 2329). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (p. 2325). — Prend part

à la discussion : d'une proposition de loi de M. d'Astier de la Vigerie relative à l'inscription sur les listes électorales des fonctionnaires mutés : *Ses observations* (p. 2366, 2380); — du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux : *Discussion générale* (p. 2388 et suiv.); Art. 2 : *Son amendement* (p. 2391); *le retire* (ibid.); *Son second amendement* (ibid.); *le retire* (ibid.); Art. 3 : *Son amendement* (p. 2391); *Reprend l'amendement de M. de Baudry d'Asson* (p. 2392); Art. 7 : *Défend l'amendement de M. Clémenceau* (p. 2393); *Reprend un second amendement de M. Clémenceau* (p. 2394); Art. 12 : *Son amendement* (p. 2396); *Son second amendement* (p. 2397); *Son troisième amendement* (ibid.); Art. 15 : *Soutient les amendements de M. Frédéric-Dupont* (p. 2398, 2399); Art. 16 : *Son amendement* (ibid.); Art. 17 : *Ses amendements* (p. 2401); Art. 21 : *Ses amendements* (p. 2403, 2404); Art. 22 : *Ses amendements* (ibid.); Art. 24 : *Son amendement* (p. 2405); Art. 30 : *Amendement de M. Baudry d'Asson* (p. 2406); *Son amendement* (p. 2407); Art. 31 : *Son amendement* (ibid.). — Est entendu au cours de la discussion immédiate du projet de loi fixant le régime des réquisitions dans l'agglomération algérienne (p. 2397).

BOUKOM (M. Fernand), Député du département de la Seine (5^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138); — de la Commission des territoires d'outre-mer (p. 139). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1946, p. 208).

Dépôt :

Le 5 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir, dès avant l'institution du statut de l'artisanat, les dispositions nécessaires à l'organisation de la profession de coiffeur, n° 902.

Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés; Art. 8 :

Ses explications de vote (p. 1373). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1945, p. 202).

BOYSSON (M. Guy de), Député du département de l'Aveyron.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138); de la Commission des affaires étrangères (p. 145).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : EDUCATION NATIONALE : *Ses amendements tendant à réduire les crédits de ce budget* (A. de 1945, p. 642); *Son amendement tendant à réduire les crédits du chapitre 261 : Ecoles temporaires* (p. 643); *Son amendement tendant à réduire les crédits du chapitre 353 : Organisations sportives* (p. 644).

BOZZI (M. Jacques), Député du département des Ardennes.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138).

BRANDEL (M. Henri), Député du département de Seine-et-Oise (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138). — *Secrétaire d'âge* (A. de 1945, p. 1).

Dépôts :

Le 19 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre en faveur des ouvriers des établissements industriels de l'Etat, la validation en regard du

régime des retraites, du temps accompli en dehors des établissements par suite des hostilités, n° 464. — Le 29 mars 1946, une proposition de loi tendant à permettre aux anciens combattants des Forces françaises libres et aux anciens maquisards de bénéficier des prêts attribués aux anciens prisonniers de guerre et déportés, en vertu de l'ordonnance n° 45-2255 du 5 octobre 1945, ou de l'ordonnance n° 45-2468 du 20 octobre 1945, n° 803. — Le 3 avril 1946, une proposition de loi tendant à la réorganisation et à la coordination des transports de la région parisienne, n° 857.

BRAUN (Mme Madeleine), Député du département de la Seine (6^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommée membre : de la Commission du Règlement (A. de 1945, p. 53) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 139) ; de la Commission des affaires étrangères (p. 145).

Dépôt :

Le 14 mars 1946, une proposition de loi tendant à la création dans le département de la Seine du Service départemental d'enlèvement, de transport et de transformation des cadavres d'animaux, des viandes saisies et des déchets organiques de toute nature impropres à la consommation humaine, n° 675.

Interventions :

Son rapport, au nom du 1^{er} bureau, sur les opérations électorales du département de l'Aisne (A. de 1945, p. 7). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **LOI DE FINANCES** : *Son amendement à l'article 45* (p. 320 et 355) ; *le retire* (ibid.) — Pose au Ministre de l'Economie nationale une question sur le contrôle des changes aux frontières belge et suisse (A. de 1946, p. 372). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la liberté de la presse (p. 719 et suiv.) ; — du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse : Art. 2 : *Ses observations* (p. 1825) ; Art. 5 : *Ses observations* (p. 1828) ; Art. 6 : *Son amendement* (p. 1833) ; Art. 8 : *Son amendement*

(p. 1884) ; Art. 11 : *Son amendement* (p. 1887) ; *Le retire* (ibid.) ; Art. 15 : *Ses observations* (p. 1890) ; Art. 19 : *Son amendement* (p. 1893) ; Art. 20 : *Son amendement* (p. 1895) ; Art. 20 bis : *Son amendement* (p. 1896) ; *Le retire* (ibid.) ; Art. 22 : *Son amendement* (p. 1897) ; Art. 23 : *Son amendement* (p. 1898) ; Art. 24 : *Amendement de M. Delcos* (p. 1899).

BRICHOT (M. Adonis), Député du département du Nord (5^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1946, p. 365).

Dépôts :

Le 26 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir une carte vestimentaire scolaire, n° 212. — Le 28 mars 1946, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire la déclaration des cas de tuberculose, au service médical départemental, par les médecins traitants ou consultants, n° 792 — Le 11 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Adonis Brichot et plusieurs de ses collègues tendant à rendre obligatoire la déclaration des cas de tuberculose, au service médical départemental, par les médecins traitants ou consultants, n° 981.

Interventions :

Pose au Ministre de la Reconstruction une question sur la législation actuelle des dommages de guerre (A. de 1946, p. 381).

BROUSSE (M. Georges), Député du département du Tarn-et-Garonne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au statut du fermage : *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (A. de 1946, p. 1317).

BRUGUIER (M. Georges), Député du département du Gard.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 139); de la Commission d'études des services d'incendie (A. de 1946, p. 667).

BRUNET (M. Louis), Député de la Tunisie.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 203). — S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 143, 151). — Obtient un congé (A. de 1946, p. 151).

BRUYNEEL (M. Robert), Député du département du Loir-et-Cher.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 5 février 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 16 de la loi du 2 décembre 1945 relative à la nationalisation du crédit, n° 357. — Le 5 février 1946, une proposition de loi tendant à fixer l'avancement et la retraite des fonctionnaires internés et déportés, en raison du rôle que leurs fonctions leur ont permis de jouer dans la résistance à l'ennemi, n° 359. — Le 17 avril 1946, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 24 juillet 1937, relative à la réparation des dommages causés aux récoltes par le gibier, n° 1071.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux

limites d'âge des fonctionnaires : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 335); — des propositions de loi de MM. Duclos, Delachenal, Philip, Bendjelloul et Bardoux relatives à la Constitution : *Discussion générale* (p. 608); *Rôle du Président de la Commission* (p. 648); Art. 14 : *Son amendement* (p. 772); Art. 34 : *Amendement de M. Denais* (p. 972); *Ses observations* (p. 974); Institutions de la République : Art. 49 : *Amendement de M. Ribère* (p. 4734); Pouvoirs de l'Assemblée Nationale : Art. 55 : *Son amendement* (p. 1777); *Amendement de M. Coste-Floret* : *Ses explications de vote* (p. 1849); Des organismes consultatifs : Art. 67 : *Son amendement* (p. 1858); *Le retire* (ibid.); Art. 76 : *Son amendement* (p. 1867); *Le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Dispositions spéciales à l'Algérie : Art. 34 : *Amendement de M. Bouvier O'Clottereau* (p. 1532); *Le retire* (ibid.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1927).

BURGEOT (M. Pierre), Député du département du Rhône (4^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 138); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139).

Dépôt :

Le 11 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de MM. Joseph Denais et Pierre Burgeot tendant à rétablir l'égalité de pension entre toutes les veuves d'officiers, victimes de la guerre, n° 993.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS; *Discussion générale* : *Tourisme* (A. de 1945, p. 512); INFORMATION : *Journaux régionaux et partis* (p. 515). — Est en-

tendu au cours de la discussion d'interpellations sur la liberté de la presse (A. de 1946, p. 707).

BURON (M. Robert), Député du département de la Mayenne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 139).

Dépôts :

Le 20 mars 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur : I. le projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz ; II. les propositions de loi : 1° de M. Gilbert Zaksas et plusieurs de ses collègues tendant à la socialisation de l'électricité et du gaz ; 2° de M. André Marty et plusieurs de ses collègues tendant à la mobilisation et à la nationalisation industrialisée, de la production, du transport et de la distribution de l'électricité et du gaz ; 3° de M. Robert Bichet et plusieurs de ses collègues tendant à la nationalisation de la production, du transport et de la distribution de l'électricité ; 4° de MM. Alfred Krieger et Ernest Voyer relative à la nationalisation des trusts de l'électricité et au contrôle des entreprises électriques ; 5° de M. André Paillieux tendant à la nationalisation des industries de l'énergie électrique et gazière, n° 702. — Le 25 avril 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux, n° 1200.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de

France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement au 1^{er} alinéa de l'article 5* (A. de 1945, p. 170) ; *Le retire* (ibid.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 5* (p. 303) ; *Son amendement à l'article 51* (p. 325) ; *Le retire* (ibid.) ; *Son nouvel amendement à cet article* (p. 326) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement à l'article 61* (p. 338) ; *Son amendement à l'article 75* (p. 339) ; *le retire* (p. 340) ; PRODUCTION INDUSTRIELLE, en qualité de *Rapporteur* (p. 524) ; *Ses observations sur ce budget* (p. 530) ; POPULATION : *Discussion générale : Fléaux sociaux* (p. 607) ; — du projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 décembre 1945 relative au vote du projet de budget pour l'exercice 1946 : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 211) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des finances : donne lecture de son rapport* (p. 1017) ; Art. 13 : *Son amendement au nom de la Commission des finances* (p. 1156) ; — du projet de loi relatif au statut du fermage ; Art. 13 : *Son amendement* (p. 1290) ; Art. 16 : *Son amendement* (p. 1303) ; *Le retire* (ibid.) ; Art. 20 : *Son amendement* (p. 1313) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 1318) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale* (p. 2329) ; Chap. 67 : *Ses observations* (p. 2334) ; DISPOSITIONS SPÉCIALES : Art. 24 : *Son amendement* (p. 2366) ; *Le retire* (ibid.) ; Art. 25 : *Son amendement* (ibid.) ; *Le retire* (p. 2367) ; — du projet de loi relatif à la nationalisation de de l'industrie des combustibles minéraux, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des finances : donne lecture de son rapport* (p. 2388) ; Art. 3 : *Son amendement* (p. 2392) ; Art. 4 *Ses amendements* (p. 2393) ; Art. 12 : *Son amendement* (p. 2396) ; *Le retire* (ibid.) ; Art. 27 : *Ses amendements* (p. 2406).

C

CABANNES (M. Gaston), Député du département de la Gironde.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice A. de 1945, p. 638.

CACHIN (M. Marcel), Député du département de la Seine (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères (A. de 1945, p. 145).

Interventions :

Prend part à la discussion de propositions de loi sur la Constitution et la déclaration des droits : Art. 14 : *Ses observations sur la liberté de l'enseignement* (A. de 1946, p. 819). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 460).

CALAS (M. Raoul), Député du département de l'Hérault.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) AGRICULTURE (A. de 1945, p. 464) ; — des propositions de loi de MM. Duclos, Delachenal, Philip, Bendjelloul et Bardoux relatives à la Constitution et déclaration des droits : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 616 et suiv.)..

CALONNE (M. Nestor), Député du département du Pas-de-Calais (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138).

Dépôt :

Le 13 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la loi actuellement en vigueur sur les retraites des mineurs et similaires, n^o 101.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : TRAVAIL (A. de 1945, p. 496) ; — du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux : Art. 17 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 2401).

CAMPHIN (M. René), Député du département du Pas-de-Calais (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : JUSTICE (A. de 1945, p. 422, 425). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 15 : *Son amendement* (p. 1297) ; *le retire* (ibid.). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

CANCE (M. René), Député du département de la Seine-Inférieure (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Son rapport, au nom du 2^e bureau, sur les opérations électorales du département du Cantal (A. de 1945, p. 48). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* : *Port du Havre* (p. 504). — Pose au Ministre de la Reconstruction une question sur les modifications de structure à effectuer dans les associations syndicales (A. de 1946, p. 381). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 1).

CAPDEVILLE (M. Jean), Député du département de la Seine-Inférieure (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946 : *Discussion générale* (A. de 1945, p. 695) ; *Son amendement tendant à réduire les crédits de 20 0/0* (p. 715) ; *Le maintient* (p. 725) ; — du projet de loi relatif à la suppression de certains services régionaux ; Art. 15 : *Ses observations* (A. de 1946, p. 994) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'Exercice 1946 : *Ses explications de vote* (p. 1481).

CAPITANT (M. René), Député du département du Bas-Rhin.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport tendant à la suspension de la validation de l'élection de M. Camille Laurens : *Motion de M. Parent tendant à interdire la qualité de parlementaire aux porteurs de francisque* (A. de 1945, p. 266) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) EDUCATION NATIONALE ; *Discussion générale* : *Direction générale de l'enseignement, Mouvements de jeunesse* (p. 627 et suiv.) : *Sa proposition de réduire les crédits des chap. 528 à 555* (p. 644) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946 : *Amendement de M. Capdeville* (p. 734) ; — du projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 décembre 1945 relative au vote du projet de budget pour l'Exercice 1946 : *Ses explications de vote* (A. de 1946, p. 221) ; — des propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des droits : *Discussion générale* (p. 643 et suiv.) ; *Ses explications de vote sur la déclaration* (p. 677) ; *Son amendement aux quatre premiers articles de la déclaration des droits* (p. 681) ; Art. 14 : *Amendement de M. Schumann, ses explications de vote* (p. 828) ; Art. 32 : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Colin* (p. 963, 966) ; Art. 33 : *Son*

amendement (p. 968); Art. 34 : *Son amendement* (p. 972); Constitution de la République : *Discussion générale* (p. 1643, 1663 et suiv.); Pouvoirs de l'Assemblée; Art. 55 : *Ses explications de vote* (p. 1850); du Président de la République : Art. 99 : *Amendement de M. Varenne* (p. 1874); Collectivités locales : Art. 113 et 114 : *Amendement de M. Leenhardt* (p. 1921); Articles réservés : Art. 81 bis : *Amendement de M. Varenne* (p. 1952); Art. 120 bis : *Amendements de MM. Lecourt et Mutter* (p. 2019); Articles additionnels : *Amendement de M. Lamine-Guèye* (p. 2023). — Demande à interpeller sur les déclarations faites par le chef du Gouvernement dans son discours de Strasbourg traitant du problème allemand et plus particulièrement du problème de la Ruhr (p. 1077). — Est entendu lors de la discussion sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1080). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : *Discussion générale* (p. 1337 et suiv.); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à établir le scrutin uninominal majoritaire à un tour* (p. 1338); *Son amendement donnant à l'article valeur constitutionnelle* (p. 1360). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 137).

CARTIER (M. Marius), Député du département de la Haute-Marne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139).

CASANOVA (M. Laurent), Député du département de Seine-et-Marne, Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138). — Est nommé Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre (Ministère Gouin du 26 janvier au 23 juin 1946) (J. O. du 27 janvier 1946, p. 754).

Dépôts :

En qualité de Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre :

Le 22 février 1946, un projet de loi prolongeant en faveur des déportés la durée d'application de l'aide médicale temporaire instituée par l'ordonnance du 26 mai 1945, n° 493. — Le 21 mars 1946, un projet de loi fixant la date à laquelle cessera d'être en vigueur le régime spécial des pensions existant pour les anciennes Forces françaises libres, n° 716. — Le 30 mars 1946, un projet de loi tendant à modifier l'article premier de la loi validée du 9 septembre 1941 modifiant l'article 3 de la loi du 31 mars 1919 relative aux pensions militaires fondées sur l'invalidité ou le décès, n° 813. — Le 3 avril 1946, un projet de loi tendant à modifier l'article premier de la loi validée du 9 septembre 1941 modifiant l'article 3 de la loi du 31 mars 1919 relative aux pensions militaires fondées sur l'invalidité ou le décès, n° 854. — Le 11 avril 1946, un projet de loi tendant à prolonger, à titre exceptionnel, le délai de désaveu de paternité, n° 1000. — Le 16 avril 1946, un projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-320 du 3 mars 1945 relative aux actes de décès des militaires décédés par suite d'événements de guerre, n° 1046. — Le 16 avril 1946, un projet de loi modifiant l'article 170 de la loi de finances portant ouverture d'un compte spécial « meubles meublants et objets ménagers destinés aux sinistrés », n° 1047. — Le 19 avril 1946, un projet de loi portant remise en vigueur, modification et extension de la loi du 24 juin 1919 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, n° 1124.

Interventions :

En qualité de *Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre* : répond aux questions posées par : M. Meck sur le rapatriement des Alsaciens et Lorrains retenus en captivité aux Etats-Unis et différents pays (A. de 1946, p. 381); M. Védrières sur les mesures prises pour l'intégration dans un nouvel emploi des prisonniers de guerre et déportés blessés ou malades (p. 383). — Prend part à la discussion : du projet de loi prolongeant, en faveur des déportés, la durée d'application de l'aide

médicale (p. 462); — du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre; Art. 3 : *Amendement de M. Darou* (p. 2210); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : ANCIENS COMBATTANTS, chap. 101 : *Ses observations* (p. 2306).

CASTERA (M. Edmond), Député du département du Gers.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 13 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Michel Zunino et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 12 octobre 1945, relative au statut de la coopération agricole, n° 678. — Le 12 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Michel Zunino et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 12 octobre 1945, relative au statut de la coopération agricole, n° 1007. — Le 16 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer une caisse de compensation qui aura pour but d'équilibrer la rémunération de la culture du blé entre les régions dites de grande culture et les régions dites de petite culture, n° 1055.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 2 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 1268); Art. 17 : *Son amendement* (p. 1305); *Le retire* (p. 1306).

CATOIRE (M. Jules), Député du département du Pas-de-Calais (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général pour l'Exercice 1946 (Services civils) : PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale : Nationalisation des mines* (A. de 1945, p. 527). — Ses explications de vote lors de la discussion d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 106). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au personnel des exploitations minières et assimilées : *Discussion générale* (p. 239); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : *Motion de M. Desjardins* (p. 1011); — d'un projet de loi relatif au statut des délégués du personnel dans les entreprises : Art. 2 : *Ses observations* (p. 1605); — du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux : *Discussion générale* (p. 2390); Art. 3 : *Ses amendements* (p. 2391, 2392); Art. 21 : *Son amendement* (p. 2402); *Amendement de M. Roubert* (ibid.); *Retire son amendement* (p. 2403).

CAYEUX (M. Jean), Député du département de la Seine.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138); de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (p. 334).

Dépôts :

Le 5 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer sans délai les mesures résultant des délibérations prises à l'unanimité par le Conseil municipal de Paris et le Conseil général de la Seine, accordant aux familles nombreuses une réduction de tarifs sur l'ensemble des réseaux de transports en commun souterrains et de surface, n° 352. — Le 19 février 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'article 34 de l'ordonnance du 15 août 1945 instituant un impôt de solidarité nationale, en ce qui concerne les titres suscep-

tibles d'être remis en paiement, n° 467. — Le 7 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer sans délai les mesures résultant des délibérations prises à l'unanimité par le Conseil municipal de Paris et le Conseil général de la Seine, accordant aux familles nombreuses une réduction de tarifs sur l'ensemble des réseaux de transports en commun souterrains et de surface, n° 607. — Le 26 avril 1946, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : I. le projet de loi portant généralisation de la sécurité sociale ; II. les propositions de loi : 1° de M. Alfred Costes et plusieurs de ses collègues tendant à faire de la retraite aux vieux travailleurs, une institution nationale attribuant aux vieux travailleurs de toutes catégories des moyens d'existence honorables ; 2° de M. Pierre Dezarnaulds tendant à assimiler les artisans, les cultivateurs, les petits commerçants et les mères de famille ayant atteint l'âge de 65 ans aux vieux travailleurs salariés bénéficiant de la loi du 14 mars 1941, modifiée par l'ordonnance du 2 février 1945 ; 3° de M. Jean-Moreau et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice de la retraite des « vieux travailleurs » aux victimes indirectes de la guerre ; 4° de M. Jean Courtois et plusieurs de ses collègues tendant à relever le taux de l'allocation aux vieux travailleurs et à en étendre le bénéfice à de nouvelles catégories de Français ; 5° de M. Louis Siefert et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux mères de famille nombreuse l'allocation aux vieux travailleurs ; 6° de M. André Morice et plusieurs de ses collègues fixant le nouveau taux de la retraite des vieux travailleurs et étendant le bénéfice de cette mesure aux travailleurs des deux sexes salariés ou indépendants, des villes et des campagnes ; 7° de M. Joseph Bastide et plusieurs de ses collègues tendant à la modification de l'article 7 de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 (retraite des vieux travailleurs) et à la suppression de toute interprétation rétroactive de cette ordonnance à l'encontre des droits acquis des travailleurs ; 8° de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 2 février 1945 organisant les allocations aux vieux travailleurs salariés ; 9° de M. Alexandre Chazeaux et plusieurs de ses collègues tendant

à modifier l'ordonnance du 2 février 1945 sur l'allocation aux vieux travailleurs, dans ses articles 2 et 4 relatifs aux bénéficiaires de cette allocation ; 10° de M. Paul Bacon et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer de droit aux médaillés du travail l'allocation aux vieux travailleurs ; 11. les propositions de résolution : 1° de MM. Joseph Deuais et Joseph Bastide tendant à inviter le Gouvernement à remanier la loi du 25 avril 1941, instituant la retraite des vieux travailleurs pour en faire bénéficier tous les Français et Françaises dont les ressources propres n'atteignent pas la moitié du salaire moyen départemental ; 2° de M. Louis Richier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de la « retraite des vieux travailleurs » à tous les vieux travailleurs sans exception ; 3° de M. Edouard Moisan et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à soumettre à l'Assemblée Nationale Constituante, avant l'expiration de son mandat, un projet de loi étendant le bénéfice de la retraite des vieux à ceux des travailleurs qui n'en bénéficient pas encore : artisans, commerçants, cultivateurs et travailleurs des professions libérales, ainsi qu'aux mères de famille nombreuse, n° 1232.

Interventions :

Son rapport, au nom du 9^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine, 2^e circonscription (A. de 1945, p. 34. — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale : Art. 8 bis : *Son amendement sur les dispenses de déclarations* (A. de 1946, p. 302) ; — des propositions de loi de MM. Bissol, Mounerville et Vergés tendant au classement comme départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française : en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de l'intérieur* : *donne lecture de son rapport* (p. 663) ; Art. 3 : *Amendements de M. Valentino* (p. 761) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art 8 : *Ses explications de vote sur l'amendement de Mme de Suzannet* (p. 1374) ; *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Delcos* (p. 1375) ; *Amendements de MM. Bardoux et Rupied* (p. 1377) ; — dispositions spéciales à l'Algérie : Art. 25 : *Son amendement*

(p. 1527) ; — d'un projet de loi relatif au statut des délégués du personnel dans les entreprises : **Art. 16** : *Ses explications de vote* (p. 1611) ; — de sa proposition de résolution tendant à la réduction des tarifs de transport pour les familles nombreuses de la région parisienne : en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* (p. 1662) ; — de propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des droits, Institutions de la République : **Art. 42** : *Son amendement* (p. 1728) ; *Le retire* (ibid.) ; — du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : **Art. 7** : *Ses observations* (p. 2179). — S'excuse de son absence et obtient un congé (**A. de 1946**, p. 235).

CERCLIER (M. Roger), Député du département de la Creuse.

Son élection est validée (**A. de 1945**, p. 45).
 = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (**A. de 1945**, p. 138) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (ibid.) ; de la Commission du ravitaillement (**A. de 1946**, p. 667).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **ECONOMIE NATIONALE** (**A. de 1945**, p. 486).

CERMOLACCE (M. Paul), Député du département des Bouches-du-Rhône.

Son élection est validée (**A. de 1945**, p. 44).
 = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (**A. de 1945**, p. 138) ; de la Commission du ravitaillement (**A. de 1946**, p. 460).

Dépôts :

Le 26 décembre 1945, une proposition de loi organisant le vote par procuration des Inscrits maritimes et Agents du Service général, **n° 210**.

— Le 8 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes), et des postes, télégraphes, téléphones sur la proposition de résolution de M. Arthur Ramette et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à créer un internat scolaire pour les enfants des maritimes, **n° 623**. — Le 19 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes, téléphones sur la proposition de loi de M. Félix Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à annuler les dispositions de Vichy relatives aux limites de l'inscription maritime, **n° 1116**.

Interventions :

Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur les opérations électorales du département de Meurthe-et-Moselle (**A. de 1945**, p. 25). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **MARINE MARCHANDE** (p. 442) ; **TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS** : *Discussion générale* : *Travaux portuaires* (p. 505) ; — d'un projet de loi relatif au vote par procuration des inscrits maritimes, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des moyens de communication* : *donne lecture de son rapport* (p. 1551).

CERNY (M. Joseph), Député du département de l'Aude.

Son élection est validée (**A. de 1945**, p. 44).
 = Est nommé membre de la Commission de la Constitution (**A. de 1945**, p. 138).

Interventions :

Pose au Ministre de l'Agriculture une question sur l'arrachage et plantation des vignes (**A. de 1946**, p. 374). — Prend part à la discussion de propositions de loi relatives à la Constitution de la République française, articles réservés : **Art. 120 bis** : *Contre l'amendement de M. Lecourt* (p. 2015).

CÉSAIRE (M. Aimé), Député de la Martinique (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 576).
= Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139).

Dépôt :

Le 26 février 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur les propositions de loi : 1^o de M. Léopold Bissol et plusieurs de ses collègues tendant au classement comme départements français de la Guadeloupe et de la Martinique ; 2^o de M. Gaston Monnerville tendant au classement de la Guyane française comme département français ; 3^o de M. Raymond Vergès et plusieurs de ses collègues tendant au classement comme département français de l'île de la Réunion, n^o 520.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : COLONIES ; *Discussion générale : Antilles et Martinique* (A. de 1945, p. 544) ; LOI DE FINANCES ; Art. 121 : *Avances aux colonies* (p. 668). — Pose au Ministre de la France d'outre-mer des questions au sujet du ravitaillement defectueux de la Martinique, les garanties à l'ouvrier agricole et la mise en culture des terres en friche en cette colonie (A. de 1946, p. 379). — Prend part à la discussion : des propositions de loi de MM. Bissol, Monnerville et Vergès tendant à classer la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et la Guyane française comme départements français ; en qualité de *Rapporteur* : *Demande le renvoi* (p. 556) ; *Donne lecture de son rapport* (p. 659 et suiv.) ; Art. 3 : *Amendements de M. Valentino* (p. 761) ; — de propositions de loi sur la Constitution et la déclaration des droits, Union française : *Ses observations* (p. 1718).

CHABANNE (M. André, Pierre), Député du département de la Charente.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission de l'Agriculture et du ravitaillement (A. de 1945,

p. 138) ; de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Son rapport, au nom du 8^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Haute-Savoie (A. de 1945, p. 33). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : AGRICULTURE : *Son amendement tendant à réduire les crédits du chapitre 85* (p. 477) ; EDUCATION NATIONALE : *Son amendement au chapitre 159* (p. 642) ; *Le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 au titre du Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 1238). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 364).

CHAMBEIRON (M. Robert), Député du département des Vosges.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 139).

Interventions :

Son rapport, au nom du 7^e Bureau, sur les opérations électorales du département des Pyrénées-orientales (A. de 1945, p. 30). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 151).

CHAMBRUN (M. Gilbert de), Député du département de la Lozère.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères (A. de 1945, p. 145) ; de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 450).

Dépôts :

Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche (Sécurité des personnes déplacées dans la zone d'occupation française d'Allemagne), n° 919.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général (dépenses militaires) pour le 1^{er} trimestre de l'exercice 1946 : *Discussion générale : Journal « Patrie »* (A. de 1945, p. 705). — Demande à interpeller sur la question particulière de l'Espagne (A. de 1946, p. 3) ; développe cette interpellation (p. 61 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : *ses observations lors des explications de vote sur l'ensemble* (p. 2206) ; — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

CHAMPEIX (M. Marcel), Député du département de la Corrèze.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (ibid.). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 5 février 1946, une proposition de loi portant organisation de la Recherche agronomique et création d'un Institut National de la Recherche Agronomique, n° 351.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Dispositions spéciales : Art. 63 : Son amendement* (p. 2378).

CHARLET (M. Gaston), Député du département de la Haute-Vienne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138) ; de la commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 139).

Dépôts :

Le 22 mars 1946, une proposition de loi tendant à compléter le statut des magistrats, n° 736. — Le 9 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à présenter, parallèlement au projet portant réforme des cours et tribunaux et du statut des magistrats, un projet de loi fixant les nouveaux traitements des magistrats et destiné à être voté en même temps que le précédent ; 2° à déterminer les moyens immédiats de financer les majorations des traitements des magistrats, n° 952.

CHARLOT (M. Jean), Député du département du Var.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de l'équipement national et de la production (ibid.).

Dépôts :

Le 28 décembre 1945, une proposition de loi tendant à accorder aux déportés politiques, ayant regagné leurs foyers avant le 1^{er} mars 1945, les avantages dont jouissent ceux dont le retour a été postérieur à cette date, n° 235. — Le 28 février 1946, un rapport au nom de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) sur le projet de loi constatant la nullité des actes dits « loi du 14 octobre 1941 » et « loi du 24 août 1942 » portant interdiction de circulation à l'encontre de certaines catégories de véhicules automobiles, n° 538. — Le 21 mars 1946 un avis au nom de la commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes et téléphones sur :

I. Le projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz ; II Les propositions de loi : 1° de M. Gilbert Zaksas et plusieurs de ses collègues tendant à la socialisation de l'électricité et du gaz ; 2° de M. André Marty et plusieurs de ses collègues tendant à la mobilisation et à la nationalisation industrialisée, de la production, du transport et de la distribution de l'électricité et du gaz ; 3° de M. Robert Bichet et plusieurs de ses collègues tendant à la nationalisation de la production, du transport et de la distribution de l'électricité ; 4° de MM. Alfred Krieger et Ernest Voyer, relative à la nationalisation des trusts de l'électricité et au contrôle des entreprises électriques ; 5° de M. André Pailleux tendant à la nationalisation des industries de l'énergie électrique et gazière, n° 707.

Interventions :

Son rapport, au nom du 8^e bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine-Inférieure, 1^{re} circonscription (A. de 1945, p. 36). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz, en qualité de *Rapporteur pour avis* de la commission des moyens de communication : *donne lecture de son rapport* (A. de 1946, p. 1015) ; Art. 2, *son amendement* (p. 1121) ; Art. 8, *son amendement* (p. 1130) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; dispositions spéciales, Art. 59, *son amendement* (p. 2375) ; *le retire* (ibid.).

CHARPENTIER (M. René), Député du département de la Marne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 51). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 139) ; de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 7 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition

de résolution de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier et à compléter l'ordonnance du 21 décembre 1944 en vue de remettre en vigueur la loi du 15 août 1936 et de donner à l'Office national interprofessionnel des céréales les attributions qu'avait l'Office du blé pour la fixation du prix du blé, n° 591. — Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de résolution : 1° de M. André Barbier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la reprise des travaux communaux d'adduction d'eau potable dans les localités rurales et des aménagements ayant trait à l'amélioration de l'habitat rural ; 2° de M. Jean Biondi et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la reprise des travaux communaux d'adduction d'eau potable dans les localités rurales et des aménagements ayant trait à l'amélioration de l'habitat rural ; 3° de M. Henri Pourtalet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique effective de l'habitat rural ; 4° de M. Olivier de Sesmaisons et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre, dans le plus bref délai, les dispositions nécessaires à l'amélioration et à la modernisation de l'habitat rural et de l'équipement des campagnes ; 5° de M. Philippe d'Argenlieu et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence à l'établissement et à la mise en œuvre d'un programme de voirie rurale, n° 910. — Le 11 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier et à compléter l'ordonnance du 21 décembre 1944 en vue de remettre en vigueur la loi du 15 août 1936 et de donner à l'Office national interprofessionnel des céréales les attributions qu'avait l'Office du blé pour la fixation du prix du blé, n° 1006.

Interventions :

Son rapport, au nom du 8^e Bureau, sur les opérations électorales du département de Seine-et-Marne (A. de 1945, p. 36). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services

civils) : LOI DE FINANCES : *Ses explications de vote sur l'article 1 septième nouveau* (p. 349) ; — du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du Budget général de l'Exercice 1946 : Chapitre 6 : *Bons de circulation et acquits* (p. 2096).

CHARPIN (M. Joannès), Député du département du Rhône. (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la justice et de législation générale (*ibid.*). — Est nommé membre suppléant de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638).

Dépôts :

Le 10 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur les propositions de loi : 1^o de M. Robert Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 et à rouvrir certaines opérations de faillite ou de liquidation judiciaire ; 2^o de Mme Germaine Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle ; 3^o de M. Jacques Arrès-Lapoque et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n^o 970. — Le 19 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de Mme Germaine Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n^o 1145.

CHASTELLAIN (M. Jacques), Député du département de la Seine-Inférieure (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la

reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139).

Interventions :

Son rapport, au nom du 8^e Bureau, sur les opérations électorales du département de Seine-et-Oise, 1^{re} circonscription (A. de 1945, p. 37).
— Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale : Art. 8 bis : *Son amendement sur les délais de déclarations*, (A. de 1946, p. 301) ; *le retire* (p. 302) ; — d'interpellations sur la liberté de la presse (p. 710) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1219) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des députés : Art. 2 : *Son amendement sur les circonscriptions* (p. 1364). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 1289).

CHATAGNER (M. Joseph), Député du département de l'Ain.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale : Fonctionnaires de l'enseignement déplacés* (A. de 1945, p. 572). — Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur les opérations électorales du territoire du Soudan-Niger [Collège des citoyens] (A. de 1946, p. 108).

CHAUSSON (M. Clément), Député du département de la Corrèze.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission des

affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son article additionnel* (A. de 1945, p. 359) ; *le soutient* (p. 363) ; *le retire* (ibid.). — Pose au Ministre des travaux publics une question sur le remplacement du tronçon ferroviaire Eygurande-Merlines à Bort-les-Orgues (Corrèze) (A. de 1945, p. 378). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet d'accélérer le recouvrement des confiscations de produits illicites : Art. 3 : *Son amendement sur le secret professionnel* (p. 1418).

CHAUVIN (M. Georges), Député du département de l'Eure.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance du 18 novembre 1944 instituant une Haute Cour de justice : *Discussion générale* (A. de 1945, p. 415) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Desjardins* (p. 417) ; Art. 7 (ibid.)

CHAZEUX (M. Alexandre), Député du département des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission des territoires d'outre-mer (ibid.)

Dépôt :

Le 27 mars 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 2 février 1945

sur l'allocation aux vieux travailleurs, dans ses articles 2 et 4 relatifs aux bénéficiaires de cette allocation, n° 774.

Interventions :

Son rapport, au nom du 7^e bureau, sur les opérations électorales du département du Bas-Rhin (A. de 1945, p. 30). — Prend part à la discussion de la proposition de loi de M. Cristofol tendant à la suppression de la tutelle administrative de la ville de Marseille : *Contre-projet de M. Leenhardt* (A. de 1946, p. 260). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 151, 328).

CHERRIER (M. Marcel), Député du département du Cher.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 139).

Dépôts :

Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour mettre un terme aux lenteurs constatées dans la liquidation des pensions des fonctionnaires, ouvriers et ouvrières de l'Etat, n° 177. — Le 31 janvier 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur : 1° la proposition de loi de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à proroger la date d'expiration du délai prévu pour l'ouverture des informations devant les Cours de justice et les Chambres civiques ; 2° la proposition de loi de M. Jean Pierre-Bloch et plusieurs de ses collègues tendant à proroger jusqu'au 1^{er} janvier 1947 les informations et poursuites pour faits de collaboration, n° 337. — Le 7 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de M. Marcel Cherrier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour mettre un terme aux lenteurs constatées dans la liquidation des pensions des fonctionnaires, ouvriers

et ouvrières de l'Etat, n° 611. — Le 26 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur le projet de loi portant prorogation jusqu'au 1^{er} octobre 1946 de l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 760. — Le 17 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de M. Henri Brandel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à permettre en faveur des ouvriers des établissements industriels de l'Etat, la validation en regard du régime des retraites, du temps accompli en dehors des établissements par suite des hostilités, n° 1082.

Interventions :

Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. A. Mercier (Oise) tendant à proroger la date d'expiration du délai prévu pour l'ouverture des informations devant les cours de justice et les chambres civiques et sur celle de M. Pierre-Bloch tendant à proroger jusqu'au 1^{er} janvier 1947 les informations et poursuites pour faits de collaboration : En qualité de *rapporteur*, donne lecture de son rapport (A. de 1946, p. 469) ; — du projet de loi portant prorogation jusqu'au 1^{er} octobre 1946 de l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel ; en qualité de *rapporteur*, propose l'adoption du projet (p. 1173) ; donne lecture de son rapport (p. 1184).

CHEVALLIER (M. Gabriel), Député du département de Loir-et-Cher.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale : *Son amendement à l'article 7* (A. de 1946, p. 298) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des députés ; Art. 14 : *Ses observations* (p. 1500).

CHEVALLIER (M. Louis), Député du département de l'Indre.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur les opérations électorales du département de l'Aveyron (A. de 1945, p. 11).

CHEVALLIER (M. Pierre), Député du département du Loiret.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 139) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (*ibid.*)

Dépôts :

Le 31 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner aux locataires sinistrés, et évincés pour des raisons d'urbanisme, une option sur le local vacant de même nature le plus proche, n° 333. — Le 7 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que les instituteurs retraités comptant au moins cinq années d'ancienneté en première classe soient considérés comme appartenant à la hors-classe, n° 379. — Le 7 février 1946, une proposition de loi tendant à accorder une prolongation de la validité des brevets d'invention déposés depuis les hostilités et non exploités, n° 380. — Le 14 février 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 2 février 1945 organisant les allocations aux vieux travailleurs salariés, n° 425. — Le 5 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour améliorer la situation des secrétaires de mairie et des employés des communes de moins de dix mille habitants, n° 581.

Interventions :

Est entendu au cours de la discussion : d'interpellations sur la politique du ravitaillement (A. de 1946, p. 440) ; — de l'interpellation de M. Morice sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (p. 853).

CHEVANCE (M. Maurice), Député du territoire de la Guinée (Collège des citoyens).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 432).
= Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général (dépenses militaires) pour le 1^{er} trimestre de l'Exercice 1946 ; *Effectifs et économies* (A. de 1945, p. 702) ; *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 20 0/0 les crédits des armées* (p. 717) ; *Son amendement tendant à réduire ce budget* (ibid.) ; *Le retire* (ibid.) ; *Son nouvel amendement en ce sens* (p. 736) ; *Le retire* (ibid.) ; — de propositions de loi sur la Constitution et la déclaration des droits : Art. 14 : *Amendement de M. Schumann : Ses explications de vote* (A. de 1946, p. 829) ; — d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer (p. 994) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Territoires d'outre-mer ; Art. 6 : *Son amendement* (p. 1542).

CHEVIGNÉ (M. Pierre de), Député du département des Basses-Pyrénées.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des affaires étrangères (p. 145).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le 1^{er} trimestre de l'Exercice

1946 : *Discussion générale : Armée prétorienne et armée-milice* (A. de 1945, p. 699) ; — d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 88) ; — du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprise de presse : Art. 15 : *Son amendement* (p. 1890).

CHOMBART de LAUWE (M.), Député du département de la Loire-Inférieure; voy. FÉLIX (Colonel).**CHOUADRIA (M. Mohamed), Député du département de Constantine et territoire de Touggourt (Collège des électeurs français musulmans non-citoyens).**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Dépôts :

Le 31 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire établir que les élus musulmans d'Algérie, aux conseils des prud'hommes, auront les mêmes droits que les Français, en application de l'ordonnance du 7 mars 1944, n° 256. — Le 7 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour écarter de l'Algérie la famine qui la menace, n° 371. — Le 14 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer, en Algérie, le Caïdat, les communes mixtes et l'organisation des Territoires du Sud, n° 672.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie applicable en Algérie : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 502).

CLAUDIUS, Député du département de la Loire, voy. PETIT (M. Eugène).

CLEMENCEAU (M. Michel), Député du département de Seine-et-Marne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des territoires d'outre mer (A. de 1946, p. 137). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux : Art. 7 : *Son amendement* (p. 2393) ; *Son second amendement* (p. 2394).

COFFIN (M. Lucien), Député du département du Cher.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

COGNIOT (M. Georges), Député du département de la Seine (3^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 22 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'ordonnance n° 45.2469 du 20 octobre 1945 sur la limitation des débits de boissons, n° 202. — Le 16 janvier 1946, une proposition de loi tendant à réintégrer dans leurs droits politiques, eu égard aux circonstances exceptionnelles dues à la guerre et à l'occupation, certains délinquants primaires et certains faillis non réhabilités, n° 292. — Le 8 avril 1946, une proposition de loi tendant à ouvrir un recours en révision contre les condamnations prononcées pour outrages aux

bonnes mœurs commis par la voie du livre, n° 909.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son article additionnel* (A. de 1945, p. 364) ; *Le retire* (p. 365) ; EDUCATION NATIONALE : *Réforme de l'Enseignement supérieur* (p. 456) ; en qualité de *Rapporteur* : *Discussion générale* (p. 562 et suiv.) ; — du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 267 et suiv.) ; — de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des droits ; Art. 14 : *Amendements de MM. Joannon et Montillot* (p. 812) ; *Amendement de M. Maurice Schumann* (p. 819 et 820).

COLIN (M. André), Député du département du Finistère.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission du règlement (A. de 1945, p. 53) ; de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (p. 138).

Dépôts :

Le 11 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à compléter l'article 8 de la résolution du 29 novembre 1945, instituant une procédure exceptionnelle pour l'examen et le vote des projets de loi urgents, n° 73. — Le 9 avril 1946, une proposition de loi tendant à organiser la profession artisanale, n° 958.

Interventions :

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Election du Chef du Gouvernement* (A. de 1945, p. 58). — Prend part à la discussion : du rapport relatif au Règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Son amendement au paragraphe 12 de l'article 14* (p. 101) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Amendement de Mme Braun à l'article 43* (p. 322 et 356) ; AGRICULTURE : *Liberté syndicale* (p. 475 et suiv.) ; — du projet de loi et de la proposition de loi de M. Bocquet tendant à

l'organisation professionnelle de l'agriculture : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 633) ; — de propositions de loi relatives à la constitution et à la déclaration des droits : Art. 32 : *Son amendement* (p. 959) ; *Le retire* (p. 964). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 255).

COLONNA (M. Antoine), Député de la Tunisie.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 203).
= Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones (A. de 1946, p. 208). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie applicable en Algérie : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 496) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Tunisie et Maroc : Art. 1^{er} : *Ses observations contre l'amendement de M. Léonetti* (p. 1546) ; — de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des droits (Union française) : *Motion de M. Parent* ; *Son amendement* (p. 1721) ; *Accepte le renvoi* (p. 1723) ; — d'un projet de loi portant organisation du referendum : Art. 1^{er} : *Ses observations* (p. 1836).

COMMUN (M. Pierre), Député du département de Seine-et-Oise (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exer-

cice 1946 (Services civils) : RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Situation des sinistrés* (A. de 1945, p. 534) ; — d'interpellations sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (A. de 1946, p. 602 et 862). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2136).

CONSTANT (M. Clovis), Député du département de la Loire-Inférieure.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 3 avril 1946, un avis au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes et téléphones sur le projet de loi relatif au financement provisoire de la remise en état des bateaux de navigation intérieure utilisés par les Allemands, n° 846. — Le 25 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes, téléphones sur le projet de loi accordant au Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur destiné à récompenser les mérites particuliers acquis dans la reconstruction et la remise en marche des services de cette Administration, n° 1214.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice général 1946 (Services civils) : RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Situation de Nantes* (A. de 1945, p. 537).

COPEAU (M. Pascal), Député du département de la Haute-Saône.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission du règlement (A. de 1945, p. 53) ; de la Commis-

sion de la Constitution (p. 138) ; de la Commission de la Constitution (A. de 1946, p. 1568).

Dépôt :

Le 5 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Joseph Delachenal tendant à établir la Constitution de la République française ; 3° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la nouvelle Constitution de la République française ; 4° de M. Mohamed Bendjelloul et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de l'Algérie afin que celle-ci soit inscrite dans la Constitution de la République française ; 5° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de justice » ; 6° de M. Jean-Pierre Giraudoux tendant à établir la Constitution de l'Union française ; 7° de M. Guy Mollet, président de la Commission de la Constitution, au nom de la Commission, tendant à établir la Constitution de la République française, Assemblée nationale, Organismes consultatifs, Conseil des Ministres, Responsabilité pénale du Ministre, n° 885 (3° annexe).

Interventions :

Est entendu au cours de la discussion : du rapport tendant à la suspension de la validation de l'élection de M. Camille Laurens [Cantal] (A. de 1945, p. 259) ; — des propositions de loi de MM. Duclos, Delachenal, Philip, Bendjelloul et Bardoux relatives à la Constitution : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 610) ; Art. 14 : *Amen- dement de M. Montillot* (p. 809) ; Art. 18 : *Ses amendements* (p. 865) ; *les retire* (ibid.) en qualité de *Rapporteur spécial*, Des pouvoirs de l'Assemblée nationale : *Donne lecture de son rapport* (p. 1766 et suiv.) ; articles additionnels : *Amendement de M. Ribère* (p. 2023). = S'ex- cuse de son absence (A. de 1946, p. 191).

CORDONNIER (M. Denis), Député du département du Nord (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
⇒ Est nommé membre : de la Commission de

l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (ibid.). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 13 mars 1946, une proposition de loi tendant à instituer un fichier sanitaire et social de la prostitution, n° 656. — Le 4 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Denis Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un fichier sanitaire et social de la prostitution, n° 865. — Le 4 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Henri Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir l'aide aux tuberculeux telle qu'elle fonctionnait en Alsace et en Lorraine, n° 863.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1946 (services civils), POPULATION, *Discussion générale : Santé publique* (A. de 1945, p. 601) ; — des propositions de loi sur la limitation des débits de boisson : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 845).

COSTE-FLORET (M. Paul), Député du département de l'Hérault.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission du Règlement (A. de 1945, p. 53) ; de la Commission de la Constitution (p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion : de l'ordre du jour (A. de 1946, p. 882. — des propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des droits : Art. 32, *défend l'amendement de M. Colin* (p. 959, 963) ; Constitution de la République : *discussion générale* (p. 1637 et suiv.) ; *son intervention lors du discours de*

M. Herriot (p. 1643); Art. 52, *son amendement* (p. 1735); Art. 54, *amendement de M. Delachenal* (p. 1737); Art. 55, *son amendement* (p. 1844); Art. 124, *son amendement* (p. 2019); *le retire* (ibid.); articles additionnels : *amendement de M. Lamine-Guèye* (p. 2021). — S'excuse de son absence et obtient un congé (**A. de 1946**, p. 2184).

COSTES (M. Alfred), Député du département de la Seine (5^e circonscription).

Son élection est validée (**A. de 1945**, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P.T.T. (**A. de 1945**, p. 138); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139); de la Commission supérieure des comités d'entreprises (**A. de 1946**, p. 2).

Dépôts :

Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant à faire de la retraite aux vieux travailleurs, une institution nationale attribuant aux vieux travailleurs de toutes catégories des moyens d'existence honorables, n° 23. — Le 13 décembre 1945, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi relatif à l'indemnisation des heures perdues par suite des mesures exceptionnelles réduisant l'attribution de l'énergie électrique, n° 98. — Le 12 mars 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Robert Kalis et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les dispositions du Code du travail qui régissent la situation des secrétaires et secrétaires-adjoints des Conseils de Prud'hommes, n° 634. — Le 25 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le projet de loi portant généralisation de la sécurité sociale; II. les propositions de loi : 1° de M. Alfred Costes et plusieurs de ses collègues tendant à faire de la retraite aux vieux travailleurs, une institution nationale attribuant aux vieux travailleurs de toutes catégories des moyens d'existence honorables; 2° de M. Pierre Dezarnaulds tendant à assimiler les artisans, les cultivateurs, les petits commerçants et les mères de famille ayant atteint l'âge de 65 ans aux vieux travailleurs

salariés bénéficiant de la loi du 14 mars 1941, modifiée par l'ordonnance du 2 février 1945; 3° de M. Jean-Moreau et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice de la retraite des « vieux travailleurs » aux victimes indirectes de la guerre; 4° de M. Jean Courtois et plusieurs de ses collègues tendant à relever le taux de l'allocation aux vieux travailleurs et à en étendre le bénéfice à de nouvelles catégories de Français; 5° de M. Louis Siefriidt et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux mères de famille nombreuse l'allocation aux vieux travailleurs; 6° de M. André Morice et plusieurs de ses collègues fixant le nouveau taux de la retraite des vieux travailleurs et étendant le bénéfice de cette mesure aux travailleurs des deux sexes salariés ou indépendants, des villes et des campagnes; 7° de M. Joseph Bastide et plusieurs de ses collègues tendant à la modification de l'article 7 de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 (retraite des vieux travailleurs) et à la suppression de toute interprétation rétroactive de cette ordonnance à l'encontre des droits acquis des travailleurs; 8° de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 2 février 1945 organisant les allocations aux vieux travailleurs salariés; 9° de M. Alexandre Chazeaux et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 2 février 1945 sur l'allocation aux vieux travailleurs, dans ses articles 2 et 4 relatifs aux bénéficiaires de cette allocation; 10° de M. Paul Bacon et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer de droit aux médaillés du travail l'allocation aux vieux travailleurs; III. les propositions de résolution : 1° de MM. Joseph Denais et Joseph Bastide tendant à inviter le Gouvernement à remanier la loi du 25 avril 1941, instituant la retraite des vieux travailleurs pour en faire bénéficier tous les Français et Françaises dont les ressources propres n'atteignent pas la moitié du salaire moyen départemental; 2° de M. Louis Richier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de la « retraite des vieux travailleurs » à tous les vieux travailleurs sans exception; 3° de M. Edouard Moisan et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à soumettre à l'Assemblée Nationale Constituante, avant l'expiration de son mandat, un projet de loi étendant le bénéfice de la retraite des vieux à ceux des travailleurs qui n'en bénéficient pas

encore : artisans, commerçants, cultivateurs et travailleurs des professions libérales, ainsi qu'aux mères de famille nombreuse, n° 1215.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'indemnisation des heures perdues par suite des mesures exceptionnelles réduisant l'attribution de l'énergie électrique : en qualité de *Rapporteur*, présente son rapport (A. de 1945, p. 221); — du projet de loi modifiant l'ordonnance du 2 février 1945 organisant sur de nouvelles bases les allocations aux vieux travailleurs salariés et modifiant l'ordonnance du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles : en qualité de *Rapporteur*, présente son rapport (p. 691); — du projet de loi modifiant l'ordonnance du 2 novembre 1945 rétablissant les élections aux chambres de métiers : en qualité de *Rapporteur*, donne lecture de son rapport (A. de 1946, p. 570); — du projet et de propositions de loi portant généralisation de la sécurité sociale, en qualité de *Rapporteur*, donne lecture de son rapport (p. 2385).

COT (M. Pierre), Député du département de la Savoie.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la Constitution (A. de 1946, p. 1514).

Dépôts :

Le 5 avril 1946 un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française; 2° de M. Joseph Delachenal tendant à établir la Constitution de la République française; 3° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la nouvelle Constitution de la République française; 4° de M. Mohamed Bendjelloul et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de l'Algérie afin que celle-ci soit inscrite dans la Constitution de la

République française; 5° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de justice »; 6° de M. Jean-Pierre Giraudoux tendant à établir la Constitution de l'Union française; 7° de M. Guy Mollet, président de la Commission de la Constitution, au nom de la Commission, tendant à établir la Constitution de la République française, n° 885 (et nouvelles rédactions de 1 à 6). — Le 18 avril 1946 un rapport au nom de la Commission de la Constitution sur les textes adoptés en première lecture par l'Assemblée Nationale Constituante pour la proposition de loi tendant à établir la Constitution de la République française, n° 1093 (articles). — Le 19 avril 1946 un rapport au nom de la Commission de la Constitution sur l'adhésion des territoires d'outre-mer à la Constitution de la République française, n° 1113. — Le 24 avril 1946 un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la Constitution sur l'adhésion des territoires d'outre-mer à la Constitution de la République française, n° 1175. — Le 18 avril 1946 un rapport au nom de la Commission de la Constitution sur les textes adoptés en première lecture par l'Assemblée Nationale Constituante pour la proposition de loi tendant à établir la Constitution de la République française, n° 1093. (Exposé des motifs. — Articles, nouvelle rédaction 1).

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Son amendement au 2° alinéa de l'article 41* (A. de 1945, p. 113); — du projet de loi modifiant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration, *Articles 2 et 3* (p. 221); — du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1946 (Services civils) *LOI DE FINANCES : Article 82* (p. 347); — du projet de loi relatif à la création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement : *Discussion générale* (p. 395); — du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance du 18 novembre 1944 instituant une Haute Cour de justice : *Article 7* (p. 418); *Son amendement à cet article* (ibid.). — Demande à interpellier sur l'orientation et les résultats de notre politique extérieure (A. de 1946, p. 3); développe cette interpellation (p. 36 et suiv.).

— Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. André Marie tendant à la modification de l'article 33 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale : *Article unique, amendement de M. Métyer* (p. 244); — d'interpellations sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (p. 599); — de propositions de loi sur la Constitution et la déclaration des droits : Article 14 : *Contre l'amendement de M. M. Schumann* (p. 821 et suiv.); Art. 20 : *Contre l'amendement de M. Mutter* (p. 869); Art. 23 : *Amendement de M. Coty* (p. 873); Constitution de la République, en qualité de *Rapporteur général* de la Commission de la Constitution : *Donne lecture de son rapport* (p. 1620 et suiv.); *intervient lors des discours* : de M. Herriot (p. 1643); de M. Capitant (p. 1669); *discussion générale* (p. 1676 et suiv.); Art. 1 : *Ses observations* (p. 1697, p. 1700); *contre-projet de M. Ramarony* (p. 1707); *deuxième contre-projet de M. Ramarony* (p. 1712); *motion de M. Parent* (p. 1722); Institutions de la République : Art. 47 : *Amendement de M. Crouan* (p. 1728); Art. 49 : *Amendements de M. Delachenal* (p. 1732); Art. 49 : *Amendement de M. Ribère* (p. 1734); Art. 54 : *Amendement de M. Delachenal* (p. 1736); Pouvoirs de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* (p. 1170 et suiv.); Art. 55 : *Amendement de M. Bruyneel* (p. 1780); *amendement de M. Giraudoux* (p. 1843); *amendement de M. Coste-Floret* (p. 1847, p. 1850); *amendement de M. Valentino* (p. 1851); Art. 60 : *Amendement de M. Bardoux* (p. 1852); *Amendement de M. Coty* (ibid.); Art 65 : *Amendement de M. Varenne* (p. 1854); Des organismes consultatifs : Art. 67 : *Amendement de M. Delachenal* (ibid); *Amendement de M. Coty* (p. 1855); *Nouvel amendement de M. Coty* (p. 1856); *Amendement de M. Soustelle* (p. 1857); Art. 69 : *Amendement de M. Courant* (p. 1862); *Amendement de M. Giraudoux* (p. 1864); *Amendement de M. Soustelle* (ibid.); Conseil des ministres, Art. 75 : *Amendement de M. Giraudoux* (p. 1866); *Amendement de M. Varenne* (p. 1867); Art. 78 : *Amendement de M. Giraudoux* (p. 1868); Art. 81 : *Amendement de M. Giraudoux* (ibid); Responsabilité pénale des ministres, Art. 86 : *Amendement de M. Tubert* (p. 1870); Art. 87 : *Amendement de M. Mutter* (ibid.); Du Président de la République : Art. 96 : *Ses observations* (p. 1873); Art. 99 : *Amendement de M. Varenne* (p. 1874); Art. 100 : *Amendement de M. Giraudoux* (p. 1875); Des collectivités locales :

Art. 111 : *Amendement de M. Valentino* (p. 1918); Art. 113 et 114 : *Amendement de M. Leenhardt* (p. 1920); Art. 115 : *Amendement de M. Lamine-Guéye* (p. 1923); Dispositions transitoires : Art. 127 : *Ses observations* (p. 1924); Articles réservés : *Ses observations* (p. 1948); Art. 68 : *Amendements de MM. Soustelle et Varenne* (p. 1949); *Amendement de M. Denais* (p. 1950); Art. 72 : *Amendement de M. Soustelle* (ibid.); Art. 81 bis, *Amendement de M. Varenne* (p. 1952); Art 90 : *Amendements de MM. Boisdon, Varenne et Soustelle* (p. 1958); *Amendement de M. Lacroix* (p. 1965); *Amendement de M. Delachenal* (p. 1966); Art. 91 : *Amendement de M. Henri Teitgen* (p. 1967); Art. 81 bis : *Amendement de M. Bouret* (p. 1971); Art. 108 : *Amendement de M. Kalis* (p. 1973, 1975); *Amendement de M. Fonlupt-Esperaber* (p. 1976); Art. 109 : *Amendement de M. Tubert* (p. 2000); Art. 110 : *Amendement de M. Grimaud* (p. 2002); *Amendement de M. Fonlupt-Esperaber* (p. 2004); Art. 114 : *Ses observations* (p. 2005); Art. 120 bis : *Amendements de MM. Lecourt et Mutter* (p. 2017); Art. 124 : *Amendement de M. Lamine-Guéye* (p. 2020); Articles additionnels : *Amendement de M. Lamine-Guéye* (p. 2022); *Amendement de M. Herriot* (p. 2023); Art. 122 bis : *Ses observations* (p. 2054); Art. 124 : *Observations de M. Dreyfus-Schmit* (ibid.); *Ses observations sur l'ensemble* (p. 2065); — d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer (p. 1043); — des conclusions du rapport sur la composition et la compétence du Conseil économique, en qualité de *Rapporteur général* : Art. 5 : *Ses observations* (p. 2216); Art. 14 : *Ses observations* (p. 2220); — des conclusions du rapport sur l'adhésion des territoires d'outre-mer à la Constitution, en qualité de *Rapporteur général* : *Donne lecture de son rapport* (p. 2254). — S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 255, p. 328, p. 399). — Obtient un congé (A. de 1946, p. 328, p. 399).

COTY (M. René), Député du département de la Seine-Inférieure (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138); de la Commission de comptabilité (p. 139).

Dépôts :

Le 7 février 1946, une proposition de loi tendant à modifier la législation relative aux propriétaires de valeurs mobilières dépossédés par faits de guerre, n° 382. — Le 12 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à soumettre sans retard à l'Assemblée Nationale Constituante l'ensemble du problème de la reconstruction, n° 411. — Le 5 avril 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi relatif au crédit maritime mutuel, n° 880.

Interventions :

Son rapport au nom du 6^e bureau sur les opérations électorales du département de la Moselle (A. de 1945, p. 26). — Prend part à la discussion : du rapport relatif au Règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Son amendement au paragraphe 12 de l'article 14* (p. 99) ; — de la proposition de résolution de M. Jacques Duclos, instituant une procédure exceptionnelle pour l'examen et le vote des projets de loi urgents (p. 143) ; — du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Ses amendements à l'alinéa premier de l'article 2* (p. 165) ; *les retire* (p. 166) ; *Son amendement à l'alinéa 2 de l'article 2* (ibid.) ; *le retire* (p. 168) ; *Son amendement au premier alinéa de l'article 8* (p. 171) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement au deuxième alinéa* (p. 172) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement au troisième alinéa* (ibid.) ; *le retire* (p. 173) ; *Son amendement à l'article 9* (p. 175) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement au quatrième alinéa de l'article 12* (p. 178) ; *Son amendement au onzième alinéa de l'article 13* (p. 179) ; *le retire* (ibid.). — Est entendu : au cours de la discussion du rapport tendant à la suspension de la validation de l'élection de M. Camille Laurens (Cantal) : *Motion de M. Parent tendant à interdire la qualité de parlementaire aux porteurs de francisque* (p. 265) ; — sur le règlement de l'ordre du jour (p. 268). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **LOI DE FINANCES** : *Amendement de M. Rigal à l'article premier sexiès* (p. 300) ; *Son amendement à l'article 3* (p. 302) ; *le retire* (p. 303) ; *Son deuxième amendement à cet article* (ibid.) ;

Son troisième amendement (p. 305) ; *Son quatrième amendement* [art. 118 bis du Code général des impôts directs] (p. 305) ; *Son amendement à l'article 41* (p. 317) ; *Son deuxième amendement à cet article* (p. 318) ; *Son amendement à l'article 80* (p. 342) ; *Son amendement à l'article 85 bis* (p. 347) ; *Son amendement à l'article 3 [calcul de l'impôt]* (p. 350) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement tendant à compléter le texte de cet article* (ibid.) ; *Ses observations : sur l'article 40 [nouvelle rédaction]* (p. 353) ; *Sur le deuxième alinéa de cet article* (ibid.) ; *Son amendement à l'article 44* (p. 355) ; *Sa demande de disjonction de l'article 155 [subventions de l'Etat aux départements et aux communes]* (p. 675) ; **MARINE MARCHANDE**, en qualité de rapporteur : *Présente son rapport* (p. 441) ; — du projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires ; Art. 8 : *Amendement de M. Plevin* (p. 345). — Intervient au cours de la discussion d'interpellations sur la politique du ravitaillement (p. 419) ; ses conclusions sur ce débat (p. 452). — Prend part à la discussion : des propositions de loi relatives à la Constitution et à la Déclaration des Droits : Art. 14 : *Son amendement* (p. 772) ; *le retire* (p. 773) ; Art. 17 : *Son amendement* (p. 774) ; *le retire* (p. 775) ; Art. 19 : *Son amendement* (p. 867) ; Art. 23 : *Son amendement* (p. 871) ; Art. 28 : *Son amendement* (p. 879) ; Art. 29 : *Ses amendements* (p. 881) ; Art. 32 : *Est entendu lors d'un incident* (p. 957, 959) ; *Sur l'amendement de M. Colin* (p. 964) ; *Son amendement* (ibid.) ; Des pouvoirs de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* (p. 1769) ; Art. 60 : *Son amendement* (p. 1852) ; Des organismes consultatifs : Art. 67 : *Son amendement* (p. 1855) ; *Son second amendement* (p. 1856) ; Art. 68 : *Son amendement* (p. 1858) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 69 : *Son amendement* (p. 1862) ; *le retire* (ibid.) ; *Son nouvel amendement* (p. 1865) ; *le retire* (ibid.) ; *Son troisième amendement* (ibid.) ; *le retire* (ibid.) ; Articles réservés : Art. 72 : *Son amendement* (p. 1950) ; Art. 90 : *Amendement de M. Lacroix* (p. 1964) ; Art. 127 : *Ses observations* (p. 2055) ; — de propositions de loi sur la limitation des débits de boisson : *Ses explications de vote* (p. 847) ; — du projet de loi relatif au statut du fermage ; Art. 1^{er} : *Ses observations sur les tribunaux paritaires* (p. 1267) ; Art. 4 : *Son amendement* (p. 1270) ; Art. 12 : *Amendement de M. Vée* (p. 1280) ; *Amendement de M. Moussu* (p. 1286) ; *Son amendement* (p. 1287) ; *Son second amendement* (ibid.) ; — d'une proposition de loi

de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des députés : Art. 5 : *Son amendement sur les déclarations de candidatures* (p. 1369); Art. 10 : *Son amendement au cinquième alinéa* (p. 1378); Art. 17 : *Ses observations* (1504); Art. 18 : *Pose une question sur le décès des candidats* (ibid.); Dispositions spéciales à l'Algérie : Art. 33 : *Ses observations et ses amendements* (p. 1529); Art. 35; *Son amendement* (p. 1533); *le retire* (ibid.); Métropole : Art. 17 bis : *Son amendement* (p. 1547); Art. 33 bis : *Son amendement* (p. 1549); *le retire* (ibid.); — d'un projet de loi sur la propriété commerciale : *Son amendement* (p. 1577); *Amendement de M. Mercier (Oise), ses explications de vote* (p. 1580); *Son amendement* (p. 1583); *le retire* (ibid.); *Son amendement au premier alinéa* (p. 1586); Art. 6 (nouveau) : *Ses observations* p. 1590). = S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 151, 1289). — Obtient un congé (A. de 1946, p. 1289).

COUDER (M. Raymond), Député du département de l'Orne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138); de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Dépôts :

Le 19 février 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs, sur la proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à donner aux étudiants en médecine une affectation militaire en rapport avec leurs aptitudes, n° 444. — Le 28 février 1946, une proposition de résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée Nationale Constituante en ce qui concerne la discussion des textes constitutionnels, n° 542. — Le 5 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs, sur la proposition de résolution de M. René Arthaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le

Gouvernement à procéder à l'étude d'une réforme de l'enseignement pharmaceutique, n° 889.

Interventions :

Prend part à la discussion des propositions de loi sur la Constitution et les déclarations des droits : Art. 2 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 766); *le retire* (ibid.); Du Président de la République : Art. 96 : *Ses observations* (p. 1873).

COUDRAY (M. Georges), Député du département de l'Ille-et-Vilaine.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139).

Dépôt :

Le 2 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître publiquement et catégoriquement, d'une part, l'égalité et la solidarité de tous les Français devant les charges de guerre, et, d'autre part, le droit à la réparation intégrale de tous les dommages matériels certains causés aux biens mobiliers et immobiliers du fait de la guerre, n° 50.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : RECONSTRUCTION ET URBANISME, *Discussion générale : Solidarité des Français devant les charges de guerre* (A. de 1945, p. 538); EDUCATION NATIONALE, *Discussion générale : Enseignement supérieur de médecine dans l'Ouest* (p. 568); — de l'interpellation de M. Morice sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (A. de 1946, p. 597); — de propositions de résolution tendant à la réparation intégrale des dommages de guerre : *Son amendement* (p. 1062); — de propositions de loi relatives à la Constitution de la République : Pouvoirs de l'Assemblée : Art. 65 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 1853); *le retire* (ibid.). — Est entendu pour un rappel au règlement (p. 1948).

COURANT (M. Pierre), Député du département de la Seine-Inférieure (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Son rapport, au nom du 7^e Bureau, sur les opérations électorales du département des Hautes-Pyrénées (A. de 1945, p. 30). — Prend part à la discussion du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : Art. 12 (p. 91); — des propositions de loi de MM. Duclos, Delachenal, Philip, Bendjelloul et Bardoux, relatives à la Constitution et à la déclaration des droits : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 619); Art. 20 : *Amendement de M. Mutter* (p. 869); Art. 23 : *Amendement de Mme Peyroles* (p. 876); Art. 31 bis : *Son amendement* (p. 951); Constitution de la République : *Discussion générale* (p. 1628 et suiv.); Des organismes consultatifs : Art. 69 : *Son amendement* (p. 1862); Articles réservés : Art. 108 : *Son amendement* (p. 1975). — Est entendu au cours du débat sur l'interpellation de M. Morice concernant le chômage et l'organisation de la reconstruction (p. 849). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 2 : *Amendement sur les circonscriptions* (p. 1365); Art. 13 : *Ses observations* (p. 1497); — d'un projet de loi sur la propriété commerciale : Art. 1^{er} : *Son amendement au 1^{er} alinéa* (p. 1575); — du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : Art. 6 : *Son amendement* (p. 2175); *le retire* (ibid.). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 2215).

COURTECUISSÉ (M. Jean), Député du département du Nord (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138). —

Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1946, (p. 208).

Dépôts :

Le 18 décembre 1945, une proposition de loi tendant au remboursement aux prisonniers de guerre français précédemment détenus en Allemagne des marks touchés par eux en captivité, n° 104. — Le 29 mars 1946, une proposition de loi tendant à abroger le décret du gouvernement de Vichy, en date du 11 septembre 1941, et ayant trait à la profession d'herboriste, n° 809. — Le 19 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur le projet de loi complétant l'article 37 de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix, n° 1108. — Le 25 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales chargée de faire, à l'occasion de la foire exposition internationale d'Utrecht, une enquête sur l'état des relations économiques entre la France et la Hollande, n° 1212.

Interventions :

Son rapport, au nom du 8^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Savoie (A. de 1945, p. 33). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale : Routes des départements du Nord* (p. 511); — du projet de loi autorisant le versement de bonifications aux ouvriers frontaliers belges et luxembourgeois, en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales : *Donne lecture de son rapport* (p. 613). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 1568).

COURTOIS (M. Jean), Député du département du Jura.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139).

Dépôts :

Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant à relever le taux de la retraite attribuée aux vieux travailleurs et à étendre le bénéfice de cette retraite à de nouvelles catégories, n° 16. — Le 13 décembre 1945, une proposition de loi tendant à relever le taux de l'allocation aux vieux travailleurs et à en étendre le bénéfice à de nouvelles catégories de Français, n° 96.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : TRAVAIL : *Discussion générale* (A. de 1945, p. 495) ; — d'un projet de loi relatif au statut des délégués de personnel dans les entreprises ; Art. 2 : *Ses observations* (A. de 1946, p. 1605) ; Art. 5 : *Ses explications de vote* (p. 1607) ; Art. 9 : *Ses explications de vote* (p. 1610).

CRISTOFOL (M. Jean), Député du département des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (ibid.).

Dépôts :

Le 16 janvier 1946, une proposition de loi tendant à la suppression de la tutelle administrative de la ville de Marseille, n° 288. — Le 29 janvier 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de loi de M. Jean Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à la suppression de la tutelle administrative de la ville de Marseille, n° 327 et annexe. — Le 14 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux fonctionnaires et agents des services publics, élus conseillers généraux ou municipaux, qui consacrent toute leur activité à

l'exercice de leur mandat, d'effectuer les versements nécessaires à la constitution de leur retraite, n° 671. — Le 21 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de loi de M. Paul Cermolacce et plusieurs de ses collègues organisant le vote par procuration des Inscrits maritimes et Agents du Service général, n° 714. — Le 27 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur les propositions de résolution : 1° de M. Arthur Ramette et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer aux mariniers et autres professions nomades l'exercice du droit de vote aux prochaines élections ; 2° de M. Louis Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour que l'exercice normal de leur droit de vote soit assuré à tous les Français qui, pour une raison majeure, seraient absents de leur domicile légal lors des élections, n° 778. — Le 4 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur : 1° le projet de loi relatif au vote par procuration des inscrits maritimes ; 2° la proposition de loi de M. Paul Cermolacce et plusieurs de ses collègues organisant le vote par procuration des inscrits maritimes et agents du service général, n° 868. — Le 5 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur le projet de loi relatif à l'inscription sur les listes électorales des mariniers, artisans ou salariés et des membres de leur famille habitant à bord, n° 890. — Le 5 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur : I. le projet de loi instituant une procédure spéciale de vote en faveur de certaines catégories d'électeurs empêchés de voter dans les conditions normales ; II. les propositions de résolution : 1° de M. Arthur Ramette et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer aux mariniers et autres professions nomades l'exer-

cice du droit de vote aux prochaines élections ; 2° de M. Louis Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour que l'exercice normal de leur droit de vote soit assuré à tous les Français qui, pour une raison majeure, seraient absents de leur domicile légal lors des élections, n° 904.

Interventions :

Son rapport, au nom du 9^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine, 1^{re} circonscription (A. de 1945, p. 33). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 21* (p. 310) ; *Son amendement à l'article 36* (p. 315) ; *Le retire* (ibid.) ; *Ses explications de vote sur l'amendement de Mme Braun à l'article 43* (p. 322) ; *Son amendement à l'article 21 réservé* (p. 351) ; *Le retire* (ibid.) ; INTÉRIEUR (p. 450). — Pose au Ministre de la Justice une question sur les cartes d'identité retirées aux Françaises (A. de 1946, p. 369). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la liberté de la presse (p. 736) ; — d'un projet de loi relatif au vote par procuration des Inscrits maritimes, en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* (p. 1551) ; — d'un projet de loi relatif aux inscriptions des marinières sur les listes électorales, en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* (p. 1552) ; — d'un projet de loi relatif au vote par correspondance, en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* (ibid.).

CROIZAT (M. Ambroise), Député du département de la Seine (1^{re} circonscription), Ministre du Travail.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé Ministre du Travail (J. O. du 22 novembre 1945) (p. 7750). Est nommé Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (J. O. du 27 janvier 1946) (p. 754).

Dépôts :

En qualité de Ministre du Travail :

Le 13 décembre 1945, un projet de loi relatif à l'indemnisation des heures perdues par suite

des mesures exceptionnelles réduisant l'attribution de l'énergie électrique, n° 94. — Le 29 décembre 1945, un projet de loi modifiant l'ordonnance du 2 février 1945 organisant sur de nouvelles bases les allocations aux vieux travailleurs salariés et modifiant l'ordonnance du 19 octobre 1943 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, n° 244. — Le 15 janvier 1946, un projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de l'ordonnance du 27 juillet 1944 relative au rétablissement de la liberté syndicale, n° 269. — Le 22 janvier 1946, un projet de loi relatif à la rémunération des heures supplémentaires de travail, n° 308. — Le 15 février 1946, un projet de loi portant modification de l'article 3 de l'ordonnance du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise, n° 436. — Le 15 février 1946, un projet de loi validant les actes promulgués depuis le 16 juin 1940 en matière d'hygiène et de sécurité des travailleurs, n° 437. — Le 19 février 1946, un projet de loi relatif à la date d'application des arrêtés portant fixation des salaires, n° 451. — Le 19 février 1946, un projet de loi relatif à la date d'application des arrêtés préfectoraux fixant le salaire des travailleurs à domicile, n° 456. — Le 21 février 1946, un projet de loi fixant le statut des délégués du personnel dans les entreprises, n° 472. — Le 26 février 1946, un projet de loi apportant des améliorations au régime des retraites des ouvriers mineurs, n° 503. — Le 26 février 1946, un projet de loi autorisant le versement de certaines bonifications au profit des ouvriers frontaliers et saisonniers belges et luxembourgeois travaillant en France, n° 509. — Le 28 février 1946, un projet de loi tendant à exclure du bénéfice de l'indemnité d'éloignement les travailleurs qui sont partis de leur plein gré pour l'Allemagne, n° 529. — Le 7 mars 1946, un projet de loi tendant à modifier les articles 32 a et 32 b du Livre I^{er} du Code du travail relatifs aux cautionnements, n° 598. — Le 12 mars 1946, un projet de loi relatif à l'institution d'un Conseil national du travail, n° 635. — Le 3 avril 1946, un projet de loi portant abrogation de l'article 21 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, n° 849. — Le 13 avril 1946, un projet de loi supprimant la consultation du Comité consultatif des arts et manufactures prévue par le

Code du travail, n° 1017. — Le 13 avril 1946, un projet de loi relatif à la journée du 1^{er} mai 1946, n° 1033. — Le 13 avril 1946, un projet de loi relatif à l'incorporation de la Caisse nationale d'assurance en cas de décès à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et à la création de la Caisse nationale d'assurance sur la vie, n° 1034. — Le 13 avril 1946, un projet de loi relatif à l'organisation de la Commission supérieure de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, n° 1035. — Le 13 avril 1946, un projet de loi relatif au paiement des indemnités de visites des délégués-mineurs dans les mines exploitées par les « Houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais », n° 1036. — Le 19 avril 1946, un projet de loi portant généralisation de la sécurité sociale, n° 1146. — Le 25 avril 1946, un projet de loi relatif à l'organisation des services médicaux du travail, n° 1206. — Le 26 avril 1946, un projet de loi tendant à coordonner le régime de l'ordonnance du 2 février 1945 avec les régimes de retraites des lois des 14 avril 1924, 29 juin 1927 et 21 mars 1928, n° 1233.

Interventions :

En qualité de *Ministre du Travail* : Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'indemnisation des heures perdues par suite des mesures exceptionnelles réduisant l'attribution de l'énergie électrique (p. 223) : *Art. 4^{er}* (ibid.); *Art. 5* (p. 224); *Art. 5* (p. 225); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : TRAVAIL : *Discussion générale* (p. 500); — du projet de loi modifiant l'ordonnance du 2 février 1945 organisant sur de nouvelles bases les allocations aux vieux travailleurs salariés (p. 692). — En qualité de *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* : Répond aux questions posées par : Mme Ginollin concernant les assurés sociaux déportés et prisonniers de guerre n'ayant pu verser leurs cotisations; de Mme Vermeersch sur l'égalité des salaires masculins et féminins (A. de 1946, p. 379). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la rémunération des heures supplémentaires de travail (p. 402). — Est entendu au cours du débat sur l'examen d'une demande de pouvoirs d'enquête présentée par la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 461). — Prend part à la discussion :

du projet de loi apportant des améliorations au régime des retraites des ouvriers mineurs : *Amendement de M. Meck à l'article 12* (p. 489); — du projet de loi autorisant certaines bonifications au profit des ouvriers frontaliers belges et luxembourgeois : *Art. 1^{er} : Amendement de M. Ramette : Ses observations* (p. 615); *Art. 2 : Amendement de M. Ramette* (p. 616); — d'un projet de loi relatif au statut des délégués du personnel dans les entreprises : *Art. 2 : Amendement de M. Besset* (p. 1605); *Art. 5 : Amendement de M. Poimboeuf* (p. 1607); *Art. 9 : Amendement de M. Viatte* (p. 1609); *Art. 11 : Ses observations* (p. 1611); *Art. 20 : Amendement de M. Valentino* (p. 1612). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1932). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du Budget général de l'Exercice 1946 : TRAVAIL (Dépenses ordinaires), Chap. 2 : *Ses observations* (p. 2104); — du projet de loi relatif à l'institution d'un Conseil national du travail : *Art. 8 : Amendement de M. Denais* (p. 2212); — de propositions de loi relatives aux comités d'entreprises : *Art. 3 : Amendement de M. Rougrain* (p. 2224). — Est entendu sur une demande de discussion immédiate d'un projet de loi concernant l'indemnisation de certains agents d'assurances (p. 2310).

CROUAN (M. Jean), Député du département du Finistère.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 11 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi modifiant l'article 64 de la loi du 4 mars 1929 portant organisation des divers corps d'officiers de l'armée de mer, n° 996. — Le 11 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Louis Audibert tendant à inviter le Gouvernement à abroger les délais d'attribution des

distinctions honorifiques au titre de la résistance, n° 997.

Interventions :

Prend part à la discussion de propositions de loi sur la Constitution et la déclaration des droits ; Institutions de la République : Art. 47 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 1728). — S'excuse de son absence et obtient un congé A. de 1945, p. 437).

CURABET (M. Jean) Député du Puy-de-Dôme.

Son élection est validée (A de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission des finances du contrôle budgétaire (A de 1945, p. 138) ; de la Commission de contrôle et de circulation monétaire (A de 1946, p. 256).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement à l'article premier* (A de 1945, p. 161) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement à l'article 17* (p. 17 (p. 180) ; *le retire* (ibid.). — Son rapport supplémentaire au nom du 2^e Bureau sur les opérations électorales du département du Cantal [Elections de M. Camille Laurens] (p. 712). — Est entendu au cours de la discussion des conclusions de ce rapport (p. 259) ; *Ses observations* sur la motion de M. Parent tendant à interdire l'accès de la qualité de parlementaire aux porteurs de francisque (p. 267). — Prend part à la discussion

du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : Art. 43 (p. 355) ; IMPRIMERIE NATIONALE, en qualité de *Rapporteur* : *Discussion générale* (p. 438). — Son 2^e rapport supplémentaire, au nom du 2^e Bureau, sur les opérations électorales du département du Cantal (Election de M. Joannon Henry) (A. de 1946, p. 223). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer le 4^e alinéa* (p. 1161) ; *Le retire* (p. 1162) ; Art. 28 : *Son amendement* (p. 1198).

CUTTOLI (M. Paul), Député du département de Constantine et territoire de Touggourt (Collège des électeurs français citoyens musulmans et non musulmans), Président, doyen d'âge.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommé membre de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 139).

Prononce :

en qualité de Président d'âge :

Le 6 novembre 1945, une allocution, n° 1.

Interventions :

Son allocution, en qualité de *Président d'âge* (A. de 1945, p. 1). — Est entendu pour la nomination d'une Commission du règlement (p. 3). — Préside les séances des 7 novembre 1945 (p. 43) et 8 novembre 1945 (p. 51).



D

DAGAIN (M. Léon), Député du département de la Nièvre.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (*ibid.*).

Dépôt :

Le 3 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes), et des postes, télégraphes, téléphones sur la proposition de résolution de M. Marc Gerber tendant à inviter le Gouvernement à lutter contre les pertes de matériel et les retards de livraison au sein de certaines administrations, n° 847.

Interventions :

Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur les opérations électorales du département des Hautes-Alpes (A. de 1945, p. 9). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : MISSIONS FRANÇAISES AUX ETATS-UNIS, EN GRANDE-BRETAGNE ET AU CANADA, en qualité de *Rapporteur* : *Discussion générale* (p. 484) ; POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES : *Discussion générale* : *Exploitation et services financiers* (p. 655) ;

DANIEL (M. Guillaume), Député du département des Côtes-du-Nord.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
 = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : AGRICULTURE (A. de 1945, p. 465) ; — du projet de loi relatif au statut du fermage : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 1260) ; Art. 15 : *Son amendement* (p. 1299) ; Art. 19 : *Son amendement* (p. 1309).

DAROU (M. Marcel), Député du département du Nord (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (*ibid.*).

Dépôts :

Le 31 janvier 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur

la proposition de loi de M. Marcel Naegelen et plusieurs de ses collègues tendant à tenir compte aux instituteurs, secrétaires de mairie, pour le calcul de leur pension de retraite, du traitement reçu par eux comme secrétaire de mairie, n° 344. — Le 22 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de Mme Denise Ginollin et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux déportés et internés politiques une prime de retour de déportation de 10.000 francs, ainsi qu'un pécule égal au montant du salaire moyen départemental pour chaque mois de captivité ou d'internement, et à accorder une aide aux familles des disparus (2^e partie. — Internés politiques), n° 734. — Le 22 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. René Peeters et plusieurs de ses collègues tendant à accorder la réparation totale des dommages aux ouvriers et ouvrières licenciés par application de la loi du 12 mai 1941, n° 732.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale : Région de Dunkerque* (A. de 1945, p. 536) ; — d'une interpellation sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (A. de 1946, p. 79) ; — du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre : Art. 3 : *Son amendement* (p. 2210) ; *Le retire* (ibid.).

DASSONVILLE (M. Gaston), Député du département du Pas-de-Calais (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 139). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : RECONSTRUCTION ET

URBANISME : *Discussion générale : Littoral du Pas-de-Calais* (A. de 1945, p. 537) ; — d'interpellations sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (A. de 1946, p. 600).

DASSAUD (M. Francis), Député du département du Puy-de-Dôme.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139).

Dépôts :

Le 22 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire accorder l'appareillage gratuit, par les centres officiels d'appareillage aux infirmes congénitaux ainsi qu'aux infirmes par maladie ou accident, n° 307. — Le 23 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à exclure du bénéfice de l'indemnité d'éloignement les travailleurs qui sont partis de leur plein gré pour l'Allemagne, n° 1160.

DAUTRY (M. Raoul), Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

Est nommé *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* (J. O. du 22 novembre 1945, p. 7750).

Interventions :

En cette qualité : Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale* (A. de 1945, p. 539 et suiv.).

DAVID (M. Marcel), Député du département des Landes.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de l'équipement national et de la production (ibid.) — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 12 février 1946, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur la proposition de résolution de M. Joseph Lecacheux et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réaliser les réformes de structure prévues dans la charte du Conseil national de la résistance, n° 414. — Le 25 avril 1946, un avis au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur le projet de loi autorisant le Gouvernement provisoire de la République à ratifier les amendements à la constitution de l'organisation internationale du travail adoptés par la 27^e session de la Conférence internationale du travail, n° 1203.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : PRODUCTION INDUSTRIELLE, *Discussion générale : Services techniques de la production* (A. de 1945, p. 526); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz; Art. 23 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 1191); *Son second amendement* (p. 1195); — du projet de loi relatif au statut du fermage; Art. 20 : *Son amendement* (p. 1313).

DEBIDOUR (M. Henri), Député de Saint-Pierre et Miquelon.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 277). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138); de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (*ibid.*).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : COLONIES; *Discussion générale : Dévaluation du franc aux colonies* (A. de 1945, p. 546); — de propositions de loi sur la limitation des débits de boissons, en qualité de *Président* de la Commission de la

famille, de la population et de la santé publique : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 844); — d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer : *Règlement de l'ordre du jour* (p. 1058); — d'un projet de loi relatif à la lutte contre le proxénétisme en qualité de *Président* de la Commission de la famille : *Ses observations* (p. 1612); — de propositions de loi relatives à l'équipement de l'Union française : *Discussion générale* (p. 1758). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207, 899).

DEBOUVERIE (M. Léon), Député du département de la Somme.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones (A. de 1945, p. 138); de la Commission de l'équipement national et de la production (*ibid.*).

DEFFERRE (M. Gaston), Député du département des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription), Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de l'Information.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommé membre : de la Commission du règlement (A. de 1945, p. 53); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 139); de la Commission des territoires d'outre-mer (*ibid.*). — Est nommé Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de l'Information (*J. O.* du 27 janvier 1947 p. 754).

Dépôts :**En qualité de Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de l'Information :**

Le 12 mars 1946, un projet de loi portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, n° 641. — Le 13 mars 1946, un projet de loi sur le statut des entreprises de presse, n° 654.

En qualité de Député :

Le 19 novembre 1945, un rapport au nom de la Commission du règlement nommée le 7 novembre 1945 relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante, n° 7. — Le 13 décembre 1945, une proposition de loi tendant à ins-

taurer et réglementer la confiscation et l'attribution par l'Etat des entreprises de presse, de publication de journaux ou d'écrits périodiques, d'agences d'information, de publicité ou de reportage photographique, ayant collaboré avec l'ennemi, n° 88. — Le 17 janvier 1946, un rapport au nom de la Commission du règlement et des pétitions sur : 1° la proposition de résolution de M. André Colin et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 8 de la résolution du 29 novembre 1945 instituant une procédure exceptionnelle pour l'examen et le vote des projets de loi urgents ; 2° la proposition de résolution de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les articles premier et 2 de la résolution du 22 novembre 1945 instituant une procédure exceptionnelle pour l'examen et le vote des projets de loi urgents, n° 297.

Interventions :

Son rapport au nom du 6^e Bureau, sur les opérations électorales du département du Nord (1^{re} circonscription) (A. de 1945, p. 26). — Est entendu sur le dépôt d'une proposition de résolution de M. Vincent Auriol tendant à la nomination d'une Commission de 44 membres chargée d'élaborer le projet de Constitution (p. 80). — Prend part à la discussion : de son rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : en qualité de *Rapporteur* (p. 88) ; *Art. 12* (p. 91) ; *Art. 14* (p. 96) ; *Art. 15* (p. 109) ; *Art. 21* (p. 110) ; *Art. 25* (p. 111) ; *Art. 58* (p. 114) ; *Art. 98* (p. 117) ; — de la proposition de résolution de M. Jacques Duclos instituant une procédure exceptionnelle pour l'examen et le vote des projets de loi urgents : en qualité de *Rapporteur* (p. 142 et suiv.) ; — du projet de loi relatif à la création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement : *Discussion générale* (p. 390) ; — du projet de loi relatif à certaines conséquences de la modification des taux de change dans la zone française : *Art. 5* (p. 403) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : INTÉRIEUR (p. 453) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Liaisons entre la France et la Corse* (p. 512) : En qualité de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de l'Information* répond aux questions posées par :

M. Ouzegane sur les raisons ayant motivé la suspension d'autorisation du journal *l'Algérie nouvelle* d'Alger, nouveau titre du journal *La Lutte sociale* ; M. Bardoux sur la présentation officielle des articles de fond de la presse étrangère (A. de 1946, p. 383). — Est entendu au cours du débat sur la fixation de la date de discussion d'interpellations (p. 463, 668). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la liberté de la presse (p. 730 et suiv.) ; — du règlement de l'ordre du jour (p. 1682) ; — du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse : *Discussion générale et intervention de M. Lussy* (p. 1796) ; *Ses observations* (p. 1805 et suiv.) ; *Sur le passage à la discussion des articles* (p. 1808) ; *Art. 2 : Amendement de M. Fonlupt-Esperaber* (p. 1822) ; *Amendement de M. Grenier* (p. 1826) ; *Amendement de M. Roulleaux-Dugage* (p. 1827) ; *Art. 5 : Amendement de M. Galy-Gasparrou* (p. 1828) ; *Art. 6 : Amendement de M. Galy-Gasparrou* (p. 1830) ; *Art. 8 : Amendement de M. Galy-Gasparrou* (p. 1835) ; *Amendement de M. Grenier* (ibid.) ; *Amendement de M. Dusseaulx* (p. 1885) ; *Art. 15 : Amendement de M. Rio* (p. 1890) ; *Art. 17 : Amendement de M. Rio* (p. 1892) ; *Art. 19 : Amendement de Mme Braun* (p. 1893) ; *Art. 20 : Amendement de Mme Braun* (p. 1895) ; *Amendement de M. Rio* (p. 1896) ; *Art. 23 : Amendement de Mme Braun* (p. 1898) ; *Art. 24 : Amendement de M. Rio* (ibid.) ; *Amendement de M. Delcos* (p. 1200) ; *Amendement de M. Thuillier* (p. 1901) ; *Art. 29 : Amendement de M. Delcos* (p. 1902) ; *Art. 37 : Amendement de M. Delcos* (p. 1903) ; *Art. 39 : Amendement de M. Delcos* (p. 1904) ; *Ses observations* (p. 1907). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1929). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du Budget général de l'Exercice 1946 : *Emissions régionales de radio-diffusion* (p. 2100) ; FINANCES (p. 2102 et suiv.) ; Dépenses ordinaires ; INFORMATION : Chap. 1^{er} : *Ses observations* (p. 2104).

DEFOS DU RAU (M. Joseph), Député du département des Landes.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de guerre et de la répression (A. de 1945, p. 139).

Dépôt :

Le 27 décembre 1945, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de M. Emile Engel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à hâter le rapatriement des Alsaciens et des Lorrains retenus en captivité par les armées alliées, n° 222.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au statut du fermage : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 1247 et suiv.) ; Art. 12 : *Son amendement* (p. 1282) ; Art. 14 : *Son amendement* (p. 1293) ; Art. 15 : *Son amendement* (p. 1296) ; *Son second amendement* (p. 1300) ; *Ses deux autres amendements* (p. 1301) ; Art. 20 : *Son amendement* (p. 1312) ; *Le retire* (ibid) ; *Son amendement au texte modificatif de l'article 62 de l'ordonnance du 17 octobre 1945* (p. 1316). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 191).

DEGROND (Mme Germaine), Député du département de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommée membre : de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Dépôts :

Le 30 décembre 1945, une proposition de loi, tendant à l'abrogation de la loi du 11 juin 1896 portant réglementation des Halles centrales de Paris et à la réorganisation complète de ce marché reconnu d'intérêt public national, n° 249.
— Le 4 avril 1946, une proposition de loi tendant à la réorganisation des méthodes du ravitaillement, n° 866. — Le 13 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur le projet de loi concernant la répression des infractions graves au ravitaillement, n° 1018. — Le 18 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du ravitaillement sur

le projet de loi concernant la répression des infractions graves au ravitaillement, n° 1092.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : RAVITAILLEMENT : (A. de 1945, p. 479). — Est entendue au cours de la discussion : d'interpellations sur la politique ravitaillement (A. de 1946, p. 410) ; — de la proposition de loi de M. Lecourt tendant à supprimer les bons de circulation : en qualité de *Présidente* de la Commission du ravitaillement : *Renvoi de la proposition à la Commission* (p. 632). — Prend part à la discussion : de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des droits : Art. 23 : *Amendement de M. Coty* (p. 874) ; — du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 20 : *Son article additionnel* (p. 1317). — Est entendue, en qualité de *Présidente* de la Commission du ravitaillement, sur le renvoi à la Commission du projet sur les infractions graves au ravitaillement (p. 1665). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du budget général de l'Exercice 1946 : Chap. 6 : *Ses observations* (p. 2095) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 ; Dispositions spéciales : Art. 48 : *Ses observations* (p. 2376).

DELACHENAL (M. Joseph), Député du département de la Savoie.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139).

Dépôts :

Le 29 novembre 1945, une proposition de loi tendant à établir la Constitution de la République française, n° 38. — Le 12 février 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 47 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative au statut juridique du fermage, n° 408. — Le 22 mars 1946, une proposition de loi sur les allocations familiales agricoles, n° 728.

Interventions :

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Désignation du chef du Gouvernement* (A. de 1945, p. 53). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution de M. Jacques Duclos instituant une procédure exceptionnelle pour l'examen et le vote des projets de loi urgents (p. 143) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : TRAVAIL : Discussion générale : *Retraite des vieux* (p. 499). — Demande à interpeller sur le problème des frontières (A. de 1946, p. 3) ; développe cette interpellation (p. 73 et suiv.) — Prend part à la discussion : des propositions de loi relatives à la Constitution et à la Déclaration des Droits : *Discussion générale* (p. 634) ; Art. 23 : *Amendement de M. Coty* (p. 873) ; Institutions de la République : Art. 49 : *Ses amendements* (p. 1732) ; Pouvoirs de l'Assemblée : Art. 57 : *Son amendement* (p. 1851) ; Des organismes consultatifs ; Art. 67 : *Son amendement* (p. 1854) ; Articles réservés : Art. 81 bis : *Son amendement* (p. 1953) ; Art. 90 : *Son amendement* (p. 1966) ; — de propositions de résolution sur la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* (p. 1062) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 23 : *Son amendement* (p. 1189) ; *le retire* (p. 1191) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés ; Art. 4 : *Son amendement* (p. 1455) ; *le retire* (ibid.) ; *Son second amendement* (ibid.) ; Art. 13 : *Ses observations* (p. 1496) ; Art. 14 : *Amendement de M. Bardoux* (p. 1499) ; Art. 16 : *Son amendement* (p. 1500, 1502) ; Dispositions spéciales à l'Algérie : Art. 28 : *Ses amendements* (p. 1528) ; Art. 50 : *Son amendement* (p. 1734) ; *le retire* (p. 1735) ; Art. 51 : *Son amendement* (ibid.) ; Art. 54 : *Son amendement* (p. 1735) ; — du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse : Art. 2 : *Soutient l'amendement de M. Roulleaux-Dugage* (p. 1827). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1945, p. 557).

DELAHOUTRE (M. Eugène), Député du département de l'Oise.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). = Est nommé membre de la Commission de la

justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 29 décembre 1945, une proposition de loi tendant à compléter l'article 7 de l'ordonnance n° 45-1820 du 15 août 1945 instituant un impôt de solidarité nationale, n° 237. — Le 28 février 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Robert Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à permettre la réquisition de locaux vacants utilisés à des fins publicitaires, n° 539. — Le 28 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur les propositions de loi : 1° de M. Robert Kalis tendant à compléter l'article premier de l'ordonnance du 30 octobre 1945 (art. 90 du Code civil) modifiant les dispositions du Code civil relatives à la présomption de décès et autorisant l'établissement de certains actes de décès ; 2° de M. Pierre Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à réduire les délais de présomption de décès des disparus dans les camps de déportation allemands, n° 798.

Interventions :

Pose au Ministre de l'Economie nationale une question sur la prorogation des délais de déclaration de l'impôt de solidarité (A. de 1946, p. 372). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 4 : *Son amendement* (p. 1270) ; Art. 6 : *Son amendement* (p. 1271) ; Art. 12 : *Son amendement* (p. 1287).

SEMBLÉE**DELBOS (M. Yvon), Député du département de la Dordogne.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des affaires étrangères (p. 145).

Interventions :

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1927, 2138). = S'excuse de son absence

(A. de 1945, p. 257, 389; A. de 1946, p. 460, 487, 2324). — Obtient un congé (A. de 1945, p. 257; A. de 1946, p. 460, 487, 2324).

DELCOS (M. François), Député du département des Pyrénées-Orientales.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138); de la Commission de comptabilité (p. 139); de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Dépôt :

Le 19 février 1946, une proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à proroger le délai fixé par l'article premier de l'ordonnance du 20 octobre 1945 sur la limitation des débits de boissons, n° 459.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au statut du fermage : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 1249 et suiv.); Art. 9 : *Ses observations* (p. 1272); Art. 12 : *Son amendement* (p. 1274, 1278); *Amendement de M. Vée* (p. 1281); *Ses observations contre l'amendement de M. Soustelle* (p. 1288); Art. 15 : *Son amendement* (p. 1297); *Le retire* (ibid.); *Son amendement* (p. 1300); *Le retire* (ibid.); *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 1318); — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 8 : *Son amendement au deuxième alinéa* (p. 1375); Art. 8 réservé : *Son amendement* (p. 1456); — du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse : *Ses observations contre le passage à la discussion des articles* (p. 1808); Art. 1^{er} : *Amendements de M. Galy-Gasparrou* (p. 1812); Art. 2 : *Soutient un amendement de M. Galy Gasparrou* (p. 1820); *Son amendement* (p. 1824); Art. 3 : *Soutient l'amendement de M. Galy-Gasparrou* (p. 1827); *Le retire* (p. 1828); Art. 5 : *Soutient l'amendement de M. Galy-Gasparrou* (ibid.); Art. 6 : *Soutient l'amendement de M. Galy-Gasparrou* (p. 1829); *Le retire* (p. 1832); Art. 8 : *Soutient*

l'amendement de M. Galy-Gasparrou (p. 1835); *Retire l'amendement de M. Galy-Gasparrou* (p. 1887); *Son amendement* (p. 1887); Art. 12 : *Amendement de M. Galy-Gasparrou* (ibid.); Art. 15 : *Son amendement* (p. 1888); *Ses explications de vote* (p. 1889); Art. 17 : *Son amendement* (p. 1892); *Le retire* (ibid.); *Son second amendement* (ibid.); *Le retire* (ibid.); *Son amendement* (p. 1893); *Le retire* (ibid.); Art. 19 : *Son amendement* (ibid.); *Le retire* (ibid.); Art. 20 : *Son amendement* (p. 1894); *Son second amendement* (ibid.); *Le retire* (p. 1895); Art. 20 bis : *Son amendement* (p. 1896); *Le retire* (ibid.); Art. 21 : *Son amendement* (p. 1897); *Le retire* (ibid.); *Son second amendement* (ibid.); *Son troisième amendement* (ibid.); Art. 22 : *Son amendement* (ibid.); *Le retire* (ibid.); Art. 23 : *Son amendement* (p. 1898); *Le retire* (ibid.); *Son second amendement* (ibid.); Art. 24 : *Ses amendements* (p. 1899); Art. 25 : *Son amendement* (p. 1900); Art. 26 : *Son amendement* (ibid.); Art. 28 : *Son amendement* (p. 1901); Art. 29 : *Son amendement* (p. 1902); Art. 31 : *Son amendement* (p. 1902); Art. 34 : *Son amendement* (p. 1903); Art. 37 : *Son amendement* (ibid.); Art. 39 : *Son amendement* (p. 1904); *Ses explications de vote* (p. 1906); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 (Dispositions spéciales); Art. 9 : *Son amendement* (p. 2343).

DELOM-SORBÉ (M. Maurice), Député du département des Basses-Pyrénées.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission du Règlement (A. de 1945, p. 53); de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (p. 138); de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 139); de la Commission de comptabilité (ibid.).

Dépôts :

Le 8 mars 1946, une proposition de loi tendant à assimiler les veuves de guerre, non remariées et sans enfants, aux ménages sans enfants dans le calcul des abattements prévus par l'ordonnance du 15 août 1945 instituant un impôt

de solidarité nationale, n° 628. — Le 8 mars 1946, une proposition de loi tendant à permettre à certains fonctionnaires et agents de l'Etat, titulaires de la carte du combattant, d'obtenir leur maintien dans les cadres de l'Administration au delà des nouvelles limites d'âge de la retraite, n° 629. — Le 16 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur la revision des crédits ouverts au titre du budget de l'exercice 1946 (Services civils) — Application de l'article 2 de la loi du 12 décembre 1945 modifié par la loi du 8 février 1946 et par la loi du 2 avril 1946 (Budget annexe des Postes, Télégraphes et Téléphones), n° 1065.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES : *Discussion générale* : en qualité de *Rapporteur*, donne lecture de son rapport (A. de 1945, p. 653 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires : Art. 12 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 347) ; — de propositions de loi sur la constitution et la déclaration des droits : Art. 22 : *Son amendement* (p. 870) ; Art. 24, *Son amendement* (p. 878) ; *Le retire* (ibid.) ; Art. 31 bis, *Son amendement* (p. 951) ; Art. 36, *Son amendement* (p. 973). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1636, p. 1760). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, en qualité de *Président* de la Commission : Art. 3 : *Ses observations* (p. 2210), — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : ANCIENS COMBATTANTS, chap. 150 ; *Ses observations* (p. 2309) ; Dispositions spéciales ; Art. 50 : *Son amendement* (p. 2372).

DELORME (M. Claudius), Député du département du Rhône (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 15 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer dans l'avenir — pour le payement des fermages établis à parité avec le cours des céréales — le cours officiellement prévu, n° 434. — Le 15 mars 1946, une proposition de loi tendant à rétablir la liberté mutualiste en ce qui concerne la désignation par voie démocratique des représentants des organismes de mutualité agricole, n° 680.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : AGRICULTURE (A. de 1945, p. 472) ; — du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 7 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 1271) ; Art. 15 : *Son amendement* (p. 1297) ; *Son second amendement* (p. 1300) ; *Le retire* (ibid.) ; Art. 20 : *Son amendement* (p. 1312) ; *Son amendement au 4^e alinéa* (p. 1314) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 13 : *Ses explications de vote* (p. 1498) ; — des conclusions du rapport sur la composition et la compétence du Conseil économique : Art. 5 : *Ses explications de vote* (p. 2217).

DEMUSOIS (M. An-oine), Député du département de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement au premier alinéa de l'article 20* (A. de 1945, p. 309) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement à l'article 26* (p. 311) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement au premier alinéa de*

l'article 34 (p. 314); *Son amendement à l'article 112* : *Délais d'opposition* (p. 666); *le retire* (ibid.); *Son amendement à l'article 113* : *Couverture des besoins complémentaires en bois et produits forestiers* (ibid.); *Son amendement à l'article 118* : *Subventions aux communes* (p. 667); *le retire* (ibid.); *Son amendement à l'article 169* : *Subventions aux sociétés de secours mutuels des fonctionnaires* (p. 680); INTÉRIEUR (p. 451); — d'interpellations sur la situation économique de l'Algérie (A. de 1040, p. 571); — d'un projet de loi relatif au vote par correspondance : Art. 2 : *Son amendement* (p. 1554); *le retire* (ibid.).

DENAI (M. Joseph), Député du département de la Seine (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 202).

Dépôts :

Le 23 novembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer la stabilité des locataires et occupants de bonne foi, n° 33. — Le 29 novembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la vente des immeubles par appartements, n° 42. — Le 20 décembre 1945, une proposition de loi tendant à modifier l'article 22 du Code général des impôts directs n° 138. — Le 21 décembre 1945, une proposition de loi tendant à rétablir l'égalité de pension entre toutes les veuves d'officiers, victimes de la guerre, n° 168. — Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer de manière équitable les réparations dues pour réquisition immobilière effectuée par ou pour l'ennemi, n° 169. — Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser les limites d'âge fixées pour la mise à la retraite des fonctionnaires civils et militaires, n° 170. — Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer des Chambres départementales du travail, n° 171. — Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer un plafond aux rémunérations des directeurs et administrateurs des entreprises nationalisées et

de tous représentants de l'Etat dans un organisme quelconque, n° 172. — Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer l'indépendance des fonctionnaires, n° 173. — Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remanier la loi du 25 avril 1941, instituant la retraite des vieux travailleurs pour en faire bénéficier tous les Français et Françaises dont les ressources propres n'atteignent pas la moitié du salaire moyen départemental, n° 174. — Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à substituer à la carte électorale, le livret électoral, n° 179. — Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner aux étudiants en médecine une affectation militaire en rapport avec leurs aptitudes, n° 180. — Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures indispensables pour assurer aux Français des locaux d'habitation, n° 181. — Le 22 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer des règles équitables pour la réparation des dommages causés aux immeubles par faits de guerre, n° 192. — Le 29 décembre 1945, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 26 mai 1945 sur l'assistance médicale temporaire aux prisonniers de guerre, n° 240. — Le 23 janvier 1946, une proposition de loi tendant à instituer au profit des mères de familles nombreuses une retraite proportionnelle au nombre de leurs enfants, n° 317. — Le 12 février 1946, une proposition de loi tendant à régler la situation des Français victimes d'accidents du travail pendant leur assujettissement au service du travail obligatoire, n° 398. — Le 18 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étudier et préparer des projets pratiques pour remédier à la crise du logement, n° 1097. — Le 18 avril 1946, une proposition de loi relative aux activités des étrangers admis en France comme travailleurs salariés, n° 1098.

Interventions :

Est entendu sur la déclaration ministérielle présentée par M. le Général de Gaulle (A. S. de 1945; p. 130). — Prend part à la discussion :

du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement au 2^e alinéa de l'art. 2* (p. 166); *le défend* (p. 167); *Son amendement au 1^{er} alinéa de l'article 7 : Nationalisation des grandes banques de dépôt* (p. 171); *Son amendement au 2^e alinéa de l'art. 8* (p. 172); *le retire* (ibid.); *Son amendement au 6^e alinéa de l'art. 9* (p. 175); *Son amendement au 7^e alinéa* (ibid.); *Son amendement aux 2^e et 4^e alinéas de l'art. 12* (p. 177); *le défend* (p. 178); *Ses deux amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'art. 19* (p. 183); *les retire* (ibid.); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) **LOI DE FINANCES** : *Discussion générale* (p. 282 et suiv.); *Amendement de M. Truffaut à l'article 27 bis* (p. 352); *Son amendement à l'article 32* (p. 314); *Le retire* (ibid.); *Article 3 réservé* (p. 358); *Son article additionnel* (p. 360); *Le soutient* (p. 363); *Le retire* (ibid.); *Son deuxième article additionnel* (ibid.); *Le retire* (ibid.). — Demande à interpellier : sur le régime exorbitant du droit commun auquel est soumise la presse politique (p. 737); — sur la politique générale du Gouvernement (**A.** de 1946, p. 156 et suiv.); — sur le régime de la presse (p. 244); développe cette interpellation (p. 703 et suiv., p. 726); — du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale : Art. 8 : *Amendement de M. Ramarony* (p. 304). — Est entendu au cours du débat : sur la fixation de la date de discussion d'interpellations (p. 463); — sur les propositions de loi de M. A. Mercier (Oise) et M. Pierre Bloch tendant à proroger les délais pour l'ouverture des informations devant les cours de justice et chambres civiques et fixer au 1^{er} janvier 1947 la date d'expiration des informations et poursuites pour faits de collaboration : *Discussion générale* (p. 470); *Son amendement à l'article 2* (p. 471). — Prend part à la discussion des propositions de loi sur la Constitution et la déclaration des droits : *Son amendement à l'article premier de la déclaration* (p. 766); *le retire* (ibid.); Art. 14 : *Son amendement* (p. 772); Art. 16 : *Son amendement* (p. 774); Art. 14 : *Son amendement* (p. 815); Art. 24 : *Ses amendements* (p. 864, p. 865); Art. 23 : *Amendement de M. Coty* (p. 871); Art. 25 : *Son amendement* (p. 878); *le retire* (ibid.); Art. 27 : *Son amen-*

dement tendant à supprimer l'article (p. 879); *le retire* (ibid.); Art. 28 : *Son amendement* (p. 880); Art. 29 : *Son amendement* (ibid.); Art. 30 : *Son amendement* (p. 881); Art. 32 : *Son amendement* (p. 960); Art. 34 : *Son amendement* (p. 972); Pouvoirs de l'Assemblée : Art. 60 : *Son amendement* (p. 1852); Art. 66 : *Son amendement* (p. 1854); Art. 69 : *Son amendement* (p. 1864); Articles réservés : Art. 68 : *Son amendement* (p. 1950); *le retire* (ibid.); Art. 72 : *Reprend l'amendement de M. Coty* (p. 1950); *le retire* (ibid.); *Ses observations sur le vote* (p. 2070). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 882). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant prorogation de l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Discussion générale* (p. 1174); — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 8 : *Ses explications de vote* (p. 1374); *ses explications de vote sur l'amendement de M. Delcos* (p. 1375); — d'un projet de loi sur la propriété commerciale : Art. 2 : *Amendement de M. Mercier* (p. 1585); *Amendement de M. Detraives* (p. 1586); — du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse : *Discussion générale* (p. 1803); — du projet de loi portant organisation du referendum : Art. 1^{er} : *Ses observations* (p. 1836); — du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du budget général de l'exercice 1946 : chap. 6 : *Ses observations* (p. 2097); chap. 203, finances : *Ses observations* (p. 2103); — du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : *Discussion générale* (p. 2124 et suiv.); Art. 7 : *Amendement de M. Bouvier O'Collereau* (p. 2176); Art. 18 : *Soutient l'amendement de M. Laniel* (p. 2197); Art. 32 : *Amendement de M. Joubert* (p. 2202); — du projet de loi relatif à l'institution d'un Conseil national du travail : Art. 8 : *Son amendement tendant à la création de chambres départementales* (p. 2212); *le retire* (p. 2213); — de propositions de loi relatives aux comités d'entreprises : Art. 3 : *Son amendement* (p. 2222); — d'une proposition de loi présentée par M. d'Astier de la Vigerie relative à l'élection des membres du Conseil de l'Union française : Art. 9 : *Ses observations* (p. 2277); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale*

rale (p. 2291 et suiv.) ; Dispositions spéciales : Art. 11 : *Reprend l'amendement de M. Louvel* (p. 2340). — S'excuse de son absence (A. de 1945, p. 130).

DENIS (M. Alphonse), Député du département de la Haute-Vienne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638).

DEPREUX (M. Edouard), Député du département de la Seine (4^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138).

Dépôt :

Le 19 avril 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 18 avril 1946 modifiant la loi du 30 juin 1926, modifiée par les lois des 22 avril 1927, 13 juillet 1933, 2 février 1937 et par le décret du 25 août 1937 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, n° 1144.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration en qualité de *Président de la Commission de la justice et de la législation générale* : Art. 1^{er} (A. de 1945, p. 220). — Est entendu : sur l'attribution de compétence à une commission (questions de métayage et de fermage) (p. 258) ; — au cours de la discussion des conclusions du rapport du 2^e bureau sur l'élection de M. Camille Laurens (Cantal) : *Motion de M. Parent tendant à interdire la qualité de parlementaire aux porteurs de francisque* (p. 266 et suiv.). — Prend

part à la discussion : du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance du 18 novembre 1944, instituant une Haute Cour de justice : en qualité de *Président de la Commission de la justice et de la législation générale* : *Amendement de M. Pierre Cot à l'article 7* (p. 418) ; *Ses observations au cours des explications de vote* (p. 419) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : JUSTICE : *Ses observations en qualité de Président de la Commission* (p. 423, 425) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général (dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946 (p. 735) ; — du projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 décembre 1945 relative au vote du projet de budget pour l'exercice 1946 : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 215) ; — du projet de loi portant amnistie applicable à l'Algérie : en qualité de *Président de la Commission de la justice et de la législation générale* : *Ses observations sur l'amendement de M. Larrivière à l'article premier* (p. 537) ; *Amendement de M. Bendjelloul à l'article 2* (ibid.) ; *Amendement de M. Bendjelloul à l'article 4* (p. 540). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 547) ; — Prend part à la discussion : de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des Droits : *Ses explications de vote sur la Déclaration* (p. 676) ; Art. 32 : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Coty* (p. 967) ; Constitution de la République : *Discussion générale* (p. 1673 et suiv.) ; Pouvoirs de l'Assemblée ; Art. 55 : *Ses explications de vote* (p. 1850) ; Art. 109 : *Ses observations* (p. 2049) ; — d'interpellations sur la liberté de la presse (p. 723) ; — du règlement de l'ordre du jour (p. 882, 1193) ; — du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 2 : *Son amendement* (p. 1269) ; Art. 9 : *Son amendement* (p. 1271) ; Art. 12 : *Son amendement* (p. 1282) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement* (p. 1283) ; Art. 13 : *Son amendement* (p. 1292) ; Art. 14 : *Son amendement* (p. 1293) ; *Son amendement* (p. 1295) ; Art. 15 : *Son amendement* (p. 1296) ; *Son second amendement* (p. 1301) ; Art. 16 : *Ses amendements* (p. 1303) ; Art. 17 : *Son amendement* (p. 1305) ; *Son amendement au 5^e alinéa* (p. 1306) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 19 : *Son amendement* (p. 1309) ; *Son second amendement* (p. 1310) ; Art. 20 : *Ses amendements* (p. 1314) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 4 : *Éligibilité et Constitution* (p. 1369) ; — du projet

de loi relatif au siège de la Haute Cour de justice : en qualité de *Président de la Commission de la justice* : *Ses observations* (p. 1659). — Est entendu, en qualité de *Président de la Commission de la justice*, sur le renvoi à la Commission du projet concernant la repression des infractions graves au ravitaillement (p. 1665). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant amnistie ; Art. 9 : *Ses observations* (p. 1732). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1928, 1931).

DESHORS (M. Jean), Député du département de la Haute-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 ≙ Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Amendement de M. Bocquet à l'article 14* (A. de 1945, p. 96) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **JUSTICE** (p. 426) ; **AGRICULTURE** (p. 463). — Ses explications de vote lors de la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (A. de 1946, p. 174). — Prend part à la discussion de propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des droits : Art. 31 bis : *Amendement de M. Bardoué* (p. 953).

DESJARDINS (M. Charles), Député du département de l'Aisne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
 ≙ Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 18 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir dans le plus bref délai les emplois réservés par priorité aux anciens combattants

et blessés de guerre et à en étendre le bénéfice aux déportés politiques, n° 116. — Le 31 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'ordonnance en date du 4 octobre 1945 relative à l'organisation de la sécurité sociale, n° 251. — Le 31 décembre 1945, une proposition de loi tendant à abroger les articles premier, 2, 3 et 10 de l'ordonnance du 20 octobre 1945 sur la limitation des débits de boissons, n° 252. — Le 9 avril 1946, une proposition de loi tendant à permettre la révision des décisions de justice prononcées pendant l'occupation allemande à l'encontre des justiciables qui, par suite de faits de guerre ou de résistance, ont été éloignés du lieu des juridictions qui ont prononcé ces décisions, n° 947. — Le 12 avril 1946, une proposition de loi tendant à ouvrir un nouveau délai pour le dépôt des demandes, l'examen et l'attribution de médailles accordées aux prisonniers civils de la grande guerre par la loi du 14 mars 1936 et à en étendre le bénéfice aux prisonniers civils et déportés de la guerre 1939-1945, n° 1011. — Le 12 avril 1946, une proposition de loi tendant à réglementer la profession de coiffeur, n° 1012.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **LOI DE FINANCES** : *Sa demande de disjonction de l'article 15* (A. de 1945, p. 307) ; *Amendement de M. Laniel à l'article 16* (p. 308) ; **PRODUCTION INDUSTRIELLE** : *Discussion générale : Chauffage dans son département* (p. 530) ; — du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance du 18 novembre 1944 instituant une Haute Cour de justice (p. 417). — Est entendu pour un rappel au règlement (p. 420). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale ; Art. 8 : *Ses explications de vote* (A. de 1946, p. 300) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 531) ; — du projet de loi modifiant l'ordonnance du 2 novembre 1945 rétablissant les élections aux chambres de métiers : *Discussion générale* (p. 570). — Demande à interpellier sur les mesures que M. le Ministre de l'Agriculture compte prendre de toute urgence pour fournir immédiatement

aux cultivateurs le blé de semence de printemps qui leur fait totalement défaut ainsi que les plants de pommes de terre dont il n'existe aucun stock, de manière à remédier autant que faire se peut à une situation que son inconcevable imprévision risque de rendre catastrophique (p. 738). — Prend part à la discussion : des propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des droits; Art. 12 : *Son amendement* (p. 768); Art. 31 bis : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Delom-Sorbé* (p. 952); — de propositions de loi sur la limitation des débits de boissons : *Discussion générale* (p. 847). — *Sa motion préjudicielle invitant l'Assemblée à surseoir à toute discussion de monopoles et de nationalisations nouvelles jusqu'au moment où le Gouvernement aura fait connaître le résultat des précédentes nationalisations* (p. 1005 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1192). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 au titre du commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes : Chap. 15 : *Ses observations* (p. 1242); du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 17 : *Son amendement* (p. 1305). — Est entendu pour un rappel au règlement (p. 2091, 2131). — Prend part à la discussion : du projet et des propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : Art. 18 : *Son amendement* (p. 2196); Art. 20 : *Son amendement* (p. 2197); *Le retire* (ibid.); — des conclusions du rapport de la Commission parlementaire d'enquête dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche : *Ses observations* (p. 2208); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : AGRICULTURE : *Ses observations* (p. 2300); Dispositions spéciales : Art. 11 : *Amendement de M. Louvel repris par M. Denais* (p. 2340); — du projet de loi sur les programmes de production : *Discussion générale* (p. 2358). = S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 151, 275). — Obtient un congé (A. de 1946, p. 151).

DETRAVES (M. Guillaume), Député du département de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission des

moyens de communication et des postés, télégraphes et téléphones (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale : Subvention à la S. N. C. F.* (A. de 1945, p. 503); — du projet de loi sur la propriété commerciale; Art. 2 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 1586); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 (Dispositions spéciales), en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission des moyens de communication : Art. 59 : *Donne lecture de son rapport* (p. 2374); *Son amendement* (p. 2375); *Le retire* (ibid.).

DEVAL (M. Paul), Député du département de la Drôme.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139).

Dépôt :

Le 20 décembre 1945, une proposition de loi tendant à modifier la composition des commissions départementales de confiscation des profits illicites, la procédure d'instruction des affaires qui leur sont soumises et la destination des amendes qu'elles prononcent, n° 136.

Interventions :

Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur les opérations électorales du département de l'Ardeche (A. de 1945, p. 47). = Se démet de son mandat de député (J. O. du 12 février 1946, p. 256).

DEVEMY (M. Roger), Député du département de Saône-et-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de

la guerre et de l'oppression (A. de 1945, p. 199). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1946, p. 365).

Dépôts :

Le 11 décembre 1945, une proposition de loi tendant à **accorder** aux prisonniers et déportés un délai de présomption de un an au lieu de trois mois pour provoquer une constatation médicale en vue d'ouvrir droit à pension, n° 86. — Le 11 décembre 1945, une proposition de loi tendant à reconnaître les obligations de l'Etat pour la liquidation intégrale de la solde due aux officiers, sous-officiers et gradés à solde mensuelle prisonniers de guerre rapatriés en 1945, n° 87. — Le 31 janvier 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur les propositions de loi : 1° de M. Roger Devemy et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux prisonniers et déportés un délai de présomption de un an au lieu de trois mois pour provoquer une constatation médicale en vue d'ouvrir droit à pension ; 2° de M. Adrien Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à prolonger le délai de présomption d'origine, pendant lequel les prisonniers de guerre peuvent prétendre à pension pour les maladies contractées en captivité, ou des suites de captivité, n° 345. — Le 15 mars 1946, une proposition de loi portant statut général des prisonniers de guerre, n° 685.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **SECRETARIAT GÉNÉRAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE** (A. de 1945, p. 426) ; **PRISONNIERS, RÉFUGIÉS ET DÉPORTÉS : Insuffisance des secours** (p. 622) ; — du projet de loi prorogeant, en faveur des déportés, la durée d'application de l'aide médicale (p. 461).

DEVÈZE (M. Michel) Député du département de Seine-et-Oise (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 3 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'aménagement des lotissements défectueux, n° 856. — Le 17 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser à Paris pour l'automne 1946, à l'occasion du centenaire de l'école française d'Athènes, une exposition d'art et d'histoire et à organiser, d'autre part, le voyage d'une mission d'études en Grèce et dans le Proche-Orient, n° 1083.

Interventions :

Prend part à la discussion d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 87 et suiv.). — Son rapport, au nom du 5^e bureau, sur les opérations électorales du territoire de Madagascar (1^{re} circ. — Collège des citoyens (p. 145). — Prend part à la discussion des propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des droits : Art. 14 : *Son amendement* (p. 771) ; Art. 34 : *Son amendement* (p. 971).

DEYRON (M. Léon), Député du département de Constantine et du territoire de Touggourt. (Collège des électeurs français citoyens musulmans et non musulmans).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44) ; — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 139) ; de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : **INTÉRIEUR** (A. de 1945, p. 460) ; — du projet de loi portant amnistie applicable en Algérie : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 499) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 8 : *Son amendement* (p. 1130) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre

des Députés : dispositions spéciales à l'Algérie : Art. 19, *Ses explications de vote* : (p. 1525) ; — du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse : Art. 39 : *Ses observations* (p. 1905) ; = S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 1051, 1193, 2115). — Obtient un congé (A. de 1946, p. 1051, 2115).

DEZARNAULDS (M. Pierre), Député du département du Loiret.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138).

Dépôt :

Le 30 novembre 1945, une proposition de loi tendant à assimiler les artisans, les cultivateurs, les petits commerçants et les mères de famille ayant atteint l'âge de 65 ans aux vieux travailleurs salariés bénéficiant de la loi du 14 mars 1941, modifiée par l'ordonnance du 2 février 1945, n° 47.

DHERS (M. Pierre), Député du département de la Drôme.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères (A. de 1945, p. 145). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 460).

DIALLO (M. Yacine), Député du territoire de la Guinée (Collège des non-citoyens).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 432).

Interventions :

Prend part à la discussion d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 947).

DIENESCH (Mlle Marie-Madeleine), Député du département des Côtes-du-Nord.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). = Est nommée membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138). — *Est élue Secrétaire* de l'Assemblée Nationale Constituante (A. de 1945, p. 52).

Dépôt :

Le 12 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à favoriser l'emploi de veuves de guerre dans les administrations publiques, n° 646.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale : Enseignement primaire* (A. de 1945, p. 572).

DIETHELM (M. André), Député du département des Vosges.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1946, p. 138).

DOMINJON (M. Pierre), Député du département de l'Ain.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la justice et de la législation générale (ibid.).

Dépôts :

Le 28 décembre 1945, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à interdire le divorce pendant

trois ans après le mariage, n° 233. — Le 30 décembre 1945, une proposition de loi tendant à supprimer la tolérance administrative de la prostitution en France, n° 248. — Le 14 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instaurer un régime de prophylaxie des maladies vénériennes, n° 424. — Le 5 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Adrien Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à donner une conclusion rapide aux instances en divorce lorsqu'une des parties est prisonnier de guerre, n° 584. — Le 21 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur les propositions de loi : 1° de Mme Marcelle Rumeau et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une prolongation de validité aux brevets d'invention déposés depuis le commencement des hostilités et non exploités; 2° de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une prolongation de la validité des brevets d'invention déposés depuis les hostilités et non exploités; 3° de M. Gilbert Zaksas et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une prolongation de la validité des brevets d'invention déposés depuis les hostilités et non exploités, n° 709. — Le 16 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur le projet de loi tendant à prolonger, à titre exceptionnel, le délai de désaveu de paternité, n° 1066. — Le 19 avril 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 29 de la loi relative à l'organisation et au fonctionnement de la Haute Cour de justice, n° 1115.

Interventions :

Prend part à la discussion des propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des droits : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 634). — S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 255, p. 1261, p. 1327).

DOUALA-MANGA-BELL (M. Alexandre)
Député du Territoire du Cameroun
(*Collège des non-citoyens*).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 208).
= Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 334).

Interventions :

Prend part à la discussion d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 908, p. 946).
= S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1945, p. 510; A. de 1946, p. 1, p. 191).

DOUTRELLOT (M. Pierre), Député du département de la Somme.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139).

Interventions :

Prend part à la discussion d'une interpellation sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (A. de 1946, p. 795).

DOYEN (M. Eugène), Député du département du Nord (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138); de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (*ibid.*).

Dépôts :

Le 5 février 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de loi de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à la modification de l'article 33 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, n° 355. — Le 2 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale départementale et communale sur la proposition de loi de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de l'ordonnance du 29 novembre 1944 sur la réintégration des fonctionnaires frappés par l'acte de l'Etat français du 17 juillet 1940, n° 839.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : **LOI DE FINANCES : Son amendement à l'article 151 : Dépenses de reconstruction et d'équipement (A. de 1945, p. 674) ; le retire (p. 672) ;** — d'une proposition de loi de M. André Marie tendant à la modification de l'article 33 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale : en qualité de **Rapporteur** : **Donne lecture de son rapport (A. de 1946, p. 241).** — Pose au Ministre de la Justice une question sur les sanctions prises contre ceux qui passent la frontière sans passeport (p. 368). — Son rapport supplémentaire, au nom du 1^{er} bureau, sur les opérations électorales du département d'Alger [*Collège des électeurs français musulmans non citoyens*] (p. 740).

DRAVENY (M. Lucien), Député du département de la Marne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 51).
 = Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 15 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux petits commerçants, artisans et industriels, le droit aux abattements pour charges de famille et la possibilité de déduire de leur bénéfice la valeur du salaire de leur femme et de leurs enfants travaillant effectivement avec eux, n° 681. — Le 11 avril 1946, une proposition de loi tendant à instituer une réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeurs pour hommes et dames, n° 995. — Le 10 avril 1946, une proposition de loi relative au statut de l'artisanat, n° 965.

DREYFUS-SCHMIDT (M. Pierre), Député du territoire de Belfort.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration

générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 28 décembre 1945, une proposition de loi tendant à obtenir en faveur des prisonniers le remboursement sur certaines bases des marks de camp en leur possession, n° 231. — Le 28 décembre 1945, une proposition de loi tendant à assurer aux prisonniers de guerre le versement des soldes qui leur sont réellement dues, n° 232. — Le 19 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur le projet de loi relatif à la suppression de certains services régionaux, n° 691.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **INTÉRIEUR (A. de 1945, p. 452) ;** — du projet de loi relatif à la suppression de certains services régionaux : en qualité de **Rapporteur**, donne lecture de son rapport (A. de 1946, p. 987, p. 990) ; Art. 15, *Ses observations* (p. 994) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz ; Art. 13, *Amendement de M. Bouvier-O'Cottureau* (p. 1159) ; — de la proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés ; Art. 2, *Défend l'amendement de M. Herriot* (p. 1365). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1763). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives à la Constitution de la République : Art. 124, *Ses observations* (p. 2054) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 (Dispositions spéciales) ; Art. 19, *Soutient l'amendement de M. Herriot* (p. 2347).

DUCLOS (M. Jacques), Député du département de la Seine (6^e circonscription), Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945,

p. 138). — Est élu Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante (A. de 1945, p. 52).

Dépôts :

Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant à établir la Constitution de la République française, n° 20. — Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant à procéder à l'organisation du contrôle du crédit, à la création de banques de l'économie nationale et à la mise sous tutelle, en vue de leur nationalisation, de certaines grandes banques, n° 21. — Le 29 novembre 1945, une proposition de résolution instituant une procédure exceptionnelle pour l'examen et le vote des projets de loi urgents, n° 41. — Le 11 décembre 1945, une proposition de loi tendant à la nationalisation de deux banques d'affaires : 1° Banque de Paris et des Pays-Bas ; 2° Banque de l'Union parisienne, et à l'ouverture de poursuites contre leurs dirigeants pour atteinte à la sûreté extérieure et intérieure de l'Etat, n° 82. — Le 15 janvier 1945, une proposition de loi tendant à la nationalisation des assurances, n° 281.

Interventions :

En qualité de *Vice-président* de l'Assemblée Nationale Constituante : Préside : la séance du 20 décembre 1945 (A. de 1945, p. 257) ; la 1^{re} séance du 30 décembre 1945 (p. 557) ; la séance du 1^{er} février 1946 (A. de 1946, p. 191) ; la seconde partie de la séance du 19 février (p. 367) ; la 1^{re} séance du 19 mars (p. 843) ; la 1^{re} séance du 11 avril (p. 1659) ; la 1^{re} séance du 12 avril (p. 1747) ; la 1^{re} séance du 16 avril (p. 1884) ; la 1^{re} séance du 26 avril (p. 2334) ; — Est entendu : sur la nomination d'une commission du règlement (A. de 1945, p. 3) ; — sur le règlement de l'ordre du jour (*Nomination du Chef du Gouvernement et limitation des pouvoirs de l'Assemblée*) (p. 58) ; — sur l'élection du Président du Gouvernement provisoire (p. 65 et suiv.) ; — sur la motion présentée par M. Baumel, tendant à la constitution d'un Gouvernement tripartite (p. 73 et suiv.) ; ses explications de vote (p. 79) ; — sur la déclaration ministérielle présentée par M. le général de Gaulle (p. 126 et suiv.) ; — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement au*

premier alinéa de l'article (p. 165) ; *son amendement au deuxième alinéa de ce même article* (p. 166) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement à l'article 8 : Nationalisation des grandes banques de dépôt* (p. 171) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement tendant à insérer un article 15 bis* (p. 180) ; *le retire* (ibid.) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 187) ; — du projet de loi relatif au vote du projet de Budget pour l'exercice 1946 : *Son amendement au troisième alinéa de l'article premier* (p. 206) ; *le défend* (p. 207) ; — Est entendu au cours de la discussion de l'interpellation de M. Gazier sur les traitements des fonctionnaires : *Ses observations sur les ordres du jour* (p. 246) ; — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) ; LOI DE FINANCES : Discussion générale (p. 285 et suiv.) ; *Amendement de M. Rigal à l'article premier quater* (p. 298) ; *Son amendement à l'article 3* (p. 302) ; *Son deuxième amendement à l'article 3* (p. 306) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* (p. 439) ; DISCUSSION GÉNÉRALE : *Méthodes de travail de l'Assemblée* (p. 591) ; *Situation financière et économique* (ibid. et suiv.) ; LOI DE FINANCES : Art. 159 bis : *Majorations de loyers* (p. 677) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble du budget* (p. 689) ; — Est entendu au sujet de l'interprétation de l'article 56 du Règlement (p. 336) ; — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement : *Discussion générale* (p. 392) ; — du projet de loi relatif à certaines conséquences de la modification des taux de change dans la zone franc : *Ses explications de vote* (p. 405) ; — du projet de loi portant fixation du budget général de l'Etat (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'exercice 1946 : *Amendement de M. Capdeville* (p. 717) ; *Ses explications de vote sur cet amendement* (p. 730) ; *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Rose* (p. 736) ; — Intervient au cours de la discussion des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 102 et suiv.) ; — Intervient au cours de la discussion d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (p. 162 et suiv.) ; de la discussion : du projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 décembre 1945 relative au vote du projet de budget pour l'exer

cice 1946 : *Discussion générale* (p. 213) ; — du projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires : *Discussion générale* (p. 336 et suiv.) ; — Prend part à la discussion : de propositions de loi sur la Constitution et la déclaration des droits : *Contre-projet de M. Marie* (p. 673) ; Articles réservés : Art. 124 : *Amendement de M. Parent* (p. 2020) ; Art. 109 : *Ses observations* (p. 2050) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2064) ; *Observations de M. Schumann M.* (p. 2068) ; du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'exercice 1946 : Chapitre 16 : *Amendement de M. Roucaute* (p. 1435) ; — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1927, 2137) ; — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : Art. 1^{er} : *Ses observations* (p. 2170) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2206).

DUCLOS (M. Jean), Député du département de Seine-et-Oise (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 139). — Est nommé membre de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie (A. de 1946, p. 2084).

Dépôts :

Le 20 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux grands invalides non bénéficiaires de l'article 10 de la loi du 31 mars 1919, l'assistance d'une tierce personne, n^o 154.

DUFOUR (M. André), Député du département de l'Isère.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 139) ; de la Commission de comptabilité (*ibid.*).

Dépôts :

Le 28 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur les propositions de résolution : 1^o de M. Marcel Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour le déblocage et le change des avoirs des expulsés et déportés politiques des trois départements recouvrés ; 2^o de M. Henri Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'échange des marks bloqués des rapatriés de la Wehrmacht et déportés alsaciens et lorrains, n^o 788. — Le 28 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de M. Jean Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux grands invalides non bénéficiaires de l'article 10 de la loi du 31 mars 1919 l'assistance d'une tierce personne, n^o 790.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1946 (Services civils) **SECRETARIAT GÉNÉRAL DES ANCIENS COMBATTANTS** (A. de 1945, p. 430).

DUMAS (M. Pierre), Député du département de la Haute-Garonne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission des territoires d'outre-mer (*ibid.*).

DUMAT (M. Louis-Marie), Député du Maroc.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 51).
= Est nommé membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139).

Interventions :

Est entendu au cours de l'élection du Président du Gouvernement provisoire de la République (A. de 1945, p. 67). — Son ordre du jour à la suite de la discussion de l'interpellation de M. Gazier sur les traitements des fonctionnaires (p. 245). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la liberté de la presse (A. de 1946, p. 707). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 1).

DUPONT (M. Frédéric), Député du département de la Seine (1^{re} circonscription), Voy. FRÉDÉRIC-DUPONT.

DUPRAZ (M. Joannès), Député du département de l'Indre-et-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1946, p. 256).

Dépôts :

Le 17 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi créant des ressources pour le fonctionnement de la caisse de péréquation de la Guyane, n° 1070. — Le 19 avril 1946, une proposition de loi tendant à retarder la date d'entrée en application de l'ordonnance du 4 octobre 1945 sur l'organisation administrative de la sécurité sociale, n° 1141. — Le 25 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur la révision des crédits ouverts au titre du budget de l'exercice 1946 (services civils). Application de l'article 2 de la loi du 12 décembre 1945 modifié par la loi du 8 février 1946 et par la loi du 2 avril 1946. (Budget des colonies), n° 1211.

Interventions :

Son rapport au nom du 3^e Bureau sur les opérations électorales du département du Gers (A. de 1945, p. 18). — Prend part à la discus-

sion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : COLONIES, en qualité de *Rapporteur* : *Discussion générale* (A. de 1945, p. 542); *Augmentations de crédits demandées pour ce budget* (p. 550); — du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 264 et suiv.); — d'interpellations sur la liberté de la presse (p. 718); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 13 : *Son amendement au second alinéa* (p. 1156). = S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 191, p. 487, p. 2215. — Obtient un congé (A. de 1946, p. 487, p. 2215).

DUPUY (M. Marc), Député du département de la Gironde

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). = Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138).

Dépôt :

Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant à attribuer aux fonctionnaires en activité et retraités, aux agents, ouvriers et retraités des services publics concédés et des collectivités publiques une indemnité d'attente de mille francs par mois et à la revalorisation de leurs traitements et retraites, n° 24.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement aux deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 9* (A. de 1945, p. 173); *Le retire* (ibid.); *Son amendement au huitième alinéa de l'article 9* (p. 175); *Le retire* (ibid.); *Son amendement au sixième alinéa de ce même article* (ibid.); *Le retire* (ibid.); *Son amendement au premier alinéa de l'article 15* (p. 180); *Le retire* (ibid.). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Peeters sur les mesures que le Gouvernement compte prendre d'urgence en ce qui concerne la revalorisation des traitements,

salaires, retraites (p. 226); — au cours de la discussion de l'interpellation de M. Gazier sur les traitements des fonctionnaires (p. 244). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : POPULATION : *Discussion générale* (p. 600); — du projet de loi relatif à la rémunération des heures supplémentaires de travail : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 402).

DURROUX (M. Jean), Député du département de l'Ariège.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138); de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1946, p. 460).

DUSSEAULX (M. Roger), Député du département de la Seine - Inférieure (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 139). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1946, p. 365).

Dépôts :

Le 15 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à élaborer un projet de loi assurant aux agriculteurs victimes de réquisitions régulières ou non de leurs chevaux, d'une part, des facilités pour la reconstitution de leur cheptel chevalin et, d'autre part, des indemnités compensatrices, n° 263.
— Le 12 mars 1946, une proposition de loi tendant à faciliter la reconstruction des localités sinistrées par l'application aux matériaux préfabriqués d'un taux réduit de la taxe à la production, n° 643. — Le 26 mars 1946, une proposition de loi relative aux marchés à livrer et autres contrats commerciaux conclus avant le 2 septembre 1939, n° 757.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : INFORMATION : *Discussion générale* : *Sort de la presse de la résistance* (A. de 1945, p. 519). — Demande à interpellier : sur la politique agricole du Gouvernement (p. 737); — sur la politique agricole du Gouvernement et l'organisation générale de l'agriculture française (p. 452). — Prend part à la discussion : de propositions de loi sur la limitation des débits de boissons : *Ses explications de vote* (p. 848); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 11 : *Son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa* (p. 1152); Art. 12 : *Son amendement au 4^{er} alinéa* (p. 1153); *le retire* (p. 1154); Art. 13 : *Son amendement au second alinéa* (p. 1155); *Ses explications de vote* (p. 1160); *Son amendement au 5^e alinéa* (ibid.); *Ses explications de vote* (p. 1163); Art. 23 : *Son amendement* (p. 1194); *le retire* (p. 1195); Art. 28 : *Son amendement au dernier alinéa* (p. 1198); Art. 28 : *Son amendement* (p. 1216); — du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse : Art. 1^{er} : *Son amendement* (p. 1812); Art. 2 : *Son amendement* (p. 1823); Art. 5 : *Ses observations* (p. 1828); Art. 6 : *Son amendement* (p. 1832); Art. 10 : *Son amendement* (p. 1885); Art. 11 : *Ses amendements* (p. 1886); *les retire* (p. 1887); Art. 15 : *Ses explications de vote* (p. 1889); Art. 17 : *Son amendement* (p. 1892); *le retire* (ibid.); Art. 18 : *Son amendement* (ibid.); *le retire* (ibid.); Art. 20 : *Amendement de M. Delcos* (p. 1894); Art. 20 bis : *Son amendement* (p. 1896); *le retire* (ibid.); *Ses explications de vote* (p. 1906); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Dispositions spéciales* : Art. 48 : *Ses observations sur les distributions de pommes de terre* (p. 2377). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 1568).

DUTARD (M. Lucien), Député du département de la Dordogne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945,

p. 139). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1946, p. 638).

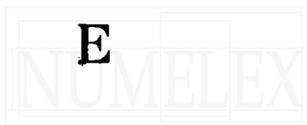
DUTILLEUL (M. Emile), Député du département de la Seine (5^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Préprend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : Son amendement à l'article 40 (A. de 1945, p. 315); le soutient (p. 316); Ses observations sur l'article 40 (p. 353); — du projet de loi sur la propriété commerciale : Art. 2 : Son amendement aux deux premiers alinéas (A. de 1946, p. 1576); le retire (ibid.).





ÉBOUÉ-TELL (Mme Eugénie), Député de la Guadeloupe (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 73).
 = Est nommée membre de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139). — Est nommée juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : COLONIES : *Discussion générale : Matériel et main-d'œuvre aux colonies* (A. de 1945, p. 545).

ENGEL (M. Emile), Député du département de la Moselle.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139).

Dépôts :

Le 23 novembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à hâter le rapatriement des Alsaciens et des Lorrains retenus en captivité par les armées alliées, n° 10. — Le 20 décembre 1945, un rapport au nom de la Commission du travail et

de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Henri Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux vieillards et invalides par l'adaptation des prestations de rentes et d'allocations à l'accroissement du coût de la vie, n° 165. — Le 17 avril 1946, un avis de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes, téléphones sur le projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux, n° 1087.

Interventions :

Son rapport au nom du 5^e Bureau sur l'élection de Madagascar (3^e circonscription), collège mixte (A. de 1945, p. 229). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux, en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission des moyens de communication : *Donne lecture de son rapport* (A. de 1946, p. 2388) ; Art. 21 : *Son amendement* (p. 2403) ; Art. 23 : *Son amendement* (p. 2405).

ESCANDE (M. Louis), Député du département de Saône-et-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A.

de 1945, p. 138) ; de la Commission de l'équipement national et de la production (*ibid.*).

Dépôts :

Le 22 décembre 1945, une proposition de loi tendant à reporter au 31 décembre 1950 la date d'expiration des inéligibilités prévues par les articles 18, 18 *bis*, 18 *ter* et 18 *quater* de l'ordonnance du 21 avril 1944 sur l'organisation des pouvoirs publics, modifiée par les ordonnances des 6 avril 1945, 13 septembre 1945 et 19 octobre 1945, n° 201.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale : Fonctionnaires des travaux publics* (A. de 1945, p. 508).

ETCHEVERRY-AINCHART (M. Jean), Député du département des Basses-Pyrénées.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à certaines conséquences de la modification des taux de change dans la zone franc : *Ses explications de vote* (A. de 1945, p. 405) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale : Transports en pays basque* (p. 511) ; EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale : Chaire de basque à l'Université de Bordeaux* (p. 633).

EVRARD (M. Just), Député du département du Pas-de-Calais (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 139).

Dépôt :

Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche (Zone d'occupation française d'Autriche), n° 927.

Interventions :

S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).





F

FAGON (M. Yves), Député du département de la Seine (5^e circonscription).

Sen élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 139).

Dépôts :

Le 19 mars 1946, une proposition de loi portant statut général des fonctionnaires civils, n° 700. — Le 30 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de résolution de M. André Paillieux et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier d'urgence les règles de titularisation des auxiliaires âgés de plus de 60 ans, n° 827. — Le 9 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de loi de M. Christian Pineau et plusieurs de ses collègues concernant la liquidation du fonds dit « Fonds national d'aide aux victimes du devoir de la police » n° 961. — Le 12 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur,

de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur le projet de loi tendant à modifier à titre exceptionnel les conditions de résidence exigées pour l'inscription sur les listes électorales et fixant une procédure spéciale d'inscription pour certaines catégories d'électeurs aux Antilles, à la Guyane et à la Réunion, n° 1009.

Interventions :

Est entendu lors de la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Peeters sur les mesures que le Gouvernement compte prendre d'urgence en ce qui concerne la revalorisation des traitements, salaires, retraites (A. de 1945, p. 226). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires : Art. 1^{er} : *Son amendement au quatrième alinéa* (A. de 1946, p. 341) ; *Son amendement au cinquième alinéa* (ibid.) ; *Son amendement à l'article premier bis* (ibid.) ; Art. 4 bis : *Ses amendements* (p. 343) ; Art. 7 : *Son amendement au deuxième alinéa* (ibid.) ; *Le retire* (p. 344) ; Art. 8 : *Son amendement au premier alinéa* (ibid.) ; Art. 9 : *Son amendement* (p. 346) ; Art. 11 : *Son amendement* (p. 347) ; *Le retire* (ibid.) ; — de l'interpellation de M. Morice sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (p. 851).

FAJON (M. Etienne) Député du département de la Seine (5^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion de propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des droits : Art. 23 : *Amendement de Mme Peyroles* (A. de 1946, p. 877) ; Art. 33 : *Amendement de M. Grimaud* (p. 970) ; Constitution de la République : *Discussion générale* (p. 1626 et suiv.).

FARAUD (M. Roger) Député du département de la Charente-Maritime.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

FARÈS (M. Abderrahmane), Député d'Alger (Collège des électeurs français musulmans non-citoyens).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 764).
= Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale (A. de 1946, p. 864).

Dépôts :

Le 26 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les textes régissant actuellement l'aliénation des terres de colonisation en Algérie, n° 752. — Le 5 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur le projet de loi portant extension à l'Algérie de l'ordonnance du 15 juin 1945 (suppression de la censure préalable), n° 882.

Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : dispositions spéciales à l'Algérie : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 1515).

FAUVEL (M. Etienne), Député de la Manche.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale : Education physique et sports* (A. de 1945, p. 629).

FAYET (M. Pierre), Député du département d'Alger et territoire de Ghardaïa (Collège des électeurs français citoyens musulmans et non-musulmans).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour étendre le bénéfice de la loi du 14 mars 1941, instituant la retraite des vieux travailleurs, à l'Algérie, n° 166. — Le 31 janvier 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de résolution de M. Abderrahman Bouthiba tendant à inviter le Gouvernement à protéger l'agriculture algérienne par la révision du

régime des répartitions de produits, n° 331. — Le 29 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de rendre obligatoire l'adhésion à une caisse de compensation de congés payés de tous les propriétaires qui emploient des ouvriers agricoles en Algérie, n° 323. — Le 31 janvier 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de résolution de M. Abderrahman Bouthiba tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer dans les trois départements algériens une politique de l'eau, n° 332.

Interventions :

Son rapport, au nom du 7^e Bureau, sur les opérations électorales du département du Rhône, 2^e circonscription (A. de 1945, p. 31). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : INTÉRIEUR (p. 451); — du projet de loi portant amnistie applicable à l'Algérie : *Son amendement à l'art. 2* (A. de 1946, p. 538); — du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse : Art. 39, *Amendement de M. Delcos* (p. 1904).

FÉLIX (M. le Colonel) [Chambart de Laume dit], Député du département de la Loire-Inférieure.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139).

Dépôt :

Le 5 avril 1946, une proposition de loi tendant à rétablir et à modifier les articles 417 à 440 du Code des douanes, concernant le droit intérieur de consommation sur le sel, supprimés par la loi du 31 décembre 1945, n° 905.

Interventions :

Demande à interpeller sur le rétablissement de la carte de pain, déjà effectivement réalisé dans certaines régions, et sur la politique

économique du Gouvernement en général (A. de 1945, p. 405); Développe cette interpellation (A. de 1946, p. 114 et suiv.) — Intervient lors de la discussion : pour la fixation de la date de l'élection du Président du Gouvernement provisoire (p. 139); — d'interpellations sur la liberté de la presse (p. 737); — d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer : *Règlement de l'ordre du jour* (p. 1058). — Prend part à la discussion du projet de loi portant dévolution des biens d'entreprises de presse : Art. 20 : *Son amendement* (p. 1895); *le retire* (ibid.).

FÉLIX-TCHICAYA (M. Jean), Député du Gabon Moyen-Congo (Collège de non-citoyens).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 639).

Interventions :

Prend part à la discussion d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer (A. de 1946, p. 1031).

FIGUÈRES (M. Léopold), Député du département des Pyrénées-Orientales.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138); du Conseil provisoire de la Jeunesse (p. 256). — Secrétaire d'âge (A. de 1945, p. 1).

Dépôt :

Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant à instituer le prêt d'installation à long terme et sans intérêt, pour les jeunes ménages paysans prenant l'engagement d'exploiter, n° 26.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son article additionnel* (p. 359); *le soutient* (p. 361); *le retire en partie* (p. 362); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* :

Lutte contre les inondations (p. 504). — Posé : au Ministre des Affaires étrangères une question sur le suffrage universel en Audorre (A. de 1946, p. 370); au Ministre des Armées une question sur la démobilisation des inscrits maritimes des classes 40, 41, 42, 43 (p. 371); au Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme une question sur le règlement des prix des chevaux réquisitionnés aux cultivateurs par les Allemands (p. 380).

FINET (M. Maurice), Député du département de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1946, p. 365).

Dépôts :

Le 15 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur le projet de loi relatif à la conservation des ruines et à la reconstruction d'Oradour-sur-Glane, n° 1041. — Le 24 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur le projet de loi modifiant les lois du 28 mars 1882 et du 11 août 1936 quant aux sanctions de l'obligation scolaire, n° 1195.

Interventions :

Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur les opérations électorales du département de Maine-et-Loire (A. de 1945, p. 23). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale : Enseignement technique* (p. 634).

FIZAINÉ (M. Georges), Député du département de la Meuse.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission de

l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138); de la Commission du règlement et des pétitions (A. de 1946, p. 256); de la Commission du ravitaillement (p. 460).

Dépôt :

Le 15 février 1946, une proposition de loi tendant à rétablir l'exonération des versements de cotisations aux caisses d'allocations familiales dont jouissaient les exploitants agricoles et les artisans ruraux âgés, n° 441.

Interventions :

Prend part à la discussion : de la proposition de résolution, présentée par Mlle Prévert, tendant à modifier l'article 15 du règlement en vue de l'institution d'une commission du ravitaillement : en qualité de *Rapporteur de la Commission du règlement dépose et lit son rapport* (A. de 1946, p. 365); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 4 : *Son amendement* (p. 1124); Art. 10 : *Son amendement* (p. 1149).

FONLUPT-ESPERABER (M. Jacques), Député du Haut-Rhin.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 203). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : Art. 14, alinéa 10 (A. de 1945, p. 99); — du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance du 18 novembre 1944, instituant une Haute Cour de justice : *Amendement de M. Desjardins à l'art. 1^{er}* (p. 417); *Ses observations sur l'art. 7* (p. 418); — de propositions de loi sur la Constitution et la déclaration des droits : Art. 13 : *Ses explications de vote* (A. de 1946, p. 769); Articles réservés : Art. 108 : *Son amendement* (p. 1975); Art. 110 : *Son amendement* (p. 2003); *le retire* (p. 2004); — du projet de loi relatif à la suppression de certains services régionaux : *Discussion générale* (p. 987, 991); Art. 11 : *Son amendement* (p. 993);

Art. 15 : *Son amendement* (p. 993). — Est entendu pour un rappel au règlement (p. 1809). — Prend part à la discussion du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse : Art. 2 : *Son amendement* (p. 1820 et suiv.) ; *Ses explications de vote* (p. 1907).

FORCINAL (M. Albert), Député du département de l'Eure.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 15 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la carte de pain, n° 278. — Le 15 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à excepter des mesures de revision des effectifs des personnels militaires, les officiers d'active déportés pour acte de résistance et classés par le jury d'honneur en 1^{re} ou 2^e catégorie, n° 432. — Le 22 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préparer l'organisation en 1948 dans l'agglomération parisienne, d'une exposition internationale, n° 729.

Interventions :

Son rapport, au nom du 8^e Bureau, sur les opérations électorales du territoire du Sénégal-Mauritanie (Collèges des citoyens et des non-citoyens) (A. de 1946, p. 145).

FOUSSAT (M. André), Député du département de la Haute-Marne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138).

Dépôt :

Le 14 février 1946, une proposition de loi tendant à l'institution d'un Office national de la pomme de terre, n° 417.

FOUYET (M. Emmanuel), Député du Finistère.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139).

Interventions :

Son rapport, au nom du 5^e bureau, sur les opérations électorales de la Martinique [1^{re} et 2^e circ.] (A. de 1945, p. 552).

FRANÇOIS (Mme Germaine) née LEMUD, Député du département de la Nièvre.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommée membre de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138).

Dépôt :

Le 22 mars 1946, une proposition de loi tendant à instituer la gratuité des conseils de famille des enfants des victimes civiles et militaires de la guerre, n° 719.

FRANCOU (M. Raoul), Député du département des Bouches-du-Rhône.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138).

FRÉDÉRIC-DUPONT (M.), Député du département de la Seine (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission du Règlement (A. de 1945, p. 53) ; de la Commission de la Constitution (p. 138) ; de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (p. 203). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1946, p. 1327).

Dépôts :

Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant à interdire le divorce pendant trois ans après le mariage, n° 18. — Le 29 novembre 1945, une proposition de loi ayant pour objet de rétablir le bénéfice de la participation aux caisses des écoles aux enfants des écoles libres, n° 39. — Le 2 décembre 1945, une proposition de loi tendant à la suppression immédiate des comités d'organisation, n° 52. — Le 11 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à adapter au coût actuel de la vie les soldes et indemnités de la garde républicaine et de la gendarmerie, ainsi qu'à assurer un logement décent et salubre aux militaires de cette arme chargés de famille, n° 77. — Le 26 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser la fabrication et le commerce de la pâtisserie, n° 504. — Le 1^{er} mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à régler aux prestataires les réquisitions ennemies faites sans remise de bons de réquisition, n° 551. — Le 1^{er} mars 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 18 de la loi du 30 juin 1926, modifié par la loi du 13 juillet 1933, sur la propriété commerciale, n° 552. — Le 14 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir, pour le paiement de l'impôt de solidarité nationale, le dégrèvement en faveur des pères de familles nombreuses actionnaires de sociétés payant directement cet impôt, n° 669. — Le 1^{er} avril 1946, une proposition de loi tendant à améliorer le sort des rentiers viagers, n° 835.

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Son amendement à l'article 14* (A. de 1945, p. 98); *le retire* (p. 99); — du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement au premier alinéa de l'article 2* (p. 166); *Son amendement au deuxième alinéa de ce même article* (ibid.); *Son amendement au deuxième alinéa de l'article 3* (p. 169); *le retire* (ibid.); *Son amendement à l'article 7 : Nationalisation des grandes banques et dépôts* (p. 171); *le retire* (ibid.); *Son amendement au premier alinéa de l'article 8* (ibid.);

Son amendement au deuxième alinéa de l'article 9 (p. 173); *Son amendement au septième alinéa de l'article 9* (p. 176); *Son amendement à l'article 12* (p. 177); *le retire* (p. 178); *Son amendement à l'article 19* (p. 181); *le retire* (ibid.). — Est entendu pour un fait personnel (Incident avec M. Pineau, *Rapporteur général*) (p. 190). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **LOI DE FINANCES** : *Son amendement à l'article premier sexies* (p. 301); *Son amendement à l'article 3* (p. 304); *Son amendement à l'article 17* (p. 309); *Son amendement à l'article premier sexies réservé* (p. 349); **DISCUSSION GÉNÉRALE** : *Situation des épargnants* (p. 598 et suiv.). — Intervient au cours de la discussion de l'interpellation de M. Félix sur la politique économique du Gouvernement (A. de 1946, p. 116). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale : **Art. 1^{er}** : *Ses explications de vote* (p. 298). — Demande à interpellier sur les raisons pour lesquelles le Ministre du Ravitaillement a cru devoir, sans entendre les intéressés, procéder à la fermeture des pâtisseries et mettre en chômage 60.000 ouvriers (p. 648). — Est entendu au cours du débat sur la fixation de la date de discussion d'interpellations (p. 669). — Prend part à la discussion de propositions de loi sur la Constitution et la déclaration des droits : **Art. 22** : *Son amendement* (p. 870); *le retire* (ibid.); **Art. 32** : *Ses amendements* (p. 955, 964, 967); **Art. 33** : *Son amendement* (p. 968). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences pour l'économie française de l'attitude hostile du Ministre du Travail à l'égard de la Confédération générale des cadres et notamment sur la grève qui doit en résulter (p. 914). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : **Art. 8** : *Son amendement au sixième alinéa* (p. 1131); **Art. 13** : *Amendement de M. Bouvier-O'Gottreau* (p. 1157 et suiv.); — du projet de loi relatif au statut du fermage : **Art. 13** : *Son amendement* (p. 1290); *le retire* (ibid.); **Art. 17** : *Son amendement au premier alinéa du texte modificatif* (p. 1304); — d'un projet de loi relatif à la propriété commerciale : *Discussion générale* (p. 1573). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance (p. 1664). — Prend part à la discussion

du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : *Discussion générale* (p. 2145) : Art. 3 ; *Son amendement* (p. 2173) ; Art. 7 : *Soutient un amendement de M. Bouvier-O'Coltereau* (p. 2177) ; Art. 22 : *Son amendement* (p. 2198) ; *Le retire* (ibid.) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2204). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2213). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux : Art. 12 : *Son amendement* (p. 2397) ; Art. 15 : *Ses amendements* (p. 2398, 2399).

FROMENT (M. Edouard), Député du département de l'Ardèche.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 51).
= Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138).

M. FURAUD (M. Jacques), Député de la Charente.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Son rapport au nom du 5^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Loire-Inférieure (A. de 1945, p. 22). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale* : *Artisanat* (p. 528) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 104 et suiv.) : *Contre-projet de M. Roulleaux Dugage* (p. 1117) ; Art. 2 : *Son amendement au deuxième alinéa* (p. 1121) ; *Son second amendement* (ibid.) ; *Son troisième amendement* (p. 1122) ; Art. 3 : *Son amendement* (p. 1123) ; *Le retire* (p. 1124) ; *Ses deux autres amendements* (ibid.) ; Art. 4 : *Son amendement* (ibid.) ; Art. 6 : *Son amendement* (p. 1125) ; *Son second amendement* (ibid.) ; *Son troisième amendement* (ibid.) ; *Le retire* (p. 1126) ; Art. 7 : *Son amendement* (ibid.) ; *Le retire* (p. 1127) ; Art. 8 : *Son amendement au dixième alinéa* (p. 1132) ; Art. 20 : *Son amendement au neuvième alinéa* (p. 1183) ; Art. 21 : *Ses amendements* (p. 1185) ; Art. 22 : *Son amendement* (p. 1186) ; Art. 25 : *Son amendement au deuxième alinéa* (p. 1196) ; Art. 35 : *Son amendement* (p. 1204) ; *Le retire* (ibid.) ; *Son second amendement* (ibid.) ; Art. 43 : *Son amendement au sixième alinéa* (p. 1212).



G

GABELLE (M. Pierre), Député du département du Loiret.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139).

Dépôt :

Le 18 décembre 1945, une proposition de loi tendant à la révision des salaires moyens mensuels départementaux servant de base au calcul des allocations familiales, n° 105.

Interventions :

Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif au statut des délégués du personnel dans les entreprises : Art. 9 : *Défend l'amendement de M. Viatte* (A. de 1946, p. 1608).

GALICIER (Mme Emilienne), Député du département du Nord (5^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommée membre : de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 139).

Interventions :

Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur les opérations électorales du département de l'Ariège (A. de 1945, p. 10). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **RAVITAILLEMENT** : *Son amendement tendant à réduire le crédit du chapitre 5* (p. 481); *Le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à la suppression du chap. 10* (ibid.); *Le retire* (p. 482).

GALY-GASPARROU (M. Georges), Député du département de l'Ariège.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
 = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant dévolution des biens d'entreprises de presse ; Art. 1 : *Ses amendements* (A. de 1946, p. 1812); Art. 2 : *Ses amendements au 2^e alinéa* (ibid. p. 1820); Art. 3 : *Ses amendements* (p. 1827); Art. 5 : *Son amendement* (p. 1828); Art. 6 : *Son amendement* (p. 1829); Art. 8 :

Son amendement (p. 1834) ; Art. 11 : *Son amendement* (p. 1887) ; Art. 12 : *Son amendement* (ibid.) ; Art. 14 : *Son amendement* (p. 1888).

GARAUDY (M. Roger), Député du département du Tarn.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des territoires d'outre-mer (p. 139).

Dépôt :

Le 7 février 1946, une proposition de loi tendant à détacher dans les fonctions de maîtres de l'enseignement rural post-scolaire, d'instituteurs des mouvements de jeunesse ou des patronages laïques, de moniteurs d'éducation physique, les intérimaires licenciés par suite de la rentrée d'instituteurs prisonniers ou déportés, n° 368.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 55* (A. de 1945, p. 335) ; *le retire* (p. 359). — Demande à interpellé sur la question des rapports entretenus entre le Gouvernement français et la Grèce (A. de 1946, p. 2) ; développe cette interpellation (p. 84 et suiv.).

GARCIA (M. Félix), Député du département des Landes.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant à aménager la législation relative à la transformation du métayage en fermage, n° 31.
— Le 20 décembre 1945, une proposition de loi

tendant à organiser la remise en valeur et la protection contre les incendies de la forêt de Gascogne, n° 141. — Le 21 décembre 1945, une proposition de loi tendant à annuler les dispositions de Vichy relatives aux limites de l'inscription maritime, n° 167. — Le 26 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en faveur des petits propriétaires ne percevant pas leurs loyers, du fait de la guerre, n° 211. — Le 31 décembre 1945, une proposition de loi tendant à modifier la législation en vigueur sur les baux à cheptel, n° 258. — Le 7 février 1946, une proposition de loi tendant à relever de la soumission au régime forestier les communes qui y ont été soumises par Vichy, n° 367. — Le 22 mars 1946, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur : I. Le projet de loi portant modification de l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative au statut du fermage ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Félix Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à aménager la législation relative à la transformation du métayage en fermage ; 2° de M. Marcel Pouyet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 portant statut du fermage et conversion du métayage en fermage ; 3° de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à compléter, dans l'intérêt des paysans, les dispositions de l'ordonnance n° 45-2380 du 17 octobre 1945, relative au statut juridique du fermage ; 4° de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 4 décembre 1944 sur la désignation des membres des commissions paritaires agricoles ; 5° de M. Olivier de Sesmaisons et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter les ordonnances du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du 4 décembre 1944 relative aux commissions paritaires compétentes pour statuer sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux à ferme ; 6° de M. Joseph Delachenal tendant à modifier l'article 47 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative au statut juridique du fermage, n° 721.

Interventions :

Son rapport, au nom du 9^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine, 5^e circonscription (A. de 1945, p. 35).

— Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **LOI DE FINANCES : Ses amendements à l'article 42** (p. 319) ; *les retire* (ibid.). — Est entendu au cours de la discussion : d'interpellations sur la politique du ravitaillement (**A. de 1946**, p. 437) ; — du projet de loi relatif au statut du fermage, en qualité de *Rapporteur, pour avis*, de la Commission de la justice et de législation générale ; Art. 1 : *Donne lecture de son rapport* (p. 1265) ; Art. 9 : *Ses observations* (p. 1272) ; *Son amendement* (ibid.) ; Art. 13 : *Amendement de M. Mauroux* (p. 1292) ; Art. 14 : *Amendement de M. Defos du Rau* (p. 1294) ; Art. 15 : *Amendement de M. Delcos* (p. 1297) ; *Son amendement* (p. 1299) ; *le retire* (ibid.) ; *Amendement de M. Mauroux* (p. 1300) ; *Amendement de M. Depreux* (p. 1301) ; Art. 16 : *Amendement de M. Depreux* (p. 1303).

GARET (M. Pierre), Député du département de la Somme.

Son élection est validée (**A. de 1945**, p. 46).
 = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale (**A. de 1945**, p. 138) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (**A. de 1946**, p. 667).

Dépôts :

Le 8 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de Mlle Solange Lamblin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 11 octobre 1945 en vue de faciliter le logement des familles et d'assurer un gîte aux locataires expulsés en vertu de l'ordonnance du 14 novembre 1944, n° 631. — Le 21 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur : I. le projet de loi modifiant la loi du 30 juin 1926 modifiée par les lois des 22 avril 1927, 13 juillet 1933, 2 février 1937, et par le décret du 25 août 1937 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel ; II. les propositions de loi : 1° de **M. André Mercier** (Oise) et plusieurs de ses

collègues tendant à régler les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles et de locaux à usage commercial ou industriel (Propriété commerciale) ; 2° de **M. André Mercier** (Oise) et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de relever de certaines forclusions les locataires d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ; 3° de **M. Robert Lecourt** et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 30 juin 1926 réglant les rapports entre les locataires et bailleurs de locaux à usage commercial ou industriel et à protéger d'une façon complète la propriété commerciale ; 4° de **M. André Mercier** (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à la prorogation des baux des locaux à usage commercial, industriel et professionnel ; 5° de **M. Jean Minjoz** et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une prorogation de bail à certains locataires commerçants et industriels ; 6° de **M. Frédéric-Dupont** tendant à modifier l'article 18 de la loi du 30 juin 1926, modifié par la loi du 13 juillet 1933, sur la propriété commerciale, n° 715. — Le 9 avril 1946 un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de **M. Robert Lecourt** et plusieurs de ses collègues tendant à surseoir à l'expulsion des locataires de nationalité française prononcée au profit de sujets étrangers, n° 953.

Interventions :

Son rapport, au nom du 2° Bureau, sur les opérations électorales du département des Bouches-du-Rhône, 2° circonscription (**A. de 1945**, p. 11). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 12 : *Son amendement* (p. 1288) ; *Son amendement à l'article 10 de l'ordonnance du 17 octobre 1945* (ibid.) ; — d'un projet de loi sur la propriété commerciale, en qualité de *Rapporteur* de la Commission de la justice et de législation générale : *Donne lecture de son rapport* (p. 1568 et suiv.) ; Art. 1^{er} : *Ses observations* (p. 1575) ; *Amendement de M. Courant* (ibid.) ; Art. 2 : *Amendement de M. Dutilleul* (p. 1576) ; *Amendement de M. Rigal* (p. 1577) ; *Amendement de M. Mercier [Oise]* (p. 1579) ; *Amendement de M. Leenhardt* (p. 1581) ; *Amendement de M. Mercier* (p. 1584) ; *Amendement de M. De-traves* (p. 1586) ; *Amendement de M. Coty*

(p. 1586); Art. additionnel 1^{er} bis : *Ses observations* (p. 1591). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 2384).

GATUING (M. Marcel) Député du département d'Oran et territoire d'Aïn-Sefra (*Collège des électeurs français citoyens musulmans et non musulmans*).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138); de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'Exercice 1946 : *Discussion générale : Réforme des assemblées financières* (A. de 1945, p. 721); — d'interpellations sur la situation économique de l'Algérie (A. de 1946, p. 570); — de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des droits, Institutions de la République : Art. 49 : *Amendement de M. Ribère* (p. 1734). = S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 143).

GAU (M. Albert), Député du département de l'Aude.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). = Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139).

Dépôts :

Le 7 mars 1946, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 31 octobre 1941 relative aux jardins ouvriers, n° 612. — Le 1^{er} avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à assimiler à un temps de travail effectif pour le calcul du congé annuel les périodes pendant lesquelles le travail est suspendu pour cause d'accident du travail ou de maladie professionnelle, n° 829.

GAULLE (M. le Général Charles de), Président du Gouvernement provisoire. Ministre de la Défense Nationale.

Est élu *Président du Gouvernement provisoire de la République française* (p. 69). — Est confirmé dans ces fonctions (p. 72). — Est nommé Ministre de la Défense nationale [*J. O.* du 22 novembre 1945] (p. 7750).

En qualité de **Président du Gouvernement provisoire de la République française.**

Lit :

Le 23 novembre 1945, une Déclaration du Gouvernement provisoire de la République française, n° 9.

Dépôts :

Le 23 novembre 1945, un projet de loi relatif aux attributions des Ministres du Gouvernement provisoire de la République française et à l'organisation des Ministères, n° 32.

Interventions :

En qualité de *Président du Gouvernement provisoire, Ministre de la Défense nationale* : Sa lettre par laquelle il considère que ses pouvoirs arrivent à expiration dès l'instant où l'Assemblée Constituante aura élu son bureau (A. de 1945, p. 3); Donne lecture de la déclaration ministérielle (p. 119 et suiv.); Répond à ce sujet aux différents orateurs (p. 130). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit (p. 160, 190). — Est entendu au cours de la discussion de l'interpellation de M. Gazier sur les traitements des fonctionnaires (p. 244). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement : *Discussion générale* (p. 374); — du projet de loi portant fixation du budget général (dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'exercice 1946 : *Réduction des crédits des armées* (p. 726 et suiv.); *Amendement de M. Capdeville* (p. 731); *Question de confiance* (p. 733); *Sous-amendement de M. Rose* (p. 734 et suiv.). — Est entendu au

cours de la discussion d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 42). — Donne sa démission de Président du Gouvernement provisoire de la République française (p. 138).

GAUTIER (M. André), Député du département de Seine-et-Marne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son article additionnel* (A. de 1945, p. 366); *le retire* (ibid.); *Son amendement à l'article 167 : Calcul du quantum de destruction* (p. 679); *le retire* (ibid.); RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale : Main-d'œuvre et reconstruction* (p. 533); *Son amendement tendant à réduire les crédits de ce budget* (p. 542); *le retire* (ibid.); — d'une interpellation sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (A. de 1946, p. 795).

GAVINI (M. Jacques), Député de la Corse.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 258). — Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'indemnisation des heures perdues par suite des mesures exceptionnelles réduisant l'attribution de l'énergie électrique : *Ses observations sur l'article premier* (A. de 1945, p. 223); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : Art. 85 bis (p. 347); *Retire son amendement déposé de concert avec M. Coly* (ibid.); *Son amendement à l'article 123 : Ecole centrale des arts et manu-*

factures de Paris (p. 670); *le retire* (ibid.); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale : Communications en Corse* (p. 513); POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES : *Situation de la Corse* (p. 656); — du projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires : Art. 8 : *Amendement de M. Pleven; Ses explications de vote* (A. de 1946, p. 345). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1080. — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

GAY (M. Francisque), Député du département de la Seine (1^{re} circonscription), Ministre d'Etat, Vice-Président du Conseil.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé Ministre d'Etat (J. O. du 22 novembre 1945, p. 7750). — Est nommé Vice-Président du Conseil (J. O. du 27 janvier 1946, p. 754).

Interventions :

Prend part à la discussion d'interpellations sur la liberté de la presse (A. de 1946, p. 727).

GAZIER (M. Albert), Député du département de la Seine, (5^e circonscription), Sous-Secrétaire d'Etat à l'Economie.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139); de la Commission supérieure des comités d'entreprise (A. de 1946, p. 2). — Est nommé Sous-Secrétaire d'Etat à l'Economie (J. O. du 27 janvier 1946, p. 754).

Dépôts :

En qualité de Député :

Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant à rétablir en matière de paiement des heures supplémentaires la réglementation de 1936, n° 15. — Le 29 novembre 1945, une proposition de loi tendant à relever l'abattement à

la base et les maxima de réduction pour charges de famille en matière d'impôt sur les traitements et salaires, n° 34. — Le 22 décembre 1945, une proposition de loi tendant à la modification de l'ordonnance du 22 février 1945 instituant les comités d'entreprise, n° 200.

Interventions :

En qualité de *Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale* est entendu pour un rappel au Règlement (A. de 1945, p. 202). — Prend part à la discussion du projet de loi portant indemnisation des heures perdues par suite des réductions d'attribution d'énergie électrique (p. 222) ; *Article 3* (p. 224) ; *Article 5* (p. 225). — Demande à interpellier sur les mesures que le Gouvernement compte prendre d'urgence en ce qui concerne la revalorisation des traitements, salaires, retraites des fonctionnaires, agents, ouvriers des services publics et développe cette interpellation (p. 242 et suiv.) — Est entendu au cours de la discussion de sa proposition de loi tendant à rétablir en matière de paiement des heures supplémentaires, la réglementation de 1936 (p. 267). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le 1^{er} trimestre de l'exercice 1946 : *Amen- dement de M. Capdeville* (p. 729) ; *Ses rectifications* (p. 734). — Intervient au cours de la discussion d'interpellations sur la sécurité collective et l'organisation des Nations-Unies (A. de 1946, p. 18). — En qualité de Sous-Secrétaire d'Etat à l'Economie, prend part à la discussion du projet de loi sur les programmes de production : *Ses observations* (p. 2359).

GELLIE (M. Emile), Député du département de la Gironde.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 139).
= Est nommé membre de la Commission de comptabilité (A. de 1945, p. 139).

S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

GENEST (M. Maurice), Député du département d'Eure-et-Loir.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission des

affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 28 mars 1946, un avis au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur les propositions de loi : 1° de Mme Marcelle Rumeau et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une prolongation de validité aux brevets d'invention déposés depuis le commencement des hostilités et non exploités ; 2° de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une prolongation de la validité des brevets d'invention déposés depuis les hostilités et non exploités ; 3° de M. Gilbert Zaksas et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une prolongation de la validité des brevets d'invention déposés depuis les hostilités et non exploités, n° 796. — Le 13 avril 1946, une proposition de loi tendant à la nationalisation de certaines sociétés laitières, n° 1020.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 129 : Droit d'entrée dans les musées* (A. de 1945, p. 671) ; *le retire* (ibid.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A. de 1946, p. 2136). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux, en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission des affaires économiques : *Donne lecture de son rapport* (p. 2388).

GEOFFROY (M. Jean), Député du département de Vaucluse.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138). — Est nommé membre suppléant de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice (A. de 1946, p. 460).

GERBER (M. Marc), Député du département de la Seine (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1946, p. 667).

Dépôts :

Le 2 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à lutter contre les pertes de matériel et les retards de livraison au sein de certaines administrations, n° 51. — Le 24 avril 1946, une proposition de loi tendant à rétablir un crédit de 15.370.000 francs au chapitre 6 « Service automobile » « frais de prospection pour la récupération des véhicules allemands en France » du budget du Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes, n° 1191.

Interventions :

Son rapport au nom du 10^e bureau, sur les opérations électorales du département de l'Yonne (A. de 1945, p. 41). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'exercice 1946 (p. 698). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'exercice 1946 : Chap. 33 : *Son amendement tendant à réduire le crédit du chapitre* (p. 1436) ; — du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse : Art. 6 bis : *Son amendement* (p. 1833) ; *le retire* (p. 1834).

GERMINAL (M. Jean), Voy. WORMS.**GERNEZ (M. Raymond), Député du département du Nord (3^e circonscription).**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139).

GERVOLINO (M. Roger), Député de la Nouvelle-Calédonie et dépendances.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 576).
 = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 139). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1945, p. 137 ; A. de 1946, p. 399).

GIACOBBI (M. Paul), Député de la Corse, Ministre de l'Education nationale.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 258),
 = Est nommé Ministre de l'Education nationale (J. O. du 22 novembre 1945, p. 7750).

Dépôts :**En qualité de Ministre de l'Education nationale :**

Le 18 décembre 1945, un projet de loi abrogeant l'ordonnance du 3 juillet 1944 relative à la modification du taux de la rétribution à verser par les candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire au profit de l'Université d'Alger, n° 109. — Le 18 décembre 1945, un projet de loi relatif à la création d'une commission spéciale chargée de statuer sur les appels présentés contre les décisions des comités départementaux de l'Enseignement technique concernant les demandes d'exonération de la taxe d'apprentissage, n° 111. — Le 15 janvier 1946, un projet de loi instituant l'ordre des géomètres-experts, n° 265. — Le 15 janvier 1946, un projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'Education nationale et aux Conseils d'enseignement, n° 267.

Interventions :

En qualité de *Ministre de l'Education nationale* : Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Renvoi de la discussion du budget de son département* (A. de 1945, p. 575). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* (p. 639 et suiv.) ; *Amendement de Mme Méty au chapitre 45* (p. 643) ; *Amendement de M. Chabanne au chapitre 139* (ibid.) ; *Amendement de M. de*

Boysson au chapitre 261 (ibid.) ; Amendement de M. Guyot au chapitre 266 (ibid.) ; Amendement de M. Capitant aux chapitres 328 à 333 (p. 644) ; Amendement de MM. de Boysson et Pronteau au chapitre 353 (p. 645). — En qualité de *Député* : Est entendu au cours du débat sur le règlement de l'ordre du jour (A. de 1945, p. 577) ; — du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse : *Discussion générale, intervention de M. Lussy* (p. 1798) ; — de propositions de loi relatives à la Constitution ; Du Président de la République : Art. 96 : *Ses observations* (p. 1873) ; — d'une proposition de loi présentée par M. d'Astier de la Vigerie relative à l'élection des membres du Conseil de l'Union française : Art. 5 : *Soutient l'amendement de M. Landry* (p. 2273).

GINOLLIN (Mme Denise). Député du département de la Seine (3^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommée membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460) ; de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie (p. 2084). — Est nommée juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 11 décembre 1945, une proposition de loi tendant à attribuer aux déportés et internés politiques une prime de retour de déportation de 10.000 francs ainsi qu'un pécule égal au montant du salaire moyen départemental pour chaque mois de captivité ou d'internement, et à accorder une aide aux familles des disparus, n° 60. — Le 13 décembre 1945, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions législatives concernant la zone autour de Paris et à prendre les mesures nécessaires afin de revenir au droit commun pour l'expropriation et l'indemnisation des zoniers, et afin d'aménager la zone, n° 103. — Le 22 mars 1946, une proposition de loi tendant à la suppression des mandataires et commissionnaires des Halles, et à la mise en régie autonome des Halles centrales de Paris, n° 724. — Le 22 mars 1946, un rapport au

nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de M. Auguste Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder le transfert gratuit des corps des militaires et victimes de la guerre décédés par le fait de la guerre 1939-1945, n° 725. — Le 9 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assimiler aux enfants vivants des fonctionnaires en âge d'être admis à la retraite les enfants morts au service de la Nation au cours de la guerre commencée le 2 septembre 1939, n° 954.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : RAVITAILLEMENT (A. de 1945, p. 479) ; PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS : *Discussion générale : Services départementaux du Ministère* (p. 623). — Demande à interpellier sur le problème du ravitaillement (A. de 1946, p. 2) ; Développe cette interpellation (p. 127). — Pose : au Ministre du Travail une question concernant les assurés sociaux déportés et prisonniers de guerre n'ayant pu verser leurs cotisations (p. 379) ; au Ministre du Ravitaillement sur la mauvaise répartition du lait concentré (p. 380).

ASSEMBLÉE

GUINSBURGER (M. Roger), voy. VILLON (Pierre).

GIOVONI (M. Arthur), Député de la Corse.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 258).
= Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138).

Dépôt :

Le 16 avril 1946, une proposition de loi concernant le régime des retraites des fonctionnaires et agents des préfectures, n° 1056.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'Exercice

1946 (Services civils) : **MARINE MARCHANDE** : *Discussion générale* (A. de 1945, p. 442); — d'une proposition de loi de M. d'Astier de la Vigerie relative à l'élection des membres de l'Union française : Art. 5 : *Amendement de M. Landry* (A. de 1946, p. 2273).

GIRARDOT (M. Pierre), Député du département des Basses-Alpes.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **PRODUCTION INDUSTRIELLE** : *Discussion générale* : *Trust de l'électricité* (A. de 1945, p. 526); — du projet de loi et de propositions de loi relatifs à la nationalisation de l'électricité et du gaz : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 1071 et suiv.); — du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux : Art. 12 : *Ses amendements* (p. 2396); *Retire le second* (p. 2397).

GIRAUDOUX (M. Jean-Pierre), Député du département de l'Allier.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139). — *Secrétaire d'âge* (A. de 1945, p. 1).

Dépôts :

Le 28 mars 1946, une proposition de loi tendant à établir la Constitution de l'Union française, n° 784. — Le 1^{er} avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer à la date du 5 juin 1946 le referendum constitutionnel et à retarder en conséquence la date des élections générales, n° 831.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 1^{er} : *Ses observations sur son contre-projet* (A. de 1946, p. 1351 et suiv.); *Amendement de M. Capitant* (p. 1359); — des propositions de loi relatives à la Constitution de la République : Art. 1^{er} : *Ses observations* (p. 1694); Pouvoirs de l'Assemblée nationale : Art. 55 : *Son amendement* (p. 1843); Art. 66 : *Son amendement* (p. 1854); Des organismes consultatifs : Art. 68 : *Son amendement* (p. 1858); *Le retire* (ibid.); Art. 69 : *Son amendement* (p. 1864); Conseil des Ministres : Art. 75 : *Son amendement* (p. 1866); Art. 76 : *Son amendement* (p. 1867); *Le retire* (p. 1868); Art. 78 : *Son amendement* (ibid.); *Le retire* (ibid.); Art. 79 : *Son amendement* (ibid.); *Le retire* (ibid.); Art. 81 : *Son amendement* (ibid.); Art. 84 : *Son amendement* (p. 1869); *Le retire* (ibid.); Art. 85 : *Son amendement* (ibid.); *Le retire* (ibid.); Art. 100 : *Son amendement* (p. 1875); *Le retire* (ibid.); Articles réservés : Art. 72 : *Son amendement* (p. 1950); *Le retire* (ibid.). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1945, p. 413; A. de 1946, p. 1148).

GORSE (M. Georges), Député du département de la Vendée.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères (A. de 1945, p. 145).

Dépôts :

Le 23 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi rétablissant les élections aux Conseils de Prud'hommes en Tunisie, n° 1187. — Le 24 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi tendant à l'aliénation de terrains sis à Beyrouth et à Tripoli, n° 1188.

Interventions :

Prend part à la discussion d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement

(A. de 1946, p. 89 et suiv.). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 113, p. 151).

GOSNAT (M. Georges), Député du département de la Charente-Maritime.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission des moyens de communications et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Charente (A. de 1945, p. 12). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 80* (p. 343); *Le retire* (p. 345); MARINE MARCHANDE : *Discussion générale* (p. 441).

GOSSET (M. Paul), Député du département du Nord (3^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139).

Dépôts :

Le 22 décembre 1945, une proposition de loi tendant à accorder au chef de famille, salarié, fonctionnaire ou agent des services publics, un congé supplémentaire à l'occasion de chaque naissance à son foyer, n° 195.

Interventions :

Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur les opérations électorales du département du Calvados (A. de 1945, p. 12). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) TRAVAIL, *Discussion générale : Vieux travailleurs* (p. 500). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 667).

GOUDOUX (M. Jean), Député du département de la Corrèze.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638).

GOUGE (M. Henry), Député du département de la Loire-Inférieure.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 10 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi relatif aux réclamations nées à l'occasion des réquisitions allemandes en matière de logement et de cantonnement, n° 971.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : RECONSTRUCTION ET URBANISME, *Discussion générale : Avances aux sinistrés* (A. de 1945, p. 533).

GOUIN (M. Félix), Député du département des Bouches-du-Rhône (2^e circonscription), Président de l'Assemblée Nationale Constituante, Président du Gouvernement provisoire de la République française.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est élu Président de l'Assemblée Nationale Constituante (A. de 1945, p. 52). — Est élu Président du Gouvernement provisoire de la République française (A. de 1946, p. 144).

En qualité de Président de l'Assemblée Nationale Constituante :

Prononce :

Le 9 novembre 1945, une allocution, n° 3.

Dépôts :

Le 13 décembre 1945, une proposition de loi relative au statut des membres de l'Assemblée Nationale Constituante et à l'autonomie financière de cette Assemblée, n° 89.

En qualité de Président du Gouvernement provisoire de la République française :

Lit :

Le 29 janvier 1946, une déclaration du Gouvernement provisoire de la République française, n° 326.

Prononce :

Le 19 avril 1946, une allocution, n° 1143.

Dépôt :

Le 12 février 1946, un projet de loi relatif à la résiliation des contrats d'engagement et de rengagement dans l'armée de l'air, n° 400.

Interventions :

En qualité de *Président de l'Assemblée Nationale Constituante* : *Préside* : la séance du 9 novembre 1945 (p. 55); la séance du 13 novembre (p. 63); les séances des 22 novembre (p. 87); la séance du 23 novembre (p. 119); la séance du 29 novembre (p. 137); la séance du 30 novembre (p. 149); les deux séances du 2 décembre (p. 153, 163); la séance du 11 décembre (p. 201); la séance du 18 décembre (p. 233); les deux séances du 21 décembre (p. 277, 295); la séance du 26 décembre (p. 373); la séance du 27 décembre (p. 413); la 2^e séance du 29 décembre (p. 510); les deux séances du 31 décembre 1945 (p. 617, 638); la séance du 15 janvier 1946 (p. 1); la 1^{re} séance du 16 janvier (p. 33); les deux séances du 17 janvier (p. 73); la séance du 18 janvier (p. 113); la séance du 22 janvier (p. 137); — Son allocution en prenant place au fauteuil (p. 55). — Est entendu : sur la proposition de résolution de M. Herriot et autres députés tendant à **envoyer une adresse aux peuples et au gouvernement de l'U.R.S.S., englobant dans le même sentiment de gratitude toutes les armées fran-**

çaises et alliées (p. 57); — sur une adresse de félicitations adressée par l'Assemblée constituante de Panama (p. 63); — sur l'adoption de la proposition de résolution de M. Maurice Schumann et autres députés tendant à rendre hommage aux combattants, aux résistants, aux armées de la libération et au général de Gaulle (p. 69). — Donne lecture : d'une Communication de M. le Président du Gouvernement provisoire (p. 71); — d'une adresse au congrès des députés espagnols de Mexico (p. 88); — d'une communication du Président du Gouvernement provisoire sur la composition du Ministère (p. 102). — Son allocution pour annoncer à l'Assemblée le décès du R.-P. Aupiais, député du Dahomey (p. 233). — Est entendu pour un rappel au règlement (p. 241). — *Donne sa démission de Président de l'Assemblée Nationale Constituante* (J. O. du 29 janvier 1946, p. 153). — En qualité de *Président du Gouvernement provisoire de la République française* donne lecture de la déclaration gouvernementale (p. 153 et suiv., p. 167 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale : Art. 8 : *Amendement de M. Ramarony* (p. 301). — Est entendu sur une motion concernant le tremblement de terre d'Algérie (p. 312). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires : *Discussion générale; Situation financière* (p. 331 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1079). — Intervient dans la discussion de propositions de loi sur la Constitution de la République française; articles réservés : Art. 120 *bis* : *Amendement de M. Lecourt* (p. 2007). — Son discours à l'issue du vote de la Constitution (p. 2073).

GREFFIER (M. Paul) dit VIDAL ROGER, Député du département de l'Eure.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139).

Interventions :

Prend part à la discussion d'une interpellation sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (A. de 1946, p. 791).

GRENIER (M. Fernand), Député du département de la Seine (6^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre : de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139); de la Commission des affaires étrangères (p. 145).

Interventions :

Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur les opérations électorales du département de l'Aube (A. de 1945, p. 10). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : INFORMATION : *Discussion générale : Presse, Messageries Hachette, A.F.P.* (p. 516); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE : *Discussion générale : Frais d'expédition des journaux* (p. 647); *RADIODIFFUSION* : en qualité de Rapporteur : *Donne lecture de son rapport* (p. 660). — Pose au Ministre de la Justice deux questions sur la vente des appartements et la législation des loyers (A. de 1946, p. 368). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la liberté de la presse (p. 707, 724 et suiv., 728); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : *Discussion générale*, (p. 1020); *Contre-Projet de M. Bardoux* (p. 1115); Art. 13 : *Amendement de M. Bouvier-O'Cottureau* (p. 1157); *Ses observations sur le mode de discussion* (p. 1163); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 au titre du Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes : Chap. 42 : *Réduction de crédits* (p. 1244); *Ses observations sur l'ensemble du projet* (ibid.); — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Dispositions spéciales à l'Algérie; Art. 19 : *Ses explications de vote sur le collège unique* (p. 1525); — de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des droits, Constitution de la République : Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Ramarony* (p. 1706); — du projet de loi portant dissolution de biens d'entreprises de presse : *Discussion générale* (p. 1802); Art. 2 : *Son amendement* (p. 1825); Art. 8 : *Son amendement* (p. 1835); *le retire* (p. 1836); Art. 20 bis : *Son amendement* (p. 1896); *Ses autres amendements* (ibid.); *le retire* (ibid.); Art. 24 : *Amendement de M. Rio*

(p. 1899); *Ses explications de vote* (p. 1907). — Est entendu pour un rappel au règlement (p. 1809).

GRESA (M. Jacques) Député du département de la Haute-Garonne, questeur de l'Assemblée Nationale Constituante.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la défense nationale (ibid.). — Est élu *questeur de l'Assemblée Nationale Constituante* (A. de 1945, p. 53).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement tendant à compléter l'article 6* (A. de 1945, p. 183); *le retire* (ibid.). — Est entendu pour un rappel au règlement au cours de la discussion des interpellations sur les traitements des fonctionnaires (p. 239). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article premier bis* (p. 297); *Son amendement à l'article 51 bis* (p. 326); *le retire* (ibid.); *Son amendement à l'article 56* (p. 356); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, en qualité de Rapporteur : *Donne lecture de son rapport* (p. 645 et suiv.); *Ses observations sur le port aérien de Toulouse* (p. 648); — du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946 : *Sous-officiers spécialistes* (p. 706); — du projet de loi portant fixation des Dépenses militaires de l'Exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 1401 et suiv.).

GRIMAUD (M. Henri-Louis), Député du département de l'Isère.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 26 mars 1946, une proposition de loi tendant à assurer le rétablissement de la légalité républicaine, n° 753. — Le 25 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Robert Schuman et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'ordonnance du 4 octobre 1944 sur l'internement administratif des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique, n° 1202.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) **RADIODIFFUSION** : *Discussion générale* : *Crédits affectés à la télévision* (A. de 1945, p. 662); — de propositions de loi sur la Constitution et la déclaration des droits : Art. 33 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 969); Du Président de la République : Art. 98 : *Son amendement* : (p. 1874); Articles réservés : Art. 110 : *Son amendement* (p. 2001); — d'une proposition de loi de MM. Rose et Lacroix relative à l'organisation et au fonctionnement de la Haute Cour de justice, en qualité de *Vice-président* de la Commission de la justice : *Discussion générale* (p. 2220); — d'une proposition de loi de M. Dominjon relative à l'organisation et au fonctionnement de la Haute Cour de justice : *Discussion générale* (p. 2221). — S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 1260).

GROS (M. Antonin), Député du département de l'Hérault.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138); de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Dépôts :

Le 31 décembre 1945, une proposition de loi tendant à réglementer le temps de travail et le repos hebdomadaire dans les professions agricoles, n° 259. — Le 14 mars 1946, une proposition tendant à inviter le Gouvernement à généraliser le déblocage du pécule viticole pour

la récolte de 1945 et à l'incorporer dans le prix du vin payé directement au producteur pour la récolte de 1946, n° 673. — Le 11 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi relatif à la date d'application des arrêtés portant fixation des salaires en agriculture, n° 983. — Le 16 avril 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 7 juillet 1945 portant constitution de commissions paritaires du travail en agriculture, n° 1051.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) **AGRICULTURE** (A. de 1945, p. 467); — du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 15 : *Son amendement* (p. 1299). — Est entendu pour un rappel au règlement (p. 1450).

GROUËS (M. l'abbé Pierre), Député du département de Meurthe-et-Moselle.

Son élection est validée (A. de 1945), p. 45. — Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 26 décembre 1945, une proposition de loi tendant à octroyer aux combattants volontaires de la Résistance les avantages qui leur sont dus, n° 205. — Le 5 avril 1946, une proposition de loi tendant à établir le statut des Réfractaires au service du travail obligatoire, n° 901.

Interventions :

Est entendu au cours de la discussion des conclusions du rapport du 2^e Bureau sur les opérations électorales du département du Cantal (invalidation de M. Camille Laurens) (A. de 1945, p. 263 : *Sa motion tendant à invalider les porteurs de francisque* (p. 264); *Motion de M. Parent ayant le même objet* (p. 266). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'exercice 1946 : *Amendement de M. Capdeville* (p. 734);

— du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : *Ses explications de vote sur l'ensemble* (A. de 1946, p. 1220); — d'un projet de loi portant amnistie : Art. 16 : *Amendement de M. Houcke* (p. 1755). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1760).

GRUMBACH (M. Salomon), Député du département du Tarn.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères (A. de 1945, p. 145).

Dépôts :

Le 9 avril 1946, un rapport général au nom de la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones françaises d'occupation d'Allemagne et d'Autriche, n° 959. — Le 24 avril 1946, un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant le Gouvernement provisoire de la République à ratifier les amendements à la constitution de l'organisation internationale du travail adoptés par la 27^e session de la Conférence internationale du travail, n° 1189. — Le 25 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi portant approbation du traité franco-chinois de renonciation à l'extraterritorialité et aux droits y relatifs conclu à Tchongking le 28 février 1946 entre la France et la Chine, n° 1216. — Le 25 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi portant approbation de l'accord franco-chinois sur les relations sino-indochinoises conclu à Tchongking le 28 février 1946, entre la France et la Chine, n° 1217.

Interventions :

Demande à interpellier sur la politique que le Gouvernement compte suivre pour empêcher que l'Allemagne puisse redevenir un danger pour la paix du monde et la sécurité de la France (A. de 1946, p. 3); développe cette interpellation (p. 52 et suiv.); — Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission parlementaire d'enquête dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et

d'Autriche, en qualité de *Président de la Commission*: *donne lecture du rapport* (p. 2207);
= S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

GUÉRIN (Mme Lucie), Député du département de la Seine-Inférieure (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommée membre de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 139).
— Est nommée juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 28 février 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de Mme Denise Ginollin et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux déportés et internés politiques une prime de retour de déportation de 10.000 francs, ainsi qu'un pécule égal au montant du salaire moyen départemental pour chaque mois de captivité ou d'internement, et à accorder une aide aux familles des disparus (1^{re} partie — Déportés politiques), n° 548. — Le 20 avril 1946, une proposition de loi tendant à organiser l'enseignement spécial des enfants déficients, anormaux et délinquants, n° 1151. — Le 23 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur le projet de loi portant remise en vigueur, modification et extension de la loi du 24 juin 1919 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, n° 1169.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils): LOI DE FINANCES: *Son amendement à l'article 50* (A. de 1945, p. 324); PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS: *Discussion générale*; *Situation faite aux réfractaires et maquisards* (p. 623); EDUCATION NATIONALE: *Discussion générale*; *Situation des normaux* (p. 635).

GUÉRIN (M. Maurice), Député du département du Rhône (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638); est proclamé deuxième vice-président de cette Haute Cour (p. 663).

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport relatif au Règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Amendement de M. Mollet à l'article 13* (A. de 1945, p. 94); *Amendement de M. Frédéric-Dupont à l'article 14* (p. 98); Art. 58 : *Question des amendements* (p. 114); — des propositions de loi relatives à la Constitution et à la Déclaration des Droits : *Discussion générale* : (A. de 1946, p. 639 et suiv.); — des conclusions du rapport sur la composition et la compétence du Conseil économique : *Discussion générale* (p. 2036).

GUÉRIN (Mme Rose), Député du département de la Seine (5^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommée membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139); de la Commission supérieure des allocations familiales (p. 234).

Dépôts :

Le 28 février 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi relatif à la date d'application des arrêtés préfectoraux fixant le salaire des travailleurs à domicile, n° 534. — Le 1^{er} mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner aux femmes déportées politiques non rapatriées le droit de priorité en matière de logement, n° 549. — Le 23 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de Mme Jeannette Vermeersch et plusieurs de ses collègues tendant à reconnaître la qualité de salariés au personnel des

services domestiques en lui accordant le bénéfice de toutes les lois sociales, codifiées ou non, et en le soumettant aux juridictions compétentes en vertu de cette reconnaissance, n° 1168.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement à l'article 19* (A. de 1945, p. 181); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : *Loi de Finances* : *Son amendement à l'article 3* (p. 306); *POPULATION* : *Discussion générale* : *Ouvrières mères de famille* (p. 609). — Est entendue au cours de la discussion d'interpellations sur la politique du ravitaillement (A. de 1946, p. 450). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; *Dispositions spéciales* : Art. 48 : *Ses observations* (p. 2376).

GUIGUEN (M. Louis), Député du département du Morbihan.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P.T.T. (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 139).

Dépôt :

Le 8 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour que l'exercice normal de leur droit de vote soit assuré à tous les Français qui pour une raison majeure seraient absents de leur domicile légal lors des élections, n° 622.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : *Loi de Finances* : *Son amendement à l'article 80* (A. de 1945, p. 345); *MARINE MARCHANDE* (p. 442); *TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS* : *Discussion générale* : *Port de Lorient* (p. 503).

GUILBERT (M. Paul), Député du département de la Manche.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 26 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi relatif à l'exercice des professions d'assistantes ou d'auxiliaires de service social et d'infirmières ou d'infirmiers, n° 781. — Le 4 avril 1946, une proposition de loi tendant à réglementer l'exercice des professions de masseur-gymnaste médical et de pédicure, n° 864. — Le 4 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Paul Guilbert et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer l'exercice des professions de masseur-gymnaste médical et de pédicure, n° 870.

Interventions :

Son rapport, au nom du 3^e bureau, sur les opérations électorales du département du Gard (A. de 1945, p. 17).

GUILLE (M. Georges), Député du département de l'Aude.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
 Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138).

GUILLET (M. Pierre), Député du département de la Gironde.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 Est nommé membre : de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 22 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

exonérer les prisonniers de guerre et déportés politiques des dispositions du décret du 10 août 1945 relatif au tarif des notaires, appliquées en matière de succession aux personnes qui, à 30 ans, n'ont pas au moins trois enfants, n° 193. — Le 5 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Joseph Delachenal tendant à établir la Constitution de la République française ; 3° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la nouvelle Constitution de la République française ; 4° de M. Mohamed Bendjelloul et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de l'Algérie afin que celle-ci soit inscrite dans la Constitution de la République française ; 5° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de justice » ; 6° de M. Jean-Pierre Giraudoux tendant à établir la Constitution de l'Union française ; 7° de M. Guy Mollet, président de la Commission de la Constitution, au nom de la Commission, tendant à établir la Constitution de la République française (Souveraineté), n° 885 (2^e annexe). — Le 10 avril 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance 45-877 du 3 mai 1945 relative à la légitimation des enfants adultérins, n° 964.

Interventions :

Prend part à la discussion : des propositions de loi de MM. Duclos, Delachenal, Philip, Bendjelloul et Bardoux relatives à la Constitution et à la Déclaration des droits : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 167 et suiv.) ; Constitution de la République : *Contre-projet de M. Ramarony* (p. 1705) ; en qualité de *Rapporteur spécial* : *donne lecture de son rapport* (p. 1723 et suiv.) ; Art. 119 : *Retire l'amendement de M. Loenhardt* (p. 2052) ; — du projet de loi portant dévolution des biens d'entreprises de presse : *Discussion générale* : *Intervention de M. Herriot* (p. 1794) ; Art. 20 bis : *Son amendement* (p. 1896).

GUILLOM (M. Jean), Député du département de l'Indre-et-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 Est nommé membre : de la Commission de

la justice et de la législation générale (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 7 février 1946, une proposition de loi tendant à établir une mesure d'amnistie en faveur des condamnés primaires de droit commun pour des larcins ayant comme fin l'appropriation de denrées alimentaires, de combustibles, de vêtements ou des titres correspondants pendant l'occupation, n° 366. — Le 21 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur le projet de loi modifiant l'article 412 du Code pénal concernant les entraves apportées à la liberté des enchères, n° 710. — Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche (Fonctionnement de la justice et service de recherches des crimes de guerre de la direction de la justice dans la zone d'occupation française d'Autriche), n° 928.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 81* (A. de 1945, p. 345); *Son amendement à l'article 82* (p. 346); *Le retire* (ibid.); — du projet de loi portant prorogation de l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel : Art. unique : *Amendement de M. Minjot* (A. de 1946, p. 117). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

GUITTON (M. Jean-Baptiste), Député du département de la Loire-Inférieure.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 139).

Dépôt :

Le 10 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication

(chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes, téléphones sur la proposition de résolution de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à répartir rationnellement la construction des navires de commerce par la spécialisation des chantiers et à désigner les attributaires de la construction de chaque série de types, n° 975.

GUY (M. Amédée), Député du département de la Haute-Savoie.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138); de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 139).

Dépôts :

Le 28 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur les propositions de loi : 1° de M. Jean Charlot et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux déportés politiques, ayant regagné leurs foyers avant le 1^{er} mars 1945, les avantages dont jouissent ceux dont le retour a été postérieur à cette date ; 2° de M. André Mutter et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice des primes d'accueil et de déportation ainsi que l'indemnité dite de congé de libération, aux déportés rentrés avant le 1^{er} mars 1945, n° 789. — Le 4 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. André Mutter et plusieurs de ses collègues tendant à étendre à certaines catégories de déportés les dispositions de l'ordonnance du 26 mai 1945 relative à l'aide médicale temporaire, n° 871. — Le 4 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. André Mutter et plusieurs de ses collègues tendant à proroger le délai fixé pour le bénéfice de l'aide médicale temporaire prévue par l'ordonnance du 26 mai 1945, n° 872.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : POPULATION : *Discussion générale : Situation sanitaire, rhumatisants* (A. de 1945, p. 608) ; — Son rapport au nom du 3^e Bureau sur les opérations électorales du territoire du Gabon, Moyen Congo [Collège des citoyens] (p. 614) ; [Collège des non-citoyens] (*ibid.*) ; — Son rapport au nom du 3^e Bureau, sur les opérations électorales du territoire du Dahomey-Togo [Collège des non-citoyens], (A. de 1946, p. 454) ; [du Collège des citoyens], (p. 885).

GUYON (M. Jean-Raymond) Député du département de la Gironde.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 21 décembre 1945, une proposition de loi tendant à modifier les ordonnances des 26 août et 30 septembre 1944, en faisant appliquer aux individus inculpés d'intelligence avec l'ennemi ou coupables de crimes d'indignité nationale, décédés ou disparus avant jugement, les dispositions desdites ordonnances, n° 184. — Le 20 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur la revision des crédits ouverts au titre du budget de l'exercice 1946 — (Services civils) — application de l'article 2 de la loi du 12 décembre 1945 modifié par la loi du 8 février 1946 et par la loi du 2 avril 1946 — (Budget des Finances), n° 1149. — Le 26 avril 1946, une proposition de loi tendant à l'abrogation des actes dits lois des 23 août 1940 et 24 septembre 1941 relatifs à la lutte contre l'alcoolisme, n° 1222.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 1^{er} bis* (A. de 1945,

(p. 297) ; *le retire* (*ibid.*) ; *Son amendement à l'article 28* (p. 312) ; *le retire* ; (p. 313) ; FINANCES : en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* (p. 648 et suiv.).

GUYOT (M. Claude), Député du département de la Côte-d'Or.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : EDUCATION NATIONALE : *Suppression de facultés des sciences* (A. de 1945, p. 629) ; — de propositions de loi sur la Constitution de la République française : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 1671).

GUYOT (M. Raymond), Député du département de l'Aube.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la Constitution (*ibid.*).

Dépôts :

Le 11 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour développer l'éducation physique, les sports et les activités de « plein air », n° 67. — Le 8 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner satisfaction aux revendications des patriotes réfractaires et maquisards, n° 912.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : AGRICULTURE (A. de 1945, p. 467) ; EDUCATION NATIONALE :

Éducation physique (p. 632); *Son amendement tendant à réduire les crédits de ce Ministère : liquidation des chantiers de la jeunesse* (p. 642); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à réduire les crédits du chapitre 266 : Éducation physique et sports* (p. 643); *le retire* (ibid.); *Son*

amendement tendant à réduire les crédits du chapitre 335 : Subventions aux associations sportives (p. 644); *le retire* (ibid). — *Demande à interpeller sur le problème du ravitaillement* (A. de 1946, p. 2); *développe cette interpellation* (p. 122 et suiv.).





HAMON (M. Marcel), Député du département des Côtes-du-Nord.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
 = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138); de la Commission des territoires d'outre-mer (p. 139). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 28 février 1946, une proposition de loi tendant à la fixation des délais d'application de l'ordonnance du 6 juillet 1943 relative à la légitimité des actes accomplis pour la cause de la libération de la France, n° 526. — Le 18 avril 1946, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur le projet de loi concernant la répression des infractions graves au ravitaillement, n° 1102.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : Son article additionnel (A. de 1945, p. 359); le soutient (p. 360); le retire (p. 361); JUSTICE (p. 422); — de la proposition de loi de M. André

Marie tendant à la modification de l'article 33 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 242).

HENNEGUELLE (M. Henri), Député du département du Pas-de-Calais (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P.T.T. (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 139).

Interventions :

Prend part à la discussion d'une interpellation sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (A. de 1946, p. 804).

HENRY (M. Yves), Député du département des Côtes-du-Nord.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
 = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138).

Dépôt :

Le 12 février 1946, une proposition de loi tendant à l'institution d'un Office national des engrais, amendements et pesticides, n° 394.

Interventions :

Est entendu au cours de la discussion d'interpellations sur la politique du ravitaillement (A. de 1946, p. 440). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au statut du fermage : *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 1319); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : AGRICULTURE : *Ses observations* (p. 2297).

HERRIOT (M. Edouard), Député du département du Rhône (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères (A. de 1945, p. 145).

Dépôts :

Le 9 novembre 1945, une proposition de résolution sur l'anniversaire de la révolution soviétique, n° 4. — Le 23 novembre 1945, une proposition de résolution tendant à décider qu'une stèle sera placée à l'intérieur du Palais-Bourbon pour commémorer les parlementaires morts pour la Patrie de 1939 à 1945, n° 8. — Le 2 avril 1946, une proposition de loi tendant à créer une distinction au profit des réfractaires et maquisards, n° 842.

Interventions :

Est entendu sur la déclaration ministérielle présentée par M. le général de Gaulle (A. de 1945, p. 129). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son intervention du 21 mai 1920 concernant la nationalisation des services publics* (p. 172); *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 187); — du projet de loi portant fixation du budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Discussion générale* (p. 280); *Situation des municipalités* (p. 582 et suiv.). —

Demande à interpellier : *Sur la liberté de la presse* (p. 737); — *Sur la politique extérieure du Gouvernement* (A. de 1946, p. 3); *Développe cette interpellation* (p. 39 et suiv.); *Sa réponse à M. Quilici au sujet de l'évacuation militaire de la Ruhr* (p. 98 et suiv.). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. Gristofol tendant à la suppression de la tutelle administrative de la ville de Marseille : *Discussion générale* (p. 258); — du projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires : *Discussion générale* (p. 339); Art. 4 : *Reclassement des fonctionnaires* (p. 343). — Demande à interpellier sur la liberté de la presse (p. 452); *Développe cette interpellation* (p. 711, p. 725). — Est entendu au cours du débat sur le règlement de l'ordre du jour (p. 621). — Prend part à la discussion des propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des Droits : *Discussion générale* (p. 636 et suiv.); *Contre-projet de M. Marie* (p. 675); *Explications de vote de M. Depreux* (p. 677); Art. 4 : *Son amendement* (p. 666); *Le retire* (ibid.); Art. 18 : *Son amendement* (p. 866); *Le retire* (ibid.); Art. 34 : *Son amendement* (p. 971); Constitution de la République : *Discussion générale* (p. 1642 et suiv.); Art. 1^{er} : *Ses observations* (p. 1701); Articles réservés : Art. 91 : *Amendement de M. H. Teitgen* (p. 1968); Articles additionnels : *Son amendement sur la rétroactivité de la loi* (p. 2023); Art. 127 : *Ses observations* (p. 2056 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1078). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 21 : *Son amendement* (p. 1185); Art. 23 : *Son amendement* (p. 1190); *Son amendement* (p. 1194); *Son amendement tendant à compléter l'article* (p. 1195); Art. 32 : *Son amendement* (p. 1201); Art. 37 : *Son amendement* (p. 1205); *Le retire* (ibid.); Art. 40 : *Amendement de M. Airoidi sur la Compagnie nationale du Rhône* (p. 1208); — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 1^{er} : *Son contre-projet* (p. 1353 et suiv.) Art. 2 : *Son amendement sur les circonscriptions* (p. 1365); — du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse : *Discussion générale* (p. 1792 et suiv.); *Ses observations* (p. 1816 et suiv.); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : *Dispositions spéciales*; Art. 19

Son amendement (p. 2347). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 2164).

HERTEL (M. Joseph), Député du département de la Seine-Inférieure (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138).

HERVÉ (M. Pierre), Député du département du Finistère.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion de propositions de loi relatives à la Constitution et à la Déclaration des Droits : Art. 32 : *Ses observations contre l'amendement de M. F. Dupont* (A. de 1946, p. 955 et suiv.) ; *Sur l'amendement de M. Coty* (p. 965) ; Pouvoirs de l'Assemblée Nationale : Art. 55 : *Amendement de M. Bruyneel* (p. 1779) ; *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Coste-Floret* (p. 1849) ; Art. 109 : *Ses observations* (p. 2051).

HOUCKE (M. Jules), Député du département du Nord (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. André Marie tendant à la modification de l'article 33 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 243) ; — d'un projet de loi portant amnistie : Art. 16 : *Son amendement* (p. 1754).

HOUPHOUET-BOIGNY (M. Félix), Député du territoire de la Côte-d'Ivoire (Collège des non-citoyens).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 208).
= Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1946, p. 864).

Dépôts :

Le 1^{er} mars 1946, une proposition de loi tendant à la suppression du travail forcé dans les territoires d'outre-mer, n° 565. — Le 30 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Félix Houphouet-Boigny et plusieurs de ses collègues tendant à la suppression du travail forcé dans les territoires d'outre-mer, n° 811. — Le 3 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à unifier la réglementation du travail dans les territoires de l'Afrique continentale, Madagascar et dépendances, n° 860.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer (A. de 1946, p. 935, 1028) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés ; Territoires d'outre-mer : Art. 4 : *Son amendement* (p. 1540) ; *Son second amendement* (p. 1542) ; *le retire* (ibid.).

HUET (M. Bernard), Député du département du Maine-et-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 139).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) LOI DE FINANCES : *Ses explications de vote sur l'article premier septième nouveau* (A. de 1945, p. 349) ; POPULATION, *Discussion générale : Propagande familiale*

(p. 606); EDUCATION NATIONALE, *Discussion générale : Ecoles libres et liberté de l'enseignement* (p. 633); — du projet de loi relatif à la création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement : *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 401).

HUGONNIER (M. Auguste), Député du département du Rhône (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion de propositions de loi relatives à la Constitution; Des collectivités

locales : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 1915); Art. 113 et 114, *Ses explications de vote* (p. 1922).

HUSSEL (M. Lucien), Député du département de l'Isère. Questeur de l'Assemblée Nationale Constituante.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138); — Est élu *Questeur de l'Assemblée Nationale Constituante* (A. de 1945, p. 53).

Interventions :

Son rapport au nom du 8^e bureau, sur les opérations électorales du département de Seine-et-Oise, 2^e circonscription (A. de 1945, p. 37).



I

IHUEL (M. Paul), Député du département du Morbihan.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P.T.T. (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (*ibid.*).

Dépôt :

Le 13 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Roger Dusseaux tendant à inviter le Gouvernement à élaborer un projet de loi assurant aux agriculteurs victimes de réquisitions régulières ou non de leurs chevaux, d'une part, des facilités pour la reconstitution de leur cheptel chevalin et, d'autre part, des indemnisations compensatrices, n° 1039.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice

1946 (Services civils) PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS, *Discussion générale : Reclassement professionnel, soins médicaux et revalorisation des marks* (A. de 1945, p. 625). — S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 431, p. 987).

IOOS (M. Maurice), Député du département du Nord (1^{er} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138).

Dépôt :

Le 8 mars 1946, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'ordonnance du 15 août 1945 instituant un impôt de solidarité nationale, en ce qui concerne les forfaits accordés aux contribuables, n° 618.

J

JACQUINOT (M. Louis), Député du département de la Meuse, Ministre d'Etat.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé Ministre d'Etat (Ministère de la Famille. J. O. du 22 novembre 1945, p. 7750).

JAQUET (M. Gérard), Député du département de la Seine (6^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Son rapport, au nom du 7^e Bureau, sur les opérations électorales du département du Pas-de-Calais, 1^{re} circonscription (A. de 1945, p. 28).

JEAN-MOREAU (M.), Député du département de l'Yonne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 47).
= Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (*ibid.*).

Dépôts :

Le 11 décembre 1945, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la retraite des « vieux travailleurs » aux victimes indirectes de la guerre, n° 80. — Le 8 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par l'Etat, les écoles municipales d'enseignement professionnel, n° 616.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) ; TRAVAIL, *Discussion générale : Vieux travailleurs* (A. de 1945, p. 498) ; — du projet de loi portant fixation du budget général (Dépenses militaires) pour le 1^{er} trimestre de l'Exercice 1946 : *Aviation* (p. 696 et suiv.). — Développe l'interpellation de M. Montillot sur l'interdiction de la pâtisserie (A. de 1946, p. 403). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 15 : *Son amendement* (p. 1296) ; *Le retire* (*ibid.*) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'exercice 1946 : *Ses explications de vote* (p. 1482) ; — du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse : Art. 2 : *Ses observations sur le renvoi à la commission* (p. 1814). — S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 191).

JOANNON (M. Henry), Député du département du Cantal.

Son élection est validée (A. de 1946, p. 236).
= Est nommé membre de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la répression (A. de 1946, p. 460).

Dépôts :

Le 7 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi attribuant au personnel qualifié et stable une part dans la gestion des entreprises qui n'ont pas le caractère familial ou artisanal, n° 601. — Le 7 mars 1946, une proposition de résolution tendant à l'obligation pour chaque canton d'avoir au moins une assistante sociale diplômée, n° 605. — Le 5 avril 1946, une proposition de résolution tendant à accorder une retraite à tout Français et à toute Française âgés de plus de 65 ans, s'il n'a pas ou si elle n'a pas quinze mille francs de revenus,

et sous réserve que certaines conditions soient remplies, n° 884. — Le 5 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la portion de voie ferrée Aurillac—Paris qui doit être submergée par suite de la construction du barrage de Bort, n° 887.

Interventions :

Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. André Marie tendant à la modification de l'article 33 de la loi du 5 avril 1884, sur l'organisation municipale : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 244); — de propositions de loi relatives à la Constitution et à la Déclaration des droits : Art. 14 : *Son amendement* (p. 810); Art. 33 ; *Son amendement* (p. 970); — du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 19 : *Son amendement* (p. 1310).

JOINVILLE (Général), Voy. **MALLERET (Alfred).**

JOUBERT (M. Auguste), Député du département du Doubs.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : *Discussion générale* (p. 2145, 2149); Art. 26 : *Son amendement* (p. 2200); *le retire* (ibid.); Art. 27 : *Son amendement* (p. 2201); *le retire* (ibid.); *Son second amendement* (ibid.); *le retire* (ibid.); Art. 32 : *Son amendement* (p. 2202); Art. 37 : *Son amendement* (p. 2204); *le retire* (ibid.).

JUGE (M. Pierre), Député du département de Tarn-et-Garonne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission de

la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 12 février 1946, une proposition de loi tendant à établir le statut des étrangers, n° 407. — Le 16 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter l'intégration dans le corps préfectoral des chefs de cabinet délégués appelés à assurer ces fonctions à la libération, n° 1053.

Interventions :

Pose au Ministre de la Justice une question sur les poursuites intentées aux patriotes ayant passé par les armes, en période insurrectionnelle, les ennemis du pays (A. de 1946, p. 367).

JUGLAS (M. Jean-Jacques), Député du département de la Seine (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils); COLONIES : *Discussion générale : Mise en valeur des territoires d'outre-mer* (A. de 1945, p. 549); — des conclusions de M. Lacroix sur les opérations électorales du département d'Oran (A. de 1946, p. 469); — de propositions de loi tendant au classement de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de l'île de la Réunion comme départements français : *Discussion générale* (p. 755); — d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer : *Discussion générale* (p. 913, 999); — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Territoires d'outre-mer : Art. 3 : *Amendement de M. Kaouza* (p. 1539); — d'une proposition de loi de M. Lamine-Gueye tendant à fixer le régime électoral et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer : Art. 19 : *Amendement de M. Bloch* (p. 2252).

JULIAN (M. Gaston), Député du département des Hautes-Alpes.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale : Traitements des ingénieurs du service vicinal* (A. de 1945, p. 505).

JULY (M. Pierre), Député du département d'Eure-et-Loir.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 139).

Dépôt :

Le 7 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de la création de l'allocation de logement, n° 377.

Interventions :

Demande à interpellier sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour hâter le rapatriement des prisonniers de guerre français encore internés en U.R.R.S. (A. de 1946, p. 547); — Prend part à la discussion de propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des Droits : Art. 18 : *Son amendement* (p. 866); *Le retire* (ibid.); Art. 23 : *Amendement de M. Coty* (p. 871 et suiv.); Art. 29 : *Son amendement* (p. 880). — Intervient au cours d'un incident (p. 950). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 974). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 12 : *Son amendement* (p. 1284). — S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 191).

JURGENSEN (M. Jean), Député du département de la Seine (4^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139); de la Commission des affaires étrangères (p. 145).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : INFORMATION : *Discussion générale : Journaux inventés, salaires dans la presse* (A. de 1945, p. 519). — Intervient au cours de la discussion d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 76 et suiv.)

JUVÉNAL (M. Max), Député du département des Bouches-du-Rhône.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138); de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie (A. de 1946, p. 2084). — Est nommé membre titulaire de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638).

Dépôts :

Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche (Armée, police et justice dans la zone d'occupation française d'Allemagne), n° 920. — Le 16 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur les articles 126 et 127 du projet de loi portant réforme de l'organisation des cours et tribunaux et du statut des magistrats, n° 1063.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la répression des faits de collaboration dans l'Union indochinoise : en qualité de Rapporteur : *donne lecture de son rapport* (A. de 1946, p. 2261). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

K

KALIS (M. Robert), Député du département de Meurthe-et-Moselle.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 538).

Dépôts :

Le 18 décembre 1945, une proposition de loi tendant à l'abrogation du décret du 9 septembre 1939 interdisant la création ou l'extension des établissements commerciaux, industriels ou artisanaux, n° 115. — Le 20 décembre 1945, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions du Code du travail qui règlent la situation des secrétaires et secrétaires-adjoints des Conseils de Prud'hommes, n° 144. — Le 15 janvier 1946, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 6 de l'acte dit loi du 2 avril 1941, modifiant l'article 310 du Code civil, sur la conversion de la séparation de corps en divorce, n° 282. — Le 12 février 1946, une proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 3 de l'article 193 du Code d'instruction criminelle concernant les mandats de dépôt ou d'arrêt décernés à l'audience en matière correctionnelle, n° 387. — Le 12 février 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de l'ordonnance du 30 octobre 1945 (art. 90 du Code civil) modifiant les dispositions du Code civil relatives à la présomption de décès et autorisant l'établissement de certains

actes de décès, n° 389. — Le 12 février 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à assurer la stabilité des locataires et occupants de bonne foi, n° 410. — Le 22 février 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Adrien Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux prisonniers de guerre, déportés politiques et travailleurs requis, l'assistance judiciaire dans le minimum de temps et sur simple affirmation de l'insuffisance de leurs ressources, n° 497. — Le 5 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Robert Kalis tendant à modifier le paragraphe 3 de l'article 193 du Code d'instruction criminelle concernant les mandats de dépôt ou d'arrêt décernés à l'audience en matière correctionnelle, n° 578. — Le 28 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires concernant le repeuplement et le gardiennage des rivières, la lutte contre le braconnage et la pollution, l'aménagement des barrages et la réglementation de la pêche professionnelle, n° 785. — Le 11 avril 1946, une proposition de loi tendant à nommer juges suppléants les attachés à la Chancellerie, issus de l'examen professionnel d'entrée dans la magistrature, session de novembre 1945, et nommés par arrêté ministériel du 6 décembre 1945 en vertu de l'ordonnance du 2 novembre 1945, n° 978.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 56 et suiv.); — de propositions de loi sur la Constitution et la déclaration des droits; Préambule : *Son amendement au deuxième alinéa* (p. 680); Art. 11 : *Son amendement* (p. 767); *le retire* (ibid.); Art. 21 : *Amendement de M. Vieljeux* (p. 870); Articles réservés : Art. 108 : *Son amendement* (p. 1973); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 12 : *Soutient l'amendement de M. Bouvier-O'Cottureau* (p. 1154); Art. 20 : *Son amendement au neuvième alinéa* (p. 1183); *le retire* (ibid.); *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 1217); — du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 12 : *Son amendement au texte modificatif* (p. 1282); Art. 15 : *Son amendement* (p. 1300); — du projet de loi ayant pour objet d'accélérer le recouvrement des confiscations de profits illicites : Art. 1 : *Ses explications de vote* (p. 1415); — du projet de loi portant dévolution des biens d'entreprises de presse : Art. 2 : *Amendement de M. Galy-Gasparrou* (p. 1823); — du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : Art. 15 : *Amendement de M. Sérot* (p. 2193); Art. 16 : *Son amendement* (p. 2194); *le retire* (p. 2195); Art. 17 : *Son amendement* (ibid.); Art. 31 : *Son amendement* (p. 2202); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1193). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 2283); JUSTICE : chap. 2 bis : *Ses observations* (p. 2304); — du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux : Art. 16 : *Son amendement* (p. 2400).

KAOUZA (M. Maurice), Député du territoire du Soudan-Niger (Collège des citoyens).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 114). — Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Territoires d'outre-mer : *Ses observations* (A. de 1946, p. 1536); Art. 2 : *Son amendement* (p. 1538); Art. 7 : *Son amendement* (p. 1544); *Le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi de M. Lamine-Guèye tendant à fixer le régime électoral et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer : Art. 6 : *Son amendement* (p. 2246). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 364).

KIR (M. le chanoine Félix), Député du département de la Côte-d'Or.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138); de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 139); de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Dépôt :

Le 19 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur le projet de loi instituant l'Ordre des géomètres-experts, n° 696.

Interventions :

Intervient au cours de la discussion du projet de loi portant création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement (A. de 1945, p. 399). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale : Suppression de facultés des sciences* (p. 630). — Est entendu au cours de la discussion d'interpellations sur la politique du ravitaillement (A. de 1946, p. 439). — Prend part à la discussion de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des droits : *Contre-projet de M. Marie* (p. 673). = S'excuse de son absence (A. de 1945, p. 202).

**KRIEGER - VALRIMONT (M. Maurice),
Député du département de Meurthe-et-
Moselle.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission du règlement (A. de 1945, p. 53); de la Commission de la défense nationale (p. 138). — Est proclamé premier Vice-Président de la Haute Cour de justice (p. 663).

Dépôt :

Le 7 novembre 1945, un rapport au nom de la Commission du règlement concernant l'Assemblée Nationale Constituante et son Bureau définitif, n° 2.

Interventions :

Son rapport au nom du 10^e Bureau, sur les opérations électorales du département du Tarn (A. de 1945, p. 38). — Prend part à la discussion : du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : en qualité de *Rapporteur* (p. 47); *Discussion générale* (p. 89); *Ses observations sur l'article 15* (p. 93); — du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946 : *Soldes; corps expéditionnaire d'Indochine* (p. 704); *Ses observations sur les militaires ayant refusé de partir en Indochine* (p. 708); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'exercice 1946 : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 1402); Chap. RD : *Ses observations* (p. 1438 et suiv.); Chap. 58 : *Son amendement réduisant le chapitre* (p. 1441); *le retire* (ibid.); *Ses explications de vote* (p. 1483); — de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des droits : Constitution de la République : *Contre-projet de M. Ramarony* (p. 1706); — d'un projet de loi portant amnistie : Art. 16 : *Amendement de M. Houche* (p. 1754); — d'une proposition de loi relative à la Haute Cour de justice : Art. 4 : *Ses observations* (p. 2027); Art. 29, 37 : *Ses observations* (p. 2028 et suiv.); — du projet et

de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : *Discussion générale* (p. 2140); Art. 22 : *Son amendement* (p. 2198).

KRIEGER (M. Alfred), Député du département de la Moselle.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139); de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (p. 203). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôt :

Le 22 décembre 1945, une proposition de loi relative à la nationalisation des trusts de l'électricité et au contrôle des entreprises électriques; n° 194.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES : *Discussion générale : Gérants des agences postales d'Alsace et de Lorraine* (A. de 1945, p. 656); — de l'interpellation de M. Morin sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (A. de 1946, p. 854); — du projet et de propositions de loi relatifs à la nationalisation de l'électricité et du gaz : *Discussion générale*, (p. 1069); Art. 2 : *Son amendement au troisième alinéa* (p. 119, 1120); *le retire* (ibid.); *Son second amendement* (ibid.); *le retire* (p. 1121); Art. 20 : *Son amendement* (p. 1182); Art. 26 : *Son amendement* (p. 1196); Art. 36 : *Défend l'amendement de M. de Raulin* (p. 1204); *le retire* (p. 1205); Art. 39 : *Son amendement* (p. 1206); *le retire* (p. 1207); Art. 47 : *Son amendement* (p. 1215); *le retire* (ibid.). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1945, p. 87; A. de 1946, p. 191).

L

LABOUREUR (M.). — Voy. RAULIN (De).

LABROSSE (M. Jean), Député du département du Var.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 139).

S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 807).

LACOSTE (M. Robert), Député du département de la Dordogne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (*ibid.*).

Dépôts :

Le 20 décembre 1945, une proposition de loi tendant à instituer un office national interprofessionnel des engrais et amendements, n° 157.
— Le 2 avril 1946, une proposition de loi tendant à fixer le mode de recouvrement des cotisations des syndicats de planteurs de tabac indigène, n° 836.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : ECONOMIE NATIONALE : En qualité de *rapporteur* (A. de 1945, p. 485) ; DISCUSSION GÉNÉRALE DU BUDGET : *Travaux et équipement industriel* (p. 558) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission des affaires économiques : *Donne lecture de son rapport* (A. de 1946, p. 1015).

LACROIX (M. Marius), Député du département de l'Aude.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138).

Dépôt :

Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant à réaliser la socialisation des assurances, n° 13.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'exercice 1946 : en qualité de *Rapporteur spécial*

pour la Marine: Donne lecture de son rapport (A. de 1945, p. 694); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'exercice 1946: en qualité de Rapporteur: donne lecture de son rapport (p. 1394); FRANCE D'OUTREMER: Donne lecture de son rapport (p. 1441); — du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances: Discussion générale (p. 2142); Art. 2: Son amendement (p. 2170); le retire (ibid.); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 2205).

LACROIX (M. Maurice), Député du département de la Seine (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre: de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139).

Dépôts :

Le 23 novembre 1945, une proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à prévoir pour les chefs de famille des avantages égaux à ceux qui sont accordés aux contribuables sans enfant, n° 19. — Le 19 février 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de résolution de M. Jean Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à majorer le taux des heures supplémentaires pour les cours complémentaires dans les facultés, n° 445. — Le 21 février 1946, un rapport au nom de la Commission d'enquête chargée d'examiner les opérations électorales du département d'Oran (collège des électeurs français musulmans non citoyens), n° 477. — Le 23 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur le projet de loi relatif à la prorogation des pouvoirs du Comité permanent du Conseil supérieur de l'Education nationale, n° 738. — Le 13 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'Education nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur le projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'Education natio-

nale et aux Conseils d'enseignement, n° 1023.

— Le 24 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Gouvernement provisoire de la République à ratifier les amendements à la constitution de l'organisation internationale du travail adoptés par la 27^e session de la Conférence internationale du travail, n° 1185.

Interventions :

Ses rapports au nom du 6^e Bureau sur les opérations électorales: du département de l'Oise (A. de 1945, p. 27); du département d'Oran (Collège des électeurs français musulmans non citoyens (p. 81). — Prend part à la discussion du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante: *Ses observations sur l'article 21* (p. 110). — Est entendu sur la déclaration ministérielle présentée par M. le général de Gaulle (p. 124). — Intervient au cours de la discussion de son rapport sur les opérations électorales du département d'Oran (Electeurs français musulmans non citoyens) (p. 140). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au vote du projet de budget pour l'Exercice 1946: *Son amendement à l'article 2* (p. 209); *Le retire* (ibid.). — Est entendu au cours de la discussion des conclusions du rapport de M. Curabet sur les opérations électorales dans le département du Cantal [Invalidation de M. Camille Laurens]: *Motion de M. Parent tendant à interdire la qualité de parlementaire aux porteurs de francisque* (p. 265). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils): EDUCATION NATIONALE: *Discussion générale: Réforme de l'enseignement supérieur* (p. 570); — du projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 décembre 1945 relative au vote du projet de budget pour l'Exercice 1946: *Son amendement à l'article unique* (A. de 1946, p. 219); *Ses explications de vote* (p. 221). — Est entendu, eu qualité de *Rapporteur*, lors de la discussion de ses conclusions sur les opérations électorales du département d'Oran (Collège des électeurs français musulmans non citoyens) (p. 465). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant amnistie applicable en Algérie: *Discussion générale* (p. 504); des propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des droits: Art. 14: *Amendement de*

M. Schumann; Ses explications de vote (p. 827); Art. 22 : *Amendement de M. Delom-Sorbé* (p. 870); Art. 23 : *Amendement de Mme Peyroles* (p. 877); Art. 24 : *Amendement de M. Delom-Sorbé* (p. 878); du Président de la République : Art. 102 : *Ses observations* (p. 1875); Articles réservés : Art. 90 : *Son amendement* (p. 1964). — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : *Discussion générale* (p. 1335); Art. 4 : *Amendement de M. Poimboeuf* (p. 1456); Art. 14 : *Ses observations* (p. 1499); Art. 16 : *Son amendement* (p. 1500); Art. 34 bis nouveau : *Ses observations* (p. 1533). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1928). — Prend part à la discussion de la proposition de loi de M. Lamine-Guèye tendant à fixer le régime électoral et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer : Art. 22 : *Son amendement* (p. 2264).

LAHOUSSE (M. Charles), Député du département de la Gironde.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 139).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : **LOI DE FINANCES** : *Amendement de Mme Braun à l'article 43* (A de 1945, p. 322).

LAÏHDARI (M. Smaïl), Député du département de Constantine et territoire de Tougourt (Collège des électeurs français musulmans non citoyens).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138); de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1946, p. 556).

Interventions :

Intervient au cours de la discussion sur la confirmation des pouvoirs au général de Gaulle : *Motion de M. Baumel tendant à la constitution d'un Gouvernement tripartite* (A. de 1945, p. 78).
— Prend part à la discussion : des conclusions de M. Lacroix sur les opérations électorales du département d'Oran (A. de 1946, p. 468); — du projet de loi portant amnistie applicable à l'Algérie : Art. 2 : *Amendement de M. Bendjelloul* (p. 537); Art. 3 : *Amendement de M. Bendjelloul* (p. 539); Art. 3 : *Amendement de M. Bendjelloul* (p. 540); Art. 5 : *Amendement de M. Bendjelloul* (p. 541); — d'interpellations sur la liberté de la presse (p. 729); = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1945, p. 233).

LAMARQUE-CANDO (M. Pierre-Charles), Député du département des Landes.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 18 décembre 1945, une proposition de loi portant statut du métayage, n° 131. — Le 5 février 1946 une proposition de loi tendant à l'institution d'Offices agricoles départementaux, n° 350. — Le 14 février 1946, une proposition de loi tendant à revenir à la structure donnée par la loi du 15 août 1936 à l'Office national interprofessionnel des céréales, n° 416. — Le 22 février 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. Le projet de loi portant modification de l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative au statut du fermage ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Félix Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à aménager la législation relative à la transformation du métayage en fermage ; 2° de M. Marcel Pouyet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 portant statut du fermage et conversion du métayage en fermage ; 3° de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à compléter, dans l'intérêt des paysans, les dispositions de l'ordonnance n° 45-2380 du 17 octobre 1945, relative au statut juri-

dique du fermage ; 4° de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 4 décembre 1944 sur la désignation des membres des commissions paritaires agricoles ; 5° de M. Olivier de Sesmaisons et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter les ordonnances du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du 4 décembre 1944 relative aux commissions paritaires compétentes pour statuer sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux à ferme ; 6° de M. Joseph Delachenal tendant à modifier l'article 47 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative au statut juridique du fermage, n° 494. — Le 22 mars 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. Le projet de loi portant modification de l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative au statut du fermage ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Félix Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à aménager la législation relative à la transformation du métayage en fermage ; 2° de M. Marcel Pouyet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 portant statut du fermage et conversion du métayage en fermage ; 3° de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à compléter, dans l'intérêt des paysans, les dispositions de l'ordonnance n° 45-2380 du 17 octobre 1945, relative au statut juridique du fermage ; 4° de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 4 décembre 1944 sur la désignation des membres des commissions paritaires agricoles ; 5° de M. Olivier de Sesmaisons et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter les ordonnances du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du 4 décembre 1944 relative aux commissions paritaires compétentes pour statuer sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux à ferme ; 6° de M. Joseph Delachenal tendant à modifier l'article 47 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative au statut juridique du fermage, n° 727.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : AGRICULTURE (A. de 1945, p. 468). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A. de 1946, p. 1193) ; — Prend part à la discussion du projet de loi

relatif au statut du fermage, en qualité de *Rapporteur de la Commission de l'agriculture* : *Donne lecture de son rapport* (p. 1245) ; Art. 1^{er} : *Ses observations* (p. 1267) ; Art. 2 : *Amendement de M. Castera* (p. 1268) ; *Amendement de M. Depreux* (p. 1269) ; Art. 4 : *Amendement de M. de Baudry d'Asson* (p. 1270) ; *Amendement de M. Vée* (p. 1271) ; Art. 9 : *Amendement de M. Depreux* (p. 1272) ; Art. 12 : *Amendement de M. Delcos* (p. 1278) ; Art. 13 : *Amendement de M. Mauroux* (p. 1291) ; *Amendement de M. Ruffe* (p. 1292) ; Art. 14 : *Amendement de M. Defos du Rau* (p. 1293) ; *Amendement de M. Ramarony* (p. 1295) ; Art. 15 : *Amendement de MM. de Raulin et Bocquet* (p. 1296) ; *Amendement de M. Garcia* (p. 1299) ; *Amendement de M. Gros* (ibid.) ; *le retire* (p. 1300) ; *Amendement de M. Delorme* (p. 1300) ; Art. 16 : *Amendement de M. Soustelle* (p. 1303) ; *Amendement de M. Depreux* (ibid.) ; Art. 17 : *Amendement de M. Mauroux* (p. 1305) ; *Amendement de M. Castera* (ibid.) ; *Amendement de M. Depreux* (p. 1306) ; *Amendement de M. de Raulin* (p. 1307) ; *Amendement de Terpend* (p. 1308) ; *Amendement de M. Mauroux* (ibid.) ; Art. 20 : *Amendement de M. Delcos* (p. 1311) ; *Amendement de M. Ruffe* (p. 1314).

LAMBLIN (Mlle Solange), Député du département de la Seine (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommée membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 20 décembre 1945, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 11 octobre 1945 en vue de faciliter le logement des familles et d'assurer un gîte aux locataires expulsés en vertu de l'ordonnance du 14 novembre 1944, n° 140. — Le 5 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de résolution de M. Armand de Baudry d'Asson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'indemnité de doctorat au personnel

scientifique des Archives de France au taux fixé par le décret du 18 août 1945, n° 893. — Le 5 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur le projet de loi relatif au titre des docteurs en droit chargés d'assister les professeurs et agrégés pour les conférences et travaux pratiques des étudiants des facultés de droit, n° 894.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale : Réforme de l'enseignement supérieur* (A. de 1945, p. 572). — Demande à interpellier sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à la situation tragique des locataires et de leurs familles expulsés sans abri (A. de 1946, p. 576). — Est entendue au cours du débat sur la fixation de la date de discussion d'interpellations (p. 669).

LAMINE-GUEYE (M.), Député du Sénégal-Mauritanie (Collège des citoyens).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 192). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138); de la Commission des territoires d'outre-mer (p. 139). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale Constituante* (A. de 1945, p. 52). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 7 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi portant application aux colonies des Antilles et de la Réunion des dispositions de l'ordonnance du 12 avril 1945 sur le divorce et la séparation de corps, n° 599. — Le 16 avril 1946, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer, n° 1067. — Le 16 avril 1946, une proposition de loi portant organisation du Conseil général de la Nouvelle Calédonie et dépendances, n° 1068. — Le

25 avril 1946, une proposition de loi tendant à proclamer citoyens tous les ressortissants des territoires d'outre-mer, n° 1198.

Interventions :

Prend part à la discussion : de propositions de loi tendant au classement comme départements français, de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, en qualité de *Président de la Commission : Ses observations sur le renvoi de la discussion* (A. de 1946, p. 666); *Discussion générale* (p. 758); Art. 1 : *Amendement de M. Parent* (p. 759); Art. 2 : *Ses observations* (ibid.); — d'interpellations concernant la situation de la France d'outre-mer (p. 939 et suiv.); des propositions de loi de MM. Bissol, Monnerville et Vergès tendant au classement de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française comme départements français; en qualité de *Président de la Commission : Intervient sur le renvoi* (A. de 1946, p. 556); — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés; en qualité de *Président de la Commission des territoires d'outre-mer : Ses observations* (p. 1536 et suiv.); Territoires d'outre-mer : Art. 1 : *Son amendement* (p. 1538); Art. 3 : *Son amendement* (ibid.); *Son second amendement* (p. 1539); Art. 4 : *Ses amendements* (ibid., p. 1541); Art. 5 : *Son amendement* (p. 1542); Art. 6 : *Son amendement* (ibid.); *le retire* (ibid.); Art. 7 : *Son amendement* (p. 1543); Art. 5 (suite) : *Son amendement* (p. 1544); — de propositions de loi sur la Constitution de la République française; Des organismes consultatifs : Art. 67 : *Son amendement* (p. 1857); *le retire* (ibid.); Collectivités locales : Art. 115 : *Son amendement* (p. 1923); Articles réservés : Art. 124 : *Son amendement* (p. 2019); Articles additionnels : *Son amendement* (p. 2021); — de sa proposition de loi tendant à fixer le régime électoral et la compétence des assemblées locales d'outre-mer, en qualité de *Président de la Commission* : Art. 6 : *Amendement de M. Kaouza : Ses observations* (p. 2248); Art. 19 : *Amendement de M. Bloch* (p. 2252); — des conclusions du rapport sur l'adhésion des territoires d'outre-mer à la Constitution : *Ses observations* (p. 2254); — de sa proposition de loi tendant à proclamer citoyens tous les ressortissants des territoires d'outre-mer, en qualité de

Rapporteur : Donne lecture de son rapport (p. 2274); d'une proposition de loi présentée par M. d'Astier de la Vigerie relative à l'élection des membres du Conseil de l'Union française : Art. 10 : *Son amendement* (p. 2276); *le retire* (p. 2277). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 1).

LAMPS (M. René), Député du département de la Somme.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138); de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (*ibid.*).

Dépôt :

Le 8 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur les propositions de résolution : 1° de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour développer l'éducation physique, les sports et les activités de « plein air »; 2° de Mme Madeleine Léo-Lagrange et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre une série de mesures concernant la formation physique, civique et morale de la jeunesse française, n° 619.

Interventions :

Son rapport au nom du 5^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Haute-Marne (A. de 1945, p. 24). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement à l'article 11* (p. 185); *le retire* (*ibid.*); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 49* (p. 323); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* : *Pénurie de bâtiments scolaires, revalorisation de la fonction enseignante* (p. 574); — du projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonc-

tionnaires : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 330); — du projet et des propositions de loi tendant à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : *Discussion générale* (p. 2123).

LANDRY (M. Adolphe), Député de la Corse.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 258). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139); de la Commission supérieure des allocations familiales (p. 234).

Dépôts :

Le 25 décembre 1945, une proposition de loi concernant l'aide à la famille, n° 206. — Le 31 décembre 1945, une proposition de loi relative aux sociétés anonymes, n° 253. — Le 31 décembre 1945, une proposition de loi relative aux monopoles artificiels, n° 254. — Le 12 février 1946, une proposition de loi tendant à instituer l'allocation de logement, n° 401. — Le 13 mars 1946, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Pierre Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à la révision des salaires moyens mensuels départementaux servant de base au calcul des allocations familiales, n° 657.

Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi présentée par M. d'Astier de la Vigerie relative à l'élection des membres du Conseil de l'Union française : Art. 5 : *Son amendement* (p. 2273). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1945, p. 373; A. de 1946, p. 931).

LANIEL (M. Joseph), Député du département du Calvados, Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945,

p. 138). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante* (A. de 1945, p. 52).

Interventions :

En qualité de *Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante* : Préside : la 1^{re} séance du 28 décembre 1945 (p. 437) ; la 3^e séance du 30 décembre 1945 (p. 600) ; la 2^e partie de la 2^e séance du 31 décembre 1945 (p. 686) ; la séance du 26 février 1946 (A. de 1946, p. 459) ; la 1^{re} séance du 7 mars (p. 591) ; la séance du 23 mars (p. 1027) ; la 2^e séance du 28 mars (p. 1171) ; la 1^{re} séance du 3 avril (p. 1391) ; la 2^e partie de la seconde séance du 5 avril (p. 1526) ; la 1^{re} séance du 9 avril (p. 1603) ; la seconde partie de la 2^e séance du 19 avril (p. 2070). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit (A. de 1945, p. 156 et suiv.) ; *Son contre-projet* (p. 161) ; *Son amendement au premier alinéa de l'article 5* (p. 169) ; *Le retire* (ibid) ; *Son amendement au 9^e alinéa de l'article 9* (p. 176) ; *Son amendement au 3^e alinéa de l'article 12* (p. 177) ; *Son amendement à l'art. 13* (p. 179) ; *Le retire* (ibid) ; *Son amendement à l'article 19* (p. 182) ; *Son amendement au 5^e alinéa de l'article 11* (p. 185) ; *Le retire* (ibid) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : *Loi de Finances* : *Son amendement tendant à la suppression de l'article 14* (p. 307) ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, en qualité de *Rapporteur* (p. 531) ; — du projet de loi portant création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement : *Discussion générale* (p. 389) ; — du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 271) ; — de propositions de résolution tendant à la réparation intégrale des dommages de guerre, en qualité de *Rapporteur* pour avis de la Commission des finances : *donne lecture de son rapport* (p. 1059) ; — du projet de loi et de propositions de loi relatifs à la nationalisation de l'électricité et du gaz ; *Discussion générale* (p. 1063) ; *Son contre-projet* (p. 1118) ; — du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : *Sa motion d'ajournement au débat* (p. 2118) ; Art. 19 : *Son amendement*

(p. 2197) ; *Le retire* (ibid) ; Art. 20 : *Son amendement* (ibid). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 1236).

LAPIE (M. Pierre-Olivier), Député du département de Meurthe-et-Moselle.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission du règlement (A. de 1945, p. 53) ; de la Commission des affaires étrangères (p. 145).

Dépôts :

Le 26 décembre 1945, un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi relatif à la création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement, n^o 216 bis. — Le 28 février 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n^o 45-2469 du 20 octobre 1945 sur la limitation des débits de boissons, n^o 524.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement : en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires étrangères* (A. de 1945, p. 378 et suiv.) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) ; *FINANCES* : *Petits rentiers* (p. 651). — Demande à interpellier sur la politique économique à l'égard de l'Allemagne et les réparations (A. de 1946, p. 3) ; développe cette interpellation (p. 54 et suiv.) — Prend part à la discussion : d'une interpellation de M. Morice sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (p. 762, p. 857) ; — de propositions de loi sur la limitation des débits de boissons (p. 846) ; — d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer (p. 931, 940). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1635). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances ; en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission des affaires étrangères : Art. 3 : *Donne lecture de son rapport*

(p. 2170); *Son amendement et ses observations* (p. 2173). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

LAREPPE (M. Pierre), Député du département des Ardennes.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 139).

Dépôt :

Le 4 avril 1946, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée Nationale Constituante, n° 876.

Intervention :

Son rapport supplémentaire, au nom du 4^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Gironde (A. de 1945, p. 135). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 42* (p. 318); *Le retire* (p. 319); *Son amendement à l'article 58* (p. 337); *Le retire* (ibid.); RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale : Situation dans les Ardennes* (p. 538).

LARRIBÈRE (M. Camille), Député du département d'Oran et territoire d'Aïn-Sefra (Collège des électeurs français citoyens musulmans et non-musulmans).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138); de la Commission des territoires d'outre-mer (p. 139). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 20 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

établir l'égalité des soldes, des allocations, retraites et pensions pour tous les Algériens, sans distinction de race, n° 156. — Le 14 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la nationalisation de la Banque d'Algérie, avant le 31 mars 1946, n° 670.

Interventions :

Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur les opérations électorales du département : du Lot (A. de 1945, p. 22); *du Maroc* (p. 48). — Prend part à la discussion du projet de loi autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'Exercice 1946 (p. 720). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie applicable en Algérie : *Son amendement à l'article 1^{er}*. (A. de 1946, p. 536); *Le retire* (p. 537); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'Exercice 1946 : France d'outre-mer : chap. 88 : *Son amendement réduisant le crédit* (p. 1442); — de la proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Dispositions spéciales à l'Algérie : Art. 19 : *Son amendement au deuxième alinéa* (p. 1526); *Le retire* (ibid.); Art. 26 : *Son amendement au cinquième alinéa* (p. 1528); Territoires d'outre-mer : Art. 4 : *Son amendement au neuvième alinéa* (p. 1541); Métropole : Art. 26 : *Son amendement au cinquième alinéa* (p. 1548); *Le retire* (p. 1549).

LAURE (Mme Irène), Député du département des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommée membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (p. 234).

Dépôt :

Le 13 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire intensifier la production des articles de layette, n° 659.

LAURENS (M. Camille), Député du département du Cantal.

Son élection est annulée (A. de 1945, p. 267).
 = Est nommé membre de la Commission de la justice et de la législation générale (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Est entendu au cours de la discussion du rapport du 2^e Bureau concernant son élection dans le département du Cantal (A. de 1945, p. 260 et suiv.). — Son élection est annulée (p. 267).

LAURENT (M. Augustin), Député du département du Nord (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139); de la Commission des affaires étrangères (p. 145).

Dépôts :

Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant à réaliser la socialisation des mines de charbon, n^o 14. — Le 13 décembre 1945, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Albert Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir en matière de paiement des heures supplémentaires la réglementation de 1936, n^o 97. — Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder sans délai à la modification de l'article 14 du décret-loi du 29 juillet 1939 relatif au classement des communes en catégories urbaine ou rurale en vue de l'application du Code de la famille, n^o 185. — Le 12 février 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi relatif à la rémunération des heures supplémentaires de travail, n^o 413. — Le 16 avril 1946, une proposition de loi tendant à limiter les conséquences sociales des expulsions de locaux d'habitation, n^o 1054.

Interventions :

Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur les opérations électorales du département du Var (A. de 1945, p. 39). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la rémunération des heures supplémentaires de travail : en qualité de *Rapporteur* : Donne lecture de son rapport (A. de 1946, p. 400); — du projet de loi modifiant l'ordonnance du 2 novembre 1945 rétablissant les élections aux chambres de métiers : *Discussion générale* (p. 570); — du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission du travail* : Art. 15 : Donne lecture de son rapport (p. 2190).

LAURENT (M. Raoul), Député du département de la Haute-Marne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138).

Dépôt :

Le 14 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de loi de M. Christian Pineau et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le paragraphe 9 de l'article 90 de la loi du 5 avril 1884 relatif aux pouvoirs des maires en matière de destruction des animaux nuisibles, n^o 676.

Interventions :

Son rapport, au nom du 9^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine, 6^e circonscription (A. de 1945, p. 35). — Donne lecture du rapport de M. Cordonnier sur la proposition de loi de M. Jacques Baumel tendant à maintenir, pour 1946, les inéligibilités prévues pour 1945 et à suspendre les élections municipales complémentaires jusqu'aux

élections municipales générales (A. de 1946, p. 125).

LAURENT (M. Raymond). — Voy. RAYMOND-LAURENT.

LAURENTI (M. Jean), Député du département des Alpes-Maritimes.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 28 février 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation de l'article 23, relatif aux allocations familiales agricoles, de l'acte dit loi du 28 juin 1941 portant fixation du budget de l'exercice 1941, n° 536. — Le 11 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation de l'article 23, relatif aux allocations familiales agricoles, de l'acte dit loi du 28 juin 1941 portant fixation du budget de l'exercice 1941, n° 985. — Le 19 avril 1946, un deuxième rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation de l'article 23, relatif aux allocations familiales agricoles, de l'acte dit loi du 28 juin 1941 portant fixation du budget de l'exercice 1941, n° 1127. — Le 24 avril 1946, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi portant généralisation de la sécurité sociale, n° 1192.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 79* (A. de 1945, p. 342) ; *le retire* (ibid.) ; AGRICULTURE (p. 467).

LAUWE (CHOMBART de), Député du département de la Loire-Inférieure. Voy. FÉLIX (Colonel).

LAVERGNE (M. Clément), Député du département du Cantal.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 51).
= Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement tendant à compléter l'article 24* (A. de 1945, p. 310) ; *le retire* (p. 311) ; *Son amendement tendant à insérer un article additionnel* (p. 367) ; *le retire* (ibid.)

LE BERRE (M. Denis), Député du département du Morbihan.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138).

LECACHEUX (M. Joseph), Député du département de la Manche.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission du règlement (A. de 1945, p. 53) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 139) ; de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460). — Est nommé membre de la Haute Cour de justice (A. de 1946, p. 1327).

Dépôts :

Le 18 décembre 1945, une proposition de loi tendant au retour à la loi du 17 avril 1919 consacrant aux sinistrés le droit à réparation intégrale des dommages de guerre, n° 126. — Le 20 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser les réformes de structure prévues dans

la Charte du Conseil National de la Résistance, n° 161. — Le 12 février 1946, une proposition de loi tendant à étendre aux cercles privés les lois et règlements d'ordre administratif et fiscal qui frappent les casinos et autres établissements de jeux dits ouverts, n° 406. — Le 22 février 1946, une proposition de loi tendant à modifier le régime fiscal de la banque ouverte dite « banque à tout va », n° 498. — Le 19 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier sans délai les modalités de répartition des matériaux destinés à la reconstruction, n° 1110. — Le 19 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à payer sans retard les factures et mémoires des artisans et petits entrepreneurs travaillant au compte de la reconstruction, n° 1111. — Le 19 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder immédiatement au désobusage des régions, anciens théâtres d'opérations de guerre, n° 1112.

Interventions :

Prend part à la discussion du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Son amendement au paragraphe 8 de l'article 14* (A. de 1945, p. 97). — Demande à interpellier sur la politique du Ministre du ravitaillement et notamment sur son intention éventuelle de suivre la même politique et les mêmes méthodes que ses prédécesseurs (A. de 1946, p. 195) ; développe son interpellation (p. 405 et suiv.) ; répond à M. Pineau qui l'a mis en cause (p. 451). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 191, 487).

LECLERC (M. Charles), Député du département de la Haute-Vienne.

Son élection est validée (A. de 1946, p. 1005).

LECŒUR (M. Auguste), Député du département du Pas-de-Calais (2^e circonscription). Sous-Secrétaire d'État à la Production industrielle (charbon).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139) ; de la Commission du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuel (p. 374).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son article additionnel* (A. de 1945, p. 359) ; *le retire* (p. 360). — Est nommé *Sous-secrétaire d'État à la production industrielle (charbon)* (J. O. du 27 janvier 1946) (p. 754).

LECOURT (M. Robert), Député du département de la Seine (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission du Règlement (A. de 1945, p. 53) ; de la Commission de la justice et de législation générale (p. 138).

Dépôts :

Le 13 décembre 1945, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 juin 1926 réglant les rapports entre les locataires et bailleurs de locaux à usage commercial ou industriel et à protéger d'une façon complète la propriété commerciale, n° 91. — Le 13 décembre 1945, une proposition de loi tendant à permettre la réquisition de locaux vacants utilisés à des fins publiques, n° 93. — Le 17 janvier 1946, une proposition de loi ayant pour objet de permettre aux femmes d'accéder à la magistrature, n° 298. — Le 17 janvier 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 et à rouvrir certaines opérations de faillite ou de liquidation judiciaire, n° 299. — Le 7 février 1946, une proposition de loi tendant à surseoir à l'expulsion des locataires de nationalité française prononcée au profit de sujets étrangers, n° 373. — Le 14 février 1946, une

proposition de loi tendant à supprimer les « bons de circulation », n° 421. — Le 14 février 1946, une proposition de loi tendant à admettre les valeurs étrangères comme moyen de paiement de l'impôt de solidarité, n° 423. — Le 21 février 1946, une proposition de loi tendant à l'application de la procédure de flagrant délit aux auteurs de chèques sans provision, n° 487. — Le 7 mars 1946, une proposition de loi tendant à : 1° instituer une prorogation légale au profit des locataires de bonne foi ; 2° permettre à certaines personnes l'exercice du droit de reprise ; 3° protéger les locataires contre les spéculations des ventes d'immeubles par appartements, n° 603.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie applicable en Algérie : *Son amendement à l'article 5* (A. de 1946, p. 541) ; — de propositions de loi sur la Constitution et la déclaration des droits : Art. 33 : *Amendement de M. Grimaud* (p. 970) ; articles réservés : Art. 120 bis : *Son amendement* (p. 2005). — du projet de loi portant prorogation de l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel : Art. unique : *Son amendement* (p. 1175) ; *Le retire* (p. 1185). — du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 2 : *Soutient l'amendement de M. Depreux* (p. 1269) ; Art. 9 : *Soutient l'amendement de M. Depreux* (p. 1271) ; Art. 12 : *Amendement de M. Depreux* (p. 1282) ; *Amendement de M. Moussu* (p. 1285) ; Art. 16 : *Amendement de M. Depreux* (p. 1303) ; Art. 17 : *Amendement de M. Depreux* (p. 1306) ; — d'un projet de loi sur la propriété commerciale : Art. 2 : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Dutilleul* (p. 1577) ; *Son amendement* (p. 1579) ; *Amendement de M. Mercier (Oise), ses explications de vote* (p. 1580) ; *Son sous-amendement* (p. 1581). — Est entendu sur une demande de modification de l'ordre du jour (p. 2387).

LE COUTALLER (M. Jean), Député du département du Morbihan.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre de la Commission de la reconstitution et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139).

Interventions :

Son rapport au nom du 10^e Bureau sur les opérations électorales du département de Tarn-et-Garonne (A. de 1945, p. 38). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Inactivité des services* (p. 535) ; — d'interpellations sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (A. de 1946, p. 599) ; — de propositions de résolution sur la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* (p. 1062) ; — d'un projet de loi sur le vote par correspondance ; Art. 2 : *Son amendement* (p. 1554).

LÉCRIVAIN (M. Albert), dit LÉCRIVAIN-SERVOZ, Député du département du Rhône (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la défense nationale (*ibid.*). — Est nommé membre suppléant de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice (A. de 1946, p. 208).

Dépôts :

Le 30 mars 1946, une proposition de loi tendant à rétablir dans leurs droits les cadres navigants de l'air victimes des dispositions du gouvernement de fait de Vichy, n° 821. — Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche (Voies de communication et P. T. T. dans la zone d'occupation française d'Allemagne), n° 921. — Le 18 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Jean-Marie Bouvier-O' Cottureau tendant à inviter le Gouvernement à prévoir, dans la réorganisation de l'armée, une organisation spéciale regroupant les anciens agents et parachutistes de missions, n° 1090. — Le 18 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur : 1° la proposition de loi de M. Marcel Ribère et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer la Légion d'honneur ou la médaille

militaire aux officiers, sous-officiers et soldats titulaires, au cours de la guerre 1939-1945, de 3 citations dont une à l'ordre de l'armée ou de 4 citations, quel qu'en soit l'ordre; 2° la proposition de résolution de M. Louis Audibert tendant à inviter le Gouvernement à abroger les délais d'attribution des distinctions honorifiques au titre de la résistance, n° 1104.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'Exercice 1946 : *Ses explications de vote* (p. 1482). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207, 520).

LEDRU (M. Henri), Député du département de la Sarthe.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138).

LEENHARDT (M. Francis), Député du département des Bouches-du-Rhône (1^{re} Circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). = Est nommé membre : de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138); de la Commission du Règlement et des pétitions (A. de 1946, p. 256).

Dépôt :

Le 5 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française; 2° de M. Joseph Delachenal tendant à établir la Constitution de la République française; 3° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la nouvelle Constitution de la République française; 4° de M. Mohamed Bendjelloul et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de l'Algérie afin que celle-ci soit inscrite dans la Constitution de la République

française; 5° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de justice »; 6° de M. Jean-Pierre Giraudoux tendant à établir la Constitution de l'Union française; 7° de M. Guy Mollet, président de la Commission de la Constitution, au nom de la Commission, tendant à établir la Constitution de la République française (Revision de la Constitution), n° 885 (6^e annexe).

Interventions :

Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. Cristofol tendant à la suppression de la tutelle administrative de la ville de Marseille : *Soutient son contre-projet* (A. de 1946, p. 259); — d'un projet de loi sur la propriété commerciale : Art. 1^{er} : *Son amendement au premier alinéa* (p. 1575); Art. 2 : *Son amendement* (p. 1581); — des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* (p. 1670); Conseil des Ministres : Art. 77 : *Son amendement* (p. 1868); *Le retire* (ibid.); Art. 82 : *Ses observations* (p. 1869); Des collectivités locales : Art. 113 et 114 : *Son amendement* (p. 1918 et suiv.); Articles réservés : Art. 113 : *Ses observations* (p. 2004); Art. 120 bis : *Amendement de M. Mutter* (p. 2016); Art. 119 : *Son amendement* (p. 2052); *Le retire* (ibid.); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : Dispositions spéciales : Art. 48 : *Ses observations sur le bureau tripartite de la pomme de terre* (p. 2375).

LEFAUCHEUX (Mme Marie-Hélène), Député du département de l'Aisne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). = Est nommée membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138); de la Commission des territoires d'outre-mer (p. 139). — Est nommée juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur les opérations électorales du département des Deux-Sèvres (A. de 1945, p. 37). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la

situation de la France d'outre-mer : *Ordre du jour* (A. de 1946, p. 1056). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 191).

LEFEBVRE (Mme Francine), Député du département de la Seine (3^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommée membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139); de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 334); de la Commission du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels (p. 374).

Dépôts :

Le 29 novembre 1945, une proposition de loi relative au rétablissement des délégués du personnel dans les entreprises et au statut de leurs fonctions, n° 37. — Le 1^{er} mars 1946, une proposition de loi tendant à assimiler à un temps de travail effectif pour le calcul du congé annuel, les périodes pendant lesquelles le travail est suspendu pour cause d'accident du travail ou de maladie professionnelle, n° 566. — Le 12 mars 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : 1° le projet de loi fixant le statut des délégués du personnel dans les entreprises ; 2° la proposition de loi de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues relative au rétablissement des délégués du personnel dans les entreprises et au statut de leurs fonctions, n° 633. — Le 12 mars 1946, une proposition de loi tendant à étendre aux veuves de guerre le bénéfice de la procédure de logement d'office, n° 645. — Le 11 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre en considération la situation des concierges dans le remaniement nécessaire et la codification de la législation sur les loyers, n° 980. — Le 16 avril 1946, une proposition de loi tendant à faciliter le reclassement des fonctionnaires mobilisés, prisonniers de guerre, déportés et internés politiques, n° 1060. — Le 16 avril 1946, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des dispositions de la loi du 9 décembre 1927 aux fonctionnaires mobilisés, prisonniers, déportés ou internés politiques de la guerre 1939-1945, n° 1061.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 22 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 1187); — d'un projet de loi relatif au statut des délégués du personnel dans les entreprises : en qualité de *Rapporteur*; donne lecture de son rapport (p. 1604).

LE GARREC (M. Louis), Député du territoire de Madagascar (1^{re} circonscription), Collège des citoyens.

Son élection est validée (A. de 1946, p. 192).
= Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139).

Interventions :

Prend part à la discussion d'interpellations sur la France d'outre-mer (A. de 1946, p. 1055). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 328, 2260).

LEGENDRE (M. Jean), Député du département de l'Oise.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (*ibid.*).

Dépôts :

Le 20 décembre 1945, une proposition de loi tendant au rétablissement de la législation d'avant guerre en matière de calcul de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, n° 143. — Le 15 janvier 1946, une proposition de loi tendant à établir le statut des prisonniers de guerre, n° 283. — Le 12 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre immédiatement l'application des titres I, II et III de l'ordonnance n° 45-1820 du 15 août 1945 instituant un impôt de solidarité nationale et à présenter à l'Assemblée Nationale Constituante un nouveau texte plus clair et plus efficace, n° 388.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement à l'article 8* (A. de 1945, p. 172); — du projet de loi relatif à certaines conséquences de la modification des taux de change dans la zone franc : *Discussion générale* (p. 402 et suiv.). — Est entendu au cours de la discussion d'interpellations sur la politique de ravitaillement (A. de 1946, p. 433). — Demande à interpellier sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer à tous les partis politiques légalement organisés l'exercice des libertés démocratiques et plus particulièrement la liberté de réunion et la liberté de parole (p. 452). — Est entendu lors du débat sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (p. 464). — S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 487).

LEGRY (M. Hector), Député du département du Nord (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (*ibid.*).

Dépôt :

Le 22 février 1946, une proposition de loi tendant à porter à 300.000 francs le maximum prévu par la loi du 12 juillet 1909 sur le bien de famille insaisissable, n° 501.

LEJEUNE (M. Max), Député du département de la Somme.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138). — Est élu *Secrétaire* de l'Assemblée Nationale Constituante (p. 52).

Dépôts :

Le 27 décembre 1945, une proposition de loi tendant à attribuer aux prisonniers de guerre

évadés ou rapatriés un costume, un pardessus, un trousseau et des chaussures, n° 223. — Le 27 décembre 1945, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 26 mai 1945, instituant l'assistance médicale temporaire pour les prisonniers de guerre, n° 224. — Le 28 décembre 1945, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de l'assistance judiciaire aux rapatriés, n° 236. — Le 7 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer le remboursement des marks recueillis en Allemagne parmi les prisonniers et les déportés avec affectation à une œuvre de bienfaisance, d'assistance ou d'entraide, n° 614. — Le 7 mars 1946, une proposition de loi tendant à modifier la procédure de divorce concernant les rapatriés, n° 615. — Le 13 mars 1946, une proposition de loi tendant à la prorogation du délai de neuf mois après leur retour pendant lequel les rapatriés ont droit à l'assistance médicale gratuite, n° 660. — Le 13 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réserver à certaines catégories de prisonniers déportés et anciens combattants le sixième de la production textile devenue libre par suite de l'annulation de certaines commandes de l'intendance militaire, n° 661. — Le 11 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux prisonniers de guerre 1939-1945 le titre d'anciens combattants, n° 994.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS; *Discussion générale : Pécule des prisonniers, secours accordés* (p. 619 et suiv.); — du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre 1946; en qualité de *Rapporteur spécial : Donne lecture de son rapport* (p. 693); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'exercice 1946; en qualité de *Rapporteur : Donne lecture de son rapport* (A. de 1946, p. 1932 et suiv.); *Demande le renvoi de la discussion* (p. 1419); Chap. 15 : *Soldes de l'armée* (p. 1434); Chap. 16 : *Amendement de M. Roucaute* (p. 1435). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 764).

LEMARCHAND (M. Georges), Député du département du Calvados.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139).

S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 151).

LEMPEREUR (Mme Rachel), Député du département du Nord (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommée membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (*ibid.*). — Est nommée juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôt :

Le 5 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de résolution de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à organiser les cantines scolaires dans les écoles publiques, n° 895.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : TRAVAIL : *Discussion générale : Assurances sociales* (A. de 1945, p. 499); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale : Retraités de l'enseignement, recrutement des instituteurs* (p. 574); *Réintégration des institutrices, titularisation des maîtres* (p. 645); POPULATION : *Allaitement naturel* (p. 602).

LÉO LAGRANGE (Mme Madeleine), Député du département du Nord (3^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommée membre : de la Commission de

l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 139); du Conseil provisoire de la jeunesse (p. 256). — Est nommée juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôt :

Le 20 décembre 1945 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre une série de mesures concernant la formation physique, civique et morale de la jeunesse française, n° 137.

Interventions :

Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur les opérations électorales du département de l'Allier (A. de 1945, p. 8). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale : Tourisme populaire* (p. 505); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale : Education physique, sports et loisirs* (p. 569); — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 3 : *Son amendement sur la date de la campagne électorale* (A. de 1946, p. 1366).

LÉONETTI (M. Jean), Député du Maroc.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 51).
= Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères (A. de 1945, p. 145).

Dépôt :

Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche (Armée, personnel administratif, dénazification, réparations et restitutions dans la zone d'occupation française d'Autriche), n° 929.

Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection de la Chambre des Députés : Tunisie et Maroc :

Art. 1^{er} : *Son amendement* (A. de 1946, p. 1546); — de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des droits : Union française : *Sa motion avec M. Parent* (p. 1722). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

LEPERVENCHE (M. Léon de), Député de la Réunion (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 192). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 21 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires pour étendre les décrets des 29 décembre 1810, 12 janvier 1811, et toute la législation instituant et réglementant l'achat, la fabrication et la vente des tabacs à l'Ile de la Réunion, n° 478. — Le 5 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires en vue d'étendre et de faire appliquer les dispositions de l'ordonnance du 22 février 1945 instituant les comités d'entreprise aux colonies de la Réunion, la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane française, n° 567.

Interventions :

Prend part à la discussion : des propositions de loi tendant au classement comme départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 665); — d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer (p. 1051).

LE SCIELLOUR (M. Joseph), Député du département de Maine-et-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139).

Interventions :

Son rapport, au nom du 8^e bureau, sur les opérations électorales du département de Saône-et-Loire, (A. de 1945, p. 32).

LESCORAT (M. André), Député du département de Lot-et-Garonne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45) — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : en qualité de *rapporteur* (A. de 1945, p. 502); *Sa proposition tendant à une réduction symbolique des crédits de ce ministère* (p. 515).

LESPIÈS (M. Henri), Député du département de Seine-et-Marne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138); de la Commission de l'équipement national et de la production (*ibid.*)

Dépôts :

Le 11 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à intensifier immédiatement la production nationale d'engrais, ainsi qu'à accélérer le transport et la répartition d'engrais, n° 61. — Le 31 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux habitants des grandes villes et des villes sinistrées des attributions normales de charbon pour les foyers domestiques, n° 348. — Le 14 février 1946, une proposition de loi tendant à accorder aux fonctionnaires et agents de l'Etat des départements de Seine-et-Oise et Seine-et-Marne l'indemnité de résidence servie aux fonctionnaires et agents de l'Etat de Paris et du département

de la Seine, n° 422. — Le 12 mars 1946, une proposition de loi tendant à accorder aux petits rentiers viagers de l'Etat une allocation complémentaire de la rente et à relever le plafond des rentes viagères, n° 642. — Le 12 mars 1946, une proposition de loi tendant à exonérer de l'imposition sur les postes de T. S. F. les petits rentiers et les vieux travailleurs, n° 647. — Le 24 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) sur le projet de loi sur les programmes de production, n° 1186.

Interventions :

Son rapport, au nom du 6^e bureau, sur les opérations électorales du département du Nord, 5^e circonscription (A. de 1945, p. 27). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : ECONOMIE NATIONALE : Direction générale du contrôle économique (p. 487). — Est entendu au cours de la discussion : d'interpellations sur la politique de ravitaillement (A. de 1946, p. 435) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz ; Art. 2 : *Son amendement* (p. 1119) ; *Son second amendement* (p. 1122) ; *Son troisième amendement* (p. 1123) ; Art. 8 : *Son amendement au premier alinéa* (p. 1128) ; *Son second amendement* (p. 1130) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement aux cinquième et sixième alinéas* (p. 1130) ; *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 1133) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 10 : *Son amendement au troisième alinéa* (p. 1150) ; Art. 19 : *Soutient l'amendement de M. Viatte* (p. 1180) ; Art. 20 : *Son amendement au troisième alinéa* (p. 1181) ; Art. 22 : *Son amendement* (p. 1187) ; *Son second amendement* (p. 1188) ; Art. 24 : *Amendement de M. Abelin* (p. 1195) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 26 : *Son amendement* (p. 1196) ; Art. 28 : *Son amendement au premier alinéa* (p. 1198) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement au quatrième alinéa* (ibid.) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement aux cinquième et sixième alinéas* (ibid.) ; Art. 29 : *Son amendement au deuxième alinéa* (p. 1199) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 30 : *Son amendement* (p. 1200) ; Art. 32 : *Son amendement* (ibid.) ; *le retire* (p. 1201) ; Art. 36 : *Son amendement au premier alinéa* (p. 1204) ; *Son amendement au deuxième alinéa* (ibid.) ; *le retire* ;

(ibid.) ; *Son amendement au quatrième alinéa* (ibid.) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 37 : *Son amendement au premier alinéa* (p. 1205) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 39 : *Son amendement* (p. 1206) ; *Son amendement aux troisième et quatrième alinéas* (ibid.) ; Art. 44 : *Son amendement au premier alinéa* (p. 1212) ; *Son amendement à l'article 2 adjoint à l'article 44* (p. 1213) ; Art. 46 : *Son amendement* (p. 1215) ; — des conclusions du rapport sur la composition et la compétence du Conseil économique : Art. 5 : *Son amendement* (p. 2216) ; — du projet de loi sur les programmes de production : en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* (p. 2359) ; — du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux : Art. 2 : *Son amendement* (p. 2390) ; Art. 4 : *Son amendement* (p. 2393) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 7 : *Son amendement* (p. 2394) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 16 : *Son amendement* (p. 2399) ; Art. 17 : *Son amendement* (p. 2401) ; Art. 21 : *Son amendement* (p. 2403) ; Art. 22 : *Son amendement* (p. 2404).

LETOURNEAU (M. Jean), Député du département de la Sarthe, Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones (J. O. du 27 janvier 1946 ; p. 754). — Est nommé membre : de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission des affaires étrangères (p. 145). — S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 47, 143). — Obtient un congé (A. de 1946, p. 47).

Dépôts :

En qualité de Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones :

Le 3 avril 1946, un projet de loi portant approbation de la convention conclue le 5 novembre 1945 avec la S. N. C. F. pour l'exécution du service des colis postaux, n° 850. — Le 8 avril 1946, un projet de loi modifiant l'article 18 de la loi du 15 juillet 1911 relatif à l'envoi par la poste, contre remboursement, d'objets de correspondance, n° 939. — Le

19 avril 1946, un projet de loi accordant au Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, un contingent exceptionnel de Croix de la Légion d'Honneur destiné à récompenser les mérites particuliers acquis dans la reconstruction et la remise en marche des services de cette Administration, n° 1130.

LE TROQUER (M. André), Député du département de la Seine (3^e circonscription), Ministre de l'Intérieur.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé Ministre de l'Intérieur (J. O. du 27 janvier 1946 ; p. 754). — Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

En qualité de Ministre de l'Intérieur :

Le 26 février 1946, un projet de loi prévoyant la mise aux frais de l'Etat des obsèques de M. Adrien Tixier, n° 506. — Le 21 mars 1946, un projet de loi portant relèvement du montant des pensions allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires, n° 706. — Le 27 mars 1946, un projet de loi portant extension à l'Algérie de l'ordonnance du 15 juin 1945 (suppression de la censure préalable), n° 782. — Le 30 mars 1946, un projet de loi relatif au vote par procuration des inscrits maritimes, n° 824. — Le 30 mars 1946, un projet de loi relatif à l'inscription sur les listes électorales des marinières, artisans ou salariés et des membres de leur famille habitant à bord, n° 825. — Le 30 mars 1946, un projet de loi instituant une procédure spéciale de vote en faveur de certaines catégories d'électeurs empêchés de voter dans les conditions normales, n° 826. — Le 10 avril 1946, un projet de loi portant organisation du referendum prévu par l'article 3 de la loi constitutionnelle du 21 octobre 1945, n° 962. — Le 18 avril 1946, un projet de loi abrogeant l'ordonnance du 11 mai 1943 ayant pour objet d'instituer dans l'industrie algérienne la semaine de 48 heures et le repos hebdomadaire par roulement, n° 1075. — Le 18 avril 1946, un projet de loi relatif à l'exploitation des substances utiles aux recherches et

réalisations concernant l'énergie atomique, n° 1106. — Le 20 avril 1946, un projet de loi portant modification de la loi n° 46-679 du 13 avril 1946 relative à l'élection des députés de la France métropolitaine, des départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion, de la Guyane et de l'Algérie, n° 1147. — Le 23 avril 1946, un projet de loi rendant obligatoire le branchement à l'égout dans la ville de Toulouse, n° 1165. — Le 26 avril 1946, un projet de loi fixant la date de la commémoration de la Victoire, n° 1236.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au vote du projet de Budget pour l'Exercice 1946 : *Amendement de M. Duclos au 3^e alinéa de l'article premier, ses explications de vote* (A. de 1945, p. 207). — En qualité de ministre de l'Intérieur : demande le renvoi de la date de discussion d'une proposition de loi tendant à la suppression de la tutelle administrative de la ville de Marseille (A. de 1946, p. 192) — Est entendu au cours du débat sur la fixation de la date de discussion d'interpellations (A. de 1946, p. 463). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie applicable en Algérie : *Discussion générale* (p. 503); Art. 1^{er} (p. 535); — d'interpellations sur la situation économique de l'Algérie (p. 656 et suiv.); — d'une proposition de loi relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 1 : *Contre-projet de M. Herriot* (p. 1355); Art. 3 : *Amendement de Mme Léo-Lagrange* (p. 1366); Art. 5 : *Amendement de M. Coty* (p. 1370); Art. 8 : *Amendement de M. Delcos* (p. 1375); Dispositions spéciales à l'Algérie : Art. 19 : *Amendements de MM. Bendjelloul et Rabier* (p. 1525); Art. 33 : *Amendement de M. Coty* (p. 1531); *Le retire* (ibid.); Art. 34 : *Amendement de M. Bouvier O' Coltereau* (p. 1532); — d'un projet de loi sur le vote par correspondance : Art. 2 : *Amendement de M. Le Coutaller* (p. 1554); — d'un projet de loi portant organisation du referendum : Art. 1 : *Ses observations* (p. 1836). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1930). — au cours de la discussion d'une interpellation de M. Pleven sur les conditions dans lesquelles seront réparties entre partisans et adversaires de la Constitution les facilités d'affichage, d'imprimerie et de radiodiffusion (p. 2266).

LÉVEILLÉ (Mme Jeanne) née Assassin,
Député du département de l'Oise.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommée membre : de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138).

LEVEL (M. Pierre), voy. **LIVRY-LEVEL.**

LEVESQUE (M. Luc), Député du département de la Vienne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 235).

Dépôts :

Le 2 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence le décret de cessation des hostilités, n° 55. — Le 23 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à refaire entièrement sur des bases simples, justes et pratiques, le système d'imposition dit : « impôt de solidarité nationale » et à en proroger l'application, n° 318. — Le 25 avril 1946, une proposition de loi tendant à la généralisation de la retraite des vieux travailleurs et à la suppression de certaines formalités, notamment de l'ordonnance du 2 février 1945, n° 1208.

LHUISSIER (M. Camille), Député du département de la Mayenne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138).

Dépôts

Le 5 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des

loisirs sur la proposition de résolution de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que les instituteurs retraités comptant au moins cinq années d'ancienneté en première classe soient considérés comme appartenant à la hors-classe, n° 896. — Le 13 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur le projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1913, modifiée par la loi du 31 décembre 1921 sur les monuments historiques, n° 1037.

LIVRY-LEVEL (M.), Député du département du Calvados.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 18 décembre 1945, une proposition de loi tendant à créer un signe distinctif affecté exclusivement à certaines décorations lorsqu'elles ont été acquises au péril de la vie, n° 132. — Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche. (L'armée dans la zone d'occupation française d'Allemagne), n° 922. — Le 12 avril 1946, une proposition de loi tendant à l'intégration dans l'armée active d'une certaine catégorie d'officiers de réserve, n° 1008. — Le 12 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Philippe Livry-Level et plusieurs de ses collègues tendant à l'intégration dans l'armée active d'une certaine catégorie d'officiers de réserve, n° 1010.

Interventions :

Ses rapports au nom du 4^e Bureau sur les opérations électorales des départements : de la Gironde (A. de 1945, p. 18) ; de l'Hérault (ibid) ; de l'Ille-et-Vilaine (p. 19) ; de l'Indre (ibid) ; d'Indre-et-Loire (ibid) ; de l'Isère (p. 20) ; du Jura (ibid) ; des Landes (ibid) ;

du Loir-et-Cher (p. 21) ; de la Loire (ibid) ; du Collège des citoyens de la Guyane française (p. 135) ; de la Guadeloupe (1^{re} et 2^e circonscriptions) (A. de 1946, p. 65) ; des Etablissements français de l'Inde (p. 66). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale : Reconstruction en Normandie* (A. de 1945, p. 533) ; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE : *Installation des aérodromes* (p. 647) ; — du projet de loi portant fixation du budget général (Dépenses militaires) pour le 1^{er} trimestre de l'exercice 1946 : *Crédits d'armement* (p. 711). — *Ses rapports, au nom du 4^e Bureau, sur les opérations électorales du territoire de la Guinée (Collège des citoyens et des non-citoyens)* (A. de 1946, p. 424). — Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Morice sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (p. 860) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 13 : *Son amendement au premier alinéa* (p. 1155) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 au titre du Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes : *Discussion générale* (p. 1240) ; *Ses explications de vote* (p. 1245) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'Exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 1392) ; Chapitre R D : *Ses observations* (p. 1439) ; *Ses explications de vote* (p. 1482) ; — du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du Budget général de l'Exercice 1946 : Chap. 6 : *Ses observations* (p. 2095) ; Finances : Chap. 203 : *Réorganisation de la radio* (p. 2103) ; — du projet et de proposition de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : *Discussion générale* (p. 2135) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : ANCIENS COMBATTANTS : Chap. 101 : *Ses observations* (p. 2307) ; PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale* (p. 2381). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 47, 207).

LONGCHAMBON (M.), Ministre du Ravitaillement.

Est nommé Ministre du Ravitaillement (J. O. du 27 janvier 1946, p. 754).

Interventions :

En qualité de Ministre du Ravitaillement : répond à une question posée par Mme Ginollin sur la mauvaise répartition du lait concentré (A. de 1946, p. 380). — S'associe, au nom du Gouvernement, à l'hommage rendu à l'armée de l'U. R. S. S. (p. 432). — Est entendu au cours de la discussion : d'interpellations sur la politique du ravitaillement (p. 443 et suiv., 452) ; — du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du Budget général de l'Exercice 1946 : Chap. 6 ; *Ses observations* (p. 2095 et suiv.) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 2296) ; Art. 48 : *Ses observations* (p. 2375 et suiv.).

LOUVEL (M. Jean-Marie), Député du département du Calvados.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la défense nationale (*ibid.*) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1946, p. 2). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1946, p. 208).

Interventions :

Son rapport au nom du 5^e Bureau sur les opérations électorales du département du Loiret (A. de 1945, p. 22). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : MARINE MARCHANDE (p. 445, 447) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Reconstruction de la ville de Caen* (p. 508) ; LOI DE FINANCES, en qualité de *Président de la Commission de l'équipement national* : Art. 90 : *Pétroles de Saint-Gaudens* (p. 664) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946, en qualité de *Président de la Commission de l'équipement national et de la production*, PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale* (p. 2331) ; Dispositions spéciales : Art. 11 : *Son amendement* (p. 2339) ; — du projet de loi relatif à la nationalisation de

l'industrie des combustibles minéraux, en qualité de *Président de la Commission* : Art. 4 : *Ses observations* (p. 2392) ; Art. 12 : *Amendements de MM. Girardot et Bouvier-O' Cottereau* (p. 2396).

LOZERAY (M. Henri), Député du département du Cher.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139).

Interventions :

Son rapport au nom du 2^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Corrèze (A. de 1945, p. 14). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 908).

LUCAS (M. Maurice), Député du département de la Manche.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 26 février 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Emile Bocquet et plusieurs de ses collègues tendant à organiser le ravitaillement en lait et en produits laitiers, n° 502. — Le 3 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Charles d'Aragon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à favoriser l'exportation des chevaux de sang, n° 862.

Interventions :

Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Côte

d'Or (A. de 1945, p. 14) ; — Prend part à la discussion : du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Amendement de M. Lecacheux à l'article 14, paragraphes* (p. 98) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : AGRICULTURE (p. 469) ; — de propositions de loi sur la limitation des débits de boissons : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 847) — du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 12 : *Amendement de M. Vée* (p. 1280) ; *Son amendement* (p. 1283) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 14 : *Son amendement* (p. 1295) ; Art. 15 : *Ses observations* (p. 1300) ; Art. 19 : *Son amendement* (p. 1310) ; *le retire* (ibid.) ; — d'une proposition de loi de M. Bocquet tendant à organiser le ravitaillement en lait, en produits laitiers, en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* (p. 1660) ; — du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du Budget général de l'exercice 1946 : RAVITAILLEMENT : (p. 2101) ; — des conclusions du rapport sur la composition et la compétence du Conseil économique : Art. 5 : *Son amendement* (p. 2216) ; = S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 191).

LUSSY (M. Charles), Député du département de Vaucluse.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46) ;
= Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1995, p. 138) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 139).

Dépôt :

Le 28 janvier 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de résolution de M. Jules Ramarony et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les propriétaires des pertes par eux subies par suite de l'application des dispositions du décret du 26 septembre 1939, n° 540.

Interventions :

Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur les opérations électorales du département de Constantine et du territoire de Touggourt (A. de 1945,

p. 13) ; — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : Art. 43 (p. 355) ; INFORMATION, *Discussion générale : Biens des journaux supprimés, Statut de la presse* (p. 518) ; *Presse capitaliste* (p. 523) ; — d'interpellations sur la

liberté de la presse (A. de 1946, p. 722 et suiv., p. 738) ; — du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse : *Discussion générale* (p. 1796) ; Art. 2 : *Amendement de M. Grenier* (p. 1826) ; Art. 15 : *Ses explications de vote* (p. 1888) ; Art. 32 : *Son amendement* (p. 1903) ; *Ses explications de vote* (p. 1906).





MABRUT (M. Adrien), Député du département du Puy-de-Dôme.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 139). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 20 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un Ministère des Anciens Combattants, Prisonniers, Déportés et Victimes de la guerre, n° 160. — Le 12 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Louis Noguères et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945, instituant une Haute-Cour de justice, n° 638. — Le 13 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de M. Marcel Naegelen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux déportés politiques internés dans les camps de concentration et prisons d'Alsace les mêmes avantages qu'à ceux internés dans les camps de

concentration et prisons d'Allemagne, n° 665.

— Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur le projet de loi portant amnistie, n° 943.

Interventions :

Prend part à la discussion : de sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un Ministère des Anciens combattants, Prisonniers, Déportés et Victimes de la guerre : *Dépose et lit son rapport* (A. de 1945, p. 295) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le 1^{er} trimestre 1946 ; *Discussion générale : Régions militaires de Limoges et de Clermont-Ferrand* (p. 700) ; — du projet de loi portant amnistie applicable en Algérie : *Ses amendements à l'article 5* (A. de 1946, p. 540) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 21 : *Son amendement* (p. 1186) ; Art. 22 : *Ses amendements* (p. 1188) ; Art. 45 : *Son amendement* (p. 1213) ; — d'un projet de loi sur la propriété commerciale : Art. 2 : *Amendement de M. Dutilleul* (p. 1577) ; — d'un projet de loi portant amnistie, en qualité de *Rapporteur* de la Commission de la justice : *Donne lecture de son rapport* (p. 1748) ; Art. 7 : *Ses observations* (p. 1752) ; Art. 10 : *Ses observations* (p. 1752) ; Art. 11 : *Droit à réparation* (p. 1753) ; Art. 18 : *Ses observations* (p. 1755).

MACOUIN (M. Clovis), Député du département des Deux-Sèvres.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 139).

MAILLAUD, voy. BOURDAN (M. Pierre).

MAILLOCHEAU (M. Fernand), Député du département de la Vienne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138).

Dépôt :

Le 1^{er} mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Félix Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la législation en vigueur sur les baux à cheptel, n° 562.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : AGRICULTURE (A. de 1945, p. 465).

MAIRE (M. Georges), Député du département de la Haute-Marne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 7 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale

sur le projet de loi fixant les droits d'expédition des actes de l'état civil, n° 595. — Le 16 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur le projet de loi portant abrogation de l'article 10 de la loi du 30 mai 1854 par lequel sont institués des tribunaux maritimes spéciaux dans les colonies affectées à la transportation des condamnés aux travaux forcés, n° 1058. — Le 16 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur le projet de loi tendant à la désaffectation de l'île du Diable du groupe des îles du Salut de la Guyane française comme lieu de déportation simple et de déportation en enceinte fortifiée, n° 1059.

S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 191).

MALBRANT (M. René), Député du territoire de l'Oubangui-Chari-Tchad (Colège des citoyens).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 138).
 = Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : COLONIES : *Discussion générale : Insuffisances du budget et réorganisation nécessaire* (A. de 1945, p. 546) ; — d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer (A. de 1946, p. 938) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Territoires d'outre-mer : *Ses observations* (p. 1534) ; *Sa réponse à M. Lamine-Guèye* (p. 1538) ; — d'une proposition de loi de M. Lamine-Guèye tendant à fixer le régime électoral et la compétence des assemblées locales d'outre-mer : Art. 6 : *Amendement de M. Kaouza* (p. 2246) ; — d'une proposition de loi présentée par M. d'Astier de la Vigerie relative à l'élection des membres du Conseil de l'Union française : Art. 10 : *Son amendement* (p. 2276) ; *Le retire* (ibid.).

MALLERET (M. Alfred) (dit Général Joinville), Député du département de la Seine (4^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138).

Dépôt :

Le 7 février 1946, une proposition de loi tendant à établir une procédure rapide d'acquisition de la nationalité française au profit des étrangers engagés volontaires et à la délivrance de plein droit de la carte de résidence privilégiée, n° 370.

Interventions :

Son rapport, au nom du 6^e Bureau, sur les opérations électorales du département de l'Orne (A. de 1945, p. 28). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 703) ; — du projet de loi portant fixation des Dépenses militaires de l'Exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 1401) ; Titre II, en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission de la défense nationale : *Donne lecture de son rapport* (p. 1471) ; Art. 31 bis nouveau : *Son amendement* (p. 1475) ; *le retire* (ibid.).

MALRAUX (M. André), Ministre de l'Information.

Est nommé Ministre de l'Information (J. O. du 22 novembre 1945 ; p. 7750).

Interventions :

En qualité de *Ministre de l'Information* : Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : INFORMATION (A. de 1945, p. 521 et suiv.) ; *RADIODIFFUSION NATIONALE* (p. 662 et suiv.).

MARIE (M. André), Député du département de la Seine-Inférieure (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 11 décembre 1945, une proposition de loi tendant à la modification de l'article 33 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, n° 63. — Le 27 décembre 1945, une proposition de loi tendant à renforcer et à réviser certaines dispositions relatives à la législation des débits de boissons, n° 217. — Le 27 décembre 1945, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'ordonnance n° 45-1820 du 15 août 1945, instituant un impôt exceptionnel de solidarité nationale, en ce qui concerne le remploi des fonds dotaux, n° 218. — Le 27 décembre 1945, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'ordonnance du 29 novembre 1944, sur la réintégration des fonctionnaires frappés par l'acte de l'Etat français du 17 juillet 1940, n° 219. — Le 28 décembre 1945, une proposition de loi tendant à assurer aux prisonniers de guerre, malades, le bénéfice, sous certaines conditions, de l'assistance médicale, n° 230. — Le 31 janvier 1946, une proposition de loi tendant à compléter, dans l'intérêt des paysans, les dispositions de l'ordonnance n° 45-2380 du 17 octobre 1945, relative au statut juridique du fermage, n° 335. — Le 31 janvier 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 4 décembre 1944 sur la désignation des membres des commissions paritaires agricoles, n° 338. — Le 31 janvier 1946, une proposition de loi relative au paiement des fermages établis sur le prix du beurre ou de la viande, n° 339. — Le 19 février 1946, une proposition de loi tendant à modifier, en faveur des réfractaires et des maquisards, les dispositions de l'article 9 du décret du 26 septembre 1939, réglant les rapports entre bailleurs et locataires en temps de guerre, n° 460. — Le 19 février 1946, une proposition de loi tendant à la modification, en faveur des réfractaires, des dispositions de l'ordonnance du 1^{er} mai 1945, sur la réintégration obligatoire dans l'emploi, n° 461. — Le 21 février 1946, une proposition de loi tendant à modifier le décret-loi du 30 octobre 1935 sur les brevets d'invention intéressant la défense nationale, n° 470. — Le 21 février 1946, une proposition de loi tendant à assurer aux réfractaires et maquisards, contraints au chômage par faits de guerre, le bénéfice de la loi du 8 janvier 1944, modifiée par la loi du 20 mai 1944, n° 471. — Le 1^{er} mars 1946

une proposition de loi tendant à assurer aux réfractaires et maquisards le versement de la prime, dite « prime de libération », n° 560. — Le 1^{er} mars 1946, une proposition de loi tendant à assurer aux réfractaires et maquisards leur congé payé pour la période 1944-1945, n° 561. — Le 26 mars 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'article 22 de l'ordonnance n° 45-1820 du 15 août 1945 instituant l'impôt de solidarité nationale, et à déduire de l'enrichissement les éléments du patrimoine disparus sans contre-partie entre le 1^{er} janvier 1940 et le 4 juin 1945, n° 750. — Le 3 avril 1946, une proposition de loi modifiant et complétant les dispositions des ordonnances des 9 août, 29 novembre 1944 et 6 juin 1945 concernant la mise à la retraite des magistrats et tendant à l'abrogation de tous les actes du gouvernement de Vichy, portant atteinte aux droits des magistrats et des fonctionnaires, n° 845.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur la confirmation des pouvoirs au Général de Gaulle : *Motion de M. Baumel sur la constitution d'un Gouvernement tripartite* (A. de 1945, p. 73) ; *Ses explications de vote* (p. 79). — Ses observations sur la conciliation des travaux de l'Assemblée avec la session des Conseils généraux (p. 118). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution de M. Jacques Duclos instituant une procédure exceptionnelle pour l'examen et le vote des projets de loi urgents (p. 143) ; — du projet de loi relatif au vote du projet de budget pour l'exercice 1946 (p. 208) ; *Son amendement aux deuxième et troisième alinéas de l'article 2* (ibid.) ; — du projet de loi relatif à l'indemnisation des heures perdues par suite des mesures exceptionnelles réduisant l'attribution de l'énergie électrique (p. 222). — Est entendu : sur le renvoi à la Commission de la proposition de loi tendant à modifier l'article 33 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale (p. 227) ; — pour un rappel au règlement (p. 239). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les traitements des fonctionnaires : *Ordre du jour de M. Gazier* (p. 247) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : JUSTICE (p. 424) ; EDUCATION NATIONALE (p. 455) : *Ses explications de vote sur l'ensemble du budget* (p. 689) ; — du projet de

loi modifiant et complétant la loi du 12 décembre 1945 relative au vote du projet de budget pour l'exercice 1946 : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 212, p. 216) ; — de sa proposition de loi tendant à la modification de l'article 33 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale : *Discussion générale* (p. 243) ; — du règlement de l'ordre du jour : *Régime des débits de boissons* (p. 577) ; — des propositions de loi de MM. Duclos, Delachenal, Philip, Bendjelloul et Bardoux relatives à la Constitution : *Discussion générale* (p. 612) ; *Son contre-projet* (p. 671) ; Art. 4 : *Amendement de M. Herriot* (p. 766) ; Art. 12 : *Amendement de M. Desjardins* (p. 788) ; Art. 14 : *Amendement de M. Coty* (p. 773) ; Art. 18 : *Amendement de M. Herriot* (p. 866) ; Art. 32 : *Ses observations contre l'amendement de M. Coty* (p. 965) ; Art. 34 : *Ses observations sur les amendements de MM. Herriot, Bardoux et Devèze* (p. 971) ; — de propositions de loi sur la limitation des débits de boisson : *Discussion générale* (p. 846) ; — de propositions de résolution tendant à la réparation des dommages de guerre : *Son amendement* (p. 1062). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 781). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 1112, 1747).

MARIN (M. Louis), Député du département de Meurthe-et-Moselle.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères (A. de 1945, p. 145).

Dépôts :

Le 27 décembre 1945, une proposition de loi tendant à abroger les textes qui autorisent les Gouvernements à réaliser par décret des manipulations monétaires et, notamment, des dévaluations ou procédés analogues, n° 221. — Le 30 décembre 1945, une proposition de loi tendant à la réparation des dommages de guerre, n° 246.

Interventions :

Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 30 novembre 1945 à propos de la motion adressée au Gouvernement de Belgrade (A. de

1945, p. 201). — Demande à interpellier sur les négociations internationales au sujet des frontières occidentales de l'Allemagne (A. de 1946, p. 2); développe cette interpellation (p. 42 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 décembre 1945 relative au vote du projet de budget pour l'exercice 1946 : *Son amendement au 5^e alinéa de l'article unique* (p. 217); — d'interpellations sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (p. 603, p. 762). — Est entendu au cours du débat sur le règlement de l'ordre du jour (p. 621, p. 684). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du Budget général de l'Exercice 1946 : Chap. 6 : *Ses observations* (p. 2098). — S'excuse de son absence (A. de 1945, p. 203, p. 258; A. de 1946, p. 1, p. 113, p. 987, p. 1603). — Obtient un congé (A. de 1945, p. 258; A. de 1946, p. 1, p. 113, p. 987, p. 1603).

MARSELLI (M. André), Député du département de la Haute-Saône.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission du Règlement (A. de 1945, p. 53); de la Commission de la défense nationale (p. 138); de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1946, p. 556).

Dépôt :

Le 18 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Pierre Métayer et plusieurs de ses collègues, tendant à faire bénéficier les militaires de l'armée de l'air des dispositions de l'ordonnance n° 45-956 du 12 mai 1945, n° 1094.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) LOI DE FINANCES : *Ses explications de vote sur l'article premier septième nouveau* (A. de 1945, p. 350). — Pose au ministre de l'armement une question sur la récupération des armes de chasse livrées aux Allemands (A. de 1946, p. 371). — Prend part à la

discussion du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 1399). — Demande à interpellier sur les mesures que le ministre du ravitaillement compte prendre pour que le ravitaillement en pain soit assuré dans le département de la Haute-Saône, qui ne dispose plus que d'un approvisionnement en farine de trois à cinq jours (p. 1875).

MARTEL (M. Henri), Député du département du Nord (5^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138); de la Commission des affaires étrangères (p. 145).

Dépôts :

Le 11 décembre 1945, une proposition de loi tendant à la nationalisation de toutes les mines, minières, usines et entreprises annexes des mines, n° 81. — Le 18 janvier 1946, un rapport au nom de la Commission de l'équipement national et de la production industrielle (travaux publics, mines, forces motrices) sur le projet de loi relatif au personnel des exploitations minières et assimilées, n° 306. — Le 9 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) sur le projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux, n° 945.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils); LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 88 : Réduction des crédits du Ministère de l'agriculture* (A. de 1945, p. 683); *Le retire* (ibid); — du projet de loi relatif au personnel des exploitations minières et assimilées : en qualité de *Rapporteur* donne lecture de son rapport (A. de 1946, p. 237); Art. 1^{er} (p. 241); — du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux, en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* (p. 2388); Article 21 : *Ses observations* (p. 2403).

MARTEL (M. Louis), Député du département de la Haute-Savoie, Questeur de l'Assemblée Nationale Constituante.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères (A. de 1945, p. 145); de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (p. 638); de la Commission des affaires étrangères (A. de 1946, p. 1027). — Est élu *Questeur de l'Assemblée nationale constituante* (p. 53).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, *Discussion générale : Tourisme* (A. de 1945, p. 511); PRODUCTION INDUSTRIELLE, *Discussion générale : Nationalisation des mines* (p. 525). — Demande à interpeller sur les conséquences désastreuses, pour l'avenir de la production laitière, de la politique suivie jusqu'à présent par le ministre de l'agriculture (A. de 1946, p. 1021). — S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 191).

MARTY (M. André), Député du département de la Seine (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138); de la Commission de l'équipement national et de la production (*ibid.*).

Dépôts :

Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant à la mobilisation et à la nationalisation industrialisée, de la production, du transport et de la distribution de l'électricité et du gaz, n° 22. — Le 19 mars 1946, une proposition de loi tendant à régulariser l'état civil des Français morts en Espagne dans les rangs de l'armée républicaine espagnole au cours des événements de 1936-1939, n° 697.

Interventions :

Demande à interpeller sur la question particulière de l'Espagne (A. de 1946, p. 2); développe cette interpellation (p. 57 et suiv.).

MAUDET (M. André), Député du département de la Charente-Maritime.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
 = Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138).

MAUGER (M. Robert), Député du département de Loir-et-Cher.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138).

Dépôt :

Le 20 décembre 1945, une proposition de loi tendant à la création de caisses des calamités viticoles, n° 158.

Interventions :

Son rapport, au nom du 8^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Sarthe (A. de 1945, p. 32).

MAURELLET (M. Augustin), Député du département de la Charente.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
 = Est nommé membre de la Commission de la Défense nationale (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Charente-Maritime (A. de 1945, p. 12).

MAUROUX (M. Fernand), Député du département du Gers.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138); de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (*ibid.*); de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 13 : *Son amendement* (p. 1291); Art. 15 : *Reprend l'amendement de M. Defos du Rau* (p. 1300); *Le retire* (*ibid.*); *Son amendement* (1301); *Le retire* (*ibid.*); Art. 17 : *Son amendement au premier alinéa du texte modificatif* (p. 1305); *Le retire* (*ibid.*); Art. 18 : *Son amendement* (p. 1308); Art. 20 : *Son amendement* (p. 1314); *Son second amendement* (p. 1316); — Des conclusions du rapport sur la composition et la compétence du Conseil économique : Art. 5 : *Son amendement* (p. 2217).

MAYER (M. Daniel), Député du département de la Seine (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères (A. de 1945, p. 145).

Interventions :

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Nomination du chef du Gouvernement* (A. de 1945, p. 57). — Demande à interpeller sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 3); *Développe cette interpellation* (p. 3 et suiv.). — Intervient au cours de la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 158 et suiv.). — Prend part à la discussion de propositions de loi sur la constitution de la République : Art. 109 : *Ses observations* (p. 2051); Art. 127 : *Ses observations* (p. 2059).

MAZEL (M. Jean), Député du département de la Lozère.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138); de la Commission des territoires d'outre-mer (p. 139). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1945, p. 373; A. de 1946, p. 235).

MAZUEZ (M. Fernand-Pierre), Député du département de Saône-et-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139); de la Commission supérieure des allocations familiales (p. 234).

Dépôt :

Le 7 mars 1946, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : 1^o la proposition de loi de M. Charles Desjardins tendant à abroger les articles premier, 2, 3 et 10 de l'ordonnance du 20 octobre 1945 sur la limitation des débits de boissons ; 2^o la proposition de résolution de M. Georges Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'ordonnance n^o 45.2469 du 20 octobre 1945 sur la limitation des débits de boissons, n^o 592.

Interventions :

Prend part à la discussion : des conclusions du rapport du 2^e Bureau sur les opérations électorales du département du Cantal : *Invalidation de M. Camille Laurens* (A. de 1945, p. 263); — de propositions de loi sur la limitation des débits de boissons : en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission de la famille : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 844).

MECK (M. Henri), Député du département du Bas-Rhin.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre de la Commission des

finances et du contrôle budgétaire (A de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 29 novembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à régler le plus tôt possible la question des emplois réservés, n° 36. — Le 29 novembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux vieillards et invalides par l'adaptation des prestations de rentes et d'allocations à l'accroissement du coût de la vie, n° 40. — Le 2 décembre 1945, une proposition de loi tendant à étendre le champ d'application de l'assurance contre les accidents professionnels aux accidents survenus pendant le trajet du domicile de l'assuré au lieu de travail et vice versa, n° 54. — Le 18 décembre 1945, une proposition de loi relative aux retraites des ouvriers mineurs, n° 122. — Le 14 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser le taux des réquisitions militaires opérées par l'armée en 1940 dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 429. — Le 14 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire verser aux expulsés alsaciens et lorrains des avances suffisantes en vue de leur réinstallation n° 430. — Le 19 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir l'aide aux tuberculeux telle qu'elle fonctionnait en Alsace et en Lorraine, n° 447. — Le 19 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'échange des marks bloqués des rapatriés de la Wehrmacht et déportés alsaciens et lorrains, n° 448. — Le 26 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi autorisant l'octroi d'avances du Trésor à la Compagnie générale de traction sur voies navigables, n° 771. — Le 27 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi relatif au financement provisoire de la remise en état des bateaux de navigation intérieure utilisés par les Allemands, n° 772. — Le 27 mars 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 13 juillet 1945 portant rajustement des rentes et allocations attribuées à certaines catégories de victimes d'accidents de travail ou à leurs ayants droit, n° 768. — Le 27 mars 1946,

une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2714 du 2 novembre 1945 portant rajustement des rentes et allocations attribuées à certaines catégories de victimes d'accidents du travail agricole ou à leurs ayants droit, n° 769. — Le 26 avril 1946, une proposition de loi relative au maintien de la Caisse d'assurance des employés d'Alsace et de Lorraine, n° 1229.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : INTÉRIEUR (A. de 1945, p. 457) ; TRAVAIL : *Discussion générale : Retraites des ouvriers mineurs* (p. 499) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : en qualité de Rapporteur (p. 501) ; PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale, Bons de chaussures* (p. 528) ; — Pose au Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la guerre une question sur le rapatriement des Alsaciens et Lorrains retenus en captivité aux Etats-Unis et différents pays (A. de 1946, p. 381) ; — Prend part à la discussion : du projet de loi portant des améliorations au régime des ouvriers mineurs : *Son amendement à l'article 12* (p. 489) ; — des propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des droits : Art. 13 : *Ses observations* (p. 770) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : AGRICULTURE : *Ses observations* (p. 2299).

MÉDECIN (M. Jean), Député du département des Alpes-Maritimes.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44.) — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des territoires d'outre-mer (p. 139) ; de la Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1946, p. 1). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638).

Dépôt :

Le 18 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

adopter pour l'évaluation des immeubles soumis à l'impôt de solidarité — une méthode d'appréciation simple et juste, n° 114.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1945 (Services civils) : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS ; *Discussion générale : Tourisme* (A. de 1945, p. 506) ; — d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 83 et suiv.) ; — d'interpellations sur la liberté de la presse (p. 716).

MEHAIGNERIE (M. Alexis), Député du département de l'Ille-et-Vilaine.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138).

MENTHON (M. François de), Député du département de la Haute-Savoie.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Amendement de M. Rigal à l'article 19* (A. de 1945, p. 182) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 186). — Est entendu pour un rappel au règlement (p. 242).
— Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement : *Question préalable proposée par M. Schneiter* (p. 374) ; *Discussion générale* (p. 397) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : *Discussion générale : Situation financière et budgétaire* (p. 589 et suiv.) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le

premier trimestre de l'exercice 1946 : ARMÉE : *Réduction de crédits* (p. 726) ; *Sa demande de scrutin public* (p. 728). — Pose au Ministre de l'Agriculture une question sur les scandales des coupes communales de Haute-Savoie (A. de 1946, p. 375). — Prend part à la discussion : de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des droits : *Ses explications de vote sur le contre-projet de M. Marie* (A. de 1946, p. 678) ; Art. 13 : *Ses observations* (p. 769) ; Art. 33 : *Amendement de M. Grimaud* (p. 970) ; Constitution de la République : *Discussion générale* (p. 1623 et suiv.) ; *Ses explications de vote* (p. 1712) ; Pouvoirs de l'Assemblée : Art. 55 : *Ses observations* (p. 1850) ; Articles réservés : Art. 91 : *Amendement de M. H. Teitgen* (p. 1970) ; Art. 120 bis : *Amendement de M. Lecourt et intervention de M. Gouin* (p. 2008) ; *Amendement de M. Ribière* (p. 2023) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2063) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 8 : *Ses observations* (p. 1217). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1928, 1932).

MERCIER (M. André), Député du département de l'Oise, Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission du règlement (A. de 1945, p. 53) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 139) ; de la Commission des affaires étrangères (p. 145). — Est élu Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante (p. 52).

Dépôts :

Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant à régler les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles et de locaux à usage commercial ou industriel (Propriété commerciale), n° 28. — Le 29 novembre 1945, une proposition de loi ayant pour objet de relever de certaines forclusions les locataires d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 45. — Le 11 décembre

1945, une proposition de loi tendant à proroger la date d'expiration du délai prévu pour l'ouverture des informations devant les cours de justice et les chambres civiques, n° 56. — Le 21 décembre 1945, une proposition de loi tendant à la prorogation des baux des locaux à usage commercial, industriel et professionnel, n° 178. — Le 31 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître la qualité de salariés aux gérants de maisons d'alimentation de détail, à leur accorder le bénéfice de toutes les lois sociales découlant de cette reconnaissance et à les soumettre aux juridictions compétentes, n° 328. — Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche (zone d'occupation française d'Autriche), n° 930. — Le 18 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Henri Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser le taux des réquisitions militaires opérées par l'armée en 1940 dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 1091.

Interventions :

En qualité de *Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante* : *Préside* : la séance du 22 décembre 1945 (A. de 1945, p. 334) ; la 1^{re} séance du 29 décembre 1945 (p. 493) ; la séance du 23 janvier 1946 (A. de 1946, p. 143) ; la 1^{re} séance du 14 mars 1946 (p. 751) ; la 1^{re} séance du 22 mars (p. 987) ; la 1^{re} séance du 26 mars (p. 1051) ; la 1^{re} séance du 28 mars (p. 1148) ; la 1^{re} séance du 5 avril (p. 1495) ; la 1^{re} séance du 13 avril (p. 1787) ; la 1^{re} séance du 19 avril (p. 1995) ; la 1^{re} séance du 24 avril (p. 2164) ; la 3^e séance du 25 avril (p. 2289) ; la seconde partie de la 2^e séance du 26 avril (p. 2395). — Son rapport, au nom du 3^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Haute-Garonne (p. 17). — Est entendu : sur la proposition de résolution de M. Vincent Auriol tendant à la nomination d'une Commission de 44 membres chargée d'élaborer le projet de Constitution (p. 80) ; — au cours du débat sur la nomination des Commissions générales (p. 117) ; — au cours de la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Peeters con-

cernant la revalorisation des traitements, salaires et retraites (p. 226). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : RAVITAILLEMENT : *Son amendement au chapitre 27 : Restaurants sociaux* (p. 483) ; *Le retire* (p. 484) ; ECONOMIE NATIONALE : *Son amendement tendant à la réduction des crédits de ce budget* (p. 489) ; *Le retire* (ibid.) ; LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 104 : Suppression des délégués artisanaux* (p. 665) ; — d'un projet de loi sur la propriété commerciale : *Discussion générale* (p. 1571) ; Art. 2 : *Son amendement* (p. 1579) ; *Son amendement* (p. 1581, 1582) ; *Le retire* (p. 1582) ; *Son amendement* (p. 1583) ; *Le retire* (p. 1584) ; *Son amendement tendant à insérer un nouvel article* (p. 1584) ; *Son article additionnel* (p. 1585). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1636). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

MERCIER (M. André François), Député du département des Deux-Sèvres.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 139) ; de la Commission des affaires étrangères (A. de 1946, p. 208) ; de la Commission des travaux publics (p. 1027).

MERCIER (M. François), Député du département de Saône-et-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale : Nationalisation des usines Schneider* (A. de 1945, p. 526) ; — du projet de loi portant fixation du budget général (Dépenses militaires) pour le 1^{er} tri-

maître de l'exercice 1946 : *Sursis et effectifs* (p. 700). — Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Haute-Vienne (A. de 1946, p. 976).

MÉTAYER (M. Pierre), Député du département de Seine-et-Oise (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 13 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Roger Devémy et plusieurs de ses collègues tendant à reconnaître les obligations de l'Etat pour la liquidation intégrale de la solde due aux officiers, sous-officiers et gradés à solde mensuelle prisonniers de guerre rapatriés en 1945, n^o 662. — Le 22 mars 1946, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les militaires de l'armée de l'air des dispositions de l'ordonnance n^o 45-956 du 12 mai 1945, n^o 730. — Le 23 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi sur l'organisation générale transitoire des armées, n^o 742. — Le 4 avril 1946, une proposition de loi tendant à la suppression totale des obstacles qui s'opposent encore à l'éligibilité des institutrices et instituteurs de l'enseignement primaire public aux fonctions de maire et d'adjoint dans la commune où ils exercent, n^o 867.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Ses explications de vote* (A. de 1945, p. 189); — de la proposition de loi de M. André Marie tendant à la modification de l'article 33 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale : *Son amendement à l'article unique sur l'éligibilité des fonctionnaires des P. T. T.* (A. de 1946, p. 244); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 1406).

MÉTY (Mme Mathilde), Député du département du Rhône (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945 p. 46). — Est nommée membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Son rapport, au nom du 9^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine, 5^e circonscription (A. de 1945, p. 34). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : *Loi de finances : Son amendement à l'article 50* (p. 324); *le retire* (p. 325); *POPULATION : Discussion générale : Villages d'enfants* (p. 603); *EDUCATION NATIONALE : Son amendement tendant à réduire les crédits du chapitre 45* (p. 642); *le retire* (p. 643).

MEUNIER (M. Jean), Député du département de l'Indre-et-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139);

Interventions :

Demande à interpellier sur la mise en liberté de deux agents de l'ennemi, condamnés par la Cour de justice d'Indre-et-Loire et faisant l'objet de mandats d'arrêt et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour déterminer les responsabilités et appliquer les sanctions nécessaires (A. de 1945, p. 489). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Morice sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (A. de 1946, p. 853).

MICHARD (M. Honoré), Député du département des Côtes-du-Nord.

Son élection est validée (A. de 1945 p. 44). — Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138).

MICHAUT (M. Victor), Député du département de la Seine-Inférieure (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139).

Dépôt :

Le 29 décembre 1945, une proposition de loi tendant, par l'égalité et la solidarité de tous les Français devant les charges de la guerre, à la réparation intégrale des dommages de guerre subis par les sinistrés, n° 243.

Interventions :

Son rapport, au nom du 6^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Nièvre (A. de 1945, p. 26). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale : logement des sinistrés* (p. 532). — Pose au Ministre de la Reconstruction des questions sur la démolition de maisons et usines facilement réparables et certains refus d'autorisation de réparation sur des immeubles frappés d'alignement (A. de 1946, p. 381). — Prend part à la discussion de propositions de résolution sur la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* (p. 1061).

MICHEL (M. Maurice), Député du département de la Drôme.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 139); de la Commission de l'équipement national (A. de 1946, p. 460). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638).

Dépôts :

Le 20 décembre 1945, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression

sur la proposition de loi de M. Adrien Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux prisonniers de guerre, qui ne percevaient ni solde mensuelle, ni traitement, un pécule de 400 francs par mois de captivité, n° 146. — Le 20 décembre 1945, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 26 mai 1945 instituant l'assistance médicale temporaire pour les prisonniers de guerre, n° 149. — Le 20 décembre 1945, une proposition de loi tendant à fixer les conditions dans lesquelles la qualité d'ancien combattant est attribuée aux militaires des armées françaises faits prisonniers par les puissances de l'axe au cours de la guerre 1939-1945, n° 150. — Le 26 décembre 1945, une proposition de loi tendant à supprimer les délais en matière de désaveu de paternité au profit des prisonniers de guerre et déportés, n° 213. — Le 31 janvier 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Adrien Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux prisonniers de guerre, qui ne percevaient ni solde mensuelle, ni traitement, un pécule de 400 francs par mois de captivité, n° 341. — Le 31 janvier 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur les propositions de loi : 1° de M. Adrien Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux prisonniers de guerre rapatriés et aux prisonniers évadés, un costume, un pardessus un trousseau et des chaussures; 2° De M. Max Lejeune et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux prisonniers de guerre évadés ou rapatriés un costume, un pardessus, un trousseau et des chaussures; 3° de M. André Morice et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les prisonniers de guerre et les évadés de l'octroi d'un trousseau, n° 343.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : JUSTICE (A. de 1945, p. 423); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 1102); Art. 20 : *Son amendement* (p. 1182); *Son amendement au dixième alinéa* (p. 1183); Art. 29 :

Son amendement (p. 1200); — des projets de loi relatifs à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux : Art. 16 : *Son amendement* (p. 2399).

MICHELET (M. Edmond), Député du département de la Corrèze, Ministre des Armées.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé Ministre des Armées (Ministère de Gaulle, *J. O.* du 22 novembre 1945, p. 7750.
— Ministère Gouin, *J. O.* du 27 janvier 1946, p. 759).

Dépôts :

En qualité de Ministre des Armées :

Le 15 février 1946, un projet de loi sur l'organisation générale transitoire des armées, n° 435. — Le 26 mars 1946, un projet de loi modifiant l'article 64 de la loi du 4 mars 1929 portant organisation des divers corps d'officiers de l'armée de mer, n° 749. — Le 24 avril 1946, un projet de loi portant abrogation de l'ordonnance du 5 août 1943 fixant le régime des réquisitions dans l'agglomération algérienne, modifiée par l'ordonnance du 21 décembre 1943, n° 1184.

Interventions :

En qualité de *Ministre des Armées* : prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : Art. 116 : *Formation pré militaire* (p. 686) ; — du projet de loi portant fixation du budget général (Dépenses militaires) pour le 1^{er} trimestre de l'exercice 1946 (p. 706 et suiv.) ; *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 20 0/0 les crédits des armées* (p. 716). — Répond aux questions posées par : M. Rosenblatt sur les mesures qu'il compte prendre pour introduire dans les pays d'occupation française le régime de ravitaillement en vigueur en France (A. de 1946, p. 370) ; M. Tourtaud sur les unités polonaises du camp de la Courtine (p. 371) ; M. Figuières sur la démobilisation des inscrits maritimes des classes 1940, 1941, 1942, 1943 (*ibid.*) — Prend part à la discussion du projet de loi portant

fixation des dépenses militaires de l'exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 1408 et suiv.) ; Chap. 33 : *A amendement de M. Gerber* (p. 1437) ; Chap. 41 : *Amendement de M. Pronteau* (p. 1438) ; Chap. R. D. : *Ses observations* (p. 1440) ; Chap. F. : *Amendement de M. Bartolini* (*ibid.*) ; Chap. 58 : *Amendement de M. Kriegel-Valrimont* (p. 1441) ; France d'outre-mer : Chap. 88 : *Amendement de M. Larribère* (p. 1444) ; Marine : Chap. 1^{er} : *Amendement de M. Boucaute* (p. 1445) ; Chap. R. G. : Aéronautique navale : *Amendement de M. Pronteau* (p. 1446) ; Titre II : Art. 31 : *Amendement de M. Tubert* (p. 1474).

MIDOL (M. Lucien), Député du département de Seine-et-Oise (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des P.T.T. (A. de 1945, p. 138).

Dépôt :

Le 29 mars 1946, un avis au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes et téléphones sur le projet de loi autorisant l'octroi d'avances du Trésor à la Compagnie générale de traction sur voies navigables, n° 802.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale : Coordination des transports* (A. de 1945, p. 505) ; LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 185 : Subventions aux entreprises de voies ferrées* (p. 682) ; *le retire* (p. 683).

MINJOZ (M. Jean), Député du département du Doubs.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères (A. de 1945, p. 145) ; de la

Gommission chargée des mesures de grâce amnistiante en Algérie (A. de 1946, p. 2084).

Dépôts :

Le 15 janvier 1946, une proposition de loi tendant à accorder aux maires le droit de réquisition pour le maintien ou la création de jardins ouvriers, n° 274. — Le 15 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à majorer le taux des heures supplémentaires pour les cours complémentaires dans les facultés, n° 275. — Le 15 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abolir toutes les charges vénales existant encore en France, n° 276. — Le 15 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 45-0179 du 29 décembre 1945 relatif aux assurances sociales en ce qui concerne la longue maladie, n° 277. — Le 29 janvier 1946, une proposition de loi tendant à permettre la conversion de certaines demandes en séparation de corps en demandes en divorce, n° 321. — Le 29 janvier 1946, une proposition de loi tendant à accorder une prorogation de bail à certains locataires commerçants et industriels, n° 322. — Le 12 février 1946, une proposition de loi tendant à modifier la procédure relative aux changements de nom, n° 397. — Le 14 février 1946, une proposition de loi tendant à assurer une répression rapide et rigoureuse des infractions à la législation économique, n° 428. — Le 28 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser à Paris, en 1950, une Exposition internationale, n° 543. — Le 5 mars 1946, une proposition de loi tendant à permettre d'accorder des dommages-intérêts à l'époux ayant obtenu à son profit la séparation de corps, n° 583. — Le 14 mars 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 164 du Code civil (empêchements au mariage), n° 666. — Le 19 mars 1946, une proposition de loi tendant à régler, à compter du 1^{er} avril 1946 et jusqu'au 1^{er} janvier 1947, les rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de bonne foi de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 690. — Le 19 mars 1946, une proposition de loi tendant à permettre l'annulation de certaines décisions ayant prononcé pendant l'occupation le divorce, n° 689. — Le 29 mars

1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 35 de la loi du 5 avril 1884 sur l'incompatibilité résultant de la parenté ou de l'alliance en matière d'élections municipales, n° 799. — Le 2 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un organisme officiel de recherche, d'exhumation et d'identification des corps des victimes de la guerre et de l'occupation, n° 837.

Interventions :

Son rapport, au nom du 3^e Bureau, sur les opérations électorales du département des Côtes-du-Nord (A. de 1945 p. 14). — Demande à interpeller sur la politique du Gouvernement en ce qui concerne le blocage des prix, le ravitaillement et la lutte contre le marché noir (A. de 1946, p. 2); développe cette interpellation (p. 126). — Intervient au cours d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (p. 74) — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires : Art. 8 : *Son amendement* (p. 346); — du projet de loi portant prorogation de l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Son amendement à l'article unique* (p. 1174); *Le retire* (p. 1185); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : COMMISSARIAT GÉNÉRAL AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Ses explications de vote* (p. 1244); — d'un projet de loi sur la propriété commerciale : *Discussion générale* (p. 1573); Art. 2 : *Son amendement* (p. 1578); *Son second amendement* (p. 1579); *Amendement de M. Mercier (Oise)*; *Ses explications de vote* (p. 1580); *Son amendement* (p. 1583); *Amendement de M. Mercier* (p. 1585); *Son amendement* (p. 1588); *Son article additionnel* (p. 1590).

MOCH (M. Jules), Député du département de l'Hérault, Ministre des Travaux publics et des Transports.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé Ministre des Travaux publics et des Transports (Ministère de Gaulle, *J. O.* du 22 novembre 1945, p. 7750. — Ministère Guoin, *J. O.* du 27 janvier 1946, p. 754).

Dépôts :

En qualité de Ministre des Travaux publics et des Transports.

Le 20 décembre 1945, un projet de loi relatif au financement provisoire de la remise en état des bateaux de navigation intérieure utilisés par les Allemands, n° 164. — Le 15 janvier 1946, un projet de loi relatif au Crédit maritime mutuel, n° 260. — Le 16 janvier 1946, un projet de loi autorisant l'octroi d'avances aux entreprises exploitant des réseaux de voies ferrées d'intérêt local partiellement ou totalement détruits par suite d'actes de guerre, n° 289. — Le 15 février 1946, un projet de loi constatant la nullité des actes dits « loi du 14 octobre 1941 » et « loi du 24 août 1942 » portant interdiction de circulation à l'encontre de certaines catégories de véhicules automobiles, n° 433. — Le 27 mars 1946, un projet de loi portant création d'une société anonyme à capital et à personnel variables pour la reconstitution de la flotte de pêche en acier, n° 781. — Le 29 mars 1946, un projet de loi ayant pour objet d'annuler l'autorisation de cession à la ville de Bône de terrains conquis sur la mer, n° 805. — Le 4 avril 1946, un projet de loi modifiant les conditions de recrutement des ingénieurs des Ponts et Chaussées et des Mines, n° 878. — Le 8 avril 1946, un projet de loi relatif aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, n° 908. — Le 19 avril 1946, un projet de loi tendant à attribuer au Ministre des Travaux publics et des Transports un contingent exceptionnel de Croix de la Légion d'Honneur destiné à récompenser les services rendus par le personnel de la S. N. G. F., n° 1129.

Interventions :

En qualité de Ministre des Travaux publics et des Transports : Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : MARINE MARCHANDE (p. 445 et suiv.) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* (p. 513 et suiv.) ; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE : *Situation d'Air-France* (p. 647 et suiv.) ; LOI DE FINANCES : *Amendement de M. Doyen à l'article 151* (p. 672) ; *Amendement de Mme Ne-*

delec à l'article 172 (p. 681) ; *Amendement de M. Midol à l'article 185* (p. 682) ; *Amendement de M. Moutet à l'article 88* (p. 684) ; *Article 89* (p. 685). — Répond aux questions posées par : M. Rose sur le déséquilibre des tarifs ferroviaires et routiers paralysant les transports routiers (A. de 1946, p. 376) ; M. d'Astier au sujet des marins français de la marine marchande internés en Amérique du Sud à la suite de la saisie de leurs navires ; M. Benoist sur les cartes de circulation délivrées aux généraux par la S. N. C. F. et leurs bénéficiaires (p. 377) ; M. Chausson sur le remplacement du tronçon ferroviaire Eygurande-Merlines à Bort-les-Orgues (Corrèze) (p. 378). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 46 : *Amendement de M. Paillieux* (p. 1214) ; — d'une proposition de résolution tendant à la réduction des tarifs de transport pour les familles nombreuses de la région parisienne : *Discussion générale* (p. 1663) ; — du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du Budget général de l'Exercice 1946 : Chap. E : *Ses observations* (p. 2100) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 ; Dispositions spéciales : Art. 50 : *Amendement de M. Delom-Sorbé* (p. 2372) ; Art. 59 : *Rapport de M. Detravés* (p. 2374) ; *Amendement de M. Charlot* (p. 2375).

MOISAN (M. Edouard), Député du département de la Loire-Inférieure

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (*ibid.*).

Dépôts :

Le 30 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à soumettre à l'Assemblée Nationale Constituante, avant l'expiration de son mandat, un projet de loi étendant le bénéfice de la retraite des vieux à ceux des travailleurs qui n'en bénéficient pas encore ; artisans, commerçants, cultivateurs et travailleurs des profes-

sions libérales, ainsi qu'aux mères de famille nombreuse, n° 823. — Le 23 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi relatif aux pouvoirs du Conseil d'administration de la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaire, n° 1162.

MOLLET (M. Guy), Député du département du Pas-de-Calais (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46) ;
= Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 3 avril 1946, une proposition de loi tendant à établir la Constitution de la République Française, n° 843. — Le 25 avril 1946, une proposition de résolution relative à l'impression des procès-verbaux des séances de la Commission de la Constitution consacrées à l'élaboration de la Constitution de la République, n° 1197.

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituyente : *Son amendement à l'article 13* (A. de 1945, p. 91) ; — de la proposition de loi de M. André Marie tendant à la modification de l'article 33 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale : *Discussion générale*, en qualité de *Président de la Commission* de la Constitution (A. de 1946, p. 242 et suiv.) ; — des propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des droits, en qualité de *Président de la Commission* : *Discussion générale* (p. 646 et suiv.) ; *Contre-projet de M. Marie* (p. 674) ; *Amendement de M. Capitant aux quatre premiers articles de la Déclaration des droits* (p. 682) ; Art. 13 : *Ses observations* (p. 769) ; Art. 14 : *Ses observations* (p. 770) ; *Amendement de M. Coty* (p. 773) ; Art. 14 : *Amendement de M. Schumann* (p. 825) ; Art. 36 : *Ses observations sur la Déclaration des droits* (p. 974) ; Constitution de la République : *Ses observations* (p. 1619) ; *Ses observations* (p. 1629, 1633) ; *Ses observations sur le discours de M. Coste-Floret* (p. 1639) ; *Sur les droits des orateurs* (p. 1646) ; *Sur l'intervention de*

M. Capitant (p. 1668) ; *Discussion générale* (p. 1681 et suiv.) ; Art. 1^{er} : *Ses observations* (p. 1701) ; Institutions de la République : Art. 49 : *Amendement de M. Ribère* (p. 1734) ; Pouvoirs de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* (p. 1773) ; Art. 55 : *Ses observations* (p. 1850) ; Conseil des Ministres : Art 76 : *Amendement de M. Varenne* (p. 1867) ; Art. 105 : *Ses observations* (p. 1875) ; Collectivités locales : Art. 113 et 114 : *Amendement de M. Leenhardt* (p. 1922) ; Dispositions transitoires : Art. 127 : *Ses observations* (p. 1924) ; articles réservés : Art. 68 : *Ses observations* (p. 1949) ; Art 72 : *Amendement de M. Soustelle* (p. 1951) ; Art. 81 bis : *Amendement de M. Varenne* (p. 1953) ; Art. 91 : *Amendement de M. H. Teitgen* (p. 1969) ; Articles additionnels : *Amendement de M. Ribère* (p. 2023) ; *Ses observations* (p. 2024) ; *Ses conclusions avant le vote sur l'ensemble* (p. 2069) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membre de la Chambre des Députés, en qualité de *Président de la Commission de la Constitution* : *Discussion générale* : *Ses observations* (p. 1331) ; *Interventions de M. Capitant* (p. 1340). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2213).

MONNERVILLE (M. Gaston), Député du territoire de la Guyane française.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 139).
= Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139).

Dépôts :

Le 12 février 1946, une proposition de loi tendant au classement de la Guyane française comme département français, n° 409. — Le 26 février 1946, une proposition de loi tendant à la réforme du régime de la relégation des récidivistes, n° 522. — Le 5 mars 1946, une proposition de loi tendant : 1^o au rachat et à la transformation des Instituts d'émission de la France d'outre-mer ; 2^o à la distribution des crédits à long et moyen termes par la Caisse centrale de la France d'outre-mer pour la mise en valeur des territoires d'outre-mer, n° 576. — Le 5 mars 1946, une proposition de loi tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution du plan d'organisation, d'équipe-

ment et de développement des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 577. — Le 7 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de MM. Georges Boussenot et Saïd Mohamed Cheikh tendant à inviter le Gouvernement à modifier le régime des municipalités à Madagascar, n° 600. — Le 30 mars 1946, une proposition de loi relative à l'adoption et à la légitimation adoptive, n° 814. — Le 30 mars 1946, une proposition de loi tendant à modifier les textes du Code civil relatifs aux régimes matrimoniaux et comportant l'institution du régime de participation aux acquêts comme régime légal de droit commun, n° 815. — Le 30 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi déterminant aux Antilles et à la Réunion les conditions dans lesquelles des facilités pourront être accordées aux chefs d'entreprise mobilisés en vue de leur permettre de reprendre leur activité, n° 817. — Le 5 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur les propositions de loi : 1° de M. Gaston Monnerville tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution du plan d'organisation, d'équipement et de développement des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer ; 2° de M. Jacques Soustelle et plusieurs de ses collègues tendant à créer un fonds d'équipement économique et social de l'Union française, n° 891.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son article 17 bis nouveau* (A. de 1945, p. 181) ; *le retire* (ibid) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : COLONIES : *Discussion générale : Relégation et main-d'œuvre en Guyane* (p. 547) ; — de sa proposition de loi et celles de MM. Bissol et Vergès tendant au classement de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française comme départements français (A. de 1946, p. 556, p. 659, p. 665) ; *Discussion générale* (p. 754) ; Art. 3 : *Amendements de M. Valentino* (p. 761) ; — d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer (p. 997) ; — de propositions de loi

relatives à l'équipement de l'Union française, en qualité de *Rapporteur de la Commission des territoires d'outre-mer* : *Donne lecture de son rapport* (p. 1756 et suiv.) ; Art. 2 : *Sa réponse à M. Valentino* (p. 1759) ; Art. 7 : *Ses observations* (p. 1760). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1930). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 191).

MONT (M. Claude), Député du département de la Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 139).

MONTAGNIER (M. Eugène), Député du département du Rhône (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (*ibid.*)

Dépôts :

Le 21 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Antonin Gros et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer le temps de travail et le repos hebdomadaire dans les professions agricoles, n° 704. — Le 10 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Antonin Gros et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer le temps de travail et le repos hebdomadaire dans les professions agricoles, n° 966.

MONTEIL (M. André), Député du département du Finistère.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138) ; de la

Commission des territoires d'outre-mer (p. 139). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôt :

Le 13 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Albert Forcinal tendant à inviter le Gouvernement à excepter des mesures de révision des effectifs des personnels militaires, les officiers d'active déportés pour acte de résistance et classés par le jury d'honneur en 1^{re} ou 2^e catégorie, n° 653.

Interventions :

Son rapport, au nom du 5^e bureau, sur les opérations électorales du département de la Lozère (A. de 1945, p. 231. — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'exercice 1946 : Discussion générale (A. de 1946, p. 1407) ; Ses explications de vote (p. 1485).

MONTEL (M. Maurice), Député du département du Cantal.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 51). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 7 mars 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur les propositions de loi : 1^o de M. Roger Devemy et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux prisonniers et déportés un délai de présomption de un an au lieu de trois mois pour provoquer une constatation médicale en vue d'ouvrir droit à pension ; 2^o de M. Adrien Moufou et plusieurs de ses collègues tendant à prolonger le délai de présomption d'origine pendant lequel les prisonniers de guerre peuvent prétendre à pension pour les maladies contractées en captivité, ou des suites de captivité, n° 590. — Le 21 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire : I. le projet de loi relatif à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances et à

l'industrie des assurances en France ; II. les propositions de loi : 1^o de M. Marius Lacroix et plusieurs de ses collègues tendant à réaliser la socialisation des assurances ; 2^o de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à la nationalisation des assurances, n° 713 C. — Le 5 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi relatif à l'exécution des contrats d'assurances sur la vie dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 886. — Le 15 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur : I. le projet de loi relatif à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances et à l'industrie des assurances en France ; II. les propositions de loi : 1^o de M. Marius Lacroix et plusieurs de ses collègues tendant à réaliser la socialisation des assurances ; 2^o de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à la nationalisation des assurances ; 3^o de M. Pierre Abelin et plusieurs de ses collègues tendant à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances, n° 1040.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) ; PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS, en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* (A. de 1945, p. 617 et suiv.) ; *Ses observations* (p. 626 et suiv.) ; — du projet et des propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances, en qualité de *Rapporteur* de la Commission des finances : *Donne lecture de son rapport* (A. de 1946, p. 2119 et suiv.) ; Art. 1 : *Amenagements de MM. Bouvier O' Cottereau et Barangé* (p. 2165).

MONTILLOT (M. Robert), Député du département de la Haute-Saône.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice

-1946 (Services civils); *INFORMATION, Discussion générale : Nouvelliste de la Haute-Saône* (A. de 1945, p. 523). — Demande à interpeller sur la politique du Ministre du ravitaillement, notamment sur ses intentions quant au maintien de certaines mesures prises par son prédécesseur et concernant en particulier l'interdiction de la pâtisserie (A. de 1946, p. 195). Cette interpellation est développée par M. Jean-Moreau (p. 403). — Prend part à la discussion des propositions de loi sur la Constitution et la déclaration des droits, Art. 14 : *Son amendement* (p. 808). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 235).

MOQUET (M. Prosper), Député du département de l'Yonne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 47). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la justice et de législation générale (*ibid.*). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638).

MORA (M. Albert), Député du département des Basses-Pyrénées.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : *TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Ports de Bayonne et de Saint-Jean-de-Luz* (A. de 1945, p. 504).

MOREAU (M. Jean), Voy. JEAN-MOREAU.

MORICE (M. André), Député du département de la Loire-Inférieure.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Membre de la Commission : de l'équipement

national et de la production (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 139).

Dépôts :

Le 18 décembre 1945, une proposition de loi tendant à relever l'abattement à la base et les maxima de réduction pour charges de famille en matière d'impôt sur les bénéfices commerciaux, n° 127. — Le 27 décembre 1945, une proposition de loi fixant le nouveau taux de la retraite des vieux travailleurs et étendant le bénéfice de cette mesure aux travailleurs des deux sexes salariés ou indépendants, des villes et des campagnes, n° 220. — Le 28 décembre 1945, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les prisonniers de guerre et les évadés de l'octroi d'un trousseau, n° 229. — Le 31 janvier 1946, une proposition de loi tendant à l'ouverture de cours d'agriculture dans toutes les écoles primaires publiques de toutes les communes rurales de France pour les élèves dans leur dernière année de scolarité n° 334. — Le 31 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proclamer l'égalité et la solidarité de tous les Français devant les charges de la guerre et impliquant la réparation intégrale des dommages causés par les faits de guerre, n° 347. — Le 1^{er} avril 1946, une proposition de loi tendant à rétablir un juste et nécessaire équilibre entre les traitements d'activité, revalorisés, et les pensions, par la péréquation des retraites, l'admission des retraités au bénéfice de l'indemnité de résidence et la reconnaissance du droit de toutes les veuves au bénéfice de la pension de réversion, n° 833. — Le 3 avril 1946, une proposition de loi tendant à la nullité de l'acte dit loi du 3 juillet 1941 et au rétablissement des fonctionnaires et retraités des collectivités locales dans leurs droits acquis, n° 858.

Interventions :

Prend part à la discussion de la proposition de résolution de M. Jacques Duclos instituant une procédure exceptionnelle pour l'examen des projets de loi urgents (A. de 1945, p. 143). — Demande à interpeller : sur le rétablissement de la carte de pain (p. 737); développe cette interpellation (A. de 1946, p. 120 et suiv.); — sur les mesures que le Gouvernement compte

prendre pour éviter à un nombre important de travailleurs le chômage qu'entraînent les arrêts de travaux en cours, conséquence des réductions sensibles ou des suppressions des crédits qui leur étaient affectés et sur la situation présente de notre programme de reconstruction et l'organisation générale de celle-ci (p. 422); développe cette interpellation (p. 591 et suiv.); *la reprend* (p. 762, 860). — Preud part à la discussion : du projet de loi relatif à la suppression de certains services régionaux : *Discussion générale* (p. 992). — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 8 : *Son amendement sur le panachage* (p. 1371); Art. 8 réservé : *Amendement de M. Duclos* (p. 1456); — d'un projet de loi sur la propriété commerciale : *Discussion générale* (p. 1574). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1635, 1760). — Prend part à la discussion du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse : Art. 20 : *Amendement de M. Delcos* (p. 1894). — Est entendu sur une motion d'ordre (p. 1948). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux : Art. 15 : *Son amendement* (p. 2398); Art. 15 : *Son amendement* (p. 2399); *le retire* (ibid.); Art. 16 : *Son amendement* (p. 2400); Art. 15 : *Ses observations* (p. 2409).

MOUNIER (M. Claudius), Député du département de la Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139); de la Commission supérieure des allocations familiales (p. 234); de la commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Dépôts :

Le 29 janvier 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Pierre Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à la révision des salaires moyens mensuels départementaux servant de base au calcul des allocations familiales, n° 325. — Le 13 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et

de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Paul Gosset et plusieurs de ses collègues tendant à accorder au chef de famille, salarié, fonctionnaire ou agent des services publics, un congé supplémentaire à l'occasion de chaque naissance à son foyer, n° 1027. — Le 13 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi relatif à la révision des salaires moyens départementaux, n° 1028. — Le 13 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Albert Gau et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 31 octobre 1941 relative aux jardins ouvriers; 2° de M. Daniel Boisdon et plusieurs de ses collègues portant codification et modification de la législation sur les jardins ouvriers, n° 1029. — Le 19 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : 1° le projet de loi relatif à la révision des salaires moyens départementaux; 2° la proposition de loi de M. Pierre Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à la révision des salaires moyens mensuels départementaux servant de base au calcul des allocations familiales, n° 1118. — Le 26 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 2 du décret n° 46-251 du 20 février 1946 portant diminution du taux des remises accordées aux débitants de tabacs sur les prix de vente des tabacs, n° 1235.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet et de propositions de loi relatives à la révision des salaires moyens départementaux : en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* (A. de 1946, p. 2239); — du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux : Art. 7 : *Son amendement* (p. 2394); *le retire* (ibid.); Art. 9 : *Son amendement* (p. 2395).

MOURON (M. Jules), Député du département des Ardennes.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
 = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138).

MOUSSU (M. Raymond), Député du département d'Indre-et-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 14 février 1946, une proposition de loi tendant à fixer le prix des engrais à un taux proportionnel à celui du blé, n° 420. — Le 5 mars 1946, une proposition de loi tendant à étendre à certains propriétaires agricoles le bénéfice de déduction pour la remise en état de l'habitat rural dans la contribution sur l'enrichissement prévue par l'ordonnance n° 45-1820 du 15 août 1945, n° 580. — Le 11 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret-loi du 29 avril 1940 portant codification des dispositions législatives régissant le crédit mutuel et la coopération agricole, et modifié par la loi du 11 septembre 1941, n° 1003. — Le 18 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi réglementant l'usage de l'insémination artificielle, n° 1095. — Le 24 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi relatif à l'institution d'un ordre national des vétérinaires, n° 1193. — Le 24 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi relatif au rétablissement des syndicats de vétérinaires, n° 1194

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : AGRICULTURE (A. de 1945, p. 468); — du projet de loi relatif au statut du fermage; Art. 12 : *Amendement de M. Vée* (A. de 1946, p. 1279); *Son amendement* (p. 1284); *Son sous-amendement à l'amendement de M. Vée* (p. 1287); Art. 14 : *Son amendement* (p. 1293); Art. 15 : *Son amendement* (p. 1297); Art. 20 : *Son amendement* (p. 1313); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : Dispositions spéciales : Art. 19 : *Amendement de M. Delcos* (p. 2345); *Son amendement* (p. 2364); *le retire* (ibid.).

MOUSTIER (M. Roland-François de), Député du département du Doubs.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères (A. de 1945, p. 145).

Dépôts :

Le 18 décembre 1945, une proposition de loi tendant à compléter l'article 7 du Code général des impôts directs, n° 117. — Le 18 décembre 1945, une proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 27, 32 et 54 du Code général des impôts directs, n° 118.

Interventions :

Ses observations : sur la conciliation des travaux de l'Assemblée avec la session des conseils généraux (A. de 1945, p. 118); — sur le règlement de l'ordre du jour (A. de 1946, p. 620). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la liberté de la presse (p. 708); — du projet de loi portant dissolution de biens d'entreprises de presse : *Discussion générale* (p. 1799). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207, 235).

MOUTET (M. Marius), Député de la Drôme, Ministre de la France d'outre-mer.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission du Règlement (A. de 1945, p. 53); de la Commission des territoires d'outre-mer (p. 139). — Est nommé Ministre de la France d'outre-mer (J. O. du 27 janvier 1946, p. 754).

Dépôts :**En qualité de Député :**

Le 18 janvier 1946, un rapport au nom de la Commission du Règlement et des pétitions sur : 1° le projet de loi tendant à garantir l'immunité et l'inviolabilité des Députés à l'Assemblée Nationale Constituante; 2° la proposition de loi de M. Félix Gouin et plusieurs de ses collègues relative au statut des membres de l'Assemblée

Nationale Constituante et à l'autonomie financière de cette Assemblée, n° 304.

En qualité de Ministre de la France d'outre-mer :

Le 22 février 1946, un projet de loi tendant à rendre applicable aux Antilles et à la Réunion l'ordonnance du 18 octobre 1945 permettant l'inscription sur les listes électorales des fonctionnaires mutés après la clôture de celles-ci, n° 489. — Le 26 février 1946, un projet de loi déterminant aux Antilles et à la Réunion les conditions dans lesquelles des facilités pourront être accordées aux chefs d'entreprise mobilisés en vue de leur permettre de reprendre leur activité, n° 512. — Le 1^{er} avril 1946, un projet de loi tendant à modifier à titre exceptionnel les conditions de résidence exigées pour l'inscription sur les listes électorales et fixant une procédure spéciale d'inscription pour certaines catégories d'électeurs aux Antilles, à la Guyane et à la Réunion, n° 834. — Le 3 avril 1946, un projet de loi tendant à la désaffectation de l'île du Diable du groupe des îles du Salut de la Guyane française comme lieu de déportation simple et de déportation en enceinte fortifiée, n° 851. — Le 8 avril 1946, un projet de loi portant modification à la réglementation forestière de la Guadeloupe, n° 938. — Le 8 avril 1946, un projet de loi autorisant la transmission éventuelle par télégramme des énonciations essentielles des actes authentiques entre la France et les colonies, n° 941. — Le 13 avril 1946, un projet de loi créant des ressources pour le fonctionnement de la Caisse de péréquation de la Guyane, n° 1021. — Le 19 avril 1946, un projet de loi tendant à permettre de reporter jusqu'au 1^{er} juillet 1946 la date de la première session ordinaire des conseils généraux des Antilles et de la Réunion, n° 1125. — Le 19 avril 1946, un projet de loi tendant à autoriser la comparution devant les chambres civiques de la métropole ou de l'Algérie de justiciables des chambres civiques coloniales résidant en France ou en Afrique du Nord, n° 1132. — Le 19 avril 1946, un projet de loi portant rétablissement de la légalité républicaine en Afrique occidentale française et au Togo, n° 1135. — Le 19 avril 1946, un projet de loi relatif à la répression des faits de collaboration et à l'indignité nationale pour les territoires formant l'Union indochinoise, n° 1136. — Le 24 avril

1946, un projet de loi tendant à modifier les tableaux des circonscriptions électorales annexés à la loi n° 46-680 du 13 avril 1946, relative à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, n° 1177. — Le 25 avril 1946, un projet de loi réorganisant les chemins de fer de la France d'outre-mer, n° 1199. — Le 26 avril 1946, un projet de loi modifiant et complétant, en ce qui concerne Madagascar, la loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer, n° 1226.

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport relatif au Règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Amendement de M. Bocquet à l'article 14* (A. de 1945, p. 96); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : Art. 82 : (p. 347); Art. 119 : *Sa demande de disjonction* (p. 667); *Son amendement à l'article 88 : Aménagement du Cap-Vert* (p. 683 et suiv.); *Le retire* (p. 685); COLONIES : en qualité de *Président de la Commission de la France d'outre-mer : Discussion générale* (p. 549). — En qualité de *Ministre de la France d'outre-mer* : répond aux questions posées par M. Césaire au sujet du ravitaillement défectueux de la Martinique, les garanties à l'ouvrier agricole et la mise en culture des terres en friche en cette colonie (A. de 1946, p. 379). — Est entendu au cours du débat : sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. d'Arbousier (p. 462); de M. Aujoulat (p. 463); *Ses observations lors de la discussion de ces interpellations* (p. 935, p. 948, p. 998, p. 1001 et suiv., p. 1036 et suiv., p. 1055 et suiv.); — sur les propositions de loi : 1° de M. Bissol tendant au classement comme département français de la Guadeloupe et de la Martinique; 2° de M. Monnerville tendant au classement de la Guyane française comme département français; 3° de M. Vergès tendant au classement comme département français de l'île de la Réunion : *Demande le renvoi de la discussion* (p. 556); *Discussion générale* (p. 756); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Parent* (p. 758); *Amendement de M. Valentino* (p. 759); Art. 2 : *Ses observations* (ibid.); *Amendement de M. Valentino* (p. 760); Art. 3 : *Amendements de M. Valentino* (p. 761). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des

dépenses militaires de l'Exercice 1946 : France d'outre-mer : Chap. 88 : *Amendement de M. Larribère* (p. 1443); — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Territoires d'outre-mer : Art. 4 : *Ses observations* (p. 1540); Art. 7 : *Amendement de M. Zivaral-tinam* (p. 1543); *Sa réponse aux observations de M. Varenne* (p. 1544); Art. 8 : *Amendements de M. Vergès* (ibid., p. 1545); — de propositions de loi relatives à l'équipement de l'Union française : *Discussion générale* (p. 1757). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1760). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. Lamine-Gueye tendant à fixer le régime électoral et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer : Art. 1^{er} : *Ses observations* (p. 2244); Art. 19 : *Amendement de M. Bloch* (p. 2251); Art. 35 : *Ses observations* (p. 2254); — d'une proposition de loi présentée par M. d'Astier de la Vigerie relative à l'élection des membres du Conseil de l'Union française : Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Valentino* (p. 2271); Art. 10 : *Amendement de M. Lamine-Gueye* (p. 2276); Art. 9 : *Observations de M. Denais* (p. 2277); — du projet de loi relatif aux assemblées locales de Madagascar : *Ses observations* (p. 2383).

MOUTON (M. Adrien), Député du département des Bouches-du-Rhône (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommé membre de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 139). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant à attribuer aux prisonniers de guerre, qui ne percevaient ni solde mensuelle, ni traitement, un pécule de 400 francs par mois de captivité, n° 29. — Le 11 décembre 1945, une proposition de loi tendant à attribuer aux prisonniers de guerre rapatriés et aux prisonniers évadés, un costume, un pardessus, un trousseau et des chaussures, n° 57. — Le 20 décembre 1945, une proposition de loi tendant à accorder

aux prisonniers de guerre, déportés politiques et travailleurs requis, l'assistance judiciaire dans le minimum de temps et sur simple affirmation de l'insuffisance de leurs ressources, n° 148. — Le 26 décembre 1945, une proposition de loi tendant à donner une conclusion rapide aux instances en divorce lorsqu'une des parties est prisonnier de guerre, n° 208. — Le 26 décembre 1945, une proposition de loi tendant à prolonger le délai de présomption d'origine pendant lequel les prisonniers de guerre peuvent prétendre à pension pour les maladies contractées en captivité, ou des suites de captivité, n° 214. — Le 7 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur les propositions de loi : 1° de M. Maurice Michel et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 26 mai 1945 instituant l'assistance médicale temporaire pour les prisonniers de guerre; 2° de M. Max Lejeune et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 26 mai 1945 instituant l'assistance médicale temporaire pour les prisonniers de guerre; 3° de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à assurer aux prisonniers de guerre, malades, le bénéfice, sous certaines conditions, de l'assistance médicale; 4° de MM. Joseph Denais et Pierre Burgeot tendant à modifier l'ordonnance du 26 mai 1945 sur l'assistance médicale temporaire aux prisonniers de guerre, n° 613. — Le 10 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur le projet de loi tendant à modifier l'article premier de la loi validée du 9 septembre 1941 modifiant l'article 3 de la loi du 31 mars 1919 relative aux pensions militaires fondées sur l'invalidité ou le décès, n° 977. — Le 11 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Maurice Michel et plusieurs de ses collègues tendant à fixer les conditions dans lesquelles la qualité d'ancien combattant est attribuée aux militaires des armées françaises faits prisonniers par les puissances de l'axe au cours de la guerre 1939-1945, n° 988.

Interventions :

Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur les opérations électorales du département des Basses-

Alpes (A. de 1945, p. 9). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS : *Discussion générale* (p. 623).

MULLER (M. Pierre), Député du département de la Moselle.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : INTÉRIEUR (A. de 1945, p. 451, 461); — de propositions relatives à la Constitution et à la Déclaration des droits ; Art. 13 : *Ses observations* (p. 769).

MUSMEAUX (M. Arthur), Député du département du Nord (3^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 139); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (*ibid.*); de la Commission du conseil supérieur des assurances sociales (p. 374). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôt :

Le 28 février 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le versement de certaines bonifications au profit des ouvriers frontaliers et saisonniers belges et luxembourgeois travaillant en France, n° 533 c.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 82* (A. de 1945,

p. 346); *le retire* (p. 347). — *Son rapport*, au nom du 2^e Bureau, sur les opérations électorales du territoire du Cameroun, collèges des citoyens et des non-citoyens (A. de 1945, p. 201). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *rémunération des heures supplémentaires de travail* (p. 313). — Prend part à la discussion : du projet de loi autorisant le versement de certaines bonifications au profit des ouvriers frontaliers et saisonniers belges et luxembourgeois travaillant en France ; en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* (p. 613); — d'un projet de loi relatif au statut des délégués du personnel dans les entreprises : Art. 2 : *Son amendement* (p. 1606).

MUTTER (M. André), Député du département de l'Aube.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139); de la Commission des affaires étrangères (p. 145).

Dépôts :

Le 11 décembre 1945, une proposition de loi tendant à attribuer aux déportés et internés politiques un pécule de 100 francs par jour de captivité, n° 79. — Le 1^{er} mars 1945, une proposition de loi portant réintégration d'office en leur appartement réquisitionné des déportés politiques, n° 553. — Le 1^{er} mars 1946, une proposition de loi tendant à étendre à certaines catégories de déportés les dispositions de l'ordonnance du 26 mai 1945 relative à l'aide médicale temporaire, n° 555. — Le 1^{er} mars 1946, une proposition de loi tendant à proroger le délai fixé pour le bénéfice de l'aide médicale temporaire prévue par l'ordonnance du 26 mai 1945, n° 556. — Le 1^{er} mars 1946, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des primes d'accueil et de déportation ainsi que l'indemnité dite de congé de libération, aux déportés rentrés avant le 1^{er} mars 1945, n° 557. — Le 1^{er} mars 1946, une proposition de loi tendant à établir la définition de l'interné et du déporté politique, n° 558. — Le 1^{er} mars 1946, une proposition de loi ayant pour objet, en regard au droit à pension, de tenir compte du grade militaire que possédait l'intéressé dans la Résistance, n° 559.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur la déclaration ministérielle présentée par M. le général de Gaulle (A. de 1945, p. 125). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Ses explications de vote* (p. 189). — Est entendu pour un rappel au règlement (p. 241). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les traitements des fonctionnaires : *Ordre du jour de M. Gazier* (p. 247); — de la proposition de résolution de M. Mabrut, tendant à inviter le Gouvernement à créer un Ministère des Anciens combattants, Prisonniers, Déportés et Victimes de la guerre : *Discussion générale* (p. 296); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1936 (Services civils) : AGRICULTURE (p. 472); RAVITAILLEMENT : *Carte de pain et familles nombreuses* (p. 481); *Ses observations : sur l'ensemble du budget* (p. 687); *sur le rôle de l'opposition* (p. 690); — du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946 : *Amendement de M. Capdeville* (p. 731); *Amendement de M. Rose* (p. 736). — Demande à interpellier sur la politique générale du Gouvernement en matière de politique extérieure (A. de 1946, p. 3); *Développe cette interpellation* (p. 34 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 décembre 1945 relative au vote du projet de budget

pour l'exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 212); — du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale : Art. 8 : *Ses explications de vote* (p. 299). — Intervient lors de l'adoption d'une motion concernant l'exécution de Cristino Garcia et de ses compagnons de lutte (p. 452). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 22 février 1946 (p. 459). — Prend part à la discussion : des propositions de loi relatives à la Constitution et à la Déclaration des droits : Art. 13 : *Demande de renvoi à la Commission* (p. 770); Art. 14 : *Amendement de M. Montillot* (p. 814); Art. 18 : *Amendement de M. July* (p. 866); Art. 19 : *Amendement de M. Ramarony* (p. 867); Art. 20 : *Son amendement* (p. 868); *le retire* (p. 869); Art. 31 : *Ses amendements* (p. 951); Constitution de la République : *Deuxième contre-projet de M. Ramarony* (p. 1712); Responsabilité pénale des Ministres : Art. 88 : *Son amendement* (p. 1870); Articles réservés : Art. 120 bis : *Son amendement* (p. 2014); — de propositions de résolution tendant à la réparation intégrale des dommages de guerre : *Ses explications de vote* (p. 1062); — du projet de loi portant prorogation de l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Discussion générale* (p. 1174). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1192). — Prend part à la discussion du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse : *Discussion générale* (p. 1799); *Sa demande de scrutin sur l'ensemble du projet* (p. 1905).



N

NAEGELEN (M. Marcel), Député du département du Bas-Rhin, Ministre de l'Education Nationale.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138). Est proclamé président de la Haute Cour de justice (p. 663). Est nommé Ministre de l'Education nationale (J. O. du 27 janvier 1946, p. 754).

Dépôts :**En qualité de Député :**

Le 14 décembre 1945, une proposition de loi tendant à tenir compte aux instituteurs, secrétaires de mairie, pour le calcul de leur pension de retraite, du traitement reçu par eux comme secrétaires de mairie, n° 64. — Le 20 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux déportés politiques internés dans les camps de concentration et prisons d'Alsace les mêmes avantages qu'à ceux internés dans les camps de concentration et prisons d'Allemagne, n° 139.

En qualité de Ministre de l'Education nationale :

Le 19 février 1946, un projet de loi relatif au titre des docteurs en droit chargés d'assister les professeurs et agrégés pour les conférences et

travaux pratiques des étudiants des facultés de droit, n° 454. — Le 14 mars 1946, un projet de loi relatif à la prorogation des pouvoirs du Comité permanent du Conseil supérieur de l'Education nationale, n° 667. — Le 11 avril 1946, un projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1913, modifiée par la loi du 31 décembre 1921 sur les monuments historiques, n° 999. — Le 18 avril 1946, un projet de loi modifiant les lois du 28 mars 1882 et du 11 août 1936 quant aux sanctions de l'obligation scolaire, n° 1076.

Interventions :

Est entendu : sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Peters sur les mesures que le Gouvernement compte prendre d'urgence en ce qui concerne la revalorisation des traitements, salaires, retraites (A. de 1945, p. 226); — pour un rappel au règlement (p. 241). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : EDUCATION NATIONALE (p. 456); INTERIEUR (p. 457). — Demande à interpellier sur la politique extérieure du Gouvernement (p. 737). — Ses explications de vote lors de la discussion des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 104 et suiv.). — En qualité de *Ministre de l'Education nationale* : donne sa démission de président de la Haute Cour de justice (p. 194); — Répond à une question de M. Barthélemy sur la latitude laissée

aux inspecteurs d'académie sur les programmes et mesures en faveur des maîtres et maîtresses débutants (p. 376). — Est entendu au cours de la discussion d'interpellations sur la situation économique de l'Algérie (p. 557).

NEDELEC (Mme Raymonde), Député du département des Bouches-du-Rhône
(1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommée membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 139).

Dépôt :

Le 25 avril 1946, une proposition de loi tendant à faciliter et à étendre la légitimation des enfants adultérins, n° 1210.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : ANCIENS COMBATTANTS (A. de 1945, p. 430); LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 167 : Remboursement des dommages de guerre* (p. 680); *le retire* (ibid.); *Son amendement à l'article 172 : Frais de transfert et inhumation des citoyens patriotes décédés* (p. 681); *le retire* (ibid.).

NICOD (M. Léon-Valentin), Député du département du Doubs.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139).

Dépôt :

Le 28 février 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi relatif à la date d'application des arrêtés portant fixation des salaires, n° 535.

NOEL (M. André), Député du département de Vaucluse.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la défense nationale (A. de 1946, p. 667).

Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 1333 et suiv.); = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 47).

NOGUÈRES (M. Louis), Député du département des Pyrénées-Orientales.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission du règlement (A. de 1945, p. 53); de la Commission de la Constitution (p. 138); — Est nommé membre titulaire de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice (p. 638); — Est nommé président de la Haute Cour de justice (A. de 1946, p. 221.).

Dépôt :

Le 28 février 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945, instituant une Haute Cour de justice, n° 544.

Interventions :

Est entendu sur une question posée par M. Vincent Auriol sur l'interprétation de l'article 56 du Règlement (A. de 1945, p. 336). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Art. 1^{er} septième nouveau* (p. 349); *Art. additionnel de M. Figuères* (p. 362); TRAVAIL : *Discussion générale : Retraite des vieux tra-*

vailleurs (p. 499) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Port-Vendres et Roussillon* (p. 512) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1945 (Dépenses administratives de l'Assemblée Nationale Constituante) : *Amendement de M. Petit à l'art. 1^{er}* (p. 415).

NOVAT (M. Jean), Député du département de l'Isère.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45.).
= Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138).



O


OBERKIRCH (M. Alfred), Député du département du Bas-Rhin.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138); de la Commission des affaires étrangères (p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : INTÉRIEUR (A. de 1945, p. 457). — Intervient au cours de la discussion d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 49 et suiv.) — Prend part à la discussion : de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des Droits : Art. 14 : *Amendement de M. Schumann* (p. 820) ; — de l'interpellation de M. Morice sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (p. 856) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 23 : *Ses observations sur l'article* (p. 1194) ; Art. 33 : *Son amendement* (p. 1203) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : AGRICULTURE : *Ses observations* (p. 2297) ; ANCIENS COMBATTANTS : Chap. 101 : *Ses observations* (p. 2306).

OTT (M. Barthélemy), Député du département de la Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères (A. de 1945, p. 145).

Dépôts :

Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche (L'enseignement dans la zone d'occupation française d'Allemagne), n° 923.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : EDUCATION NATIONALE : *Réforme de l'enseignement supérieur* (A. de 1945, p. 570). — Est entendu au cours de la discussion : d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 48 et suiv.) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 au titre du Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes : *Discussion générale* (p. 1240). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 191, 2115).

OUZEGANE (M. Amar), Député du département d'Alger et territoire de Ghardaïa
(Collège des électeurs français musulmans non-citoyens).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138); de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (*ibid.*). — Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale Constituante (p. 52).

Dépôts :

Le 29 novembre 1945, une proposition de loi tendant à prendre une mesure d'amnistie en faveur de tous les emprisonnés politiques musulmans en Algérie, n° 43. — Le 21 février 1946, un rapport fait au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de résolution de M. Camille Larrière et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à établir l'égalité des soldes, des allocations, retraites et pensions pour tous les Algériens, sans distinction de race, n° 475. — Le 22 février 1946, une proposition de loi tendant à faire de la langue arabe la langue officielle à côté de la langue française en Algérie, n° 495.

Interventions :

Son rapport au nom du 6^e Bureau sur les opérations électorales du département d'Oran et du territoire d'Aïn Sefra (A. de 1945, p. 28). — Prend part à la discussion : du rapport relatif au Règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Paragraphe 5 de l'article 14* (p. 96); — des conclusions du rapport du 6^e Bureau sur les élections d'Oran (collège des électeurs français musulmans non-citoyens) (p. 141); — du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement tendant à insérer un article 17 bis* (p. 180); *le retire* (p. 181); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils): INTÉRIEUR (p. 461). — Pose au Ministre de l'Information une question sur les raisons ayant motivé la suspension d'autorisation du

journal l'*Algérie nouvelle* d'Alger, nouveau titre du journal *La lutte sociale* (A. de 1946, p. 383). — Prend part à la discussion : des conclusions du rapport de M. Lacroix sur les opérations électorales du département d'Oran (p. 467); — d'interpellations sur la situation économique de l'Algérie (p. 574); — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Dispositions spéciales à l'Algérie : *Discussion générale* (p. 1518).

OYON (Mme Marie), Député du département de la Sarthe.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommée membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 139); de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460); de la Commission de la famille (p. 864).

Dépôts :

Le 29 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour définir le titre de combattant de la résistance, n° 241. — Le 22 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger au 1^{er} mars 1946 le délai de versement aux évadés, de l'indemnité dite de service extraordinaire, n° 310. — Le 23 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de l'ordonnance du 11 mai 1945 concernant les rapatriés, aux évadés ayant rejoint leur domicile postérieurement au 6 juin 1944, n° 315. — Le 19 février 1946, une proposition de loi tendant à attribuer aux évadés la médaille des évadés et les droits y afférant, n° 443. — Le 5 avril 1946, une proposition de loi tendant à accorder aux mères qui élèvent seules leurs enfants des avantages particuliers au titre de l'allocation de salaire unique et des allocations familiales, n° 897. — Le 5 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer un emploi aux veuves de guerre en état de travailler et un revenu décent à celles que l'âge, les infirmités ou les charges de famille mettent dans l'incapacité de subvenir à leurs

besoins, n° 898. — Le 11 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de M. Max Lejeune et de plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réserver à certaines catégories de prisonniers, déportés et anciens combattants le sixième de la production textile devenue libre par suite de l'annulation de certaines commandes de l'intendance militaire, n° 986. — Le 11 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de

résolution de MM. Jean Minjoz et Edouard Herriot tendant à inviter le Gouvernement à créer un organisme officiel de recherche, d'exhumation des corps des victimes de la guerre et de l'occupation, n° 991.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS : *Discussion générale*; *Rétablissement de ce Ministère (A. de 1945, p. 624)*.





P

PAILLEUX (M. André), Député du département de la Seine (6^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138). Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 22 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier d'urgence les règles de titularisation des auxiliaires âgés de plus de 60 ans, n° 187.
 — Le 22 décembre 1945, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 4 octobre 1945 sur l'organisation administrative de la sécurité sociale, n° 191. — Le 31 janvier 1946 une proposition de loi tendant à la nationalisation des industries de l'énergie électrique et gazière, n° 329. — Le 5 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer la période des congés payés et à déterminer les facilités de transport accordés aux salariés pour cette période, n° 903.
 — Le 10 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des moyens de communications (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes, téléphones sur le projet de loi relatif aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, n° 976. — Le 26 avril 1946, une proposition de loi tendant à

régler, vis-à-vis du Gouvernement français, la situation des fonctionnaires détachés de la métropole et incorporés au cadre chérifien, n° 1231.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale : Equilibre budgétaire des chemins de fer* (A. de 1945, p. 509) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz ; Art. 46 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 1214).
 = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 460, 2084).

PALEWSKI (M. Jean-Paul), Député du département de Seine-et-Oise (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138). Est nommé juré à la Haute Cour de Justice (p. 638).

Dépôts :

Le 22 décembre 1945, un avis au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur le projet de loi approuvant une convention entre le Gouvernement français et l'Export-Import

Bank, n° 198. — Le 22 décembre 1945, un avis au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur le projet de loi relatif à la création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement, n° 199. — Le 19 mars 1946, une proposition de loi tendant à dissoudre les comités d'organisation et offices professionnels et à instaurer un régime des professions fondé sur la liberté, n° 701.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales* (A. de 1945, p. 374 ; — des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946 (p. 33) ; — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1931). — Prend part à la discussion : des conclusions du rapport sur la composition et la compétence du Conseil économique : Art. 1^{er} : *Son amendement* (p. 2039) ; — du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : Art. 32 : *Son amendement* (p. 2202) ; Art. 5 : *Amendement de M. Lespès* (p. 2216) ; — du projet de loi relatif à la nationalisation des combustibles minéraux : Art. 17 : *Ses observations* (p. 2401).

PARENT (M. Pierre), Député du Maroc.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 51). — Est nommé membre de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 139).

Interventions :

Est entendu : sur la déclaration ministérielle présentée par M. le général de Gaulle (A. de 1945, p. 121) ; — au cours de la discussion des conclusions du rapport du 2^e Bureau sur les opérations électorales du Cantal [Invalidation de M. Camille Laurens] : *Sa motion*

tendant à interdire la qualité de parlementaire aux porteurs de francisque ; (p. 265) ; — Demande à interpeller sur la situation au Maroc (A. de 1946, p. 244) ; est entendu sur la date de discussion (p. 462). — Prend part à la discussion des conclusions du Rapport du 6^e Bureau sur les opérations électorales du département d'Oran (p. 466) ; — Est entendu lors de la discussion sur le règlement de l'ordre du jour (p. 683). — Prend part à la discussion : de propositions de loi tendant au classement de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de l'île de la Réunion comme départements français : Art. 1^{er} : *Son amendement* p. 758) ; *le retire* (p. 759) ; — de propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des droits ; Union française : *Présente une motion* (p. 1721) ; Articles réservés : Art. 124 : *Amendement de M. Lamine-Gueye* (p. 2020) ; *Reprend l'amendement de M. Coste-Floret* (ibid.) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse : *Discussion générale* (p. 1805) ; — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 1).

PARPAIS (M. Raoul), Député du département de l'Indre.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138).

PATINAUD (M. Marius), Député du département de la Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Travail* [J. O. du 27 janvier 1946] (p. 754).

PAUL (M. Gabriel), Député du département du Finistère.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice

1946 (Services civils) : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* : *Port de Brest* (A. de 1945, p. 504).

PAUL (M. Marcel), Député du département de la Haute-Vienne, Ministre de la Production industrielle.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460). — Est nommé Ministre de la Production industrielle (Ministère de Gaulle, *J. O.* du 22 novembre 1945, p. 7750 ; Ministère Gouin, *J. O.* du 27 janvier 1946, p. 754).

Dépôts :

En qualité de Ministre de la Production industrielle :

Le 15 janvier 1946, un projet de loi relatif au personnel des exploitations minières et assimilées, n° 268. — Le 18 janvier 1946, un projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz, n° 300. — Le 5 mars 1946, un projet de loi modifiant l'ordonnance du 2 novembre 1945 rétablissant les élections aux chambres des métiers, n° 573. — Le 27 mars 1946, un projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux, n° 779. — Le 27 mars 1946, un projet de loi portant dissolution d'organismes professionnels et organisation pour la période transitoire de la répartition des produits industriels, n° 783. — Le 18 avril 1946, un projet de loi portant création de la Société de produits biochimiques, n° 1107. — Le 20 avril 1946, un projet de loi portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur, n° 1150. — Le 24 avril 1946, un projet de loi tendant à modifier et à compléter les ordonnances des 10 octobre 1944 et 29 mars 1945 relatives à l'épuration dans les entreprises, n° 1183. — Le 26 avril 1946, un projet de loi relatif aux élections aux Chambres de métier, n° 1227.

Interventions :

En qualité de *Député* : *Son rapport, au nom du 40^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Somme* (A. de 1945, p. 38).

— En qualité de *Ministre de la Production industrielle* : prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale* (p. 529 et suiv.) ; — du projet de loi relatif au personnel des exploitations minières et assimilées : *Discussion générale* (p. 240) ; — du projet de loi modifiant l'ordonnance du 2 novembre 1945 rétablissant les élections aux chambres de métiers (p. 569) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : *Motion de M. Desjardins* (p. 1010) ; *Ses observations sur le texte présenté* (p. 1106 et suiv.) ; *Contre-projet de M. Bardoux* (p. 1115) ; Art. 2 : *Amendements de MM. Lespès et Krieger* (p. 1120) ; *Amendements de M. Furaud* (p. 1121) ; *Amendement de M. Lespès* (p. 1123) ; Art. 8 : *Amendement de M. Lespès* (p. 1129) ; Art. 10 : *Amendement de M. Lespès* (p. 1150) ; Art. 14 : *Amendement de M. Bouvier-O'Cotteteau* (p. 1176) ; Art. 15 : *Amendements de MM. Viatte et Bouvier-O'Cotteteau* (p. 1178) ; Art. 20 : *Amendements de MM. O'Cotteteau et Lespès* (p. 1181) ; Art. 21 : *Amendement de M. Herriot* (p. 1186) ; Art. 32 : *Amendement de M. Viatte* (p. 1203) ; Art. 40 : *Amendement de M. Varenne* (p. 1211) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale* (p. 2331) ; Chap. 67 : *Ses observations* (p. 2334) ; — du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux : Art. 7 : *Amendement de M. Bouvier-O'Cotteteau* (p. 2394) ; Art. 16 : *Amendement de M. Kalis* (p. 2400) ; Art. 22 : *Ses observations* (p. 2405) ; Art. 15 : *Ses observations* (p. 2409).

PAUMIER (M. Bernard), Député du département du Loir-et-Cher.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (*ibid.*).

Dépôts :

Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant à reviser l'ordonnance du 19 octobre

1945 et à permettre le remboursement des amendes de Vichy injustement perçues, n° 27. — Le 11 décembre 1945, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement sur la proposition de loi de M. Léopold Figuières et plusieurs de ses collègues tendant à instituer le prêt d'installation à long terme et sans intérêt pour les jeunes ménages paysans prenant l'engagement d'exploiter, n° 84. — Le 21 février 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Robert Manger et plusieurs de ses collègues tendant à la création de caisses des calamités viticoles, n° 473. — Le 21 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser, par dérogation à la loi du 4 juillet 1931, de nouvelles plantations de vignes dans les départements dans lesquels la superficie des vignes a diminué depuis 1938, n° 485. — Le 27 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi relatif à l'attribution de prêts d'installation du Crédit agricole mutuel aux jeunes agriculteurs, n° 767. — Le 11 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi relatif à l'attribution de prêts d'installation du Crédit agricole mutuel aux jeunes agriculteurs, n° 1001. — Le 12 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Antonin Gros et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à généraliser le déblocage du pécule viticole pour la récolte de 1945 et à l'incorporer dans le prix du vin payé directement au producteur pour la récolte de 1946, n° 1005. — Le 15 avril 1946, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi relatif à l'attribution de prêts d'installation du Crédit agricole mutuel aux jeunes agriculteurs, n° 1043. — Le 19 avril 1946, un 3^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi relatif à l'attribution de prêts d'installation du Crédit agricole mutuel aux jeunes agriculteurs, n° 1126.

Interventions :

Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur les opérations électorales du département de l'Ain (A. de 1945, p. 7). — Prend part à la discussion : du rapport relatif au règlement de

l'Assemblée Nationale Constituante : *Amendement de M. Bocquet à l'article 14 (p. 96)* ; — du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement au troisième alinéa de l'article 12 (p. 177)* ; *le retire (p. 178)*. — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 227). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **LOI DE FINANCES** : *Son amendement tendant à insérer un article additionnel (p. 367)* ; **RAVITAILLEMENT** : en qualité de *Rapporteur* : *Présente son rapport (p. 478)* ; *Amendement de Mme Galicier, tendant à supprimer le chapitre 10 (p. 481)* ; *Amendement de M. André Mercier, à l'article 27 (p. 483)*. — Est entendu au cours de la discussion : d'interpellations sur la politique du ravitaillement (**A. de 1946**, p. 448) ; — du projet de loi et de la proposition de loi de M. Bocquet tendant à l'organisation professionnelle provisoire de l'agriculture : *Ses explications de vote (p. 634)* ; — du projet de loi relatif au statut du fermage : **Art. 7** : *Son amendement (p. 1271)* ; — du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du Budget général de l'Exercice 1946, en qualité de *Rapporteur* du budget du ravitaillement : **Chap. 6** : *Ses observations (p. 2095)*.

PEETERS (M. René), Député du département de Meurthe-et-Moselle).

Son élection est validée (**A. de 1945**, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (**A. de 1945**, p. 138) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139).

Dépôts :

Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant à attribuer aux fonctionnaires, agents et ouvriers des services publics et des services concédés une indemnité mensuelle professionnelle de 1.000 francs, n° 17. — Le 28 décembre 1945, une proposition de loi tendant à accorder la réparation totale des dommages aux ouvriers et ouvrières licenciés par application de la loi du 12 mai 1941, n° 228. — Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du

travail et de la sécurité sociale sur : 1° le projet de loi portant modification de l'article 3 de l'ordonnance du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise ; 2° la proposition de loi de M. Albert Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à la modification de l'ordonnance du 22 février 1945 instituant les comités d'entreprise, n° 915. — Le 28 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : 1° le projet de loi portant modification de l'article 3 de l'ordonnance du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise ; 2° la proposition de loi de M. Albert Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à la modification de l'ordonnance du 22 février 1945 instituant les comités d'entreprise, n° 1156.

Interventions :

Demande à interpeller sur les mesures que le Gouvernement compte prendre d'urgence en ce qui concerne la revalorisation des traitements, salaires, retraites des fonctionnaires, agents, ouvriers des services publics et concédés (A. de 1945, p. 225, 226) ; *retire cette demande d'interpellation* (p. 237). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires : *Discussion générale* (p. 339). — Est entendu au cours de la discussion : d'interpellations sur la politique du ravitaillement (p. 409 et suiv.) ; — d'un projet de loi relatif au statut des délégués du personnel dans les entreprises, en qualité de *Président de la Commission* : Art 1^{er} : *Amendement de M. Besset* (p. 1604) ; Art. 5 : *Amendement de M. Poimbeuf* (p. 1607) ; Art. 9 : *Amendement de M. Vialte* (p. 1609) ; Art. 20 : *Ses observations sur l'amendement de M. Valentino* (p. 1612) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; *Dispositions spéciales* : Art. 54 : *Son amendement* (p. 2373).

PEISSEL (M. Jean), Député du département du Rhône (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 139).

S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 143, 191, 1862). — Obtient un congé (A. de 1946, p. 191, 1862).

PENOY (M. René), Député du département des Ardennes.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).¹

Dépôt :

Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche (Questions économiques dans la zone française d'occupation d'Autriche). n° 931.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 23 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 1189) ; *le retire* (p. 1191). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

PÉRI (Mme Mathilde), Député du département de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommée membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Dépôts :

Le 16 avril 1946, une proposition de loi tendant à étendre aux enfants naturels des résistants morts pour la France, le bénéfice de la loi du 31 mars 1945, attribuant aux enfants légitimes la pension militaire, n° 1052. — Le 23 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la

proposition de résolution de Mme Rose Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à donner aux femmes de déportés politiques non rapatriés le droit de priorité en matière de logement, n° 1171.

Interventions :

Son rapport, au nom du 7^e Bureau, sur les opérations électorales du département du Haut-Rhin (A. de 1945, p. 53).

PERON (M. Yves), Député du département de la Dordogne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la justice et de législation générale (*ibid.*). — Est nommé membre titulaire de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 5 mars 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'organisation judiciaire de la France, n° 579. — Le 8 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en vue de restituer les biens du parti communiste français et des organisations énumérées par le décret du 26 septembre 1939, n° 627. — Le 28 mars 1946, une proposition de loi tendant à rendre possible l'exercice de l'action civile devant les tribunaux militaires, n° 793. — Le 16 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. André Marty et plusieurs de ses collègues tendant à régulariser l'état civil des Français morts en Espagne dans les rangs de l'armée républicaine au cours des événements de 1936-1939, n° 1062.

Interventions :

Est entendu au cours de la discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration : *Son amendement à l'article premier* (A. de 1945, p. 219); *le retire* (p. 220);

Art. 2 et 3 (p. 221). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : *LOI DE FINANCES : Son amendement à l'article 44* (p. 322); *Son article additionnel* (p. 359); *JUSTICE* : (p. 422); — du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance du 18 novembre 1944 instituant une Haute Cour de Justice : *Ses explications de vote* (p. 419); — du projet de loi ayant pour objet d'accélérer le recouvrement des confiscations de produits illicites, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de la justice : Donne lecture de son rapport* (A. de 1946, p. 1414); — du projet de loi sur la propriété commerciale : Art. 2 : *Amendement de M. Dutilleul* (p. 1577); *Son amendement au premier alinéa* (p. 1588); — du projet de loi relatif au siège de la Haute Cour de justice : *Discussion générale* (p. 1660); — d'un projet de loi portant amnistie : *Discussion générale* (p. 1749); Art. 11 : *Ses observations* (p. 1753); — d'une proposition de loi relative à la Haute Cour de justice : Art. 88 : *Ses observations* (p. 2028); Art. 37 : *Ses observations* (p. 2029).

PETIT (M. Albert), Député du département de la Seine (4^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138); de la Commission de comptabilité (p. 139); de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie (A. de 1946, p. 2084); de la Commission d'étude des services d'incendie (p. 667).

Interventions :

Ses rapports au nom du 10^e Bureau sur les opérations électorales des départements : de la Vienne (A. de 1945, p. 40); des Vosges (*ibid.*). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : *LOI DE FINANCES : Son amendement à l'article 44 ; Dispositions diverses* (p. 316); *Son amendement à l'article 76* (p. 341); *le retire* (*ibid.*); *Son amendement à l'article 156 ; Subventions aux départements* (p. 676); *le retire* (p. 677); *Son amendement à l'article 157* (*ibid.*); *le retire* (*ibid.*); — du projet

de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1945 (*Dépenses administratives de l'Assemblée Nationale Constituante*) : *Son amendement à l'article premier* (p. 414). — Son rapport, au nom du 10^e Bureau sur les opérations électorales du territoire du Soudan-Niger [Collège des non-citoyens] (A. de 1946, p. 108).

Dépôt :

Le 4 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur le projet de loi portant relèvement du montant des pensions allouées aux sapeurs-pompier communaux volontaires, n^o 877.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de l'intérieur* ; *Donne lecture de son rapport* (A. de 1946, p. 1020) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : *Discussion générale* (p. 1336).

PETIT (M. Eugène), dit CLAUDIUS, Député du département de la Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission de l'équipement national et de la production (p. 138).

Interventions :

Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur les opérations électorales du département des Bouches-du-Rhône [1^{re} circonscription] (A. de 1945, p. 11). — *Ses explications de vote au cours de la discussion des interpellations sur les traitements des fonctionnaires* (p. 247). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au personnel des exploitations minières et assimilées : *Discussion générale* (p. 239) ; — d'interpellations sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (p. 762, p. 796 et suiv., p. 862) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la

nationalisation de l'électricité et du gaz : *Motion préjudicielle de M. Desjardins* (p. 1011) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 1219) ; — du projet de loi portant dévolution des biens d'entreprise de presse : Art. 2 : *Amendement de M. Grenier* (p. 1826) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale* (p. 2331).

PEYRAT (M. Marcel), Député du département de l'Indre.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de l'équipement national et de la production (*ibid.*). Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 22 février 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur les propositions de loi : 1^o de M. Robert Kalis tendant à l'abrogation de l'article 6 de l'acte dit loi du 2 avril 1941, modifiant l'article 310 du Code civil, sur la conversion de la séparation de corps en divorce ; 2^o de M. Jean Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à permettre la conversion de certaines demandes en séparation de corps en demandes en divorce, n^o 496.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 8 : *Son amendement au septième alinéa* (A. de 1946, p. 1131) ; *Son amendement au huitième alinéa* p. 1132.

PEYROLES (Mme Germaine), Député du département de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommée membre : de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiantes en Algérie (A. de 1946,

p. 2084). — Est nommée juré à la Haute Cour de justice (A., de 1945, p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des Droits : Art. 23 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 874); — du projet de loi portant dévolution des biens d'entreprises de presse : *Passage à la discussion des articles* (p. 1808).

PEZET (M. Ernest), Député du département du Morbihan.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138); de la Commission des affaires étrangères (p. 145).

Dépôts :

Le 19 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter à certaines catégories d'engagés volontaires la résiliation de leur engagement, n° 462. — Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche (Zone d'occupation française d'Autriche), n° 932.

Interventions :

Est entendu au cours de la discussion du rapport relatif au Règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : Art. 24 (A. de 1945, p. 111); Art. 98 (p. 117). — Demande à interpellier sur les fondements de la politique internationale confrontée aux réalités (A. de 1946, p. 3); développe cette interpellation (p. 5 et suiv.). — Ses explications de vote lors de la discussion d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (p. 104). — Prend part à la discussion : de propositions de loi sur la Constitution et la déclaration des Droits : Art. 19 : *Amendement de M. Schumann* (p. 823); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 au titre du Commissariat général aux affaires allemandes et

autrichiennes : *Discussion générale* (p. 1238); Chap. 12 : *Fonds spéciaux* (p. 1241); Chap. 41 : *Dépenses diverses* (p. 1243); — du projet de loi sur la propriété commerciale : Art. 2 : *Article additionnel de M. Mercier* (p. 1586); *Amendement de M. Minjoz* (p. 1589). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 191, p. 667).

PFLIMLIN (M. Pierre), Député du département du Bas-Rhin, Sous-Secrétaire d'Etat à la Santé publique.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638). — Est nommé Sous-Secrétaire d'Etat à la Santé-publique (J. O. du 7 février 1946, p. 1058).

Dépôt :

Le 18 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la conversion des bilans dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 113.

Interventions :

En qualité de *Député* : prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : Art. 40 : (*Nouvelle rédaction*) (A. de 1945, p. 353); *Amendement de M. Dutilleul à cet article* (ibid.); *Son amendement à l'article 40* (p. 358); *le retire* (p. 359); PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS : *Discussion générale* : *Expulsés d'Alsace et de Lorraine* (p. 621); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* : *Ideologie nazie et régime scolaire en Alsace et Lorraine* (p. 630).

PHILIP (M. André), Député du département du Rhône (1^{re} circonscription), Ministre de l'Economie nationale et des Finances.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission de la

Constitution (A. de 1945, p. 138). — Est nommé Ministre de l'Économie nationale et des Finances (J. O. du 27 janvier 1946, p. 754).

Dépôts :

En qualité de Député :

Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant à réaliser la socialisation du crédit, n° 12. — Le 29 novembre 1945, une proposition de loi tendant à établir la nouvelle Constitution de la République française, n° 44.

En qualité de Ministre de l'Économie nationale et des Finances :

Le 29 janvier 1946, un projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 décembre 1945 relative au vote du projet de budget pour l'exercice 1946, n° 324. — Le 5 février 1946, un projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires et agents des services publics, n° 362. — Le 5 février 1946, un projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale, n° 363. — Le 12 février 1946, un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945, n° 399. — Le 19 février 1946, un projet de loi relatif à la suppression des formalités de délivrance d'une commission et de prestation de serment imposée aux titulaires de débits de tabacs, n° 449. — Le 19 février 1946, un projet de loi portant modification de l'article premier de l'ordonnance du 5 décembre 1944 relative à la composition du conseil d'administration de la Caisse autonome d'amortissement, n° 450. — Le 19 février 1946, un projet de loi relatif à la prorogation du privilège d'émission de la Banque de Madagascar, n° 452. — Le 19 février 1946, un projet de loi portant modification de l'article 2 de l'ordonnance du 21 décembre 1944 relative à la composition de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, n° 453. — Le 19 février 1946, un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, n° 469. — Le 26 février 1946, un projet de loi ayant pour objet d'accélérer le recouvrement des confiscations de profits illicites, n° 507. — Le 7 mars 1946, un projet de loi tendant au relèvement

du maximum des dépôts dans les Caisses d'épargne et à l'emploi du boni de ces établissements, n° 597. — Le 12 mars 1946, un projet de loi relatif aux opérations des sociétés ennemies d'assurance et de réassurance opérant en France, n° 632. — Le 15 mars 1946, un projet de loi relatif à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances et à l'industrie des assurances en France, n° 679. — Le 21 mars 1946, un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 pour les besoins du Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes, n° 703. — Le 26 mars 1946, un projet de loi relatif aux réclamations nées à l'occasion des réquisitions allemandes en matière de logement et de cantonnement, n° 751. — Le 26 mars 1946, un projet de loi portant relèvement du taux applicable au paiement des manquants à la charge des planteurs de tabacs, n° 754. — Le 26 mars 1946, un projet de loi relatif à l'exécution des contrats d'assurances sur la vie dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 755. — Le 26 mars 1946, un projet de loi portant fixation du Budget général (dépenses militaires) de l'exercice 1946. ARMÉES : Section I (Dépenses communes) ; Section II (Air) ; Section III (Guerre) ; Section IV (Marine) ; (Budget annexe du service des essences). ARMEMENT : Budget annexe des poudres. FRANCE D'OUTRE-MER. II : Dépenses militaires, n° 763. — Le 29 mars 1946, un projet de loi sur les programmes de production, n° 806. — Le 2 avril 1946, un projet de loi relatif à l'organisation du crédit en France, n° 840. — Le 2 avril 1946, un projet de loi portant nationalisation des banques d'affaires, n° 841. — Le 3 avril 1946, un projet de loi accordant des indemnités aux agents d'assurances par suite du transfert de la gestion du risque d'accident du travail aux organismes de sécurité sociale, n° 853. — Le 8 avril 1946, un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, n° 906. — Le 8 avril 1946, une lettre rectificative au projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, n° 906. — Le 8 avril 1946, un projet de loi portant nationalisation de la Banque de l'Algérie, n° 911. — Le 10 avril 1946, un projet de loi portant création et organisation d'un corps de contrôle des finances publiques chargé de surveiller l'exécution du budget et l'emploi des deniers publics, n° 969. — Le 11 avril 1946, un projet de loi portant

nationalisation de la Banque de l'Afrique occidentale et de la Banque de Madagascar, n° 982. — Le 18 avril 1946, un projet de loi portant création de comptes courants collectifs de rentes au porteur au Grand-Livre de la Dette publique, n° 1074. — Le 19 avril 1946, un projet de loi portant réalisation d'économies au titre du budget général de l'exercice 1946, n° 1114. — Le 19 avril 1946, un projet de loi portant ratification d'une convention entre l'Etat et la Banque de France, n° 1137. — Le 19 avril 1946, un projet de loi portant approbation de l'accord financier franco-canadien, n° 1140.

Interventions :

Est entendu au cours : de l'élection du Président du Gouvernement provisoire de la République (A. de 1945, p. 66); — de la discussion sur la confirmation des pouvoirs donnés au général de Gaulle : *Motion de M. Baumel, tendant à la constitution d'un gouvernement tripartite* (p. 75 et suiv.); *Ses explications de vote* (p. 79). — Prend part à la discussion du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Amendement de M. Mollet à l'article 13* (p. 93, 95); *Article 14* (p. 99); *Son amendement à l'article 19 : Groupes de défense d'intérêts particuliers locaux ou professionnels* (p. 110); *Article 24* (p. 111). — Est entendu sur : la déclaration ministérielle de M. le général de Gaulle (p. 121); — le règlement de l'ordre du jour (p. 268). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : *Discussion générale*; *Politique des prix* (p. 585 et suiv.); *Circulation monétaire et déblocages* (p. 597); *Ses explications de vote sur l'ensemble du budget* (p. 690); — du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 20 0/0 les crédits des armées* (p. 716, 725); *Sa réponse au général de Gaulle* (p. 727); *Ses observations sur la question de confiance* (p. 732). — En qualité de : *Ministre de l'Economie nationale et des Finances* prend part à la discussion : du projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 décembre 1945 relative au vote du projet de budget pour l'Exercice 1946 : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 216); *Amendement de M. Marin au troisième*

alinéa de l'article unique (p. 218); *Amendement de M. Lacroix* (p. 220); — du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale : Art. 1^{er} : *Demande la disjonction du dernier paragraphe* (p. 276); Art. 8 : *Demande de disjonction de M. Viollette* (p. 299); *Amendement de M. Rigal repris par M. Ramarony* (p. 300); Art. 8 bis : *Amendement de M. Chastellain* (p. 302). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif aux effectifs, recrutement et limites d'âge des fonctionnaires : *Discussion générale* (p. 306 et suiv.); Art. 2 : *Amendement de M. Allonneau* (p. 342); Art. 4 : *Reclassement des fonctionnaires* (p. 343); Art. 8 : *Amendement de M. Pleven* (p. 344 et suiv.); Art. 9 : *Amendement de M. Budie* (p. 346); *Amendement de M. Pagon* (p. 347); Art. 12 : *Amendement de M. Delom-Sorbé* (*ibid.*). — Répond aux questions posées par : M. Delahoutre sur la prorogation des délais de paiement de l'impôt de solidarité (p. 372); M. Roucaute sur les dispositions qu'il compte prendre vis-à-vis des porteurs des billets de bonne foi lors de l'échange (*ibid.*); sur l'échange des monnaies allemandes en possession des rapatriés (*ibid.*); Mme Braun sur le contrôle des changes aux frontières belge et suisse (*ibid.*); M. Benoit sur la vente du matériel récupéré par le service des domaines (*ibid.*); M. Bartolini sur les lenteurs apportées à la liquidation des pensions de l'Etat et à leur révision; sur les arrérages échus dus aux personnes bloquées hors de la métropole; sur les mesures prises pour indemniser les fonctionnaires et ouvriers de l'Etat ou privés frappés pour leur action patriotique depuis 1938 (p. 373); M. Touchard sur les allocations et rappels dus aux grands invalides et bénéficiaires (*ibid.*); M. Benoit Alcide sur les achats des surplus américains au bénéfice exclusif du Trésor (p. 374). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945 : *Explications de vote de M. Ramarony* (p. 531); du projet de loi autorisant certaines bonifications au profit des ouvriers frontaliers belges et luxembourgeois : *Discussion générale* (p. 614); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Ramette : Ses observations* (p. 616); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 10 : *Amendement de M. Bouvier-O'Collereau* (p. 1151); Art. 12 : *Amendement de M. Dusseaulx* (p. 1153);

Amendement de M. Bouvier-O' Cottereau (p. 1154); Art. 13 : *Demande le renvoi de l'examen de l'article* (p. 1155); *Amendement de M. Livry-Level* (ibid.); *Amendement de M. Dusseaulx* (p. 1156); *Amendement de M. Buron* (ibid.); Art. 13 : *Amendement de M. Bouvier-O' Cottereau* (p. 1160); *Amendement de M. Dusseaulx* (p. 1160); Art. 39 : *Amendement de M. Krieger* (p. 1206); Art. 40 : *Amendement de M. Airoidi* (p. 1209). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1191). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 au titre du Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes (p. 1240); Art. 14 : *Traitements du personnel* (p. 1241); Art. 15 : *Ses observations* (p. 1242); Chap. 42 : *Missions d'expertises* (p. 1244); — d'une proposition de résolution de M. Sion concernant la catastrophe minière d'Ostricourt (p. 1277); — du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 20 : *Ses observations sur la Caisse nationale de crédit agricole* (p. 1315); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'Exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 1405, 1411 et suiv.); MARINE : Chap. 1^{er} : *Amendement de M. Roucaute* (p. 1445); *Amendement de M. Viollette* (p. 1478); Art. 47 : *Ses observations* (p. 1480); — du projet de loi ayant pour objet d'accélérer le recouvrement des confiscations des produits illicites : Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Viollette* (p. 1414); Art. 3 : *Ses observations* (p. 1416); *Amendement de M. Rose* (p. 1418); *Amendement de M. Chausson* (p. 1419). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1636, 1761, 1931, 2074, 2107); — pour un rappel au règlement (p. 2091). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du Budget général de l'Exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 2094); Chap. 6 : *Ses observations* (p. 2097 et suiv.); Chap. E : *Aménagement du cap Vert* (p. 2099); TRAVAIL (Dépenses ordinaires); Chap. 2 (p. 2104); RECONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT; Chap. B : *Subventions aux communes pour frais d'entretien des prisonniers de guerre* (p. 2106); EQUIPEMENT TECHNIQUE; *Travaux et installations* (ibid.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2137). — Prend part à la discussion : du projet et des propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : *Discussion générale* (p. 2143);

Contre-projet de M. Abelin (p. 2152); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Badie* (p. 2165, 2166); *Amendement de M. Pleven* (p. 2169); Art. 3 : *Ses observations* (p. 2173); Art. 7 : *Amendement de M. Bouvier-O' Cottereau* (p. 2176); *Amendement de M. Pleven* (p. 2185); Art. 9 : *Amendements de M. Pleven* (p. 2186); Art. 14 : *Amendement de M. Pleven* (p. 2189); Art. 15 : *Amendement de M. Pleven* (p. 2190); *Amendement de M. Bouvier-O' Cottereau* (p. 2191); *Amendement de M. Pleven* (p. 2192); *Second amendement de M. Bouvier-O' Cottereau* (p. 2193); Art. 16 : *Ses observations* (p. 2194); Art. 17 : *Amendement de M. Kalis* (p. 2195); Art. 18 : *Ses observations* (p. 2196); Art. 22 : *Amendement de M. Wetzel* (p. 2198); Art. 26 : *Amendement de M. Abelin* (p. 2200); Art. 27 : *Amendement de M. Joubert* (p. 2201); Art. 32 : *Amendement de M. Joubert* (p. 2202); *Amendement de M. Joubert* (p. 2203); Art. 33 : *Ses observations* (ibid.); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2207); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 2279 et suiv.); *Observations de M. Denais* (p. 2292 et suiv.); *Observations de M. Barangé* (p. 2295); RAVITAILLEMENT, Chap. L II : *Amendement de M. Reille-Soult* (p. 2302); EDUCATION NATIONALE, Chap. 92 : *Ses observations* (p. 2303); Chap. 351 bis nouveau (ibid.); PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale* (p. 2332); DISPOSITIONS SPÉCIALES : Art. 11 : *Ses observations* (p. 2339); Art. 19 : *Amendement de M. Delcos* (p. 2344); *Amendement de M. Rochet* (p. 2348, 2363); Art. 24 : *Amendement de M. Buron* (p. 2366); Art. 30 : *Ses observations* (p. 2368); Art. 34 (ibid.); Art. 44 bis nouveau : *Plans des entreprises nationalisées* (p. 2371). — Est entendu : lors d'une demande de discussion immédiate d'un projet de loi concernant l'indemnisation de certains agents d'assurances (p. 2310); — sur une demande de modification de l'ordre du jour (p. 2387). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux; Art. 2 : *Amendement de M. Bouvier-O' Cottereau* (p. 2391); Art. 7 : *Amendement de M. Clemenceau* (p. 2393); Art. 12 : *Ses observations* (p. 2395); *Amendement de M. Roubert* (p. 2397); Art. 16 : *Amendement de M. Morice* (p. 2400); Art. 21 : *Amendement de M. Roubert* (p. 2402); Art. 15 : *Ses observations* (p. 2410).

PIERRE (M. l'abbé), Voy. **GROUÈS.**

PIERRE-BLOCH (M. Jean), Député du département de l'Aisne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
 — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 234). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 18 décembre 1945, une proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 1^{er} janvier 1947 les informations et poursuites pour faits de collaboration, n° 123. — Le 18 décembre 1945, une proposition de loi tendant à accorder l'amnistie aux Algériens pour faits politiques, n° 124 C. — Le 28 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission de coordination des affaires musulmanes, n° 234 C. — Le 5 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma sur le projet de loi portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actifs d'entreprises de presse et d'information, n° 888.

Interventions :

Son rapport au nom du 7^e Bureau, sur les opérations électorales du département du Pas-de-Calais, 2^e circonscription (A. de 1945, p. 29). — Prend part à la discussion du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : Son amendement au paragraphe 5 de l'article 14 (p. 96); Son amendement au paragraphe 6 du même article (p. 100). — En qualité de Président de la Commission d'enquête est entendu lors de la discussion des conclusions de M. Lacroix sur les opérations électorales du département d'Oran (A. de 1946, p. 467). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer : Discussion générale (p. 907); — du projet de loi relatif à la suppression de certains services régionaux : Discussion générale (p. 989); — du projet de loi portant dissolution des biens d'entreprises de presse, en qualité de Rapporteur : donne lecture de son rapport (p. 1787); Intervention de M. Herriot (p. 1792); Intervention de

M. Denais (p. 1803); Passage à la discussion des articles (p. 1808); Contre-projet de M. Bastide (p. 1811); Art. 2 : Ses observations (p. 1813); Renvoi à la Commission (p. 1814); Ses observations (p. 1820); Amendement de M. Fonlupt-Esperaber (p. 1822); Amendement de M. Dusseaulx (p. 1824); Amendement de M. Grenier (p. 1825); Amendement de M. Roulleau-Dugage (p. 1827); Art. 6 : Ses observations (p. 1833); Art. 6 bis : Amendement de M. Gerber (p. 1834); Art. 10 : Ses observations (p. 1885); Art. 15 : Amendement de M. Rio (p. 1890); Amendement de M. de Chevigné (p. 1891); Art. 19 : Amendement de M. Rio (p. 1893); Art. 20 : Amendement de M. Delcos (p. 1894); Amendement de Mme Braun (p. 1895); Art. 24 : Amendement de M. Rio (p. 1899); Art. 32 : Amendement de M. Lussy (p. 1903); Art. 39 : Ses observations (p. 1905); — d'une proposition de loi de M. Lamine-Guèye tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer : Art. 1^{er} : Son amendement (p. 2242); Art. 19 : Son amendement (p. 2250); Son second amendement (ibid.); Art. 22 : Son amendement (p. 2264); le retire (ibid.); Art. 34 : Son amendement (p. 2265); le retire (ibid.); — d'une proposition de loi de M. Lamine-Guèye portant organisation du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances : Art. 2 : Son amendement (p. 2256); Art. 11 : Son amendement (p. 2257); Art. 9 : Son amendement (p. 2268).

PINEAU (M. Christian), Député du département de la Sarthe.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138); de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460); du Comité national d'épargne (p. 256).

Dépôts :

Le 30 novembre 1945, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit, n° 49. — Le 11 décembre 1945, un rapport au nom de la

Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi relatif au vote du projet de budget pour l'exercice 1946, n° 85. — Le 13 décembre 1945, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire chargée d'examiner le projet de loi tendant à modifier la loi du 31 juillet 1879 relative à l'exécution de la fabrication des monnaies par voie de régie administrative sous l'autorité du Ministre des Finances, n° 102. — Le 20 décembre 1945, un rapport général au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1946, n° 145. — Le 22 décembre 1945, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi relatif à la création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement, n° 196. — Le 22 décembre 1945, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi approuvant une convention entre le Gouvernement français et l'Export-Import Bank, n° 197. — Le 31 janvier 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 décembre 1945 relative au vote du projet de budget pour l'exercice 1946, n° 336. — Le 5 février 1946, une proposition de loi concernant la liquidation du fonds dit « Fonds national d'aide aux victimes du devoir de la police », n° 349. — Le 7 février 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires et agents des services publics, n° 384. — Le 7 février 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale, nos 385 et 385 annexe. — Le 22 février 1946, une proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 9 de l'article 90 de la loi du 5 avril 1884 relatif aux pouvoirs des maires en matière de destruction des animaux nuisibles, n° 490. — Le 26 février 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945, n° 521. — Le 7 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur

le projet de loi relatif à la suppression des formalités de délivrance d'une commission et de prestation de serment imposée aux titulaires de débits de tabacs, n° 586. — Le 7 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi relatif à la prorogation du privilège d'émission de la Banque de Madagascar, n° 587. — Le 7 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant modification de l'article 2 de l'ordonnance du 21 décembre 1944 relative à la composition de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, n° 588. — Le 7 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant modification de l'article premier de l'ordonnance du 5 décembre 1944 relative à la composition du conseil d'administration de la Caisse autonome d'amortissement, n° 589. — Le 22 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur la proposition de loi de M. Robert Schuman et plusieurs de ses collègues tendant à prolonger le délai de révision des crédits ouverts au titre du budget de l'exercice 1946 à chacun des Départements ministériels, fixé par l'article 2 de la loi du 12 décembre 1945, modifié par la loi du 8 février 1946, n° 737. — Le 26 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi ayant pour objet d'accélérer le recouvrement des confiscations de profits illicites, n° 747. — Le 27 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur la proposition de loi de M. Pierre Abelin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 2 de la loi du 2 décembre 1945 relative à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit, n° 766. — Le 12 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur la révision des crédits ouverts au titre du budget de l'exercice 1946 (services civils) — (Application de l'article 2 de la loi du 12 décembre 1945 modifié par la loi du 8 février 1946 et par la loi du 2 avril 1946, n° 1013. — Le 15 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi relatif à l'organisation du crédit en France, n° 1045. — Le 19 avril 1946, un rapport au nom de la

Commission des finances et du contrôle budgétaire sur la proposition de loi de M. Gilbert Zaksas tendant à venir en aide aux victimes de certaines calamités, n° 1128. — Le 20 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, n° 1154. — Le 24 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant ratification d'une convention entre l'Etat et la Banque de France, n° 1173. — Le 24 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant approbation de l'accord financier franco-canadien, n° 1174. — Le 26 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger, dans le plus court délai possible, l'article 8 de la loi de finances du 31 mars 1945, n° 1221. — Le 26 avril 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant généralisation de la sécurité sociale, n° 1230.

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport relatif au Règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Amendement de M. Boequet à l'article 14 (A. de 1945, p. 95)* ; — du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : en qualité de *Rapporteur général* : *Donne lecture de son rapport* (p. 153 et suiv.) ; *Ses observations sur l'amendement à l'article 2 déposé par M. Jacques Duclos* (p. 165) ; *Ses observations sur l'article 7* (p. 171) ; *Sur l'amendement au troisième alinéa de l'article 8 présenté par M. Coty* (p. 173) ; *Sur l'amendement de M. Schœiter à l'article 9, paragraphe a* (p. 174) ; *Sur l'amendement de M. Denais au 7^e alinéa* (p. 176) ; *Sur l'amendement de M. Frédéric-Dupont au septième alinéa de l'article 9* (ibid.) ; *Sur l'amendement de M. Laniel au troisième alinéa de l'article 12* (p. 178) ; *Sur l'article 17* (p. 180) ; *Sur la réponse à M. Poimboeuf défendant l'amendement de M. Rigal à l'article 19* (p. 182) ; *Ses observations sur l'article 6 réservé* (p. 183 et 184) ; *Sur la motion de la Commission des finances concernant la réforme de la structure et des méthodes de gestion des banques d'affaires* (p. 184) ; *Sur l'article 11 réservé* (p. 185) ; *Sur un incident*

avec M. Frédéric-Dupont (p. 190) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1945 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement : *Dépose et lit son rapport* (p. 203) ; — du projet de loi relatif au vote du projet de budget pour l'Exercice 1946 : *Dépose et lit son rapport* (p. 205) ; *Art. 1^{er}* (p. 208) ; *Amendement de M. Marie à l'article 2* (p. 209) ; — du projet de loi relatif à l'indemnisation des heures perdues par suite des mesures exceptionnelles réduisant l'attribution de l'énergie électrique : *Ses observations sur l'article 3* (p. 224) ; du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : en qualité de *Rapporteur général* : *LOI DE FINANCES : Discussion générale* (p. 278 et suiv.) ; *Discussion des amendements* (p. 288) ; *Amendement de M. Rigal à l'article premier quater* (p. 298) ; *Amendement de M. Coty à l'article 3* (p. 302) ; *Amendement de M. Coty à ce même article* (p. 304) ; *Amendement de M. Demusois à l'article 20* (p. 310) ; *Amendement de M. Truffaut à l'article 27 bis* (p. 311) ; *Amendement de M. Guyon à l'art. 28* (p. 313) ; *Amendement de M. Denis à l'article 32* (p. 314) ; *Amendement de M. Petit Albert à l'article 41* ; *Dispositions diverses* (p. 317) ; *Second amendement de M. Coty à l'article 41* (p. 318) ; *Amendement de M. Lareppe à l'article 42* (p. 318) ; *Amendement de M. Garaudy à l'article 55* (p. 335) ; *Sur proposition de réserver l'article 56* (ibid.) ; *Amendement de M. Guillon à l'article 82* (p. 346) ; *Articles réservés* (p. 348) ; *Article 1^{er} quater* (p. 348) ; *Amendement de M. Cristofol à l'article 21 réservé* (p. 351) ; *Article 3 réservé* (p. 358) ; *Article additionnel présenté par M. Figuières* (p. 362) ; *Second article additionnel présenté par M. A. Denis* (p. 363) ; AGRICULTURE : *Amendement de M. Chabanne au chapitre 85* (p. 477) ; RAVITAILLEMENT : *Amendements de MM. Waldeck Rochet et de Raulin au chapitre 19* (p. 482) ; Chap. 23 et 31 : *Réduction de crédits* (p. 484) ; *Missions françaises aux États-Unis, en Grande-Bretagne et au Canada* (p. 485) ; ÉCONOMIE NATIONALE (p. 489) ; IMPRIMERIE NATIONALE (p. 568) ; Discussion générale du Budget des services civils : *Déficit (Dépenses et fiscalité)* (p. 530 et suiv.) ; LOI DE FINANCES (suite) : Art. 90 (p. 664) ; Art. 104 : *Amendement de M. André Mercier* (p. 665) ; *Disjonction de l'article 119 proposée par M. Moutet* (p. 668) ; Art. 123 : *Amendement de M. Gavini* (p. 670) ; Art. 131 : *Amendement de M. Doyen* (p. 671) ;

Art. 151 : *Amendement de M. Demusois* (p. 674); Art. 156 : *Amendement de M. Albert Petit* (p. 676); Art. 167 : *Ses observations* (p. 679); *Amendements de M. Ballanger et Mme Nédelec* (p. 680); Art. 88 : *Amendement de M. Moutet* (p. 683); Art. 89 : *Autorisations d'engagement* (p. 685); *Explications de vote de M. Mutter sur l'ensemble, Carte de pain* (p. 688). — En qualité de *Rapporteur général* : Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement : *Donne lecture de son rapport* (p. 374 et suiv.); — du projet de loi relatif à certaines conséquences de la modification des taux de change dans la zone franc : *Discussion générale* (p. 401); *Amendement de M. Sérot au titre IV* (p. 404); — du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1945 [Dépenses administratives de l'Assemblée Nationale Constituante] : *Dépose et lit son rapport* (p. 413); — du projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 décembre 1945 relative au vote du projet de budget pour l'Exercice 1946 : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 209); *Article unique, deuxième alinéa* (p. 217); *Amendement de M. Marin au troisième alinéa* (p. 218); — de la proposition de loi de M. Cristofol tendant à la suppression de la tutelle administrative de la ville de Marseille : en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission des finances (p. 258); — du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale : en qualité de *Rapporteur général* : *Donne lecture de son rapport* (p. 261 et suiv.); Art. 1^{er} : Est entendu : *Sur le texte transactionnel* (p. 296); *Sur l'amendement de M. Alloneau* (p. 297); Art. 8 : *Sur la demande de disjonction de M. Viollette* (p. 299); Art. 8 bis : *Amendement de M. Cayeux* (p. 302); — du projet de loi relatif aux effectifs, recrutement et limites d'âge des fonctionnaires : en qualité de *Rapporteur général de la Commission des finances* : *Donne lecture de son rapport* (p. 305); Art. 7 : *Amendement de M. Fagon* (p. 343); Art. 9 : *Amendement de M. Fagon* (p. 346). — Est entendu au cours de la discussion : d'interpellations sur la politique du ravitaillement (p. 415 et suiv.); *Répond à M. Lecacheux qui l'a mis en cause* (p. 451); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1945 : en qualité de *Rapporteur général de la Commission des finances* : *Donne lecture de son rapport* (p. 520); — du projet de loi

portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : en qualité de *Rapporteur général de la Commission des finances* : *Donne lecture de son rapport* (p. 531); — du projet de loi autorisant, pour l'année 1946, la perception de centimes additionnels au principal de la contribution foncière des propriétés non bâties : en qualité de *Rapporteur général* : *Donne lecture de son rapport* (p. 534); — du projet de loi autorisant certaines bonifications au profit des ouvriers frontaliers belges et luxembourgeois : en qualité de *Rapporteur général de la Commission des finances* : *Donne lecture de son rapport* (p. 614); Art. 1^{er} : *Ses observations sur l'amendement de M. Ramette* (p. 616); du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'Exercice 1946 : en qualité de *Rapporteur général* : *Sa déclaration* (p. 1391); *Discussion générale* (p. 1405); Chap. 16 : *Amendement de M. Roucaute*; Chap. 33 : *Amendement de M. Gerber* (p. 1436); Chap. 41 : *Amendement de M. Pronteau* (p. 1438); Chap. R D : *Ses observations* (p. 1440); ARMEMENT : Art. 1^{er} : *Ses observations* (p. 1468); *Dégagement des cadres* (p. 1469); Titre II : Art. 31 : *Amendement de M. Tubert* (p. 1474); Art. 35 : *Formation pré militaire* (p. 1477); Art. 47 : *Ses observations* (p. 1481); — du projet de loi ayant pour objet d'accélérer le recouvrement des confiscations de produits illicites : *Donne lecture de son rapport* (p. 1412 et suiv.); Art. 3 : *Ses observations* (p. 1417); *Amendement de M. Rose* (p. 1418); *Amendement de M. Chausson* (p. 1419). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2074). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du Budget général de l'Exercice 1946 : en qualité de *Rapporteur général* : *Donne lecture de son rapport* (p. 2091); Art. 1^{er} : *Ses observations* (p. 2095); Chap. 6 : *Ses observations* (ibid.); Chap. E : *Délégation générale à l'aménagement du Cap-Vert* (p. 2099); RAVITAILLEMENT (p. 2101); TRAVAIL, *Dépenses ordinaires* : Chap. 2 : (p. 2104); RECONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT : Chap. B : *Subventions aux communes pour frais d'entretien des prisonniers de guerre* (p. 2105); RADIODIFFUSION, *recettes* : Art. 2 : *Ses observations* (p. 2106). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2107). — Prend part à la discussion : du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : en qualité de *Rapporteur général* : *Ses observations contre la motion d'ajournement du*

débat (p. 2119); *Discussion générale* (p. 2148 et suiv.); *Contre-projet de M. Abelin* (p. 2151); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Badie* (p. 2165); *Amendement de M. Pleven* (p. 2169); Art. 3 : *Amendements de MM. Badie et Pleven* (p. 2173); Art. 7 : *Amendements de M. Bouvier-O' Cottereau* (p. 2176 et suiv.); Art. 13 : *Amendement de M. Bouvier O' Cottereau* (p. 2188); Art. 14 : *Amendement de M. Pleven* (p. 2189); Art. 15 : *Ses observations* (p. 2190) : *Amendements de M. Pleven* (p. 2191, p. 2192); *Observations de M. Truffaut* (p. 2193); Art. 16 : *Amendement de M. Kalis* (p. 2194); Art. 18 : *Amendement de M. Desjardins* (p. 2196); *Amendement de M. Laniel* (p. 2197); Art. 27 : *Amendement de M. Joubert* (p. 2201); Art. 32 : *Amendement de M. Joubert* (p. 2203); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : en qualité de *Rapporteur général* : *Donne lecture de son rapport* (p. 2279); PRODUCTION INDUSTRIELLE : Art. 67 : *Ses observations* (p. 2334); Dispositions spéciales : Art. 19 : *Amendement de M. Delcos* (p. 2344); *Amendement de M. Rochet* (p. 2349); Art. 30 : *Ses observations* (p. 2368); Art. 34 : (ibid.); Art. 34 *ter* nouveau : *Taxes des casinos* (p. 2369); Art. 44 *bis* nouveau : *Bilans des entreprises nationalisées* (p. 2370); Art. 48 : *Disjonction de l'article* (p. 2372); Art. 50 : *Amendement de M. Delom-Sorbé* (ibid.); Art. 59 : *Amendement de M. Chartot* (p. 2375); Art. 48 : *Ses observations* (p. 2376).

PLEVEN (M. René-Jean), Député du département des Côtes-du-Nord, Ministre des Finances.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommé Ministre des Finances (J. O. du 22 novembre 1945, p. 7750). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1946, p. 208); du Comité national d'épargne (p. 256).

Dépôts :

En qualité de Ministre des Finances :

Le 30 novembre 1945, un projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit, n° 46. — Le 11 décembre 1945, un

projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, n° 59. — Le 11 décembre 1945, un projet de loi relatif au vote du projet de Budget pour l'exercice 1946, n° 66. — Le 11 décembre 1945, un projet de loi portant fixation des recettes du Budget général de l'exercice 1946, n° 71. — Le 13 décembre 1945, un projet de loi tendant à modifier la loi du 31 juillet 1879 relative à l'exécution de la fabrication des monnaies par voie de régie administrative sous l'autorité du Ministre des Finances, n° 95. — Le 18 décembre 1945, un projet de loi relatif à la création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement, n° 107. — Le 18 décembre 1945, un projet de loi approuvant une convention entre le Gouvernement français et l'Export-import bank, n° 108. — Le 18 décembre 1945, un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1945, n° 112. — Le 26 décembre 1945, un projet de loi relatif à certaines conséquences de la modification des taux de change dans la zone franc, n° 203. — Le 26 décembre 1945, un projet de loi portant ouverture de crédits au titre du 1^{er} trimestre de l'année 1946 pour les besoins de la défense nationale, n° 215. — Le 29 décembre 1945, un projet de loi portant ratification de décrets portant ouverture et annulation de crédits, n° 238 et annexe. — Le 29 décembre 1945, un projet de loi autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'exercice 1946, n° 242.

En qualité de Député :

Le 7 mars 1946, une proposition de loi tendant à modifier le décret-loi du 29 avril 1940 portant codification des dispositions législatives régissant le crédit mutuel et la coopération agricole, et modifié par la loi du 11 septembre 1941, n° 604. — Le 14 mars 1946, une proposition de loi tendant à accorder une pension aux maires et anciens maires, privés de ressources, âgés de 65 ans et comptant plus de vingt-cinq années de mandat, n° 677. — Le 22 mars 1946, une proposition de loi tendant à attribuer une pension exceptionnelle aux veuves ou aux orphelins mineurs de Présidents, Ministres, Secrétaires et Sous-Secrétaires d'Etat de la

République, ayant trouvé la mort dans l'exercice de leurs fonctions, n° 717.

Interventions :

En qualité de Ministre des Finances : prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Demande l'adoption de la procédure exceptionnelle d'urgence* (p. 149) ; *Discussion générale* (p. 158 et suiv.) ; *Ses observations sur l'article 7* ; (p. 171) ; *Amendement de M. Laniel au neuvième alinéa de l'article 9* (p. 176) ; *Amendement de M. Monnerville à l'article 17* (p. 181) ; *Amendement de M. Rigal à l'article 19* (p. 182) ; *Motion de la Commission des finances tendant à réformer la structure et les méthodes de gestion des banques d'affaires* (p. 184) ; Art. 8 (p. 186) ; — du projet de loi relatif au vote du projet de budget pour l'exercice 1946 : *Amendement de M. Duclos au troisième alinéa de l'article premier* (p. 207) ; *Sa demande de retrait de l'article 5* (p. 210). — Est entendu : au cours de la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. René Peeters sur les traitements des fonctionnaires (p. 234 et suiv.) ; — pour un rappel au règlement de M. André Marie (p. 239). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Discussion générale* (p. 289 et suiv.) ; *Amendement de M. Rigal à l'article premier quater* (p. 298) ; *Amendement de M. Rigal à l'article premier sexiès* (p. 300) ; *Amendement de M. Coty à l'article 5* (p. 303) ; *Disjonction des articles 5, 6, 7 et 8* (p. 306) ; *Amendement de M. Laniel à l'article 14* (p. 308) ; *Amendement de M. Truffaut à l'article 27 bis* (p. 311) ; *Amendement de M. Guyon à l'article 28* (p. 313) ; *Amendement de M. Cristofol à l'article 36* (p. 315) ; *Amendement de M. Albert Petit à l'article 41* ; *Dispositions diverses* (p. 317) ; *Amendement de M. Lareppe à l'article 42* (p. 319) ; *Amendement de M. Garcia au même article* (ibid.) ; *Amendement de M. Tournaud à l'article 43* (p. 320) ; *Amendement de Mme Braun à ce même article* (p. 321) ; *Amendement de M. Peron à l'article 44* (p. 323) ; *Amendement de Mme Bastide à l'article 50* (p. 324) ; *Amendement de M. Rigal à ce même article* (ibid.) ; *Amendement de Mme Méty à ce même article*

(p. 325) ; *Amendement de M. Buron à l'article 51* (ibid.) ; *Amendement de M. Grèsa à l'article 51 bis* (p. 326) ; *Amendement de M. Buron à l'article 51* (ibid.) ; *Amendement de Mme Bastide à l'article 54* (ibid.) ; *Sa demande de renvoi à la Commission de l'article 55* (p. 335) ; *Amendement de M. Buron à l'article 64* (p. 338) ; *Amendement de M. Buron à l'article 75* (p. 340) ; *Amendement de M. Ramette à l'article 77* (p. 341) ; *Amendement de M. Albert Petit à ce même article* (p. 341) ; *Amendement de M. Laurenti à l'article 79* (p. 342) ; *Amendement de M. Gosnat à l'article 80* (p. 344) ; *Amendement de Mme Bastide à l'article 81* (p. 345) ; *Amendement de M. Gavini à l'article 85 bis* (p. 347) ; Art. 1^{er} quater : *Impôt sur le revenu* (p. 348) ; *S'oppose à l'article premier septiès nouveau* (p. 349) ; *Amendement de M. Coty à l'article 3 réservé* (p. 350) ; *Amendement de M. Cristofol à l'article 24 réservé* (p. 350) ; Nouvelle rédaction de l'article 27 bis (ibid.) ; Nouvelle rédaction de l'article 34 bis (p. 352) ; *Amendement de Mme Braun à l'article 45* (p. 355) ; Art. 56 (p. 356) ; *Article additionnel de M. Lecœur* (p. 360) ; *Article additionnel de M. Hamon* (p. 361) ; *Article additionnel de M. A. Denis* (p. 363) ; *Article additionnel de M. Benoît* (p. 364) ; *Article additionnel de M. Cogniot* (p. 365) ; *Article additionnel de M. Thuillier* (p. 366) ; ORDRE DE LA LIBÉRATION (p. 439) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES (p. 440) ; RAVITAILLEMENT : *Comités centraux* (p. 482) ; MISSIONS FRANÇAISES AUX ÉTATS-UNIS, EN GRANDE-BRETAGNE ET AU CANADA (p. 485) ; *Discussion générale du budget des Services civils* (p. 593 et suiv.) ; FINANCES : *Stabilisation des prix et pensions* (p. 652) ; LOI DE FINANCES (suite) : *Amendement de M. Charles Benoist à l'article 99* (p. 665) ; *Amendement de M. Moutet tendant à la disjonction de l'article 119* (p. 668) ; *Observations de M. Césaire à l'article 121* (p. 669) ; *Amendement de M. Genest à l'article 129* (p. 671) ; *Observations de M. Tubert à l'article 133* (p. 672) ; *Amendement de M. Ballanger à l'article 158* (p. 673) ; *Disjonction de l'article 155* (p. 675) ; *Amendement de M. Albert Petit à l'article 156* (p. 676) ; *Amendement de M. Demusois à l'article 158* (p. 677) ; *Ses observations sur l'article 159 bis* ; *Majoration des loyers* (p. 678) ; *Amendement de Mme Nedelec à l'article 172* (p. 681) ; *Amendement de M. Allonneau à l'article 116* (p. 686) ;

Explication de vote de M. Mutter sur l'ensemble du budget (p. 688). — Associe le Gouvernement à l'hommage rendu au Général Patton (p. 327); — Est entendu au cours d'un incident (Interprétation de l'article 56 du Règlement de l'Assemblée (p. 336). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'exercice 1946 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 20 0/0 les crédits du budget des armées* (p. 716); — du projet de loi relatif à la création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement : *Question préalable proposée par M. Schneider* (p. 374); *Discussion générale* (p. 382 et suiv.); — du projet de loi relatif à certaines conséquences de la modification des taux de change dans la zone franc : *Discussion générale* (p. 402); *Art. 3* (p. 403); *Amendement de M. Sérot au titre IV* (p. 404); *explications de vote* (p. 405). — En qualité de député : Intervient au cours de la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (**A. de 1945**, p. 173). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires : *Art. 8 : Ses amendements aux troisième et quatrième alinéas* (p. 344); — du projet de loi autorisant certaines bonifications au profit des ouvriers frontaliers belges et luxembourgeois : *Discussion générale* (p. 614); *Art. 5 : Amendement de M. Ramette* (p. 616); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : *Discussion générale* (p. 1020); — d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer (p. 1035); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'exercice 1946; FRANCE D'OUTRE-MER : *Chap. 88 : Amendement de M. Larribère* (p. 1443); ARMEMENT : *Ses observations en qualité de rapporteur* (p. 1468); *Art. 44 : Son amendement* (p. 1479); *le retire* (ibid.); *Son second amendement* (p. 1480); — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : *Art. 8 : Son amendement sur le panachage* (p. 1371); — de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des Droits : Union française : *Ses observations* (p. 1720); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2062). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1930, 2137);

sur le procès-verbal de la précédente séance (p. 2035). — Prend part à la discussion du projet et de propositions de loi relatifs à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : *Discussion générale* (p. 2146, 2150); *Art. 1^{er} : Ses observations* (p. 2166); *Son amendement* (p. 2168); *Art. 3 : Son amendement* (p. 2173); *Art. 6 : Son amendement* (p. 2175); *Art. 7 : Ses observations* (p. 2179); *Son amendement* (p. 2186); *Art. 8 : Son amendement* (p. 2186); *Art. 9 : Ses amendements* (p. 2186); *Art. 14 : Son amendement* (p. 2189); *Art. 15 : Son amendement* (2190); *Son second amendement* (p. 2192); *Art. 16 : Ses observations* (p. 2194); *Son amendement* (p. 2195); *Art. 18 : Ses observations* (p. 2196); *Art. 19 : Ses observations sur les emprunts prévus* (ibid.); *Art. 24 : Son amendement* (p. 2199); *Art. 26 : Ses observations* (p. 2200); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2206). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2213). — Demande à interpellier sur les conditions dans lesquelles seront réparties entre partisans et adversaires de la Constitution les facilités d'affichage, d'imprimerie et de radiodiffusion; *Développe cette interpellation* (p. 2265). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 2296); *Dispositions spéciales : Art. 63 : Son amendement* (p. 2378); *Son second amendement* (ibid.) — Est entendu sur une demande de discussion immédiate d'un projet de loi concernant l'indemnisation de certains agents d'assurances (p. 2310). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur la nationalisation de la Banque de l'Algérie : *Art. 4 : Son amendement* (p. 2328); — du projet de loi relatif à l'organisation du crédit en France : *Discussion générale : Ses observations* (p. 2362); — du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles : *Art. 5 : Son amendement* (p. 2393); *Art. 23 : Son amendement* (p. 2405); *Art. 15 : Ses observations* (p. 2409).

POIMBEUF (M. Marcel), Député du département des Vosges.

Son élection est validée (**A. de 1945**, p. 46).
 = Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (**A. de 1945**, p. 138); de la Commission des affaires

étrangères (p. 145). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Amendement de M. Rigal à l'article 19* (A. de 1945, p. 182). — Est entendu au cours de la discussion de l'interpellation de M. Gazier sur la revalorisation des traitements des fonctionnaires : *Débat sur les ordres du jour* (p. 245). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : ECONOMIE NATIONALE (p. 448) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale : Tourisme et travail* (p. 506). — Intervient au cours de la discussion d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 17). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au personnel des exploitations minières et assimilées : *Discussion générale* (p. 239) ; — de l'interpellation de M. Morice sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (p. 862) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : *Discussion générale* (p. 1020, 1099 et suiv.) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 1219) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 4 : *Son amendement au 6^e alinéa* (p. 1455) ; — d'un projet de loi relatif au statut des délégués du personnel dans les entreprises : Art. 5 : *Son amendement* (p. 1606) ; — Des conclusions du rapport sur la composition et la compétence du Conseil économique : Art. 5 : *Son amendement* (p. 2040) ; *Ses observations* (p. 2217) ; Art. 6 : *Son amendement* (p. 2219). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 555).

POINSO-CHAPUIS (Mme Germaine), Député du département des Bouches-du- Rhône (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommée membre : de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (*ibid.*)

Dépôts :

Le 22 janvier 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle. n° 311. — Le 7 février 1946, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Jean Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à la suppression de la tutelle administrative de la ville de Marseille, n° 364. — Le 26 février 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Robert Lecourt et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de permettre aux femmes d'accéder à la magistrature, n° 523. — Le 15 mars 1946, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance du 20 octobre 1945 sur la limitation des débits de boissons, n° 688. — Le 9 avril 1946, une proposition de loi tendant à réglementer les effets des clauses résolutoires prévues dans les baux, quel que soit l'objet du bail, n° 957. — Le 17 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser un plan d'ensemble de lutte contre l'alcoolisme, n° 1084.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : POPULATION : *Discussion générale : Problème de l'enfance* (A. de 1945, p. 604) ; — de la proposition de loi de M. Cristofol tendant à la suppression de la tutelle administrative de la ville de Marseille : en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission de la famille : *donne lecture de son rapport* (A. de 1946, p. 258) ; — de propositions de résolution sur la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* (p. 1060). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 460, 2184).

POIRAULT (M. Emile), Député du département des Deux-Sèvres.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139).

POIROT (M. Maurice), Député du département des Vosges.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139).

Dépôts :

Le 23 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à répartir entre l'Etat et les communes la charge du traitement des gardes-champêtres, n° 1167.
 — Le 24 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi tendant à modifier les articles 23 à 26 de la loi validée des 11 octobre 1940, 12 juillet 1941 relatifs aux associations syndicales de remembrement et de reconstruction, n° 1190.

POUILLE (M. Robert), Député du département du Nord (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138); de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 139).

Dépôts :

Le 31 janvier 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de MM. Marcel Ribère, Marcel Gatuing et Paul Viard tendant à abroger la loi du 15 février 1941 relative à la retraite anticipée des fonctionnaires et à étendre à l'Algérie les dispositions du décret du 17 juin 1938 relatif à la même question, n° 342. — Le 7 mars 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de MM. Marcel Ribère, Marcel Gatuing et Paul Viard tendant à abroger la loi du 15 février 1941 relative à la retraite anticipée des fonctionnaires et à étendre à l'Algérie les dispositions du décret 17 juin 1938

relatif à la même question, n° 609. — Le 4 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur les propositions de loi : 1° de M. Jean Courtecuisse et plusieurs de ses collègues tendant au remboursement aux prisonniers de guerre français précédemment détenus en Allemagne des marks touchés par eux en captivité; 2° de M. Pierre Dreyfus-Schmidt et plusieurs de ses collègues tendant à obtenir en faveur des prisonniers le remboursement sur certaines bases des marks de camp en leur possession, n° 874. — Le 11 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire payer, par les industriels et l'armée ennemis, aux patriotes condamnés par les conseils de guerre allemands et aux déportés sans jugement ayant travaillé en Allemagne une indemnité calculée sur le salaire moyen départemental du domicile de l'exilé, n° 979. — Le 11 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. André Mutter et plusieurs de ses collègues ayant pour objet, en regard au droit à pension, de tenir compte du grade militaire que possédait l'intéressé dans la Résistance, n° 990. — Le 13 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur le projet de loi relatif à la création d'une commission spéciale chargée de statuer sur les appels présentés contre les décisions des comités départementaux de l'Enseignement technique concernant les demandes d'exonération de la taxe d'apprentissage, n° 1038. — Le 17 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur les propositions de loi : 1° de M. Jean Courtecuisse et plusieurs de ses collègues tendant au remboursement aux prisonniers de guerre français précédemment détenus en Allemagne des marks touchés par eux en captivité; 2° de M. Pierre Dreyfus-Schmidt et plusieurs de ses collègues tendant à obtenir en faveur des prisonniers le remboursement sur certaines bases des marks de camp en leur possession, n° 1085. — Le 16 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur les propositions de résolution :

1° de M. Marcel Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour le déblocage et le change des avoirs des expulsés et déportés politiques des trois départements recourvés; 2° de M. Henri Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'échange des marks bloqués des rapatriés de la Wehrmacht et déportés alsaciens et lorrains, n° 1088.

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : 13° *alinéa de l'article 14* (A. de 1945, p. 101); — de la proposition de résolution de M. Mabrut, tendant à inviter le Gouvernement à créer un Ministère des anciens combattants, prisonniers, déportés et victimes de la guerre (p. 296). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1763).

POULAIN (M. Abel), Député du département du Pas-de-Calais (4^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

POUMADÈRE (M. Pierre), Député du département de l'Ariège.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 8 mars 1946, une proposition de loi tendant à autoriser les collectivités à résilier ou reviser les contrats de concessions qui ne correspondent pas à l'intérêt général de la population intéressée, n° 626. — Le 17 avril 1946, un rapport fait au nom de la Commission des **moyens de communication** (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes)

et des postes, télégraphes, téléphones, sur le projet de loi portant approbation de la convention conclue le 5 novembre 1945 avec la S. N. C. F. pour l'exécution du service des colis postaux, n° 1086.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils); LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'art. 50* (A. de 1945, p. 324).

POURTALET (M. Henri), Député du département des Alpes-Maritimes.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139); de la Commission des affaires étrangères (p. 145).

Dépôt :

Le 15 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique effective de l'habitat rural, n° 280.

POUVRASSEAU (M. Maurice), Député du département de la Seine (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138); de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 556).

Interventions :

Prend part à la discussion de propositions de loi sur la limitation des débits de boisson : *Ses explications de vote* (A. de 1946, p. 847).

POUYET (M. Marcel), Député du département de l'Allier.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission de

l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138); de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 139).

Dépôt :

Le 11 décembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 portant statut du fermage et conversion du métayage en fermage, n° 65. = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

PRENANT (M. Marcel), Député du département de la Marne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 51). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138); de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (*ibid.*).

Dépôt :

Le 5 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant création d'un Office national d'études et de recherches aéronautiques, n° 892.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : EDUCATION NATIONALE : En qualité de *Président de la Commission de l'Éducation nationale : Discussion générale* (A. de 1945, p. 568).

PRÉVERT (Mlle Renée), Député du département de l'Ille-et-Vilaine.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). = Est nommée membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139); de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Dépôts :

Le 15 janvier 1946, une proposition de loi tendant à fixer le statut des gens de maison, n° 272. — Le 12 février 1946, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 15 du Règlement en vue de l'institution d'une Commission du ravitaillement, n° 405. — Le 11 avril 1946, un rapport, au nom de la Commission du ravitaillement, sur les propositions de résolution : 1° de M. Charles d'Aragon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation en matière de ravitaillement ; 2° de M. René Arthaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier la classification des consommateurs en matière de ravitaillement, n° 989. — Le 23 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi validant les actes promulgués depuis le 16 juin 1940 en matière d'hygiène et de sécurité des travailleurs, n° 1163.

Interventions :

Est entendue au cours de la discussion d'interpellations sur la politique du ravitaillement (A. de 1946, p. 432).

PRIGENT (M. Robert), Député du département du Nord (2^e circonscription). Ministre de la Population ; Ministre de la Santé publique et de la Population.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). = Est nommé Ministre de la Population (Ministère de Gaulle ; J. O. du 22 novembre 1945, p. 7750) ; Ministre de la Santé publique et de la Population (Ministère Guoin ; J. O. du 27 janvier 1946, p. 754).

Dépôts :

En qualité de Ministre de la Santé publique :

Le 26 février 1946, un projet de loi relatif à l'exercice des professions d'assistantes ou d'auxiliaires de service social et d'infirmières ou d'infirmiers, n° 511. — Le 22 mars 1946, un projet de loi relatif à la lutte contre le proxénétisme et les maladies vénériennes, n° 718. —

Le 29 mars 1946, un projet de loi fixant le statut des préparateurs en pharmacie, n° 804. — Le 8 avril 1946, un projet de loi relatif à la révision des salaires moyens départementaux, n° 913. — Le 18 avril 1946, un projet de loi modifiant l'article 40 de l'ordonnance du 24 septembre 1945, sur l'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme, n° 1077. — Le 25 avril 1946, un projet de loi prévoyant la création d'un conseil supérieur de l'entraide sociale, n° 1205.

Interventions :

Son rapport, au nom du 6^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Meuse (A. de 1945, p. 25). — En qualité de *Ministre de la Population* : Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 : POPULATION : *Subventions diverses* (p. 605) ; *Ses observations sur l'ensemble du Budget* (p. 609 et suiv.) ; PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS (p. 625 et suiv.). — En qualité de *Ministre de la Santé publique et de la Population* : Intervient sur la date de discussion du projet de loi sur la lutte contre le proxénétisme et les maladies vénériennes (p. 1004). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1591).

PRIGENT (M. Tanguy), Député du département du Finistère, Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement ; Ministre de l'Agriculture.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé : Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement (Ministère de Gaulle ; J. O. du 22 novembre 1945, p. 7750) ; Ministre de l'Agriculture (Ministère Gouin ; J. O. du 27 janvier 1946, p. 754).

Dépôts :

En qualité de Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement :

Le 15 janvier 1946, un projet de loi tendant à l'introduction en Alsace et en Lorraine des lois sur la pêche fluviale, n° 266. — Le 5 février 1946, un projet de loi portant modification de l'ordonnance du 17 octobre 1945

relative au statut du fermage, n° 354. — Le 7 février 1946, un projet de loi modifiant l'ordonnance du 12 octobre 1944 déclarant nuls et de nul effet les actes et textes tendant à l'organisation corporative de l'agriculture et prévoyant une organisation professionnelle provisoire de l'agriculture, n° 383. — Le 12 février 1946, un projet de loi relatif à la date d'application des arrêtés portant fixation des salaires en agriculture, n° 386. — Le 12 février 1946, un projet de loi relatif à l'attribution de prêts d'installation du Crédit agricole mutuel aux jeunes agriculteurs, n° 390. — Le 19 février 1946, un projet de loi autorisant pour l'année 1946 la perception de centimes additionnels au principal de la contribution foncière des propriétés non bâties, n° 455. — Le 19 mars 1946, un projet de loi portant abrogation des textes relatifs à l'organisation des productions piscicoles, n° 692. — Le 27 mars 1946, un projet de loi tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole, n° 780. — Le 8 avril 1946, un projet de loi réglementant l'usage de l'insémination artificielle, n° 907. — Le 18 avril 1946, un projet de loi relatif à l'institution d'un ordre national des vétérinaires, n° 1078. — Le 18 avril 1946, un projet de loi relatif au rétablissement des syndicats de vétérinaires, n° 1105. — Le 19 avril 1946, un projet de loi portant organisation de la recherche agronomique et création d'un Institut national de la recherche agronomique, n° 1131. — Le 26 avril 1946, un projet de loi assimilant l'Institut agricole d'Algérie aux écoles nationales d'agriculture, n° 1223.

Interventions :

En qualité de *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement* : Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Prêt d'installation aux jeunes ménages ruraux* (A. de 1945, p. 248. — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : AGRICULTURE : *Discussion générale* (p. 472 et suiv.) ; *Liberté syndicale* (p. 476) ; RAVITAILLEMENT : *Amendement de Mme Galicier tendant à supprimer le chapitre 10* (p. 481) ; *Amendements de MM. Waldech Rochet et de Raulin au chapitre 19* (p. 483) ; *Reduction des crédits des chapitres 23 et 31* (p. 484) ; LOI DE FINANCES : *Amendement de M. Henri Martel à l'article 88* (p. 683). — Intervient au cours de

la discussion d'interpellations sur la politique économique du Gouvernement (A. de 1946, p. 119). — En qualité de *Ministre de l'Agriculture* : Répond aux questions posées par : M. Ruffe sur les mesures à prendre pour arrêter les procédures et poursuites engagées contre les métayers ; M. Cerny sur l'arrachage et plantation des vignes (p. 374) ; M. de Menthon sur le scandale des coupes communales de Haute-Savoie (p. 375). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 1^{er} *Amendement de M. de Raulin* (p. 1267) ; Art. 2 : *Amendements de MM. Castéra et Vée* (p. 1268) ; Art. 9 : *Amendement de M. Depreux* (p. 1272) ; Art. 12 : *Amendement de M. Vée* (p. 1279) ; *Amendement de M. de Baudry d'Asson* (p. 1283) ; *Amendement de M. Moussu* (p. 1285) ; *Amendement de M. Garet* (p. 1289) ; Art. 13 : *Amendement de M. Ruffe* (p. 1290) ; *Amendement de M. de Baudry d'Asson* (ibid.) ; *Amendement de M. Mauroyx* (p. 1292) ; Art. 15 : *Amendements de MM. Moussu et Delorme* (p. 1299) ; *Ses observations* (p. 1300) ; Art. 17 : *Amendement de M. Desjardins* (p. 1305) ; *Amendement de M. Castéra* (ibid.) ; *Amendement de M. Depreux* (p. 1306) ; *Amendement de M. de Raulin* (ibid.) ; *Second amendement de M. de Raulin* (p. 1307) ; Art. 18 : *Amendement de M. Terpend* (ibid.) ; Art. 20 : *Amendement de M. Ruffe* (p. 1314) ; *Ses observations lors du vote sur l'ensemble du projet* (p. 1319) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : AGRICULTURE : *Ses observations* (p. 2298, p. 2300).

FRONTEAU (M. Jean), Député du département de la Charente.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
 == Secrétaire d'âge (A. de 1945, p. 1). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, (p. 138).

Dépôts :

Le 16 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la Constitution sur la composition et la compétence du Conseil économique,

n° 1064 (Exposé des motifs) (1) et n° 1064 (articles).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : EDUCATION NATIONALE : *Son amendement déposé en collaboration avec M. de Boysson tendant à réduire les crédits du chapitre 353* (A. de 1945, p. 644) ; *Le retire* (p. 645) ; — Demande à interpellier sur les conditions dans lesquelles un négociant d'Angoulême, « collaborateur » notoire, vient d'être acquitté par la cour de justice de Bordeaux (A. de 1946, p. 64). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'Exercice 1946 : Chap. 33 : *Amendement de M. Gerber* (p. 1437) ; Chap. 41 : *Son amendement tendant à réduire le crédit* (p. 1437) ; Chap. R G *Aéronautique navale* : *Son amendement réduisant le crédit du chapitre* (p. 1446) ; *Le retire* (ibid.) ; — de propositions de loi relatives à la Constitution ; Dispositions exceptionnelles ; *Ses observations au nom de M. Giovoni, rapporteur spécial* (p. 1923) ; — des conclusions du rapport sur la composition et la compétence du Conseil économique : en qualité de *Rapporteur, donne lecture de son rapport* (p. 2036) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Palewski* (p. 2039) ; Art. 5 : *Amendement de M. Poimboeuf* (p. 2041) ; *Amendement de M. Lespès* (p. 2216) ; *Observations de M. Delorme* (p. 2217) ; *Amendement de Mme Rollin* (p. 2218) ; Art. 6 : *Ses observations* (p. 2219).

PROT (M. Louis), Député du département de la Somme.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 == Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission de l'Intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale (A. de 1946, p. 365).

(1) Ce document n'a pas été publié.

Q

QUÉNARD (M. André), Député du département de l'Indre-et-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 631).

QUILICI (M. François), Député du département d'Oran et territoire d'Aïn-Sefra
(Collège des électeurs français citoyens musulmans et non musulmans).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138).

Dépôt :

Le 28 février 1946, une proposition de loi tendant à modifier, pour l'Algérie, les ordonnances des 26 août 1944, 26 décembre 1944 et du 3 mars 1945 relatives à l'indignité nationale, n° 531.

Interventions :

Prend part à la discussion d'interpellations : sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 96 et suiv.); sur la situation économique de l'Algérie (p. 561); — Participe à la discussion d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : *Discussion générale* (p. 1339). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 296).

NUMÉLEX

R

RABIER (M. Maurice), Député du département d'Oran et territoire d'Aïn Sefra
(*Collège des électeurs français citoyens musulmans et non-musulmans*).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46),
= Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des territoires d'outre-mer (p. 139) ; de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie (A. de 1946, p. 2084).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie applicable en Algérie : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 499) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz ; Art. 51 : *Son amendement* (p. 1216) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : *Dispositions spéciales à l'Algérie* : Art. 19 : *Son amendement* (p. 1523) ; Art. 20 : *Son amendement* (p. 1527) ; *le retire* (ibid.)

RAMADIER (M. Paul), Député du département de l'Aveyron.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Dépôts :

Le 13 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'équipement national et de la production industrielle (travaux publics, mines, forces motrices) sur : I. Le projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Gilbert Zaksas et plusieurs de ses collègues tendant à la socialisation de l'électricité et du gaz ; 2° De M. André Marty et plusieurs de ses collègues tendant à la mobilisation et à la nationalisation industrialisée, de la production, du transport et de la distribution de l'électricité et du gaz ; 3° De M. Robert Bichet et plusieurs de ses collègues tendant à la nationalisation de la production, du transport et de la distribution de l'électricité ; 4° De MM. Alfred Krieger et Ernest Voyer relative à la nationalisation des trusts de l'électricité et au contrôle des entreprises électriques ; 5° De M. André Paillieux tendant à la nationalisation des industries de l'énergie électrique et gazière, n° 655.

Interventions :

Prend part à la discussion : des conclusions du rapport du 2° Bureau, sur les élections du Cantal (invalidation de M. Camille Laurens) : *Motion de M. Parent tendant à interdire la qualité de parlementaire aux porteurs de francisque* (A. de 1945, p. 266) ; — de propositions de loi relatives à la Constitution et à la Déclaration des Droits : Art. 27 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 879) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation

de l'électricité et du gaz : en qualité de *Rapporteur* de la Commission de l'équipement national et de la production industrielle : *Motion de M. Desjardins* (p. 1010) ; *Discussion générale* (p. 1012) ; *Contre-projet de M. Bardoux* (p. 1114) ; *Contre-projet de M. Roulleaux-Dugage* (p. 1117) ; *Contre-projet de M. Laneil* (p. 1118) ; Art. 2 : *Amendements de MM. Lespès et Krieger* (p. 1120) ; *Amendement de M. Furaud* (p. 1121) ; *Amendement de M. Lespès* (p. 1122) ; Art. 3 : *Amendement de M. Furaud* (p. 1123) ; Art. 4 : *Amendement de M. Bouvier-O' Cottereau* (p. 1124) ; Art. 6 : *Amendement de M. Bouvier-O' Cottereau* (p. 1126) ; Art. 7 : *Amendement de M. Bouvier-O' Cottereau* (ibid.) ; *Amendement de M. Furaud* (ibid.) ; *Amendement M. Valentino* (p. 1127) ; Art. 8 : *Amendement de M. Lespès* (p. 1129) ; *Amendement de M. Deyron* (p. 1130) ; *Amendement de M. Viatte* (p. 1130) ; *Amendement de M. Frédéric-Dupont* (p. 1131) ; *Amendement de M. Bouvier O' Cottereau au 7^e alinéa* (ibid.) ; *Amendement de M. Furaud au 10^e alinéa* (p. 1132) ; *Amendement de M. Viatte* (p. 1148) ; Art. 10 : *Amendement de M. Lespès* (p. 1150) ; Art. 11 : *Amendement de M. Dusseaulx* (p. 1152) ; Art. 12 : *Amendement de M. Dusseaulx* (p. 1153) ; Art. 13 : *Amendement de M. Dusseaulx* (p. 1155) ; *Amendement de M. Dupraz* (p. 1156) ; *Amendement de M. Curabet* (p. 1162) ; *Intervention de M. Bidault* (p. 1162) ; Art. 14 : *Amendement de M. Bouvier O' Cottereau* (p. 1176) ; *Amendement de M. Wetzel* (p. 1177) ; Art. 15 : *Amendements de MM. Viatte et Bouvier O' Cottereau* (p. 1178) ; Art. 20 : *Amendements de MM. Bouvier O' Cottereau et Lespès* (p. 1181) ; *Amendement de M. Michel* (p. 1183) ; *Amendement de M. Michel* (p. 1184) ; Art. 21 : *Amendement de M. Herriot* (p. 1186) ; Art. 22 : *Amendement de M. de Raulin* (p. 1188) ; Art. 23 : *Amendements de MM. Viollette et Herriot* (p. 1190) ; *Amendements de MM. David et Delachenal* (p. 1191) ; *Observations de M. Oberkirch* (p. 1194) ; *Amendement de M. Dusseaulx* (p. 1195) ; *Amendement de M. Lespès* (p. 1198) ; Art. 29 : *Amendement de M. Wetzel* (p. 1199) ; Art. 32 : *Amendement de M. Lespès* (p. 1201) ; *Amendement de M. Herriot* (ibid.) ; Art. 33 : *Amendement de M. Viatte* (p. 1202) ; Art. 36 : *Amendements de M. Lespès* (p. 1204) ; *Amendement de M. de Raulin* (ibid.) ; Art. 37 : *Amendement de M. Lespès* (p. 1205) ; Art. 39 : *Amendement de M. Bouvier O' Cottereau* (p. 1206) ; Art. 40 : *Amendement de M. Airoidi* (p. 1210) ;

Amendement de M. Varenne (p. 1211) ; Art. 44 : *Amendement de M. Bouvier O' Cottereau* (p. 1213) ; *Amendement de M. Lespès* (p. 1213) ; Art. 45 : *Amendements de MM. Viatte et Wetzel* (ibid.) ; Art. 46 : *Amendements de MM. Viatte, Louis Bernard, Paillicux, Lespès et Barbu* (p. 1214, 1215) ; Art. 52 : *Ses observations* (p. 1216) ; Art. 8 : *Ses observations sur l'article réserve* (ibid.) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 9 : *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 1378) ; — du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux : Art. 21 : *Amendement de M. Roubert* (p. 2402) ; Art. 22 : *Son amendement* (p. 2404). = S'excuse de son absence (A. de 1945, p. 1 ; 43).

RAMARONY (M. Jules), Député du département de la Gironde.

△ Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission de la justice et de législation générale (p. 203).

Dépôts :

Le 15 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les propriétaires des pertes par eux subies par suite de l'application des dispositions du décret du 26 septembre 1939, n° 284.
— Le 15 janvier 1946, une proposition de loi tendant à abroger les deux derniers paragraphes de l'article 38 de l'ordonnance n° 45.1820 du 15 août 1945 instituant un impôt de solidarité nationale, n° 286. — Le 1^{er} mars 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 17, alinéa 4, de l'ordonnance du 14 août 1945 en vue de faire bénéficier les veuves de guerre non remariées de l'abattement dont aurait bénéficié leur mari, n° 554.

Interventions :

Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Nomination du chef du Gouvernement* (A. de 1945, p. 57) ; — au cours de l'élection du Président du Gouvernement provisoire de la République (p. 65) ; sur la *motion* de M. Baumel

tendant à la constitution d'un gouvernement tripartite (p. 78); ses explications de vote (p. 80); — sur la nomination des commissions générales (p. 117). — Prend part à la discussion du projet de loi portant indemnisation des heures perdues par suite des réductions d'attributions d'énergie électrique (p. 224). — Demande à interpellier sur la politique générale du Gouvernement en matière de politique extérieure (A. de 1946, p. 3); développe cette interpellation (p. 16); ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Grumbach (p. 105). — Intervient au cours de la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 171 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale : Art. 8 : *Reprend l'amendement de M. Rigal* (p. 300); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1945 : *Ses explications de vote* (p. 531); — de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des droits : *Ses explications de vote sur le contre-projet de M. Marie* (p. 678); Art. 12 : *Son amendement* (p. 767); Art. 14 : *Amendement de M. Schumann*; *Ses explications de vote* (p. 828); Art. 19 : *Son amendement* (p. 867); *le retire* (ibid.); Art. 33 : *Son amendement* (p. 171); *le retire* (ibid.); Constitution de la République : *Discussion générale* (p. 1646 et suiv.); *Son contre-projet* (p. 1703 et suiv.); Pouvoirs de l'Assemblée Nationale : Art. 55 : *Amendement de M. Bruyneel* (p. 1777); Articles réservés : Art. : 108 : *Ses explications de vote* (p. 1974); Art. 120 *ter* : *Amendement de M. Lecourt*; *Intervention de M. Gouin* (p. 2009); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2061); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : *Motion préjudicielle de M. Desjardins* (p. 1011); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 au titre de commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes : *Discussion générale* (p. 1240); — du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 14 : *Son amendement* (p. 1295); — d'une proposition de loi relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur le contre-projet de M. Herriot* (p. 1358); Art. 8 : *Ses explications de vote* (p. 1374); — d'une proposition de loi sur la propriété commerciale : Art. 2 : *Son amendement* (p. 1578); *le retire* (ibid.); *Son second*

amendement (ibid.); *le retire* (p. 1579); *Son troisième amendement* (p. 1581); *le retire* (ibid.).

RAMETTE (M. Arthur), Député du département du Nord (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre : de la Commission du Règlement (A. de 1945, p. 53); de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (p. 138). — Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale Constituante (p. 52).

Dépôts :

Le 13 décembre 1945, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi relatif à l'indemnisation des heures perdues par suite des mesures exceptionnelles réduisant l'attribution de l'énergie électrique, n° 99. — Le 26 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer aux mariniers et autres professions nomades l'exercice du droit de vote aux prochaines élections, n° 207. — Le 26 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à créer un internat scolaire pour les enfants des mariniers, n° 216. — Le 28 février 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi apportant des améliorations au régime de retraites des ouvriers mineurs, n° 528. — Le 28 février 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi autorisant le versement de certaines bonifications au profit des ouvriers frontaliers et saisonniers belges et luxembourgeois travaillant en France, n° 541. — Le 15 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer le développement de la production par l'application de la loi du 25 février 1946 portant majoration des heures supplémentaires du travail, n° 687.

Interventions :

Prend part à la discussion du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Amendement de M. Mollet à l'ar-*

Article 15 (p. 95). — Est entendu au sujet des sessions des conseils généraux (p. 118). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit (p. 179); — du projet de loi relatif à l'indemnisation des heures perdues par suite des mesures exceptionnelles réduisant l'attribution de l'énergie électrique, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des finances* : *Présente son avis* (p. 222); *Ses observations sur l'article 5* (p. 224); *Son amendement à l'article 5* (ibid.); *le retire* (ibid.); — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **LOI DE FINANCES** : *Son amendement à l'article 77* (p. 340); *le retire* (p. 341); *Son amendement à l'article 80* (p. 343); **TRAVAIL** : en qualité de *Rapporteur* : *Discussion générale* (p. 493); *Rétablissement des auxiliaires* (p. 501); — du projet de loi apportant des améliorations au régime des retraites des ouvriers mineurs : en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des finances* (**A. de 1946**, p. 488). — Est entendu au cours du débat : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 577); — sur le projet de loi autorisant le versement de bonifications aux ouvriers frontaliers belges et luxembourgeois, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des finances et du contrôle budgétaire* : *Donne lecture de son rapport* (p. 613); *Son amendement à l'article premier* (p. 615); *Son amendement à l'article 2* (p. 616); *le retire* (ibid.). — Prend part à la discussion : de propositions de loi sur la Constitution de la République : Art. 109 : *Ses observations* (p. 2052); — du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du Budget général de l'Exercice 1946, en qualité de *Rapporteur du budget du Travail* : **TRAVAIL** : Dépenses ordinaires, chap. 2 : *Ses observations* (p. 2104). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2137, 2259); sur une demande de modification de l'ordre du jour (p. 2387).

RAMONET (M. Edouard), Député du département de l'Indre.

Son élection est validée (**A. de 1945**, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des con-

ventions commerciales (**A. de 1945**, p. 138); de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (*ibid.*).

Dépôts :

Le 11 avril 1946, une proposition de loi tendant à organiser la profession de coiffeur, n° 1004 (1). — Le 12 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi tendant à l'introduction en Alsace et en Lorraine des lois sur la pêche fluviale, n° 1014.

RASETA (M. Joseph-Delphin), Député de Madagascar (2^e circonscription) (Collège des non-citoyens).

Son élection est validée (**A. de 1945**, p. 455).

Interventions :

Est entendu pour un rappel au règlement (**A. de 1946**, p. 1432). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. Lamine-Guèye tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées locales d'outre-mer : Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bloch* (p. 2243); — du projet de loi relatif aux assemblées locales de Madagascar : Art. 5 : *Ses observations* (p. 2383).

RAULIN-VARANGOT (M. Etienne de) dit LABOUREUR, Député du département de Maine-et-Loire.

Son élection est validée (**A. de 1945**, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (**A. de 1945**, p. 138); de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 139).

Dépôts :

Le 21 décembre 1945, une proposition de loi ayant pour objet d'instituer une procédure d'urgence en vue de régulariser la situation des veuves et des orphelins des déportés et des combattants de la Résistance, n° 175. — Le 21 décembre 1945, une proposition de loi ayant

(1) Ce document n'a pas été publié.

pour objet d'attribuer la qualité d'ancien combattant volontaire à certaines catégories d'anciens combattants de la Résistance, n° 176. — Le 7 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur les propositions de loi : 1° de M. de Raulin dit Laboureur et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'attribuer la qualité d'ancien combattant volontaire à certaines catégories d'anciens combattants de la Résistance ; 2° de M. Pierre-Grouès et plusieurs de ses collègues tendant à octroyer aux combattants volontaires de la Résistance les avantages qui leur sont dus ; 3° de M. Louis Audibert et plusieurs de ses collègues tendant à établir le statut des combattants de la Résistance, n° 608. — Le 7 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. de Raulin dit Laboureur et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'instituer une procédure d'urgence en vue de régulariser la situation des veuves et des orphelins des déportés et des combattants de la Résistance, n° 610. — Le 16 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur les propositions de loi : 1° de M. de Raulin dit Laboureur et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'attribuer la qualité d'ancien combattant volontaire à certaines catégories d'anciens combattants de la Résistance ; 2° de M. Pierre-Grouès et plusieurs de ses collègues, tendant à octroyer aux combattants volontaires de la Résistance les avantages qui leur sont dus ; 3° de M. Louis Audibert et plusieurs de ses collègues, tendant à établir le statut des combattants de la Résistance, n° 1057.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : Amendement de M. Coty à l'art. 3 (A. de 1945, p. 304) ; Art. 1 septièm (p. 349) ; AGRICULTURE : *Situation des campagnes* (p. 470) ; RAVITAILLEMENT : *Son amendement au chap. 19 : Bons de circulation* (p. 482) ; PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS : *Discussion générale : Statut des anciens combattants de la Résistance* (p. 624). —

Est entendu au cours de la discussion d'interpellations sur la politique économique du Gouvernement : *Situation agricole de la France* (A. de 1946, p. 129 et suiv.). — Prend part à la discussion de la proposition de résolution, présentée par Mlle Prevert, tendant à modifier l'art. 15 du Règlement en vue de l'institution d'une Commission du ravitaillement : en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission de l'Agriculture et du ravitaillement, *donne lecture de son rapport* (p. 366). — Est entendu au cours de la discussion : d'interpellations sur la politique du ravitaillement (p. 438) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 22 : *Son amendement* (p. 1187) ; *le retire* (p. 1188) ; *Son second amendement* (ibid.) ; Art. 36 : *Son amendement* (p. 1204) ; — du projet de loi relatif au statut du fermage : *Discussion générale* (p. 1203) ; Art. 1^{er} : *Son amendement* (p. 1267) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 15 : *Son amendement* (p. 1296) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 17 : *Son amendement au troisième alinéa* (p. 1306) ; *le retire* (ibid.) ; *Son second amendement* (ibid.) ; Art. 19 : *Son amendement* (p. 1310) ; Art. 20 : *Son amendement* (p. 1313) ; *Ses observations sur l'article* (p. 1316) ; — sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1761, 1926).

RAVOAHANGY (M. Andrianavalona), Député de Madagascar (1^{re} circonscription) (Collège des non-citoyens).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 455).

Dépôts :

Le 15 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de la nationalisation de la Banque de Madagascar, n° 433. — Le 9 avril 1946, une proposition de loi tendant à reconnaître Madagascar et ses dépendances comme un Etat libre au sein de l'Union française, n° 946. — Le 9 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à engager des négociations avec la Délégation parlementaire malgache et à procéder à l'élection d'une Assemblée constituante malgache, en vue de l'institution d'un Etat malgache libre, associé à l'Union française, n° 948.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. Lamine-Gueye tendant à fixer le régime électoral et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer : Art. 22 : *Son amendement* (p. 2264) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux assemblées locales de Madagascar : Art. 5. : *Ses observations* (p. 2382).

RAYMOND-LAURENT (M.), Député du département de la Manche.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission des affaires étrangères (p. 145).

Dépôt :

Le 27 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur, par la législation sur la reconstruction, les principes établis par la loi du 17 avril 1919 sur la réparation intégrale des dommages de guerre et la solidarité totale des Français devant les charges nées de la guerre, n° 226.

Interventions :

Prend part à la discussion de propositions de résolution sur la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 1060). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

REILLE-SOULT (M. François), Député du département du Tarn.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission du règlement (A. de 1945, p. 53) ; de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (p. 138) ; de la Commission de la défense nationale (A. de 1946, p. 1) ; de la Commission du ravitaillement (p. 460).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi organisant sur de nouvelles bases les allocations aux vieux travailleurs (A. de 1945, p. 692). — Demande à interpellier sur la politique générale du Gouvernement et ses conséquences, notamment sur les problèmes du ravitaillement et des prix, ainsi que les mesures qu'il compte prendre pour porter remède à l'inquiétude du pays (A. de 1946, p. 2) ; développe cette interpellation (p. 118 et suiv.). — Demande à interpellier sur la politique que le Ministre du Ravitaillement compte suivre en ce qui concerne la production laitière (p. 1021). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur le contre-projet de M. Herriot* (p. 1357). — Demande à interpellier sur le prix du lait (p. 1959). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : RAVITAILLEMENT : Chap. L A : *Son amendement* (p. 2304).

RENARD (M. Adrien), Député du département de l'Aisne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139).

Dépôts :

Le 28 mars 1946, une proposition de loi tendant à modifier le régime des congés payés, n° 794. — Le 1^{er} avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi relatif à l'institution d'un Conseil national du travail, n° 830. — Le 13 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Adrien Renard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le régime des congés payés, n° 1022. — Le 23 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi relatif à l'institution d'un Conseil national du travail, n° 1157. — Le 23 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi supprimant la consultation

du Comité consultatif des arts et manufactures prévue par le Code du travail, n° 1161.

Interventions :

Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif au statut des délégués du personnel dans les entreprises : Art. 2 : *Ses explications de vote* (A. de 1946, p. 1606); Art. 5 : *Ses explications de vote* (p. 1608); Art. 9 : *Amendement de M. Viatte* (p. 1609).

RENCUREL (M. Auguste), Député du département d'Alger et territoire de Ghardaïa (*Collège des électeurs français citoyens musulmans et non musulmans*).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Est entendu au cours de la discussion du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Amendement de M. Pierre-Bloch au paragraphe 5 de l'article 14* (A. de 1945, p. 97). — Prend part à la discussion : du projet de loi autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au Budget de l'Algérie pour l'Exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 719); — d'interpellations sur la situation économique de l'Algérie (A. de 1946, p. 565); — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : *Dispositions spéciales à l'Algérie : Discussion générale* (p. 1504). — S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 2060, 2115). — Obtient un congé (A. de 1946, p. 2115).

RESTE (M. François), Député du territoire de la Côte d'Ivoire (*Collège des citoyens*).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 208).
= Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638). — Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1946, p. 667).

Dépôt :

Le 25 avril 1946, un rapport au nom de la commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi autorisant la transmission éventuelle par télégramme des énonciations essentielles des actes authentiques entre la France et les colonies, n° 1204.

Interventions :

Prend part à la discussion d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer (A. de 1946, p. 935).

RÉVILLON (M.), VOY. TONY-RÉVILLON.

REYMOND (M. Camille), Député du département des Basses-Alpes.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 15 février 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 58 du décret-loi du 5 novembre 1926, relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, n° 442.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : RECONSTRUCTION ET URBANISME, *Discussion générale : Régions de la vallée de l'Ubaye et de Barcelonnette* (A. de 1945, p. 537). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 137).

RIBÈRE (M. Marcel), Député du département d'Alger et territoire de Ghardaïa (*Collège des électeurs français citoyens musulmans et non-musulmans*).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration

générale, départementale et communale (A. de 1945, (p. 138); de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Dépôts :

Le 18 décembre 1945, une proposition de loi tendant à abroger la loi du 15 février 1941 relative à la retraite anticipée des fonctionnaires et à étendre à l'Algérie les dispositions du décret du 17 juin 1938 relatif à la même question, n° 133. — Le 22 décembre 1945, une proposition de loi tendant à attribuer la Légion d'honneur ou la médaille militaire aux officiers, sous-officiers et soldats titulaires, au cours de la guerre 1939-1945, de trois citations dont une à l'ordre de l'armée ou de quatre citations, quel qu'en soit l'ordre, n° 190. — Le 26 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à pourvoir l'Algérie, dans le plus bref délai possible, de ses moyens d'industrialisation, n° 204. — Le 5 février 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 5 mai 1945 instituant un Ordre national des pharmaciens, n° 353. — Le 19 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre à l'Algérie l'ordonnance du 14 août 1945 portant réorganisation des pêches maritimes, n° 699. — Le 18 avril 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi du 13 avril 1946 relative à l'élection des députés de la France métropolitaine, des départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion, de la Guyane et de l'Algérie, n° 1103.

Interventions :

Demande à interpeller sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire cesser le scandale de la démobilisation de l'armée d'Afrique (A. de 1945, p. 405). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **RADIODIFFUSION NATIONALE** : *Discussion générale* : *Droits d'entrée sur les postes récepteurs venant d'Allemagne* (p. 682). — Demande à interpeller sur la grande détresse de l'économie algérienne et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour remédier, de toute urgence, à sa situation désastreuse (A. de 1946, p. 195); **développe** cette interpellation (p. 542). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de

M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des députés : Dispositions spéciales à l'Algérie : *Discussion générale* (p. 1514); — de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des Droits : Institutions de la République : Art. 49 : *Son amendement* (p. 1733).

RIBEYRE (M. Paul), Député du département de l'Ardèche.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 51). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138); de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 1, p. 137).

RIBIÈRE (M. Henri), Député du département de l'Allier.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). = Est nommé membre : de la Commission du Règlement (A. de 1945, p. 53); de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (p. 138) = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 460).

RICHARD (M. Edouard), Député du département du Haut-Rhin.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 63). = Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139).

Dépôts :

Le 30 décembre 1945, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. André Bas et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assurer le versement rétroactif des allocations militaires et des allocations familiales supprimées par les autorités nazies dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 245.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : INTÉRIEUR (A. de 1945, p. 454).

RICHIER (M. Louis), Député du département des Hautes-Alpes.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 16 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de la « retraite des vieux travailleurs » à tous les vieux travailleurs sans exception. n° 290. — Le 16 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour mettre à la disposition de l'agriculture les engrais nécessaires, n° 291.

RIGAL (M. Albert), Député du Département du Loiret.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant : 1° à la dissolution des comités d'organisation, des offices professionnels, des offices centraux de répartition et de la caisse autonome de recouvrement des comités d'organisation ; 2° à la répartition des matières premières, des denrées, des produits finis ou demi-finis, devant encore être contingentés, n° 25. — Le 12 février 1946, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur : 1° la proposition de loi de M. Charles Desjardins tendant à abroger les articles premier, 2, 3 et 10 de l'ordonnance du 20 octobre 1945 sur la limitation des débits de boissons ; 2° la propo-

sition de résolution de M. Georges Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'ordonnance n° 45-2469 du 20 octobre 1945 sur la limitation des débits de boissons, n° 404. — Le 1^{er} mars 1946, une proposition de loi tendant à organiser démocratiquement l'exercice du droit de chasse pour tous les citoyens, n° 550. — Le 15 mars 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur : I. Les propositions de loi : 1° de M. Charles Desjardins tendant à abroger les articles premier, 2, 3 et 10 de l'ordonnance du 20 octobre 1945 sur la limitation des débits de boissons ; 2° de M. Pierre-Olivier Lapie et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2469 du 20 octobre 1945 sur la limitation des débits de boissons ; II. La proposition de résolution de M. Georges Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'ordonnance n° 45-2469 du 20 octobre 1945 sur la limitation des débits de boissons, n° 686. — Le 30 mars 1946, une proposition de loi tendant à établir la prorogation de plein droit pour les baux à usage commercial et industriel, n° 812.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 47* (A. de 1945, p. 309) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement à l'article 50* (p. 324) ; *le retire* (ibid.). — Pose au Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme une question sur la lenteur de l'instruction des dossiers des sinistrés (A. de 1946, p. 380). — Prend part à la discussion : de propositions de loi sur la limitation des débits de boissons, en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* (p. 843) ; *Article unique* : *Amendement de M. Wetzel* (p. 847) ; — d'un projet de loi sur la propriété commerciale ; *Art. 2* : *Son amendement* (p. 1577) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement* (p. 1583).

RIGAL (M. Eugène), Député du département de la Seine (6^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission des

finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138); de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Dépôt :

Le 30 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi tendant au relèvement du maximum des dépôts dans les Caisses d'épargne et à l'emploi du boni de ces établissements, n° 818.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement à l'article 5* (A. de 1945, p. 169); *le retire* (ibid.); *Ses amendements à l'article 16* (p. 180); *les retire* (ibid.); *Son amendement à l'article 17* (ibid.); *le retire* (ibid.); *Ses amendements à l'article 19* (p. 181); *les retire* (p. 181 et 182); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article premier bis* (p. 297); *le retire* (ibid.); *Son amendement à l'article premier quater* (p. 298); *Son amendement à l'article premier sexiès* (p. 299); *Son amendement à l'article 2* (p. 301); *le retire* (ibid.); *Son amendement à l'article 5* (p. 303); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Coty à l'article 5* (p. 304); *Son amendement à l'article 18* (p. 309); *le retire* (ibid.); *Son amendement à l'article 52 qui devient l'article 52 bis* (p. 314); *Son amendement à l'article 57* (p. 337); *Son amendement à l'article premier sexiès (réservé)* (p. 349); CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* (p. 659); — du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale : Art. 1^{er} : *Fixation des forfaits* (A. de 1946, p. 277); *Son amendement au dernier alinéa de cet article sur la comptabilité régulière* (p. 297); *le retire* (p. 298); *Son amendement à l'article 8* (p. 300); — d'une proposition de résolution concernant la catastrophe minière d'Ostricourt, en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* (p. 127). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 364).

RINCENT (M. Germain), Député du département de l'Aube.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138).

Dépôt :

Le 19 mars 1946, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de loi de M. Léopold Figuères et plusieurs de ses collègues tendant à instituer le prêt d'installation à long terme et sans intérêt, pour les jeunes ménages paysans prenant l'engagement d'exploiter, n° 695.

RIO (M. Alphonse), Député du département du Morbihan.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : MARINE MARCHANDE (A. de 1945, p. 443); — du projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 333); — du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse : Art. 15 : *Son amendement* (p. 1889); Art. 17 : *Son amendement* (p. 1891); Art. 18 : *Son amendement* (p. 1892); Art. 19 : *Son amendement* (p. 1893); *le retire* (ibid.); Art. 20 : *Son amendement* (p. 1895); Art. 21 : *Son amendement* (p. 1897); *le retire* (ibid.); Art. 24 : *Son amendement* (p. 1899); Art. 29 : *Ses amendements* (p. 1901).

RIVET (M. Paul), Député du département de la Seine (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission des

affaires étrangères (A. de 1945, p. 145) ; de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1946, p. 256).

Interventions :

Demande à interpellier sur la réforme du corps diplomatique (A. de 1946, p. 2). — Intervient lors de la discussion des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement ; *Interpellation de M. de Chambrun* (p. 63) ; *Affaires d'Espagne* (p. 92 et suiv., p. 98). — Prend part à la discussion de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des Droits : Art. 14 : *Amendement de M. Schumann, ses explications de vote* (p. 827). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 460).

ROCA (Mme Gilberte), Député du département du Gard.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommée membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Son rapport, au nom du 7^e Bureau, sur les opérations électorales du département du Puy-de-Dôme (A. de 1945, p. 29). — Prend part à la discussion de propositions de loi sur la Constitution, articles réservés : Art. 90 : *Amendement de M. Boisdon* (A. de 1946, p. 1955).

ROCHEREAU (M. Henri), Député du département de la Vendée.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1946, p. 1327).

Dépôts :

Le 15 janvier 1946, une proposition de loi tendant à proroger le délai prévu par l'article 5 de l'ordonnance 45.1820 du 15 août 1945, instituant un impôt de solidarité nationale, n° 285.

Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : *Ses explications de vote* (p. 1550). — S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 191).

ROCHET (M. Waldeck), Député du département de Saône-et-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant à la fixation d'un juste prix des fermages, n° 30. — Le 15 janvier 1946, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 23, relatif aux allocations familiales agricoles, de l'acte dit loi du 28 juin 1941, portant fixation du budget de l'exercice 1941, n° 279. — Le 15 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier et à compléter l'ordonnance du 21 décembre 1944 en vue de remettre en vigueur la loi du 15 août 1936 et de donner à l'Office national interprofessionnel des céréales les attributions qu'avait l'Office du blé pour la fixation du prix du blé, n° 440. — Le 19 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire répartir d'une manière équitable, par les offices agricoles départementaux, les produits nécessaires à l'agriculture, n° 468. — Le 5 mars 1946, une proposition de loi tendant à modifier, en ce qui concerne les agriculteurs, l'ordonnance du 15 août 1945, instituant un impôt de solidarité nationale et édictant diverses mesures de simplifications fiscales, modifiée par la loi n° 46-189 du 14 février 1946 portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale, n° 582.

Interventions :

Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Prêt d'installation aux jeunes ménages ruraux* (A. de 1945, p. 248) ; — sur l'attri-

bution de compétence à une Commission (questions relatives au métayage et au fermage) (p. 258). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution de M. Pierre Bourdan tendant à la nomination d'une Commission spéciale chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche (p. 293); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils); LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 1^{er} ter* (p. 297); *Son 2^e amendement à ce même article* (p. 301); *Son amendement à l'article 56 bis* (p. 337); *Article 1 septième* (réservé) (p. 349); AGRICULTURE (p. 463); RAVITAILLEMENT : *Son amendement au chapitre 19 : Bons de circulation* (p. 482); *le retire* (p. 483); TRAVAIL : *Discussion générale* (p. 496). — Demande à interpeller sur les problèmes du ravitaillement et de l'agriculture (A. de 1946, (p. 2); développe cette interpellation (p. 420). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1078, p. 1193). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au statut du fermage, en qualité de *Président de la commission* : Art. 1 : *Ses observations* (p. 1266); Art. 9 : *Ses observations* (p. 1272); Art. 12 : *Amendement de M. Vée* (p. 1277 et suiv.); *Amendement de M. Moussu* (p. 1284); Art. 13 : *Amendement de M. de Baudry d'Asson* (p. 1291); Art. 15 : *Amendements de MM. Moussu et Delorme* (p. 1298); Art. 16 : *Amendement de M. Soustelle* (p. 1303); Art. 17 : *Amendement de M. Depreux* (p. 1305); Art. 20 : *Amendement de M. de Baudry d'Asson* (p. 1312); *Amendement de M. Delorme* (p. 1312); *Amendement de M. Mauroux* (p. 1315); *Ses observations sur la Caisse nationale de crédit agricole* (ibid.); — d'une proposition de loi de M. Bocquet tendant à organiser le ravitaillement en lait et en produits laitiers, en qualité de *Président de la Commission : Discussion générale* (p. 1661). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1932). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du Budget général de l'Exercice 1946, en qualité de *Président de la Commission* de l'agriculture : Chapitre 6 : *Ses observations* (p. 2096); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : AGRICULTURE : *Ses observations* (p. 2299); RAVITAILLEMENT : Chapitre L.A. : *Amendement de M. Reille-Soult* (p. 2302); Dispositions spéciales : Art. 19 : *Amendement de M. Delcos* (p. 2345); *Son amendement* (p. 2348,

2363); *Le retire* (p. 2364); *Son second amendement* (ibid.); Art. 20 : *Son amendement* (ibid.); *Son second amendement* (p. 2365); Art. 23 : *Ses observations* (ibid.).

ROCLORE (M. Marcel), Député du département de la Côte-d'Or.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138); de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones (ibid.).

Dépôts :

Le 27 décembre 1945 une proposition de loi tendant à modifier la réglementation des réquisitions de voitures automobiles, de chevaux et mulets, n° 225. — Le 15 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Pierre Dominjon et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer la tolérance administrative de la prostitution en France, n° 682. — Le 15 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Pierre Dominjon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à instaurer un régime de prophylaxie des maladies vénériennes, n° 683. — Le 4 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : I. le projet de loi relatif à la lutte contre le proxénétisme et les maladies vénériennes; II. la proposition de loi de M. Pierre Dominjon et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer la tolérance administrative de la prostitution en France, n° 869.

Interventions :

Prend part à la discussion : de la proposition de résolution de M. Mabrut tendant à créer un Ministère des Anciens combattants (A. de 1945, p. 296); — du projet de loi portant fixation du budget général de l'Exercice 1946 (Services civils); LOI DE FINANCES : *Ses explications de*

vote (p. 686). — Est entendu au cours de la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (A. de 1946, p. 174). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 décembre 1945, relative au vote du projet de budget pour l'Exercice 1946 : *Ses explications de vote* (p. 220). — Est entendu : au cours de la discussion d'interpellations sur la politique du ravitaillement (p. 413) ; — au cours du débat sur le règlement de l'ordre du jour (p. 621). — Prend part à la discussion : de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des droits : Art. 14 : *Amendement de M. Schumann, Ses explications de vote* (p. 828) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2060) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : *pose la question préalable* (p. 1328) : Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur le contre-projet de M. Herriot* (p. 1358) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1551) ; — d'un projet de loi contre le proxénétisme ; en qualité de *Rapporteur* (p. 1612). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1927). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du Budget général de l'Exercice 1946 : Chap. 6 : *Ses observations* (p. 2096) ; — du projet de loi relatif à l'organisation du crédit en France : *Discussion générale* (p. 2361).

ROLLAND (M. Jean-Louis), Député du département du Finistère.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138). — S'excuse de son absence (A. de 1945, p. 153 ; A. de 1946, p. 151). — Obtient un congé (A. de 1945, p. 153).

ROLLIN (Mme Simone), Député du département de la Seine (4^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommée membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 15 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à favoriser la fabrication de l'outillage ménager, n° 270. — Le 15 janvier 1946, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'enseignement ménager, n° 271. — Le 13 janvier 1946, une proposition de loi fixant le statut des travailleuses familiales, n° 273. — Le 11 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de Mme Simone Rollin et plusieurs de ses collègues tendant à favoriser la fabrication de l'outillage ménager, n° 998.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : POPULATION : *Discussion générale : Aide familiale* (A. de 1945, p. 604) ; — de la proposition de résolution de M. Cayeux tendant à la réduction des tarifs de transport pour les familles nombreuses de la région parisienne : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 1663) ; — des conclusions du rapport sur la composition et la compétence du Conseil économique : Art. 5 : *Son amendement* (p. 2219). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 807).

ROPHE (M. Adrien), Député du département du Calvados.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 179) ; de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638).

Dépôts :

Le 22 février 1946, une proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission chargée d'enquêter sur les scandales signalés à la tribune de l'Assemblée Nationale Constituante en matière de ravitaillement, n° 500. — Le 15 avril 1946, un avis au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi relatif

à la conservation des ruines et à la reconstruction d'Oradour-sur-Glane, n° 1042.

Interventions :

Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur les opérations électorales du département de Vaucluse (A. de 1945, p. 39). — Est entendu au cours de la discussion d'interpellations sur la politique du ravitaillement (A. de 1946, p. 435).

ROSE (M. Lucien), Député du département de la Savoie.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139); de la Commission de la justice et de législation générale (p. 234); de la Commission supérieure des jeux (A. de 1946, p. 138). — Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale Constituante (A. de 1945, p. 51). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 11 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à adopter des méthodes nouvelles pour l'exécution des travaux communaux qui doivent être réalisés avec l'aide de subventions de l'Etat, n° 70. — Le 18 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les traitements annuels de la Médaille militaire et de la Légion d'honneur, n° 119. — Le 18 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter l'allocation mensuelle, dite retraite du combattant, attribuée aux titulaires de la carte du combattant, n° 120. — Le 19 avril 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 22 de la loi relative à l'organisation et au fonctionnement de la Haute Cour de justice, n° 1109. — Le 23 avril 1946, une proposition de loi relative aux amendes perçues par les comités de libération, n° 1158.

Interventions :

Son rapport au nom du 7^e Bureau sur les opérations électorales du territoire de Belfort (p. 31). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance du 18 novembre 1944, instituant une Haute Cour de justice : *Ses explications de vote* (p. 419); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : AGRICULTURE : *Amendement de M. Chabanne au chapitre 85* (p. 477); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale : Subventions* (p. 512); — du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946 : *Son sous-amendement à celui de M. Capdeville* (p. 732); *le défend* (p. 735). — Intervient au cours de la discussion d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 75). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 décembre 1945 relative au vote du projet de budget pour l'exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 210). — Pose : au Ministre des Affaires étrangères une question sur les rectifications de la frontière franco-italienne (p. 370); au Ministre des Travaux publics une question sur le déséquilibre des tarifs ferroviaires et routiers paralysant les transporteurs routiers (p. 376); au Ministre de la Reconstruction une question sur les fournitures de bois de menuiserie pour les réparations (p. 381). — Est entendu au cours du débat : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 621); — sur le projet de loi et la proposition de loi de M. Bocquet tendant à l'organisation professionnelle provisoire de l'agriculture : *Ses explications de vote* (p. 634). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (p. 793); — du projet de loi prorogeant jusqu'au 1^{er} octobre 1946 l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Discussion générale* (p. 1173 et suiv.); Article unique : *Amendement de M. Lecourt* (p. 1175); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 20 : *Amendements de MM. O'Coctereau et Lespès* (p. 1182); — du projet de loi ayant pour objet d'accélérer le recouvrement des confiscations des produits illicites : Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un quatrième article* (p. 1418); *le retire*

(ibid.). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance (p. 2035). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réalisations d'économies au titre du Budget général de l'Exercice 1946 : *Ses explications de vote sur le renvoi* (p. 2101); Reconstruction et équipement : Chap. B : *Subventions aux communes pour frais d'entretien des prisonniers de guerre* (p. 2106); — des conclusions du rapport sur la composition et la compétence du Conseil économique : Art. 5 : *Ses observations* (p. 2218); Art. 6 : *Ses observations* (p. 2220); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 2296); ANCIENS COMBATTANTS : Chap. 101 : *Ses observations* (p. 2307).

ROSENBLATT (M. Marcel), Député du département du Bas-Rhin.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138); de la Commission des affaires étrangères (p. 145).

Dépôt :

Le 26 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour le déblocage et le change des avoirs des expulsés et déportés politiques des trois départements recouvrés, n° 209.

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Article 14* (A. de 1945, p. 99); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Article 40* (p. 358); PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS : *Discussion générale : Déportés alsaciens et lorrains* (p. 625); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale : Introduction des lois laïques en Alsace et Lorraine* (p. 631). — Pose au Ministre des Armées une question sur les mesures qu'il compte prendre pour introduire dans les pays d'occupation

française le régime de ravitaillement en vigueur en France (A. de 1946, p. 370). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1764). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

ROUBERT (M. Alexandre), Député du département des Alpes-Maritimes.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1946, p. 256).

Dépôts :

Le 5 mars 1946, une proposition de loi tendant à la socialisation des banques d'affaires, n° 571.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement à l'alinéa 2 de l'article 2* (A. de 1945, p. 166); *le retire* (p. 169); *Son amendement au premier alinéa de l'article 12 : Direction du crédit* (p. 177); *le retire* (ibid.); *Son amendement au 11° alinéa de l'article 15* (p. 179); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à compléter cet article* (ibid.); *Son amendement à l'article 17* (p. 180); *le retire* (ibid.); *Son amendement à l'article 6 (réservé)* (p. 183); *le retire* (p. 184); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour les sports : Discussion générale* (p. 566); *Compressions régionales* (p. 642); — du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 275); Art. 16 : *Son amendement sur les prix de cession des alcools* (p. 303); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz; Art. 23 : *Son amendement* (p. 1194); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Dispositions spéciales*; Art. 23 : *Son amendement* (p. 2365);

— du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux ; Art. 2 : *Son amendement* (p. 2394) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 8 : *Son amendement* (p. 2395) ; Art. 12 : *Son amendement* (p. 2397) ; Art. 16 : *Son amendement* (p. 2400) ; Art. 17 : *Son amendement* (p. 2401) ; Art. 21 : *Son amendement* (p. 2402) ; Art. 22 : *Son amendement* (p. 2404).

ASSEMBLÉE
NATIONALE

ROUCAÛTE (M. Gabriel), Député du département du Gard.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Pose au Ministre de l'Economie nationale une question sur les dispositions qu'il compte prendre vis-à-vis des porteurs de billets, de bonne foi, lors de l'échange (A. de 1946, p. 372) ; sur l'échange des monnaies allemandes en possession des rapatriés (ibid.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz ; Art. 15 : *Son amendement* (p. 1179) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1218).

ROUCAÛTE (M. Roger), Député du département de l'Ardèche.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 51).
= Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : AGRICULTURE (A. de 1945, p. 467) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'Exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 1403 et suiv.) ; Chap. 16 : *Son amendement* (p. 1434) ; MARINE : Chap. 1^{er} : *Son amendement* (p. 1445) ; *le retire* (ibid.).

**ROULLEAUX-DUGAGE (M. Jacques),
Député du département de l'Orne.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiantes en Algérie (A. de 1946, p. 2084). — Secrétaire d'âge (A. de 1945, p. 1). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 20 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser la situation des petits rentiers, n° 159. — Le 7 février 1946, une proposition de loi tendant à la création de régies coopératives, envisagées comme le moyen le plus efficace de nationaliser la production, le transport et la distribution de l'électricité, n° 378. — Le 3 avril 1946, une proposition de loi tendant à l'organisation du contrôle syndical de la distillation fermière, n° 848. — Le 9 avril 1946, une proposition de loi tendant à incorporer au principal de la créance du Crédit foncier les arrérages que les débiteurs de cet établissement n'ont pu lui verser en raison des circonstances, n° 949.

Interventions :

Est entendu pour un fait personnel (Fraudes de régie dans le département de l'Orne et la législation de Vichy) (p. 367). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : *Son contre-projet* (A. de 1946, p. 1115 et suiv.) ; — du projet de loi relatif au statut du fermage ; Art. 7 : *Amendement de M. Delorme* ; *le soutient* (p. 1271) ; Art. 20 : *Soutient l'amendement de M. Delorme* (p. 1312) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse ; Art. 2 : *Son amendement* (p. 1827).

ROULON (M. Henri), Député du département de l'Aube.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission de

l'agriculture du ravitaillement (A. de 1945, p. 138). = S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 235).

ROUSSEAU (M. Charles), Député du département de la Vendée.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communications et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138); de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (*ibid.*). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôt :

Le 28 février 1946, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes, téléphones sur le projet de loi relatif au crédit maritime mutuel, n° 547.

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Son amendement au paragraphe 12 de l'article 14* (A. de 1945, p. 100); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : MARINE MARCHANDE : *Discussion générale* (p. 446); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale : Port des Sables d'Olonne* (p. 511); — du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946 (p. 702). — Est entendu au cours de la discussion d'interpellations sur la politique du ravitaillement (A. de 1946, p. 447). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés; Art. 8 : *Son amendement sur le vote des soldats* (p. 1376); *Le retire* (*ibid.*); — de propositions de loi sur la Constitution et la déclaration des droits; Institutions de la République; Art. 48 : *Son amendement* (p. 1729); *Le retire* (*ibid.*). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2136, 2213).

RUFFE (M. Hubert), Député du département de Lot-et-Garonne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). = Est nommé membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139).

Interventions :

Pose au Ministre de l'Agriculture une question sur les mesures à prendre pour arrêter les procédures et poursuites engagées contre les métayers (A. de 1946, p. 374). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 882). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au statut du fermage; Art. 13 : *Son amendement* (p. 1289); *Son second amendement* (p. 1292); *Son nouvel amendement* (*ibid.*); Art. 20 : *Son amendement* (p. 1314); *Le retire* (*ibid.*); *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 1318).

RUMEAU (Mme Marcelle), Député du département de la Haute-Garonne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). = Est nommée membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138); de la Commission des territoires d'outre-mer (p. 139).

Dépôts :

Le 7 février 1946, une proposition de loi tendant à accorder une prolongation de validité aux brevets d'invention déposés depuis le commencement des hostilités et non exploités; n° 372. — Le 7 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que les marchés de l'Etat ou des grandes administrations ne puissent, en aucun cas, être passés avec des fournisseurs français ou étrangers ayant fait l'objet, de la part des comités départementaux de confiscation, d'une amende supérieure au montant de la confiscation, et qu'il ne puisse leur être fait aucune attribution de camions ou de pneumatiques tant que durera le strict contingentement de ces fournitures,

n° 375. — Le 23 avril 1946, un avis au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur la proposition de résolution de M. Henri Lespes tendant à inviter le Gouvernement à intensifier immédiatement la production nationale d'engrais, ainsi qu'à accélérer le transport et la répartition d'engrais, **n° 1170.** — Le 20 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à favoriser l'exploitation de la station d'Encausse-les-Thermes au profit des coloniaux paludéens, **n° 1153.**

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 ; Dispositions spéciales : Art. 34 *quater* (nouveau) : *Produit des jeux dans les casinos* (A. de 1946, p. 2369).

RUPIED (M. Marcel-Jules), Député du département de l'Ille-et-Vilaine.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
— Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration

générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 13 mars 1946, un avis au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de loi de MM. Marcel Ribère, Marcel Gatuing et Paul Viard tendant à abroger la loi du 15 février 1941 relative à la retraite anticipée des fonctionnaires et à étendre à l'Algérie les dispositions du décret du 17 juin 1938 relatif à la même question, **n° 662.**

Interventions :

Son rapport, au nom du 6^e bureau, sur les opérations électorales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (A. de 1945, p. 553). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale : Faculté de médecine de Rennes* (p. 633) ; — de la proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 8 : *Son amendement sur le panachage* (A. de 1946, p. 1372) ; *Son amendement sur le vote obligatoire* (p. 1376).



S



SAID MOHAMED CHEIK, Député de Madagascar (3^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 234).
 = Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139).

Dépôts :

Le 12 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à résoudre le problème agraire aux Comores et à assurer dans l'avenir à ces îles un véritable progrès social et culturel, n^o 639. — Le 5 avril 1946, une proposition de loi tendant à accorder l'autonomie administrative et financière à l'Archipel des Comores, n^o 881.

Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi de M. Lamine-Guèye tendant à fixer le régime électoral et la compétence des assemblées locales d'outre-mer : Art. 19 : *Amendement de M. Bloch* (A. de 1946, p. 2250).

SALMON (M. Robert), Député du département de la Seine (5^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des Droits ; Pouvoirs de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* : (A. de 1946, p. 1775) ; Articles réservés : Art. 90 : *Amendement de M. Varenne* (p. 1956) ; Art. 91 : *Amendement de M. Teitgen* (p. 1967).

SAMSON (M.), Secrétaire général des anciens combattants, Commissaire du Gouvernement.

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Discussion générale* (A. de 1945, p. 431).

SANGNIER (M. Marc), Député du département de la Seine (5^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie (A. de 1946, p. 2084) ; du Conseil provisoire de la jeunesse (p. 256). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638).

Interventions :

Est entendu au cours de la discussion des conclusions du rapport du 2^e bureau sur les opérations électorales du département du Cantal (invalidation de M. Camille Laurens) (**A. de 1945**, p. 263). *Motion de M. Parent tendant à interdire la qualité de parlementaire aux porteurs de francisque* (p. 265). = S'excuse de son absence (**A. de 1946**, p. 47, 520). — Obtient un congé (**A. de 1946**, p. 47).

SCHIEVER (M. Georges), Député du département de l'Yonne.

Son élection est validée (**A. de 1945**, p. 47). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale (**A. de 1945**, p. 138) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 203). = S'excuse de son absence (**A. de 1946**, p. 191).

SCHMITT (M. Albert), Député du département du Bas-Rhin.

Son élection est validée (**A. de 1945**, p. 46). = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (**A. de 1945**, p. 139).

Dépôts :

Le 2 décembre 1945, une proposition de loi relative au prêt au mariage, **n° 53**. — Le 7 mars 1946, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, **n° 594**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : MARINE MARCHANDE : *Discussion générale* (**A. de 1945**, p. 444) ; RECONS-

TRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale : Situation dans les départements recourrés* (p. 536) ; *Règlement des mémoires et avances* (p. 538) ; PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS : *Discussion générale : Alsaciens et Lorrains incorporés dans la Wehrmacht* (p. 620) ; — de l'interpellation de M. Morin sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (**A. de 1946**, p. 858). = S'excuse de son absence et obtient un congé (**A. de 1946**, p. 591).

SCHMITT (M. René-Jean), Député du département de la Manche.

Son élection est validée (**A. de 1945**, p. 45). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (**A. de 1945**, p. 138) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 139).

Dépôts :

Le 23 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à répartir rationnellement la construction des navires de commerce par la spécialisation des chantiers, et à désigner les attributaires de la construction de chaque série de types, **n° 316**. — Le 29 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer sa doctrine en matière de réparation des dommages de guerre par le retour aux principes de solidarité et d'égalité de tous les Français devant les charges de guerre d'une part, au droit à réparation intégrale, d'autre part, tels qu'ils sont énoncés dans la loi du 17 avril 1919, **n° 320**. — Le 12 février 1946, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur : I. la proposition de loi de M. Joseph Lecacheux et plusieurs de ses collègues tendant au retour à la loi du 17 avril 1919 consacrant aux sinistrés le droit à réparation intégrale des dommages de guerre ; II. les propositions de résolution : 1^o de M. Georges Coudray et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître publiquement et catégoriquement, d'une part, l'égalité et la solidarité de tous les Français devant les charges de guerre, et, d'autre

part, le droit à la réparation intégrale de tous les dommages matériels certains causés aux biens mobiliers et immobiliers du fait de la guerre; 2° de MM. Joseph Denais et Joseph Bastide tendant à inviter le Gouvernement à réglementer de manière équitable les réparations dues pour réquisition immobilière effectuée par ou pour l'ennemi; 3° de MM. Joseph Denais et Charles Désjardins tendant à inviter le Gouvernement à fixer des règles équitables pour la réparation des dommages causés aux immeubles par faits de guerre; 4° de M. Raymond-Laurent et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur, par la législation sur la reconstruction, les principes établis par la loi du 17 avril 1919 sur la réparation intégrale des dommages de guerre et la solidarité totale des Français devant les charges nées de la guerre; 5° de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer sa doctrine en matière de réparation des dommages de guerre par le retour aux principes de solidarité et d'égalité de tous les Français devant les charges de guerre d'une part, au droit à réparation intégrale, d'autre part, tels qu'ils sont énoncés dans la loi du 17 avril 1919; 6° de M. André Morice et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proclamer l'égalité et la solidarité de tous les Français devant les charges de la guerre et impliquant la réparation intégrale des dommages causés par les faits de guerre, n° 391. — Le 12 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder immédiatement au désobusage des régions, anciens théâtres d'opérations de guerre, n° 392. — Le 12 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à payer sans retard les factures et mémoires des artisans et petits entrepreneurs travaillant au compte de la reconstruction, n° 393. — Le 12 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier sans délai les modalités de répartition des matériaux destinés à la reconstruction, n° 395. — Le 15 février 1946, une proposition de loi tendant à faire bénéficier des avantages de l'appellation d'origine les eaux-de-vie produites dans le département de la Manche, n° 439. — Le 13 mars 1946, une proposition de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre, n° 651.

Interventions :

Prend part à la discussion d'interpellations sur le chômage et l'organisation de la reconstruction et des propositions de résolution de MM. Coudray, Denais, Raymond-Laurent, René Schmitt et Morice sur les dommages de guerre. — En qualité de *Rapporteur* : donne lecture de son rapport (A. de 1946, p. 594 et suiv., p. 763). — Est entendu au cours du débat sur le règlement de l'ordre du jour (p. 621, p. 1080).

SCHNEITER (M. Pierre), Député du département de la Marne, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 139). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138). — Est nommé Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères (J. O. du 9 février 1946, p. 1122).

Interventions :

En qualité de *Député* : Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement à l'alinéa 2 de l'article 2* (A. de 1945, p. 166); *le retire* (ibid.); *Son amendement au dernier alinéa de l'article 2* (p. 169); *le retire* (ibid.); *Son amendement au deuxième alinéa de l'article 5* (p. 170); *le retire* (ibid.); *Son amendement au paragraphe a) de l'article 9* (p. 174); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : *Loi de FINANCES: Son amendement à l'article 5* (p. 305); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Dutilleul à l'article 40 bis* (p. 354); *Article 5 réservé* (p. 358); *INTÉRIEUR: en qualité de Rapporteur: Présente son rapport* (p. 448 et suiv., 460 et suiv.); — du projet de loi relatif à la création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement : Sa proposition de question préalable (p. 374); — En qualité de *Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères* : Répond aux questions posées par : M. Figières sur le suffrage universel en Andorre (A. de 1946, p. 370); M. Rose, sur les rectifications de la frontière franco-italienne (ibid.).

SCHUMANN (M. Maurice), Député du Nord (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères (A. de 1945, p. 145).

Dépôts :

Le 13 novembre 1945, une proposition de résolution tendant à déclarer que les Combattants du front, ceux qui ont lutté et souffert pour la Résistance, les Armées de la Libération, le Général de Gaulle, ont bien mérité de la Patrie, n° 5.

Interventions :

Est entendu au cours du débat : Sur la confirmation des pouvoirs au Général de Gaulle : *Motion de M. Baumel, tendant à la constitution d'un Gouvernement tripartite* (A. de 1945, p. 77) : *Ses explications de vote* (p. 80) ; — sur la déclaration ministérielle présentée par le Général de Gaulle (p. 123). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : *LOI DE FINANCES : Ses explications de vote* (p. 686) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'exercice 1946 (p. 726) ; *Amendement de M. Capdeville* (p. 731) ; *Amendement de M. Rose* (p. 736). — Intervient au cours de la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement (A. de 1946, p. 161 et suiv.) — Prend part à la discussion : du projet de loi autorisant certaines bonifications au profit des ouvriers frontaliers belges et luxembourgeois : *Discussion générale* (p. 615) ; — de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des Droits : *Art. 14 : Son amendement* (p. 818 et suiv.) ; *Constitution de la République : Intervient lors du discours de M. Herriot* (p. 1644) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2067). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1945, p. 373, p. 1148).

SCHUMAN (M. Robert), Député du département de la Moselle,

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission des

finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 5 février 1946, une proposition de résolution tendant à rendre obligatoire la présence aux réunions de la Commission des finances et du contrôle budgétaire consacrées à la révision des crédits ouverts au titre du budget de l'exercice 1946, n° 356. — Le 21 mars 1946, une proposition de loi tendant à prolonger le délai de révision des crédits ouverts au titre du budget de l'exercice 1946 à chacun des départements ministériels, fixé par l'article 2 de la loi du 12 décembre 1945, modifié par la loi du 8 février 1946, n° 712. — Le 26 mars 1946, une proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance du 4 octobre 1944 sur l'internement administratif des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique, n° 758.

Interventions :

Est entendu au cours de la discussion du rapport relatif au Règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Art. 14* (A. de 1945, p. 99). — En qualité de *Président de la Commission des finances et du contrôle budgétaire* : Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Dépôt du projet* (p. 150) ; *Art. 11 réservé* (p. 185). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 268). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : *LOI DE FINANCES : Art. 41* (p. 318) ; *Amendement de Mme Braun à l'art. 45* (p. 321) ; *Amendement de Mme Bastide à l'article 54* (p. 326) ; *Amendement de M. Lareppe à l'art. 58* (p. 337) ; *Nouvelle rédaction de l'art. 40* (p. 353) ; *Article additionnel de M. Cogniot* (p. 365) ; *JUSTICE : Rapport de M. Barangé* (p. 421) ; *ORDRE DE LA LIBÉRATION* (p. 439) ; *PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS* (p. 626) ; *FINANCES : Chap. LA nouveau : Indemnités aux bailleurs* (p. 652). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (p. 327) ; — sur l'interprétation de l'art. 56 du Règlement (p. 336) ; — sur un rappel au règlement émanant de M. Desjardins (p. 420). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 décembre 1945 relative au vote du projet

de budget pour l'exercice 1946 : *Amendement de M. Marin à l'art. unique, alinéa 5* (A. de 1946, p. 219); — du projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires : Art. 2 : *Amendement de M. Allouneau* (p. 342); — d'interpellations sur le chômage et l'organisation de la reconstruction, en qualité de *Président de la Commission des finances* (p. 603); — des propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des droits : Art. 13 : *Son amendement* (p. 771); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 882, 1191). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 au titre du Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes, en qualité de *Président de la Commission des finances* : Chap. 14 : *Ses observations* (p. 1242); Chap. 15 : *Indemnités diverses* (ibid.); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'exercice 1946, Armement : *Rapport de M. Berlioz* (p. 1450); Art. 2 : *Ses observations* (p. 1469). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1763, 1931, 2107). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du budget général de l'exercice 1946, en qualité de *Président de la Commission des finances* : Chap. E : *Aménagement du Cap-Vert* (p. 2099); Finances : (p. 2102); Radiodiffusion, recettes : Art. 2 : *Ses observations* (p. 2106). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2213). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : AGRICULTURE : *Ses observations* (p. 2298); EDUCATION NATIONALE : Chap. 92 : *Ses observations* (p. 2303); Chap. 351 bis nouveau (ibid.); JUSTICE : Chap. 15, 17, 37, 58 : *Ses observations* (p. 2304 et suiv.); Dispositions spéciales : Art. 18 bis nouveau : *Ses observations* (p. 2343); Art. 30 : *Ses observations* (p. 2368); Art. 50 : *Amendement de M. Delom-Sorbé* (p. 2372); — du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux : Art. 12 : *Ses observations* (p. 2395); Art. 14 : *Ses observations* (p. 2398).

SEGELLE (M. Pierre), Député du département du Loiret.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre : de la Commission des

pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 139); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (ibid.)

Dépôts :

Le 22 février 1946, une proposition de loi tendant à réduire les délais de présomption de décès des disparus dans les camps de déportation allemands, n° 488. — Le 19 mars 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. André Paillieux et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 4 octobre 1945 sur l'organisation administrative de la sécurité sociale, n° 698. — Le 21 mars 1946, une proposition de loi tendant à définir la qualité de réfractaire et de maquisard en vue d'accorder à ceux qui pourront se prévaloir légalement de ce titre un certain nombre d'avantages déjà consentis à d'autres victimes de la guerre et de la répression, n° 705. — Le 22 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de Mme Marie Oyon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proroger au 1^{er} mars 1946 le délai de versement aux évadés, de l'indemnité dite de service extraordinaire, n° 726. — Le 22 mars 1946, une proposition de loi tendant à accorder aux travailleurs requis pour le service du travail obligatoire le bénéfice des dispositions de la loi du 24 juin 1919 sur les victimes civiles de la guerre, n° 735. — Le 23 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de Mme Marie Oyon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de l'ordonnance du 11 mai 1945 concernant les rapatriés, aux évadés ayant rejoint leur domicile postérieurement au 6 juin 1944, n° 739. — Le 23 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Louis Audibert et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux déportés politiques une indemnité forfaitaire de 20.000 francs pour les pertes subies par eux dans les camps de concentration, n° 740. — Le 28 mars 1946 une proposition de loi ten-

dant à accorder aux veuves de guerre le bénéfice des prêts de démarrage prévus par l'ordonnance n° 45-2255 du 5 octobre 1945, n° 797. — Le 4 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur les propositions de loi : 1° de MM. Joseph Denais, Joseph Bastide et Charles Desjardins tendant à régler la situation des Français victimes d'accidents du travail pendant leur assujettissement au service du travail obligatoire ; 2° de M. Pierre Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux travailleurs requis pour le service du travail obligatoire le bénéfice des dispositions de la loi du 24 juin 1919 sur les victimes civiles de la guerre, n° 875. — Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Jean Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 45-0179 du 29 décembre 1945 relatif aux assurances sociales en ce qui concerne la longue maladie, n° 914. — Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : 1° la proposition de loi de M. Louis Siefert et plusieurs de ses collègues tendant à modifier, en ce qui concerne les allocations familiales, l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale ; 2° la proposition de résolution de M. Charles Desjardins et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'ordonnance en date du 4 octobre 1945 relative à l'organisation de la sécurité sociale, n° 916. — Le 23 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi relatif à la journée du 1^{er} mai 1946, n° 1155.

SENGHOR (M. Léopold-Sédar), Député du Sénégal-Mauritanie (*Collège des non-citoyens*).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 192).
= Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission de la Constitution (A. de 1946, p. 365).

Dépôts :

Le 5 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la Constitution sur

les propositions de loi : 1° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Joseph Delachenal tendant à établir la Constitution de la République française ; 3° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la nouvelle Constitution de la République française ; 4° de M. Mohamed Bendjelloul et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de l'Algérie afin que celle-ci soit inscrite dans la Constitution de la République française ; 5° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de justice » ; 6° de M. Jean-Pierre Giraudoux tendant à établir la Constitution de l'Union française ; 7° de M. Guy Mollet, président de la Commission de la Constitution, au nom de la Commission, tendant à établir la Constitution de la République française, n° 885 (1^{re} annexe).

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 945) ; — de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des Droits ; Union française : en qualité de *Rapporteur spécial* : donne lecture de son rapport (p. 1713 et suiv.) ; Institutions de la République : Art. 48 : *Amendement de M. Rousseau* (p. 1729).

SÉROT (M. Robert), Député du département de la Moselle.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères (A. de 1945, p. 145).

Dépôts :

Le 17 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger le délai imparti aux contribuables pour l'établissement de leur déclaration de patrimoine, n° 294. — Le 18 janvier 1946, une proposition de loi tendant à modifier en faveur des petits rentiers âgés ou infirmes les dispositions de l'ordonnance du 15 août 1945 instituant un impôt de solidarité nationale, n° 305.

Interventions :

Prend part à la discussion du : projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement, tendant à ajouter un article additionnel 11 bis* (A. de 1945, p. 177); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **LOI DE FINANCES** : *Son amendement à l'article 40* (p. 358); *le retire* (p. 359); **PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS** : *Discussion générale : Expulsés d'Alsace et Lorraine* (p. 621); — du projet de loi relatif à certaines conséquences de la modification des taux de change dans la zone franc : *Son amendement au titre IV* (p. 404); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 12 : *Amendement de M. Delcos* (A. de 1946, p. 1281); — du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : Art. 15 : *Son amendement* (p. 2193). — S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 235, p. 1289). — Obtient un congé (A. de 1946, p. 235).

SEMAISONS (M. Olivier de), Député du département de la Loire-Inférieure.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138); de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Dépôts :

Le 5 février 1946, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter les ordonnances du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du 4 décembre 1944 relative aux commissions paritaires compétentes pour statuer sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux à ferme, n° 358. — Le 5 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement, à prendre, dans le plus bref délai, les dispositions nécessaires à l'amélioration et à la modernisation de l'habitat rural et de l'équipement des campagnes, n° 361.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exer-

cice 1946 (Services civils) : **AGRICULTURE** : *Discussion générale* (A. de 1945, p. 471); — du projet de loi relatif au statut du fermage : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 1261); Art. 12 : *Amendement de M. Bouvier-O'Gottereau* (p. 1282); *Son amendement* (p. 1287); *le retire* (ibid.); Art. 13 : *Amendement de M. de Baudry d'Asson* (p. 1291); Art. 15 : *Amendement de M. Delcos* (p. 1297); *Amendement de M. Delorme* (p. 1300); Art. 17 : *Soutient l'amendement de M. Desjardins* (p. 1305); *le retire* (ibid.); *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 1318); — du projet de loi sur la nationalisation de la Banque de l'Algérie : Art. 6 : *Sa demande de scrutin* (p. 2329); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : Dispositions spéciales : Art. 19 : *Amendement de M. Delcos* (p. 2346); Art. 23 : *Son amendement* (p. 2364, 2365); *le retire* (ibid.).

SIEFRIEDT (M. Louis), Député du département de la Seine-Inférieure (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 22 décembre 1945, une proposition de loi tendant à accorder aux mères de famille nombreuse l'allocation aux vieux travailleurs, n° 188. — Le 7 février 1946, une proposition de loi tendant à modifier, en ce qui concerne les allocations familiales, l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale, n° 374. — Le 18 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de MM. Joseph Denais, Charles Rousseau et Pierre Burgeot tendant à instituer au profit des mères de famille nombreuses une retraite proportionnelle au nombre de leurs enfants, n° 1100.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **TRAVAIL** : *Discussion générale : Allocations familiales* (A. de 1945,

p. 498); POPULATION : *Discussion générale : Dispensaires et hygiène* (p. 603); — de propositions de loi sur la Constitution et la déclaration des droits; Institutions de la République : Art. 49 : *Ses observations* (A. de 1946, p. 1729 et suiv.).

SIGRIST (M. Joseph), Député du département du Bas-Rhin.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138). — Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale Constituante (A. de 1945, p. 52).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : AGRICULTURE : *Discussion générale : Alsace rurale sinistrée* (p. 471); — d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer (p. 1056); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : AGRICULTURE : *Ses observations* (p. 2298). — S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 137, 151, 1148, 1800, 2084). — Obtient un congé (A. de 1945, p. 137); demande le renouvellement de ce congé (p. 218); obtient un congé (A. de 1946, p. 151, 1148, 1800, 2084).

SION (M. Paul), Député du département du Pas-de-Calais (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de : la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138); de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 667). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638).

Dépôts :

Le 17 janvier 1946, une proposition de loi tendant à améliorer les retraites des mineurs, n° 293. — Le 28 février 1946, un rapport au nom de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines; forces motrices) sur le projet de loi apportant des améliorations au régime de retraites des

ouvriers mineurs, n° 527. — Le 30 mars 1946, une proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder un secours immédiat de deux millions de francs pour venir en aide aux victimes de la catastrophe minière d'Ostricourt (Pas-de-Calais), n° 810.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au personnel des exploitations minières et assimilées : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 238); — du projet de loi apportant des améliorations au régime de retraites des ouvriers mineurs, en qualité de *Rapporteur : donne lecture de son rapport* (p. 488); — de sa proposition de résolution demandant un secours immédiat aux victimes de la catastrophe minière d'Ostricourt (p. 1277); — du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux : *Discussion générale* (p. 2390).

SISSOKO (M. Fily Dabo), Député du territoire du Soudan-Niger (Collège des non citoyens).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 114). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139); de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1946, p. 864).

Dépôts :

Le 14 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de la nationalisation de la banque d'Afrique occidentale, n° 415. — Le 19 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer l'article 31 du décret du 17 juillet 1944 instituant un code pénal indigène pour l'Afrique équatoriale française, l'Afrique occidentale française, le Cameroun et le Togo, n° 446. — Le 5 mars 1946, une proposition de loi tendant à abroger le code pénal indigène en Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française, Togo et Cameroun, n° 574. — Le 8 mars 1946, une proposition de loi tendant à aligner sur un pied d'égalité les pensions et retraites des anciens combattants et victimes de la guerre des territoires d'outre-mer avec celles de la métropole, n° 630. — Le 12 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter

le Gouvernement à supprimer toute forme de culture ou de récolte obligatoire dans les territoires d'outre-mer, n° 636. — Le 12 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer le plus rapidement possible la mise en place, dans les territoires d'outre-mer d'un corps d'inspecteurs du travail dépendant directement du Ministère de la France d'outre-mer, n° 637. — Le 12 mars 1946, une proposition de loi tendant à refondre l'enseignement public en Afrique occidentale française, n° 640.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer (A. de 1946, p. 997); — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Territoires d'outre-mer; Art. 4 : *Son amendement* (p. 1541); *Le retire* (p. 1542); *Son second amendement* (ibid.); *Le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi de M. Lamine-Guéye tendant à fixer le régime électoral et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer : Art. 6 : *Amendement de M. Kaouza* (p. 2248).

SOLINHAC (M. Jean), Député du département de l'Aveyron.

Son élection est validée (A. de 1945 p. 44). — Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 26 février 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Noël Barrot et plusieurs de ses collègues portant statut des laboratoires d'analyses médicales, n° 519.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : POPULATION : *Discussion générale : Recherches et laboratoires* (A. de 1945, p. 606). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 2115).

SOLOMON-LANGEVIN (Mme Hélène) Député du département de la Seine (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommée membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils); IMPRIMERIE NATIONALE : *Discussion générale* (A. de 1945, p. 438); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale : Archivistes départementaux, théâtres subventionnés* (p. 573).

SOUSTELLE (M. Jacques), Député du département de la Mayenne, Ministre des Colonies.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé Ministre des Colonies (J. O. du 22 novembre 1945 (p. 7750)). — Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1946, p. 656).

Dépôts :

En qualité de Ministre des Colonies :

Le 15 janvier 1946, un projet de loi étendant aux territoires relevant du Ministère des Colonies les dispositions des ordonnances des 5 décembre 1944 concernant les chambres de revision, 20 novembre 1944 relative à l'annulation de certaines condamnations et 26 avril 1945 autorisant l'annulation de certaines condamnations, n° 261. — Le 15 janvier 1946, un projet de loi portant application aux colonies des Antilles et de la Réunion des dispositions de l'ordonnance du 12 avril 1945 sur le divorce et la séparation de corps, n° 262.

En qualité de Député :

Le 7 mars 1946, une proposition de loi tendant à créer un fonds d'équipement économique et social de l'Union française, n° 606.

Interventions :

En qualité de *Ministre des Colonies* : Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement : *Discussion générale* (p. 399) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) ; COLONIES : *Discussion générale* (p. 549 et suiv.) ; LOI DE FINANCES : *Amendement de M. Moutet à l'article 88 : Aménagement du Cap-Vert* (p. 684). — En qualité de *Député* : Prend part à la discussion de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des Droits : Art. 13 : *Son amendement* (p. 768) ; *le retire* (p. 769) ; Pouvoirs de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* (p. 1773) ; Des organismes consultatifs ; Art. 67 : *Son amendement* (p. 1856) ; Art. 69 : *Son amendement* (p. 1864) ; Articles réservés : Art. 68 : *Son amendement* (p. 1949) ; *Son second amendement* (p. 1950) ; Art. 72 : *Son amendement* (ibid.) ; Art. 90 : *Son amendement* (p. 1958) ; — d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer (p. 1033) ; — du projet de loi relatif au statut du fermage : *Discussion générale* (p. 1264) ; Art. 12 : *Son amendement* (p. 1287) ; Art. 16 : *Son amendement* (p. 1302) ; Art. 17 : *Son amendement* (p. 1305) ; Art. 19 : *Son amendement* (p. 1310) ; Art. 20 : *Son amendement* (p. 1313) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 1319) ; — de propositions de loi relatives à l'équipement de l'Union française : *Discussion générale* (p. 1757) ; — des conclusions du rapport sur l'adhésion des territoires d'outre-mer à la Constitution : *Discussion générale* (p. 2255), = S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 143, p. 2115). — Obtient un congé (A. de 1946, p. 2115).

SPORTISSE (Mme Alice), Député du département d'Oran et territoire d'Aïn-Sefra (*Collège des électeurs français citoyens musulmans et non-musulmans*).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommée membre de la Commission de

la Constitution (A. de 1945, p. 138). — Est nommée juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Son rapport, au nom du 10^e bureau : sur les opérations électorales du département de la Vendée (A. de 1945, p. 39) ; sur les opérations électorales du territoire de la Côte française des Somalis (A. de 1946, p. 454). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la situation économique de l'Algérie (p. 566) ; — de propositions de loi sur la Constitution et la déclaration des droits ; Art. 14 : *Amendement de M. Schumann, ses explications de vote* (p. 828).

SUZANNET (Mme Hélène de), née DURANT de MAREUIL, Député du département de la Vendée.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommée membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139). — Est nommée juré à la Haute Cour de justice (p. 138).

Dépôt :

Le 23 janvier 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à une réforme de l'administration pénitentiaire dans le but d'utiliser la détention comme moyen de relèvement et de reclassement social et professionnel, n^o 313.

Interventions :

Intervient lors de la discussion d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 42). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés ; Art. 8 : *Son amendement au premier alinéa* (p. 1374). = S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 191).



T

TAILLADE (M. Clément), Député du département du Tarn.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Son rapport, au nom du 2^e bureau, sur les opérations électorales du territoire de la Côte d'Ivoire (Collèges des citoyens et des non-citoyens) (A. de 1946, p. 201). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : *Ses explications de vote* (p. 1551) ; — du projet et de propositions de loi tendant à la nationalisation de certaines sociétés disparues, en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission des affaires économiques : *Donne lecture de son rapport* (p. 2122) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : RAVITAILLEMENT, Chap. LA : *Soutient l'amendement de M. Reille-Soult* (p. 2301). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 1568).

TEITGEN (M. Henri), Député du département de la Gironde, Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre : de la Commission du

Règlement (A. de 1945, p. 53) ; de la Commission de la Constitution (p. 138). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante* (A. de 1945, p. 52). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

En qualité de *Vice-Président de l'Assemblée*, préside : la séance du 13 décembre 1945 (A. de 1945, p. 217) ; la 3^e séance du 28 décembre (p. 478) ; la 2^e séance du 16 janvier 1946 (A. de 1946, p. 47) ; la séance du 29 janvier (p. 151) ; la 1^{re} séance du 13 mars (p. 703) ; la seconde partie de la 2^e séance du 13 mars (p. 729) ; la séance du 20 mars (p. 899) ; la 2^e séance du 27 mars (p. 1112) ; la seconde partie de la 2^e séance du 28 mars (p. 1193) la seconde partie de la 2^e séance du 4 avril (p. 1469) ; la 2^e séance du 18 avril (p. 2012) ; la 3^e séance du 18 avril (p. 2026). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Nomination du chef du Gouvernement* (A. de 1945, p. 58) ; *Election du Président du Gouvernement provisoire de la République* (p. 63). — *Ses rapports sur des pétitions* (A. de 1946, p. 205). — Prend part à la discussion des propositions de loi sur la Constitution et la déclaration des droits ; Art. 24 : *Amendement de M. Bardoux sur la liberté d'enseignement* (p. 777 et suiv.) ; Art. 14 : *Amendement de M. Schumann* (p. 826) ; Articles réservés : Art. 91 : *Son amendement* (p. 1966). — *Ses rapports sur des pétitions* (p. 1322, 1323, 2412). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 431).

TEITGEN (M. Pierre-Henri), Député du département de l'Ille-et-Vilaine, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 — Est nommé Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (Ministère de Gaulle, *J. O.* du 22 novembre 1945, p. 7750; Ministère Gouin, *J. O.* du 27 janvier 1946, p. 754).

Dépôts :

En qualité de Garde des Sceaux, Ministre de la Justice :

Le 11 décembre 1945, un projet de loi modifiant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration, n° 58. — Le 11 décembre 1945, un projet de loi modifiant l'article 412 du Code pénal concernant les entraves apportées à la liberté des enchères, n° 68. — Le 11 décembre 1945, un projet de loi tendant à modifier l'ordonnance du 18 novembre 1944 instituant une Haute Cour de justice, n° 69. — Le 18 décembre 1945, un projet de loi tendant à garantir l'immunité et l'inviolabilité des députés à l'Assemblée Nationale Constituante, n° 110. — Le 20 décembre 1945, un projet de loi modifiant les articles 9, 16 et 50 du Code d'instruction criminelle relatifs aux officiers de police judiciaire, n° 162. — Le 18 janvier 1946, un projet de loi complétant l'article 37 de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix, n° 301. — Le 22 janvier 1946, un projet de loi portant amnistie de certaines infractions commises en Algérie, n° 309. — Le 26 février 1946, un projet de loi fixant les droits d'expédition des actes de l'état civil, n° 510. — Le 26 février 1946, un projet de loi organisant la reprise du cours des délais de procédure, devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation et le Tribunal des conflits, n° 513. — Le 26 février 1946, un projet de loi portant réforme de l'organisation des tribunaux de commerce, n° 515. — Le 28 février 1946, un projet de loi modifiant la loi du 30 juin 1926 modifiée par les lois des 22 avril 1927, 13 juillet 1933, 2 février 1937, et par le décret du 25 août 1937 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, n° 530. — Le 26 février 1946, un projet de loi

portant réforme de l'organisation des cours et tribunaux et du statut des magistrats, n° 514. Le 26 février 1946, un projet de loi portant réforme de l'organisation des justices de paix et du statut des juges de paix, n° 516. — Le 5 mars 1946, un projet de loi portant réforme de l'organisation des greffes de diverses juridictions, n° 569. — Le 5 mars 1946, un projet de loi portant amnistie, n° 570. — Le 14 mars 1946, un projet de loi relatif aux pouvoirs des membres du conseil d'administration de la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaire, n° 668. — Le 19 mars 1946, un projet de loi modifiant les articles 169 et 171, alinéa premier, du Code pénal, n° 693. — Le 23 mars 1946, un projet de loi portant prorogation jusqu'au 1^{er} octobre 1946 de l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 741. — Le 23 mars 1946, un projet de loi concernant la répression des infractions graves au ravitaillement, n° 743. — Le 26 mars 1946, un projet de loi relatif au siège de la Haute Cour de justice, n° 748. — Le 29 mars 1946, un projet de loi étendant aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle les dispositions du titre I^{er} du Livre IV du Code du travail, n° 803. — Le 3 avril 1946, un projet de loi portant abrogation de l'article 10 de la loi du 30 mai 1854 par lequel sont institués des tribunaux maritimes spéciaux dans les colonies affectées à la transportation des condamnés aux travaux forcés, n° 852. — Le 19 avril 1946, un projet de loi relatif à certaines décisions des tribunaux mixtes d'Egypte, n° 1121. — Le 19 avril 1946, un projet de loi portant amnistie en faveur des condamnés indochinois, n° 1122. — Le 19 avril 1946, un projet de loi permettant aux femmes mariées antérieurement à la promulgation du Code de la nationalité française et qui n'ont pas souscrit la déclaration prévue par les articles 8 et 8 bis de la loi du 10 août 1927 (rédaction du décret du 12 novembre 1938) d'acquérir, postérieurement à leur mariage, la nationalité de leur mari, n° 1133. — Le 19 avril 1946, un projet de loi accordant au Ministre de la Production industrielle un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur destiné à récompenser les services rendus par les mineurs, n° 1134. — Le 19 avril 1946, un projet de loi relatif à la codification de certains textes législatifs, n° 1139. — Le 24 avril 1946, un projet de loi modifiant le taux des amendes

pénales, n° 1196. — Le 25 avril 1946, un projet de loi relatif à la validation de décisions d'assemblées tenues par des sociétés pendant la période de suspension générale des délais, n° 1207.

Interventions :

En qualité de *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* : Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration : *Art. 1^{er}* (p. 220); *Art. 2 et 3* (p. 221); — du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance du 18 novembre 1944 instituant une Haute Cour de justice : *Amendement de M. Pierre Cot à l'article 7* (p. 419); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : *JUSTICE : Discussion générale* (p. 424 et suiv.); — Répond aux questions posées par : M. Tourtaud concernant la confiscation des biens de traitres décédés avant jugement ou exécution des jugements et la condamnation de ceux-ci à titre posthume (*A. de 1946*, p. 367); M. Juge sur les poursuites intentées aux patriotes ayant passé par les armes, en période insurrectionnelle, les ennemis du pays (*ibid.*); M. Grenier sur la vente des appartements et la législation des loyers (p. 368); M. Doyen sur les sanctions prises contre ceux qui passent la frontière sans passeport (*ibid.*); Mme Bastide sur les dispositions qu'il compte prendre pour l'inculpation des traîtres et leur incarcération (p. 369); M. Cristofol sur les cartes d'identité retirées aux Françaises (*ibid.*); M. Vincent Badie sur la promotion des magistrats ayant prêté serment au maréchal Pétain, dans l'ordre de la Légion d'honneur (*ibid.*); — Est entendu au cours du débat sur les propositions de loi de M. A. Mercier (Oise) et Pierre Bloch tendant à proroger les délais pour l'ouverture des informations devant les cours de justice et les chambres civiques, à fixer au 1^{er} janvier 1947 la date d'expiration des informations et poursuites pour faits de collaboration : *Art. 2 : Amendement de M. Denais* (p. 471). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie applicable à l'Algérie : *Amendement de M. Larrivière à l'article 1^{er}* (p. 536); *Prend la parole sur l'article 2* (p. 539); *Sur l'article 3* (*ibid.*); *Sur l'article 4* (p. 540);

Sur les amendements de M. Mabrut à l'article 5 (p. 541); — d'interpellations sur la situation économique de l'Algérie (p. 569); — d'interpellations sur la liberté de la presse (p. 730); — du projet de loi portant prorogation de l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Discussion générale* (p. 1173 et suiv.); *Art. unique : Amendement de M. Minjot* (p. 1175); *Demande le renvoi à la Commission* (p. 1176); *Ses observations* (p. 1184); — d'un projet de loi sur la propriété commerciale : *Art. 1^{er} : Amendement de M. Leenhardt* (p. 1575); *Amendement de M. Courant* (*ibid.*); *Art. 2 : Amendement de M. Dutilleul* (p. 1576); *Amendement de M. Rigal* (p. 1577); *Amendement de M. Mercier* (p. 1584); *Amendement de M. Mercier* (p. 1585); *Article additionnel de M. Mercier* (p. 1586); *Amendement de M. Coty* (p. 1587); *Amendement de M. Minjot* (p. 1589); *Art. additionnel 1 bis : Ses observations* (p. 1591); — d'un projet de loi portant amnistie : *Art. 7 : Ses observations* (p. 1752); *Art. 9 : Ses observations* (*ibid.*); *Art. 11 : Ses observations* (p. 1753); — des conclusions du rapport sur l'adhésion des territoires d'outre-mer à la Constitution : *Ses observations* (p. 2254); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : *JUSTICE : Chap. 2 bis : Ses observations* (p. 2304); *Chap. 3, 17, 27, 37, 58 : Ses observations* (*ibid.* et suiv.).

TELLIER (M. Gabriel), Député du département du Pas-de-Calais (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (*A. de 1945*, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (*A. de 1945*, p. 138).

Dépôts :

Le 19 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des agriculteurs sinistrés des avoines de semence n° 465. — Le 19 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des agriculteurs sinistrés un contingent supplémentaire d'engrais azotés, n° 466.

TERPEND-ORDASSIÈRE (M. Jean), Député du département de l'Isère.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 14 février 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement sur la proposition de loi de M. Emile Bocquet et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir la liberté syndicale en agriculture, n° 426. — Le 21 février 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 27 du décret-loi du 29 juillet 1939 relatif aux exonérations de cotisation pour les allocations familiales agricoles, n° 486. — Le 28 février 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur : 1° le projet de loi modifiant l'ordonnance du 12 octobre 1944 déclarant nuls et de nul effet les actes et textes tendant à l'organisation coopérative de l'agriculture et prévoyant une organisation professionnelle provisoire de l'agriculture; 2° la proposition de loi de M. Emile Bocquet et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir la liberté syndicale en agriculture, n° 546.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à l'organisation professionnelle de l'agriculture et de la proposition de loi de M. Bocquet tendant à rétablir la liberté syndicale en agriculture : en qualité de *Rapporteur* de la Commission : *Donne lecture de son rapport* (A. de 1946, p. 632); — du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 12 : *Soutient l'amendement de M. Garet* (p. 1288); Art. 18 : *Son amendement* (p. 1307).

TERRENOIRE (M. Louis), Député du département de l'Orne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139); de la Commission des affaires étrangères (p. 145).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 1789). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1945, p. 334).

TEXIER-LAHOULLE (Mme Marie), Député du département du Morbihan.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommée membre de la Commission des pensions civiles et militaires (A. de 1945, p. 139); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (ibid.).

Dépôts :

Le 19 février 1946, une proposition de loi tendant à créer des nécropoles régionales pour les victimes de la guerre et à en instituer le financement par souscription nationale, n° 463. — Le 28 février 1946, une proposition de loi tendant à créer un insigne spécial en témoignage de la reconnaissance de la Nation française envers les mères et les veuves de ceux qui sont « morts pour la France », n° 545. — Le 12 mars 1946, une proposition de loi tendant à la modification de l'article 8 de l'ordonnance du 25 octobre 1945 portant majoration des pensions des lois du 31 mars et du 24 juin 1919 et des allocations qui s'y ajoutent, n° 644. — Le 28 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de Mme Marie Texier-Lahouille et plusieurs de ses collègues tendant à créer des nécropoles régionales pour les victimes de la guerre et à en instituer le financement par souscription nationale, n° 787. — Le 4 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de Mme Marie Texier-Lahouille et plusieurs de ses collègues tendant à créer un insigne spécial en témoignage de la reconnaissance de la Nation française envers les mères et les veuves de ceux qui sont « morts pour la France », n° 873. — Le 5 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la

répression sur la proposition de loi de Mme Marie Texier-Lahoulle et plusieurs de ses collègues tendant à créer des nécropoles régionales pour les victimes de la guerre et à en instituer le financement par souscription nationale, n° 899.

Interventions :

S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 2060).

THAMIER (M. Henri), Député du département du Lot.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Dépôt :

Le 7 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues relative au prêt au mariage, n° 593.

Interventions :

Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Manche (A. de 1945, p. 23). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 51* (p. 325) ; *Son article additionnel* (p. 366) ; *le retire* (p. 367).

THIBAUT (M. Edouard), Député du département du Gard.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139).

Interventions :

Son rapport, au nom du 7^e Bureau, sur les opérations électorales du département des Basses-Pyrénées (A. de 1945, p. 29).

THIRIET (M. Jules), Député du département de la Moselle.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 334).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) AGRICULTURE : *Discussion générale : Moselle sinistrée* (A. de 1945, p. 472) ; — de l'interpellation de M. Morice sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (A. de 1946, p. 856).

THOMAS (M. Eugène), Député du département du Nord (5^e circonscription), Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones (J. O. du 22 novembre 1945, p. 7750).

Interventions :

En qualité de *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* : Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES : *Discussion générale* (p. 657 et suiv.).

THOREZ (M. Maurice), Député du département de la Seine (4^e circonscription), Ministre d'Etat, Vice-Président du Conseil.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé Ministre d'Etat (Ministère de Gaulle, J. O. du 22 novembre 1945, p. 7750). Vice-Président du Conseil [Ministre sans portefeuille] (Ministère Gouin, J. O. du 27 janvier 1946, p. 754).

Dépôts :**En qualité de Vice-Président du Conseil :**

Le 26 février 1946, un projet de loi relatif à la suppression de certains services régionaux, n° 517. — Le 19 avril 1946, un projet de loi relatif au statut général des fonctionnaires, n° 1119. — Le 19 avril 1946, un projet de loi portant fixation de la date légale de cessation des hostilités, n° 1123.

Interventions :

En qualité de *Vice-Président du Conseil* : Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la suppression de certains services régionaux : *Discussion générale* (p. 991).

THULLIER (M. René), Député du département de l'Aisne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommé membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Amendement de M. Tourtaud à l'article 45* (A. de 1945, p. 320) ; *Son article additionnel* (p. 365) ; *le retire* (p. 366) ; POPULATION, *Discussion générale : Jeunes ménages* (p. 607) ; — du projet de loi portant devolution de biens d'entreprises de presse ; Art. 2 : *Ses observations* (A. de 1946, p. 1827) ; Art. 19 : *Amendement de Mme Braun* (p. 1893) ; Art. 20 : *Amendement de M. Thuillier* (p. 1895) ; Art. 27 : *Son amendement* (p. 1900) ; *le retire* (p. 1901).

TILLON (M. Charles), Député du département de la Seine (6^e circonscription), Ministre de l'Armement.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé Ministre de l'Armement (Ministère de Gaulle, J. O. du 22 novembre 1945,

p. 7750 ; Ministère Gouin, J. O. du 27 janvier 1946, p. 754).

Dépôts :**En qualité de Ministre de l'Armement :**

Le 23 mars 1946, un projet de loi portant création d'un Office national d'études et de recherches aéronautiques, n° 746.

Interventions :

En qualité de *Ministre de l'Armement* : Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946 : *Discussion générale* (A. de 1945, p. 713 et suiv.) ; *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire les crédits affectés aux armées* (p. 717). — Répond à une question posée par M. Maroselli sur la récupération des armes de chasse livrées aux Allemands (A. de 1946, p. 371). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des Dépenses militaires de l'Exercice 1946 : ARMEMENT : *Discussion générale* (p. 1460 et suiv.).

TINAUD (M. Jean-Louis), Député du département des Basses-Pyrénées.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie (A. de 1946, p. 2084). — Est nommé membre titulaire de la Commission d'instruction de la Haute Cour de Justice (A. de 1945, p. 638).

Dépôt :

Le 13 décembre 1945, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur le projet de loi modifiant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la repression des faits de collaboration, n° 90.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant l'ordonnance du 28 novembre 1944

portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration, en qualité de *Rapporteur* : *Dépose et lit son rapport* (A. de 1945, p. 218) ; — du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse ; Art 2 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 1826) ; Art. 6 : *Son amendement* (p. 1834) ; *le retire* (ibid.). = S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 33, 328, 487, 1260, 2260). — Obtient un congé (A. de 1946, p. 487, 1260, 2260).

TIXIER (M. Adrien), Député du département de la Haute-Vienne, Ministre de l'Intérieur.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé Ministre de l'Intérieur (*J. O.* du 22 novembre 1945, p. 7750).

Interventions :

En qualité de Ministre de l'Intérieur :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : INTÉRIEUR : *Discussion générale* (p. 452 et suiv., 457 et suiv.) ; *Discussion générale du Budget des Services civils* (p. 583) ; — du projet de loi autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'Exercice 1946 (p. 722). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 151). — Son décès est annoncé à l'Assemblée [19 février 1946] (A., p. 364).

TONY-RÉVILLON (M. Marie), Député du département de l'Ain.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des territoires d'outre-mer (p. 139) ; de la Commission de la Constitution (A. de 1946, p. 667).

Dépôts :

Le 28 février 1946, une proposition de loi tendant à assimiler les juges de paix aux juges

des tribunaux de première instance, n° 525. — Le 27 mars 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers, n° 770.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard de la France d'outre-mer : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 905) ; — de propositions de loi relatives à la Constitution de la République ; Pouvoirs de l'Assemblée Nationale ; Art. 55 : *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 1847). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 296).

TOUCHARD (M. Auguste), Député du département de la Seine (5^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé membre de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 139). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 13 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire activer par les services des sépultures militaires du Secrétariat général des anciens combattants, la délivrance de la mention « mort pour la France » en faveur des veuves, ascendants ou orphelins, n° 100. — Le 20 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder le transfert gratuit des corps des militaires et victimes de la guerre décédés par le fait de la guerre 1939-1945, n° 151. — Le 20 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à intensifier l'attribution des appareils de prothèse et orthopédiques modernes aux centres d'appareillage des mutilés, n° 152. — Le 20 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder la retraite à tous les titulaires de la carte du combattant, n° 153. — Le 20 décembre 1945, une proposition de loi tendant à l'abrogation du décret du 20 janvier 1940 et de la loi du

9 septembre 1941, n° 155. — Le 21 février 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de M. Auguste Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder la retraite à tous les titulaires de la carte du combattant, n° 480. — Le 13 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de M. Auguste Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire activer par les services des sépultures militaires du Secrétariat général des anciens combattants, la délivrance de la mention « mort pour la France » en faveur des veuves, ascendants ou orphelins, n° 663. — Le 22 mars 1946, une proposition de loi relative à la retraite anticipée facultative des anciens combattants et victimes de la guerre employés dans les administrations publiques, n° 734. — Le 9 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réorganiser la lutte antituberculeuse et à multiplier les dispensaires d'hygiène sociale, n° 955 c. — Le 11 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de MM. Fily-Dabo Sissoko, Félix Houphouët-Boigny et Jean Félix-Tchicaya tendant à aligner sur un pied d'égalité les pensions et retraites des anciens combattants et victimes de la guerre des territoires d'outre-mer, avec celles de la métropole, n° 987.

Interventions :

Est entendu au cours de la discussion de la proposition de résolution de M. Mabrut tendant à inviter le Gouvernement à créer un Ministère des Anciens combattants, prisonniers, déportés et victimes de la guerre : Discussion générale (A. de 1945, p. 295). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **SECRETARIAT GÉNÉRAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE** : *Discussion générale* (p. 429) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le 1^{er} trimestre de l'Exercice 1946 : *Gardes républicains* (p. 706). — Pose au Ministre de l'Economie nationale une question concernant les alloca-

tions et rappels dus aux grands invalides et bénéficiaires (A. de 1946, p. 373). — Est entendu, en qualité de *Rapporteur* : sur le projet de loi concernant le régime spécial des pensions pour les forces françaises libres (p. 960). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution tendant à la réduction des tarifs de transport pour les familles nombreuses de la région parisienne : *Discussion générale* (p. 1663).

TOUJAS (M. Jean), Député du département des Hautes-Pyrénées.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 14 février 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur : I. le projet de loi portant amnistie de certaines infractions commises en Algérie ; II. les propositions de loi : 1° de M. Amar Ouzegane et plusieurs de ses collègues tendant à prendre une mesure d'amnistie en faveur de tous les emprisonnés politiques musulmans en Algérie ; 2° de M. Mohamed Bendjelloul et plusieurs de ses collègues tendant à accorder amnistie pleine et entière à tous ceux qui, en Algérie, antérieurement ou postérieurement au 8 mai 1945, ont été condamnés pour certains faits politiques ; 3° de M. Mohand Achour et plusieurs de ses collègues tendant à accorder l'amnistie aux musulmans algériens condamnés pour faits politiques, n° 431. — Le 28 mars 1946, une proposition de loi tendant à la révision des condamnations prononcées entre le 1^{er} avril 1939 et la date officielle de la libération, en application des décrets des : 21 avril 1939, 24 juin 1939, 29 juillet 1939, 24 et 27 août 1939, 3 novembre 1939, 9 avril 1940 et des articles 75 à 83 du Code pénal, à l'encontre des patriotes et militants ouvriers et syndicaux, n° 795.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exer-

cice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Discussion générale* (A. de 1945, p. 287) ; — du projet de loi portant amnistie applicable à l'Algérie : en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* (A. de 1946, p. 490) ; *Amendement de M. Larribère à l'article premier* (p. 536).

TOURTAUD (M. Auguste), Député du département de la Creuse.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'art. 45* (A. de 1945, p. 319). — Pose au Ministre de la Justice deux questions concernant la confiscation des biens des traîtres décédés avant jugement ou exécution du jugement et la possibilité de les condamner à titre posthume (A. de 1946, p. 367) ; — pose au Ministre des Armées une question sur les unités polonaises du camp de la Courtine (p. 371).

TRUFFAUT (M. Pierre), Député du département de la Charente-Maritime.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138).

Dépôt :

Le 27 décembre 1945, une proposition de loi tendant à rendre les dispositions de la loi du 31 décembre 1936 sur l'arbitrage obligatoire applicables aux rapports entre les agents généraux et les compagnies ou sociétés d'assurances, n° 227 c.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exer-

cice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'art. 1^{er} ter* (A. de 1945, p. 297) ; *Son amendement à l'art. 27, qui devient art. 27 bis* (p. 311) ; *Ses deux amendements à l'art. 57* (p. 337) ; *les retire* (ibid.) ; *Son amendement à l'article 27 bis* (p. 352) ; — du projet de loi prévoyant la mise aux frais de l'Etat des obsèques de M. Adrien Tixier (A. de 1946, p. 534) ; — de propositions de loi de MM. Bissol, Monnerville et Vergès tendant au classement comme départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française ; en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission des finances : *Donne lecture de son rapport* (p. 662) ; — du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du Budget général de l'Exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 2094) ; — du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : *Discussion générale* (p. 2131 et suiv.) ; Art. 7 : *Ses observations* (p. 2179) ; Art. 14 : *Amendement de M. Pleven* (p. 2189) ; Art. 15 : *Son amendement* (p. 2191) ; *Ses observations sur l'article* (p. 2193) ; Art. 22 : *Amendement de M. Wetzel* (p. 2198) ; Art. 23 : *Son amendement* (p. 2199) ; *le retire* (ibid.) ; *Son second amendement* (ibid.) ; *le retire* (ibid.).

TUBERT (M. Paul), Député du département d'Alger et territoire de Ghardaïa
(Collège des électeurs français citoyens musulmans et non musulmans).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 139). — Est nommé membre titulaire de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 20 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à la réparation des préjudices matériels et moraux portés aux fonctionnaires du cadre algérien victimes de l'acte du 5 octobre 1940, n° 147. — Le 5 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de réso-

lution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à adapter au coût actuel de la vie les soldes et indemnités de la garde républicaine et de la gendarmerie, ainsi qu'à assurer un logement décent et salubre aux militaires de cette arme chargés de famille, n° 572. — Le 8 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer la cohésion de l'armée nouvelle, n° 542. — Le 9 avril 1946, une proposition de loi tendant à assurer la protection des « droits des savants », n° 980.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : Ses observations sur l'art. 135 : Frais de régime des mesures de séquestre (A. de 1945, p. 672); — du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le 1^{er} tri-

mestre de l'Exercice 1946 : *Epurations* (p. 701). — Est entendu au cours du débat : sur les conclusions du rapport de M. Lacroix sur les opérations électorales du département d'Oran (A. de 1946, p. 466); sur les interpellations concernant la situation économique de l'Algérie (p. 558). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 1396 et suiv.); Titre II : Art. 31 : *Son amendement* (p. 1474). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance (p. 1513). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant dévolution des biens d'entreprises de presse : Art. 5 : *Ses observations* (p. 1828); — de propositions de loi relatives à la Constitution de la R. publique, Conseil des Ministres : Art. 75 : *Son amendement* (p. 1866); *le retire* (ibid.); Responsabilité pénale des Ministres : Art. 86 : *Son amendement* (p. 1870); Art. 106 : *Son amendement* (p. 1875); *le retire* (ibid.); Art. 109 : *Son amendement* (p. 2000); *le retire* (ibid.).

ASSEMBLÉE
NATIONALE

NUMELEX

V

VAILLANT-COUTURIER (Mme Marie-Claude), Député du département de la Seine (4^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommée membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 139).

Dépôts :

Le 8 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de résolution de M. Adouis Brichot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à établir une carte vestimentaire scolaire, n° 620. — Le 25 avril 1946, une proposition de loi tendant à faciliter et à étendre l'adoption et la légitimation adoptive, n° 1209 C.

Interventions :

Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur les opérations électorales du département d'Alger et du territoire de Ghardaïa (A. de 1945, p. 8). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) EDUCATION NATIONALE : Discussion générale : Situation des étudiants (p. 632); Ses observations sur l'amendement de

M. Capitant (p. 645). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 151).

VALENTINO (M. Paul), Député de la Guadeloupe (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 73).
 = Est nommé membre : de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138); de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1946, p. 460).

Dépôts :

Le 22 février 1946, une proposition de loi tendant à annuler l'incidence de la dévaluation du franc sur le coût de la vie dans les colonies des Antilles et de la Guyane, n° 491. — Le 13 mars 1946, une proposition de loi tendant à l'institution d'offices publics à la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, pour le raffinage du sucre, la bonification des rhums et tafias, et la traite de ces produits, n° 658. — Le 30 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Paul Valentino tendant à l'institution d'offices publics à la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, pour le raffinage du sucre, la bonification des rhums et tafias, et la traite de ces produits, n° 816. — Le 24 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition

de loi de M. Paul Valentino tendant à l'institution d'offices publics à la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, pour le raffinage du sucre, la bonification des rhums et tafias, et la traite de ces produits; n° 1180.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'un fonds monétaire international et d'une Banque internationale : *Discussion générale* (A. de 1945, p. 398); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) **LOI DE FINANCES** : Art. 121 : *Avances aux Colonies* (p. 669); — de propositions de loi tendant au classement de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de l'île de la Réunion comme départements français : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 751); Art. 1^{er} : *Son amendement* (p. 759); *le retire* (ibid.); Art. 2 : *Son amendement* (p. 760); Art. 3 : *Ses amendements* (p. 761); — d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer (p. 1053); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 7 : *Son amendement* (p. 1127); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 4 : *Son amendement* (p. 1455); — d'un projet de loi relatif au statut des délégués du personnel dans les entreprises : Art. 20 : *Son amendement* (p. 1811); *Son second amendement* (p. 1612); *le retire* (ibid.); — de propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des droits; Institutions de la République : Art. 41 : *Son amendement* (p. 1728); Pouvoirs de l'Assemblée : Art. 55 : *Son amendement* (p. 1850); *le retire* (p. 1851); Des collectivités locales : Art. 111 : *Son amendement* (p. 1917); *le retire* (p. 1918); — de propositions de loi relatives à l'équipement de l'Union française : Art. 2 : *Ses observations* (p. 1759); Art. 3 : *Ses amendements* (ibid.); — d'une proposition de loi de M. Lamine-Gueye tendant à fixer le régime électoral et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer : Art. 6 : *Amendement de M. Kaouza* (p. 2247); — d'une proposition de loi présentée par M. d'Astier de la Vigerié relative à l'élection des membres du Conseil de l'Union française : Art. 1^{er} : *Son contre-projet* (p. 2269); Art. 2 : *Son amendement* (p. 2272); *le retire* (ibid.); Art. 3 : *Ses amen-*

dements (ibid.); *les retire* (ibid.); Art. 5 : *Son amendement* (p. 2273); *le retire* (ibid.); Art. 6 : *Son amendement* (p. 2275); *le retire* (ibid.); Art. 7 : *Son amendement* (ibid.); *le retire* (p. 2276); Art. 10 : *Son amendement* (p. 2277); *Son amendement* (ibid.); *le retire* (ibid.). — Demande la discussion immédiate d'une proposition de loi tendant à l'institution d'offices publics pour le raffinage du sucre, les rhums et tafias à la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion (p. 2408). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1945, p. 257); (A. de 1946, p. 113).

VARENNE (M. Alexandre), Député du département du Puy-de-Dôme.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139).

Interventions :

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Nomination du chef du Gouvernement* (A. de 1945, p. 58). — Prend part à la discussion : du règlement de l'ordre du jour : *Ses observations sur la date de discussion de la loi électorale* (A. de 1946, p. 1078); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 40 : *Son amendement* (p. 1211); — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : *Discussion générale* (p. 1332 et suiv.); Art. 1^{er} : *Son amendement* (p. 1360); Art. 4 : *Ses observations* (p. 1367); Art. 8 : *Son amendement sur le panachage* (p. 1371); Art. 11 : *Son amendement sur l'attribution des sièges* (p. 1378); Art. 4 réservé : *Ses observations* (p. 1454, 1456); Art. 9 réservé : *Ses observations sur le nombre des députés* (p. 1457); Art. 11 : *Son amendement* (ibid.); Art. 17 : *Ses observations* (p. 1502); Territoires d'outre-mer : Art. 7 : *Ses observations* (p. 1544); Métropole : Art. 17 bis : *Ses observations* (p. 1547); *Ses explications de vote* (p. 1550); — de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des droits : Constitution de la République : Art. 1^{er} : *Ses observations* (p. 1700); Art. 55 : *Ses explications de vote* (p. 1849); Art. 65 : *Son amendement* (p. 1853); Des orga-

nismes consultatifs : Art. 68 : *Son amendement* (p. 1858); Art 69 : *Son amendement* (p. 1862); *le retire* (ibid.); Conseil des Ministres : Art. 75 : *Son amendement* (p. 1866); Art. 82 : *Ses observations* (p. 1869); Du Président de la République : Art. 99 : *Son amendement* (p. 1874); Art. 105 : *Ses observations* (p. 1875); Articles réservés : Art. 68 : *Son amendement* (p. 1949); Art. 72 : *Amendement de M. Soustelle* (p. 1951); Art. 81 bis (nouveau) : *Son amendement* (p. 1952); Art. 90 : *Son amendement* (p. 1956).

VÉDRINES (M. Henri), Député du département de l'Allier.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission de de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139).

Dépôts :

Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche (Zone d'occupation française d'Autriche), n° 933. — Le 20 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en régie directe l'ensemble des ressources naturelles des biens et installations de tous les centres thermaux du territoire national, n° 1152 c.

Interventions :

SON rapport, au nom du 5^e Bureau, sur les opérations électorales du département de Lot-et-Garonne (A. de 1945, p. 23). — Pose au Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre une question sur les mesures prises pour l'intégration dans un nouvel emploi des prisonniers de guerre et déportés blessés ou malades (A. de 1946, p. 383). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

VÉE (M. Gérard), Député du département de l'Yonne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 47).
= Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138);

de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (*ibid.*).

Dépôts :

Le 18 décembre 1945, une proposition de loi relative à la création d'un office national du bois, n° 128. — Le 18 décembre 1945, une proposition de loi relative à la constitution d'un office national interprofessionnel du machinisme agricole, n° 129. — Le 23 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi portant abrogation des textes relatifs à l'organisation des productions piscicoles, n° 744. — Le 10 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux prisonniers et déportés leur maintien dans les administrations et services publics, jusqu'au licenciement total des agents de leur catégorie nommés postérieurement au 10 juillet 1940, n° 963. — Le 10 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Pierre Lamarque-Cando et plusieurs de ses collègues tendant à l'institution d'offices agricoles départementaux, n° 972. — Le 10 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire répartir d'une manière équitable, par les offices agricoles départementaux, les produits nécessaires à l'agriculture, n° 974. — Le 18 avril 1946, une proposition de loi tendant à mettre à la disposition du Ministère de l'Agriculture les propriétés agricoles confisquées aux traitres, n° 1096 c. — Le 23 avril 1946, une proposition de loi tendant à réglementer la distribution des cartouches pour la campagne de chasse 1946-1947, n° 1166 c. — Le 24 avril 1946, une proposition de loi relative à la production des oléagineux après la cessation des hostilités, n° 1181. — Le 24 avril 1946, une proposition de loi tendant à l'attribution de prêts du crédit agricole mutuel aux unions de coopératives agricoles et tendant à faciliter l'accession des agriculteurs à la petite propriété rurale, n° 1182.

Interventions :

Est entendu au cours de la discussion des conclusions du rapport du 2^e Bureau sur les

opérations électorales du département du Cantal (Invalidation de M. Camille Laurens) (A. de 1945, p. 263). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : AGRICULTURE : *Discussion générale* (p. 465) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946 : *Son amendement tendant à réduire les crédits du budget des armées* (p. 717) ; — du projet de loi et de la proposition de loi de M. Bocquet tendant à l'organisation professionnelle provisoire de l'agriculture : *Ses explications de vote* (p. 634) ; — de propositions de loi relatives à la Constitution et à la Déclaration des droits : *Contre l'amendement de M. Bardoux à l'article 51 bis* (A. de 1946, p. 953) ; — du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 2 : *Son amendement* (p. 1268) ; Art. 8 : *Son amendement* (p. 1271) ; Art. 12 : *Son amendement* (p. 1277 et suiv.) ; *Son amendement au texte modificatif* (p. 1282) ; *Son amendement au texte de l'article 5 bis de l'ordonnance du 17 octobre 1945* (p. 1284) ; *Son nouvel amendement* (p. 1287) ; *Son amendement à l'article 9 de l'ordonnance* (p. 1288). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1765).

VEILLARD (M. Roger), Député du département de Seine-et-Marne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères (A. de 1945, p. 145).

Dépôts :

Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche (Epuración, dénazification, partis politiques et syndicats dans la zone d'occupation française d'Allemagne), n° 924.

Interventions :

S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

VENDROUX (M. Jacques), Député du département du Pas-de-Calais (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 21 février 1946, une proposition de loi tendant à la réparation intégrale des dommages de guerre, n° 483. — Le 15 mars 1946, une proposition de loi tendant à exiger un minimum de conditions d'habitabilité pour les constructions à usage d'habitation, n° 684.

Interventions :

Son rapport, au nom du 5^e bureau, sur les opérations électorales du département de la Mayenne (A. de 1945, p. 24). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : POPULATION : *Discussion générale : Sinistrés, réfugiés et évacués* (p. 693) ; — d'une interpellation de M. Morice sur les suppressions de crédits aux travaux en cours et le risque de chômage que cela entraîne : en qualité de *Président de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre* A. de 1946, p. 594 et suiv.) ; *Ses observations* (p. 762) ; — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 829, 860). — Prend part à la discussion : de propositions de loi tendant à la réparation intégrale des dommages de guerre : en qualité de *Président de la Commission de la reconstruction : Ses observations* (p. 1062) ; — des conclusions du rapport sur la composition et la compétence du Conseil économique : Art. 5 : *Son amendement* (p. 2219) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Dispositions spéciales : Art. 63 : *Son amendement* (p. 2378).

VERGÈS (M. Raymond), Député du territoire de la Réunion (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 192). — Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139).

Dépôts :

Le 12 février 1946, une proposition de loi tendant au classement comme département français de l'île de la Réunion, n° 412 — Le 21 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer, dans le plus bref délai, la condition des colons partiaires (métayers) de la Réunion, n° 474. — Le 21 février 1946, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'exploitation de la totalité des terres cultivables à la Réunion, n° 479. — Le 21 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à transformer la Banque de la Réunion en une banque d'intérêt public, n° 481. — Le 21 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à envisager, dans le plus bref délai, la création d'un Office de la canne à sucre et des grands produits exportables tels que vanille, essence, etc., n° 482. — Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Raymond Vergès et plusieurs de ses collègues tendant à rendre obligatoire l'exploitation de la totalité des terres cultivables à la Réunion, n° 935. — Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Raymond Vergès et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à envisager, dans le plus bref délai, la création d'un Office de la canne à sucre et des grands produits exportables tels que vanille, essence, etc., n° 937. — Le 11 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Raymond Vergès et plusieurs de ses collègues tendant à rendre obligatoire l'exploitation de la totalité des terres cultivables à la Réunion, n° 984.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : COLONIES : *Discussion générale : Situation à la Réunion et à la Martinique* (A. de 1945, p. 544) ; — de sa proposition de loi et de celles de MM. Bissol et Monnerville tendant au classement comme départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane fran-

çaise : *Ses observations* (A., 1945, p. 663) ; — d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer (p. 1052) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Dispositions spéciales à l'Algérie : Art. 28 : *Son amendement* (p. 1528) ; Art. 33 : *Son amendement* (p. 1531) ; Territoires d'outre-mer : Art. 8 : *Son amendement* (p. 1544) ; *le retire* (ibid.) ; *Son second amendement* (p. 1545) ; *le retire* (ibid.) ; Métropole : Art. 26 : *Son amendement* (p. 1549) ; *le retire* (ibid.)

VERMEERSCH (Mlle Jeannette), Député du département de la Seine (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommée membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139).

Dépôts :

Le 31 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer toutes les inégalités entre les salaires des hommes et des femmes dans une même catégorie professionnelle, n° 255. — Le 26 mars 1946, une proposition de loi tendant à reconnaître la qualité de salariés au personnel des services domestiques en lui accordant le bénéfice de toutes les lois sociales, codifiées ou non, et en le soumettant aux juridictions compétentes en vertu de cette reconnaissance, n° 762.

Interventions :

Son rapport, au nom du 6^e Bureau, sur les opérations électorales du département du Nord, 2^e circonscription (A. de 1945, p. 27). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 95). — Pose au Ministre du Travail une question sur l'égalité des salaires masculins et féminins (p. 379).

VERNEYRAS (M. Paul), Député du département de la Seine (3^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission des

finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de comptabilité (p. 139) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1946, p. 1277).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement à l'article 15* (A. de 1945, p. 180) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement à l'article 11* (p. 186) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : INFORMATION : en qualité de *Rapporteur* : *Discussion générale* (p. 517).

VERNIER (M. Charles), Député du territoire des Etablissements français de l'Océanie.

Son élection est validée (A. de 1946 p. 488). — Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer : *Règlement de l'ordre du jour* (A. de 1946, p. 1057). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 399).

VIARD (M. Paul), Député du département d'Alger et territoire de Ghardaïa (Collège des électeurs français citoyens musulmans et non-musulmans.)

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion du rapport relatif au Règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Amendement de M. Pierre-Bloch au*

paragraphe 5 de l'article 14 (A. de 1945, p. 97).

— Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie applicable à l'Algérie : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 505) ; *Amendement de M. Fayet à l'article 2* (p. 538) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des députés : Art. 4 : *Rapports de la loi électorale et de la Constitution* (p. 1368) ; Dispositions spéciales à l'Algérie : *Discussion générale* (p. 1521) ; — d'un projet de loi relatif au vote par correspondance : *Discussion générale* (p. 1553) ; Art. 2 : *Son amendement* (ibid.) ; — de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des Droits : Constitution de la République, Union française : *Ses observations* (p. 1715 et suiv.) ; Des organismes consultatifs : Art. 67 : *Son amendement* (p. 1857) ; *le retire* (p. 1858) ; Articles additionnels : *Amendement de M. Ribère, le retire* (p. 2023) ; *Ses observations avant le vote* (p. 2069) ; — d'une proposition de loi de M. Lamine-Guèye tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer : en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission de la Constitution, *donne lecture de son rapport* (p. 2242). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 328).

VIATTE (M. Charles), Député du département du Jura.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1946, p. 256) ; de la Commission du conseil supérieur des assurances sociales (p. 374). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638).

Dépôts :

Le 26 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rembourser les frais engagés pour les élections aux chambres de métiers du 10 mars 1946, n° 759. — Le 25 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale

sur la proposition de résolution de M. Charles Viatte et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rembourser les frais engagés pour les élections aux chambres de métiers du 10 mars 1946, n° 1219.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'indemnisation des heures perdues par suite des mesures exceptionnelles réduisant l'attribution de l'énergie électrique : *Reprend l'amendement de M. Ramette à l'article 5* (A. de 1945, p. 225); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : POPULATION : *Discussion générale : Subventions à l'entraide française* (p. 602); — du projet de loi relatif à la rémunération des heures supplémentaires de travail : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 401); — du projet de loi modifiant l'ordonnance du 2 novembre 1945 rétablissant les élections aux chambres de métiers : *Sur la discussion immédiate* (p. 569); — du projet de loi autorisant certaines bonifications au profit des ouvriers frontaliers belges et luxembourgeois : *Discussion générale* (p. 614); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 8 : *Son amendement au sixième alinéa* (p. 1130); *Son amendement au septième alinéa* (p. 1131, p. 1148); Art. 15 : *Son amendement* (p. 1177); *le retire* (p. 1179); Art. 19 : *Son amendement* (p. 1180); Art. 33 : *Son amendement* (p. 1202); *le retire* (p. 1203); Art. 45 : *Son amendement* (p. 1213); *le retire* (ibid.); Art. 46 : *Son amendement* (p. 1214); *le retire* (ibid.); Art. 47 : *Son amendement* (p. 1215); — d'un projet de loi relatif au statut des délégués du personnel dans les entreprises : Art. 9 : *Son amendement* (p. 1608). = S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 1568).

VIDAL (M. Marcel), voy. GREFFIER.

VIELJEUX (M. Christian), Député du département de la Charente-Maritime.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P. T. T.

(A. de 1945, p. 138); de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (ibid.).

Dépôt :

Le 18 janvier 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 15 août 1945 instituant un impôt de solidarité nationale, n° 302.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 45* (A. de 1945, p. 319); *le retire* (ibid.); *Discussion générale du budget des services civils* (p. 438); *Déficit budgétaire* (p. 584); ORDRE DE LA LIBÉRATION : En qualité de *Rapporteur* (p. 438); — du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 272 et suiv.); — de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des Droits : Art. 21 : *Son amendement* (p. 870); *le retire* (ibid.).

VILLON (M. Pierre), dit GINSBURGER, Député du département de l'Allier.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). = Est nommé membre : de la Commission du Règlement (A. de 1945, p. 53); de la Commission de la défense nationale (p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport relatif au Règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Amendement de M. Colin au paragraphe 12 de l'article 14* (A. de 1945, p. 101); — du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946, en qualité de *Président de la Commission de la défense nationale : ARMÉES* (p. 717, 725); — du projet de loi portant fixation des Dépenses militaires de l'Exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 1395); France d'outre-mer; Chap. 88 : *Amendement de M. Larribère* (p. 1444); Titre II : Art. 3 bis : *Son amendement* (p. 1471).

VIOLLETTE (M. Maurice), Député du département d'Eure-et-Loir.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement à l'article 9* (A. de 1945, p. 175) ; *Son amendement à l'article 11* (p. 185). — Est entendu sur le Règlement de l'ordre du jour (p. 268). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 34 bis* (p. 314) ; *Demande la ratification de l'article 34 bis, nouvelle rédaction* (p. 352) ; *Ses amendements à l'article 151 : Ministère de la Reconstruction* (p. 672) ; *les retire* (ibid.) ; *Ses observations sur l'article 147 : Prescription des créances insuffisamment justifiées* (p. 674) ; *Son amendement à l'article 164 : Missions à l'étranger* (p. 678) ; *Discussion générale du Budget des Services civils* (p. 577 et suiv.) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946 : *Amendement de M. Capdeville, tendant à réduire les crédits militaires* (p. 732). — Est entendu au cours de l'élection du Président du Gouvernement provisoire de la République (A. de 1946, p. 143). — Demande à interpeller sur la politique générale du Gouvernement (p. 154) ; *Développe cette interpellation* (ibid.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale ; Art. 1^{er} : *Bénéfice réel et forfait* (p. 277) ; Art. 8 : *Sa demande de disjonction* (p. 299) ; — du projet de loi portant amnistie applicable à l'Algérie (p. 507) ; — de propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des droits ; Art. 31 bis : *Ses observations contre l'amendement de M. Bardoux* (p. 953) ; Des collectivités locales : Art 113 et 114 : *Amendement de M. Leenhardt* (p. 1920) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz ; Art. 8 : *Son amendement* (p. 1131) ; Art. 22 : *Son amen-*

dement (p. 1188) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 23 : *Son amendement* (p. 1189) ; *le retire* (p. 1191) ; — du projet de loi ayant pour objet d'accélérer le recouvrement des confiscations de produits illicites ; Art. 1^{er} : *Son contre-projet* (p. 1415) ; Art. 3 : *Ses observations* (p. 1417) ; — du projet de loi portant fixation des Dépenses militaires pour l'Exercice 1946 : France d'outre-mer ; Art. 38 : *Son amendement* (p. 1477) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Dispositions relatives à l'Algérie : *Discussion générale* (p. 1520) ; — d'un projet de loi sur la propriété commerciale ; Art. 1^{er} : *Son amendement au premier alinéa* (p. 1575). — Est entendu sur le Règlement de l'ordre du jour (p. 1591). — Prend part à la discussion du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse ; Art. 12 : *Ses observations* (p. 1887). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 2101).

VIVIER (M. Emile), Député du département d'Eure-et-Loir.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la défense nationale (A. de 1946, p. 256).

Interventions :

Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Marne (A. de 1945, p. 24) ; Son rapport supplémentaire sur ces mêmes élections (p. 49) ; Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Marne (p. 135).

VOURC'H (M. Antoine), Député du département du Finistère.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1946, p. 667).

Dépôts :

Le 19 février 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Maurice Lacroix et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prévoir pour les chefs de famille des avantages égaux à ceux qui sont accordés aux contribuables sans enfant, n° 457. — Le 27 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire application du quotient familial dans le calcul de l'impôt de solidarité nationale, n° 775. — Le 27 mars 1946, une proposition de loi tendant : 1° à considérer comme personne à charge pour le calcul de l'impôt de solidarité l'enfant mineur mort pour la France ; 2° à étendre cet impôt aux Français possédant des immeubles à l'étranger, n° 777. — Le 29 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer une section d'orthopédie à l'école des bottiers, n° 807. — Le 30 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux jeunes gens des familles de trois enfants au moins, encore à charge à leurs parents et utilisant la voie ferrée pour étude ou apprentissage, les tarifs réduits déjà accordés par la S. N. C. F. aux enfants de moins de 18 ans, n° 822. — Le 5 avril 1946, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 11 septembre 1941, relative à l'exercice de la pharmacie, n° 883. — Le 18 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Antoine Vourc'h et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux jeunes gens des familles de trois enfants au moins, encore à charge à leurs parents et utilisant la voie ferrée pour étude ou apprentissage, les tarifs réduits déjà accordés par la S. N. C. F. aux enfants de moins de 18 ans, n° 1099. — Le 18 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Antoine Vourc'h tendant à modifier la loi du 11 septembre 1941, relative à l'exercice de la pharmacie, n° 1101. — Le 24 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la

famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Antoine Vourc'h et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer une section d'orthopédie à l'école des bottiers, n° 1176.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : Art. 82 (A. de 1945, p. 347) ; — d'une proposition de loi, présentée par M. d'Astier de La Vigerie, relative à l'élection des membres de l'Union française ; Art. 5 : *Son amendement* (p. 2275) ; — de sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer une section d'orthopédie à l'école des bottiers, en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* (p. 2328). = S'excuse de son absence (A. de 1945, p. 202).

VOYER (M. Ernest), Député du département de l'Orne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de l'équipement national et de la production (*ibid.*) — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638). = S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 431).

VUILLAUME (M. Jean), Député du département de la Meuse.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). = Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Son rapport, au nom du 3^e bureau, sur les opérations électorales du département du Doubs (A. de 1945, p. 15). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 843).

W

WAGNER (M. Jean), Député du département du Haut-Rhin.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 63).
 = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 139).

Dépôts :

Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche (La presse dans la zone d'occupation française d'Allemagne), n° 925.

Interventions :

Prend part à la discussion de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des Droits : Art. 13 : *Ses observations* (A. de 1946, p. 769). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

WALLON (M. Henri), Député du département de la Seine (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des affaires étrangères (p. 145).

Dépôts :

Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche (Questions administratives et service de santé dans la zone d'occupation française d'Allemagne), n° 926. — Le 25 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant le Président du Gouvernement provisoire à ratifier la convention du 16 novembre 1945 créant l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, n° 1218.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale : Laboratoires universitaires, instituts techniques supérieurs* (A. de 1945, p. 631). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

WASMER (M. Joseph), Député du département du Haut-Rhin.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 63).
 = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138) ; — de la Commission de la jus-

tice et de législation générale (*ibid.*). — Est nommé membre titulaire de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 10 décembre 1945, une proposition de loi tendant à faire admettre les établissements industriels du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle au bénéfice de certaines dispositions de la loi du 17 décembre 1941, relative à l'établissement d'un plan d'aménagement de la production, n° 92. — Le 5 avril 1946, une proposition de loi tendant à l'institution d'un bureau national interprofessionnel des engrais, amendements et antiparasitaires, n° 879. — Le 9 avril 1946, une proposition de loi tendant à abroger l'article 4 du décret du 29 juillet 1926 relatif à l'exercice de la profession d'huissier dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 950.

Interventions :

Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur les opérations électorales du département du Cher (A. de 1945, p. 13). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au statut du fermage ; Art. 17 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 1304) ; — d'un projet de loi sur la propriété commerciale : *Discussion générale* (p. 1752) ; Art. 2 : *Son amendement* (p. 1588) ; *le retire* (*ibid.*) ; — d'un projet de loi relatif au siège de la Haute Cour de justice : *Discussion générale* (p. 1660) ; — d'un projet de loi portant amnistie ; Art. 5 : *Son amendement* (p. 1751). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1764). = S'excuse de son absence (A. de 1945, p. 373 ; A. de 1946, p. 191, 807, p. 2384). — Obtient un congé (A. de 1945, p. 373 ; A. de 1946, p. 191, 2384).

WETZEL (M. Robert), Député du département de la Seine (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la comptabilité (p. 139) ;

de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1946, p. 365). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 208).

Dépôts :

Le 13 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur : I. Le projet de loi portant dissolution d'organismes professionnels et organisation pour la période transitoire de la répartition des produits industriels ; II. Les propositions de loi : 1^o de M. Albert Rigal et plusieurs de ses collègues tendant : 1) à la dissolution des comités d'organisation, des offices professionnels, des offices centraux de répartition et de la caisse autonome de recouvrement des comités d'organisation ; 2) à la répartition des matières premières, des denrées, des produits finis ou demi-finis, devant encore être contingentés ; 2^o de M. Frédéric-Dupont tendant à la suppression immédiate des comités d'organisation ; 3^o de M. Jean-Marie Bouvier-O'Cottureau et plusieurs de ses collègues tendant à : 1) la suppression des comités d'organisation et des organismes similaires ; 2) l'organisation de l'économie ; 4^o de M. Jean Palewski et plusieurs de ses collègues tendant à dissoudre les comités d'organisation et offices professionnels et à instaurer un régime des professions fondé sur la liberté, n° 1026.

Interventions :

Prend part à la discussion : de propositions de loi sur la limitation des débits de boissons : *Discussion générale* (p. 845) ; *Son amendement à l'article unique* (p. 847) ; *le retire* (p. 848) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz ; Art. 4 : *Son amendement* (p. 1124) ; Art. 14 : *Son amendement* (p. 1177) ; Art. 15 : *Son amendement* (p. 1179) ; Art. 20 : *Son amendement au cinquième alinéa* (p. 1182) ; Art. 21 : *Son amendement* (p. 1185) ; Art. 22 : *Son amendement* (p. 1188) ; *Le retire* (p. 1189) ; Art. 24 : *Son amendement* (p. 1195) ; Art. 25 : *Son amendement* (p. 1196) ; Art. 26 : *Son amendement* (p. 1197) ; Art. 29 : *Ses amendements au deuxième alinéa* (p. 1199, 1200) ; Art. 44 : *Son amendement au premier alinéa* (p. 1212) ; *le retire* (*ibid.*) ; Art. 45 : *Son amendement* (p. 1213) ; *le retire*

(ibid.); — du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances; Art. 17: *Son amendement* (p. 2195); Art. 21: *Son amendement* (p. 2198); Art. 22: *Son amendement* (ibid.); *Le retire* (p. 2199); Art. 30: *Son amendement* (p. 2201); *Le retire* (p. 2202).

WINTER (M. Paul), Député du département du Haut-Rhin.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 63).
= Est nommé membre de la Commission de la justice et de la législation générale (A. de 1945, p. 138); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 234).

Dépôts :

Le 3 avril 1946, une proposition de loi tendant à l'institution d'un prélèvement excep-

tionnel sur les avoirs liquides compris dans les patrimoines le 4 juin 1945, n° 859. — Le 3 avril 1946, une proposition de loi tendant à la fixation des bases de calcul des pensions et retraites, n° 861.

Interventions :

= S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1945, p. 1, 233); (A. de 1946, p. 1, p. 296).

WORMS (M. Jean) dit GERMINAL, Député du département de la Dordogne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1946, p. 256). = Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638).



Z

ZAKSAS (M. Gilbert), Député du département de la Haute-Garonne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45);
= Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant à la socialisation de l'électricité et du gaz, n° 11. — Le 22 février 1946, un rapport au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Joseph Delachenal tendant à établir la Constitution de la République française ; 3° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la nouvelle Constitution de la République française ; 4° de M. Mohamed Bendjelloul et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de l'Algérie afin que celle-ci soit inscrite dans la Constitution de la République française ; 5° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une Cour suprême de justice, n° 492 (1^{re} annexe - exposé des motifs) ; (1^{re} annexe - articles) ; (1^{re} annexe - articles - nouvelle rédaction, 1, 2, 3, 4). — Le 26 février 1946, une proposition de loi tendant à accorder une prolongation de la validité des brevets d'invention déposés depuis les hostilités et non exploités, n° 505. — Le 13 avril 1946, une proposition de loi tendant à venir en aide aux victimes de certaines calamités, n° 1030.

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Amendement de M. Pierre-Bloch aux paragraphes 5 et 6 de l'article 14* (A. de 1945, p. 100); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : *AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE : Plan de la direction d'Air-France* (p. 647); — des propositions de loi de MM. Duclos, Delachenal, Philip, Bendjelloul et Bardoux relatives à la Constitution : en qualité de *Rapporteur : Donne lecture de son rapport* (A. de 1946, p. 605); — de propositions de loi sur la Constitution et la déclaration des droits : en qualité de *Rapporteur* de la Commission : *Contre-projet de M. Marie* (p. 675); *Amendement de M. Kalis au deuxième alinéa du préambule* (p. 680); *Amendement de M. Capitant aux quatre premiers articles de la déclaration des droits* (p. 681); Art. 4 : *Amendement de M. Herriot* (p. 766); Art. 12 : *Amendement de M. Desjardins* (p. 768); Art. 13 : *Amendement de M. Soustelle* (ibid.); *Renvoi de l'article à la Commission* (p. 770); Art. 17 : *Amendement de M. Coty* (p. 775); Art. 24 : *Amendement de M. Bardoux* (p. 777); Art. 14 : *Amendement de M. Schumann* (p. 826); Art. 24 : *Amendement de M. Denais* (p. 864); *Amendement de M. Bendjelloul* (p. 865); Art. 18 : *Amendement de M. Bendjelloul* (p. 866); *Amendement de M. July* (ibid.); Art. 19 : *Amendement de M. Rumarouy* (p. 867); *Amendement de M. Coty* (ibid.); Art. 20 : *Amendement de M. Bardoux* (p. 868); *Amendement de M. Mutter* (p. 869); Art. 22 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont* (p. 870); Art. 23 :

Amendement de M. Coty (p. 873); *Amendement de Mme Peyrolles* (p. 876); Art. 25 : *Amendement de M. Denais* (p. 878); Art. 27 : *Amendement de M. Ramadier* (p. 879); Art. 28 : *Amendement de M. Coty* (ibid.); *Amendement de M. Denais* (p. 880); Art. 29 : *Amendement de M. Denais* (ibid.); Art. 30 ; *Amendement de M. Denais* (p. 881); Art. 31 : *Amendements de M. Mutter* (p. 951); Art. 31 bis : *Amendement de M. Delom-Sorbé* (p. 952); *Amendement de M. Bardoux* (p. 953); Art. 32 : *Amendement de M. Denais* (p. 961); *Amendement de M. Colin* (p. 962, 964, 966); *Amendement de M. Frédéric-Dupont* (p. 968); Art. 33 : *Amendement de M. Capitant* (p. 969); *Amendement de M. Grimaud* (p. 970); Art. 34 : *Amendement de M. Devèze* (p. 972); — d'interpellations sur la liberté de la presse (p. 725), — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 39 : *Son amendement* (p. 1207).

ZIVARATTINAM (M. Deïva), Député des Établissements français de l'Inde.

Son élection est validée (A. de 1946, p. 73). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138); de la Commission des territoires d'outre-mer (p. 139).

Dépôts :

Le 26 février 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi étendant aux territoires relevant du Ministère des Colonies les dispositions des ordonnances des 5 décembre 1944 concernant les chambres de révision, 20 novembre 1944 relative à l'annulation de certaines condamnations et 26 avril 1945 autorisant l'annulation de certaines condamnations, n° 503. — Le 1^{er} mars 1946, une proposition de loi relative aux attributions du Conseil général de l'Inde française, n° 564. — Le 16 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Saïd Mohamed Cheikh tendant à accorder l'autonomie administrative et financière à l'Archipel des Comores, n° 1048. — Le 23 avril

1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Saïd Mohamed Cheikh tendant à accorder l'autonomie administrative et financière à l'Archipel des Comores, n° 1159.

Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : TERRITOIRES D'OUTRE-MER : Art. 4 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 1541); Art. 7 : *Son amendement* (p. 1543).

ZUNINO (M. Michel), Député du département du Var.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).

Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts:

Le 29 décembre 1945, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 12 octobre 1945, relative au statut de la coopération agricole, n° 239. — Le 28 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Henri Lespès tendant à inviter le Gouvernement à intensifier immédiatement la production nationale d'engrais, ainsi qu'à accélérer le transport et la répartition d'engrais, n° 786. — Le 25 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Albert Rigal et plusieurs de ses collègues tendant à organiser démocratiquement l'exercice du droit de chasse pour tous les citoyens, n° 1213.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : AGRICULTURE : *Discussion générale* (A. de 1945, p. 468).